Ministère du
Trésor et de
l'Économie

1989-1990

Comptes publics de l'Ontario

VOLUME 1

États financiers

Ce document est également publié en anglais (voir p. x)
This publication is also available in English (see p. x)

ISSN 0833-1189

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1990

92-00773/

À L'HONORABLE LINCOLN MACCAULEY ALEXANDER, P.C., Q.C., C.St.J., B.A.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1990, conformément aux dispositions de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

L'HONORABLE ROBERT NIXON

TORONTO, le 20 juillet 1990

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics 1989-1990 de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1990.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

L'HONORABLE ROBERT NIXON

TORONTO, le 20 juillet 1990

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
Résumé des principales conventions comptables	1-2
État des opérations financières	1-4
État des recettes	1-5
État des dépenses	1-6
État du financement	1-7
État des prêts et dotations en capital	1-8
État de la situation financière	1-9
Notes complémentaires	1-10
Opinion du vérificateur provincial	1-16
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes	
Détail des recettes	2-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	2-10
État des dépenses	
Détail des dépenses	2-12
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	2-20
État des opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-22
Prêts et dotations en, capital	2-24
Dépôts à la Caisse dépargne de l'Ontario et autres dépôts	2-25
Fonds de pension et fonds connexes	2-26
Comptes créés à des fins spéciales	2-27
État du financement	
Produit des emprunts contractés	2-30
Remboursements des emprunts	2-31
Opérations d'Ontario Hydro	2-32
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-33
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-33
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-34
Prêts aux administrations locales	2-34
Autres prêts	2-35
Avances à Ontario Hydro	2-36
Déficit cumulé	2-36
Fonds de pension et fonds connexes	2-37
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	2-37
Comptes créés à des fins spéciales	2-38
Sommaire des dettes contractées	2-40
Encours de la dette contractée	2-42
Passif éventuel	2-49
Créances exigibles de la Couronne	2-56
Aperçu des dix dernières années	
Opérations financières	2-58
Situation financière	2-59

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Section 3 — États divers Page

Caisse de retraite des fonctionnaires ... 3-3
Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative ... 3-7
Fonds d'indexation des pensions de retraite ... 3-8
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale ... 3-15
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 3-18
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles ... 3-20
Produit de la Société des loteries de l'Ontario ... 3-24
Loi sur l'administration financière — Pertes ... 3-25
Loi sur le ministère du Revenu — Remises ... 3-26
Comptes à payer ... 3-27
Comptes à recevoir ... 3-28

Section 4 — États des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles ... 4-3
Affaires civiques ... 4-5
Affaires intergouvernementales ... 4-15
Affaires municipales ... 4-23
Agriculture et Alimentation ... 4-43
Bureau de l'Assemblée législative ... 4-61
Bureau du Conseil des ministres ... 4-69
Bureau du directeur général des élections ... 4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 4-83
Bureau de l'ombudsman ... 4-89
Bureau du vérificateur provincial ... 4-95
Cabinet du premier ministre ... 4-101
Collèges et Universités ... 4-107
Conseil de gestion ... 4-119
Consommation et Commerce ... 4-133
Culture et Communications ... 4-151
Développement du Nord et Mines ... 4-167
Éducation ... 4-179
Énergie ... 4-193
Environnement ... 4-205
Formation professionnelle ... 4-221
Industrie, Commerce et Technologie ... 4-229
Institutions financières ... 4-249
Logement ... 4-257
Office des affaires autochtones ... 4-271
Office de la condition féminine ... 4-277
Office des personnes âgées ... 4-283
Office des personnes handicapées ... 4-289
Procureur général ... 4-295
Revenu ... 4-317
Richesses naturelles ... 4-331
Santé ... 4-351
Services correctionnels ... 4-367
Services gouvernementaux ... 4-377
Services sociaux et communautaires ... 4-396
Solliciteur général ... 4-407
Tourisme et Loisirs ... 4-421
Transports ... 4-437
Travail ... 4-459
Trésor et Économie ... 4-479
Index général des dépenses ... 4-495

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les comptes publics de la province de l'Ontario pour 1989-1990 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 contient les états financiers des sociétés de la Couronne, des conseils et commissions de la province.

Le volume 3 contient l'inventaire détaillé des dépenses.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des comptes publics

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableau comparatif. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des principales conventions comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses, une ventilation du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des flux du Fonds du revenu consolidé établie sur dix exercices et le bilan.

(3) États divers

Les États divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-5 à 4-493, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chaque cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) "État des dépenses par programme"

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses, des prêts et dotations en capital ainsi que des fonds de pension et fonds connexes.

(b) "État des dépenses par programme et activité"

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) "Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses"

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services
Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers
Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert
Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), et les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'ARDA, et les subventions remboursables.

(d) "État des recettes"

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les treize différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) "État des remboursements des prêts, avances et dotations en capital"

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts, avances et dotations en capital financés par le Fonds du revenu consolidé.

(f) "État des dépôts effectués dans les fonds de pension et fonds connexes"

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent aux divers fonds de pension et fonds connexes qui font toujours partie du Fonds du revenu consolidé.

(g) "État des comptes créés à des fins spéciales (net)"

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition fiscale figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après avoir présenté son budget devant l'Assemblée législative, le trésorier de l'Ontario dépose le budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril. Le budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut obtenir des exemplaires gratuits des *Budgets des dépenses* en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Le Rapport financier de la province de l'Ontario

Le *Rapport financier* est publié une fois par an, au terme de l'exercice clos le 31 mars. En règle générale, il est mis à la disposition des membres de l'Assemblée législative, des milieux financiers et du public à la fin de juillet ou au début d'août. Il expose les principaux aspects des finances de la province et les états financiers relatifs à l'exercice écoulé. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost sud, 5e étage, 7, Queen's Park Crescent, Toronto (Ontario) M7A 1Y7.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur l'évolution de la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost nord, 5e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.

Bulletin démographique

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur l'évolution de la population de l'Ontario, de ses comtés, districts et municipalités régionales. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Note

Ce document est publié en anglais et en français. On peut acheter l'une ou l'autre de ces versions en s'adressant à Publications Ontario, 880 rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone : (416) 326-5300, ligne sans frais d'appel 1-800-668-9938.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be purchased from Publications Ontario, 880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8.
Phone: (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938.

section 1

états financiers

Résumé des principales conventions comptables

Entité comptable

Les états financiers, préparés selon le concept du Trésor, présentent une comptabilité des ressources financières obtenues par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les conventions comptables adoptées par la province conviennent le mieux pour le dépôt devant l'Assemblée législative; ainsi, les opérations financières des ministères sont présentées comme des mouvements de trésorerie. Seules les activités des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont reçu des sommes du Trésor ou y ont contribué sont inscrites.

Système comptable

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des dettes contractées pendant l'exercice qui vient de se terminer et de certaines opérations hors caisse. Toutefois, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue.

Les prêts et les avances sont inscrits comme éléments d'actif financier, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. La valeur de ces éléments d'actif est périodiquement redressée, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et avances a diminué ou lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à la participation dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

Les opérations financières de la province sont comptabilisées en quatre catégories :

Recettes

Les recettes comprennent les sommes obtenues grâce aux impôts, taxes, primes, droits et permis, les paiements du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes fiscaux et des programmes à frais partagés, ainsi que le revenu des placements.

Dépenses

Les dépenses relatives aux programmes gouvernementaux comprennent les paiements de transfert versés aux particuliers, aux administrations locales et aux établissements, les intérêts sur les titres émis aux fins de la province, les salaires et les avantages sociaux, les paiements pour les biens et services ainsi que les additions aux immobilisations. Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au moment de l'achat ou de la construction puisqu'il n'est pas dissocié des autres services publics.

Financement

Le financement comprend les opérations de la dette, les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres dépôts.

Les opérations de la dette regroupent les emprunts contractés et remboursés par le gouvernement aux fins de la dette de la province.

Prêts et dotations en capital

Cette catégorie couvre les prêts et les dotations en capital effectués dans différents organismes, sociétés de la Couronne et administrations locales.

Actif financier, déficit accumulé et passif

Actif financier

Les éléments d'actif financier, qui représentent les sommes dues par des tiers au Trésor, proviennent des transactions au comptant.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit accumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

Passif

Le passif correspond aux créances de tiers exigibles du Trésor.

La dette contractée aux fins de la province comprend les débentures et les billets qui sont inscrits à la valeur nominale. On a recours aux ressources générales de la province pour effectuer le remboursement continu et régulier de la dette et aucun fonds d'amortissement n'a été créé à cet effet.

Parmi les autres éléments de passif, on relève les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres comptes de dépôts.

Passif éventuel

Le passif éventuel de la province correspond aux garanties consenties par le trésorier de l'Ontario et aux créances substantielles exigibles de la Couronne. Le passif éventuel en devises étrangères est converti en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Ontario Hydro

Les avances consenties à Ontario Hydro et la dette contractée pour son compte désignent des sommes empruntées de la part d'Ontario Hydro. La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Comme ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de la province; ils sont classés séparément. Les avances et la dette contractée sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

État des opérations financières

pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Province de l'Ontario Budget 1990	Réel 1990	Réel 1989
Recettes	40 713	41 692	37 256
Dépenses	41 290	41 602	38 735
Excédent (déficit)	(577)	90	(1 479)
Financement			
Dette : nouveaux emprunts	2 048	1 882	2 512
remboursements	1 428	2 006	920
Nouveaux emprunts nets (remboursements nets)	620	(124)	1 592
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	326	366	441
Financement net	946	242	2 033
Prêts et dotations en capital - remboursements nets	5	27	96
	951	269	2 129
Augmentation de la caisse et des placements temporaires	(374)	(359)	(650)
Augmentation (diminution) du déficit accumulé	577	(90)	1 479

Voir le Résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des recettes

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Budget 1990	Réel 1990	Réel 1989
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu des particuliers	12 636	13 518	11 687
Taxe de vente au détail	8 679	8 549	7 775
Impôt des compagnies	4 827	4 720	4 223
Taxe sur l'essence	1 394	1 356	1 230
Impôt-santé des employeurs	549	477	-
Taxe sur le tabac	646	770	750
Droits de cession immobilière	632	701	634
Taxe sur les carburants	345	348	309
Impôt sur les bénéfices miniers	150	197	135
Imposition réciproque	115	133	109
Taxe sur le pari mutuel	83	83	79
Impôt sur le revenu des services publics	85	103	54
Impôt sur les concentrations commerciales	62	53	-
Autres	7	7	12
	30 210	31 015	26 997
Autres recettes			
Primes de l'Assurance-santé de l'Ontario	1 301	1 394	1 745
Bénéfices des commissions et sociétés de la Couronne			
Régie des alcools de l'Ontario	608	640	645
Société des loteries de l'Ontario	500	491	485
Droits d'immatriculation des véhicules	587	614	509
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	450	427	399
Autres droits et permis	398	308	279
Intérêts sur les prêts et donations en capital	265	467	265
Redevances	206	193	187
Facturation des services publics	137	134	137
Ventes et locations	121	113	131
Amendes	187	120	113
Divers	274	412	251
	5 034	5 313	5 146
Gouvernement du Canada			
Financement des programmes établis	2 676	2 616	2 674
Services complémentaires de santé	492	491	463
Régime d'assistance publique du Canada	1 739	1 746	1 497
Entente nationale sur la formation professionnelle	116	109	114
Expansion du bilinguisme	56	57	48
Jeunes contrevenants	78	56	56
Réadaptation professionnelle	61	51	30
Autres	251	238	231
	5 469	5 364	5 113
Total des recettes	40 713	41 692	37 256

Voir le Résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des dépenses

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Budget 1990	Réel 1990	Réel 1989
Ministère			
Agriculture et Alimentation	527	**509**	511
Procureur général	506	**493**	415
Commission de régie interne	98	**103**	99
Affaires civiques	51	**46**	46
Collèges et Universités	2 746	**2 731**	2 668
Services sociaux et communautaires	5 056	**5 062**	4 311
Consommation et Commerce	156	**158**	146
Services correctionnels	454	**473**	410
Culture et Communications	317	**314**	255
Éducation	5 210	**5 321**	5 111
Énergie	43	**33**	38
Environnement	483	**487**	415
Bureaux du corps exécutif	9	**8**	8
Institutions financières	41	**41**	37
Services gouvernementaux	740	**668**	612
Santé	13 904	**14 127**	12 569
Logement	537	**527**	421
Industrie, Commerce et Technologie	183	**136**	156
Fonds de technologie	85	**72**	62
Affaires intergouvernementales	9	**8**	9
Travail	139	**133**	119
Conseil de gestion	48	**41**	38
Affaires municipales	565	**565**	1 383
Richesses naturelles	570	**587**	577
Développement du Nord et Mines	322	**308**	287
Office des personnes handicapées	8	**8**	7
Office des affaires francophones	3	**4**	3
Office des affaires autochtones	6	**6**	4
Office des personnes âgées	9	**7**	7
Office de la condition féminine	18	**17**	16
Revenu	850	**825**	799
Formation professionnelle	433	**415**	402
Solliciteur général	475	**498**	448
Tourisme et Loisirs	191	**185**	177
Transports	2 313	**2 319**	2 067
Trésor et Économie	32	**32**	29
Projets de développement économique	63	**51**	41
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 290	**4 284**	4 032
Réductions et contraintes budgétaires (note 9)	(200)	**-**	-
Total des dépenses (notes 8 et 10)	41 290	**41 602**	38 735

Voir le Résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État du financement

Province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Budget 1990	Réel 1990	Réel 1989
Dette			
Nouveaux emprunts :			
Caisse de retraite des enseignants	1 000	1 290	1 809
Caisse de retraite des fonctionnaires	1 048	592	703
	2 048	1 882	2 512
Remboursements :			
Régime de pensions du Canada	454	446	412
Caisse de retraite des enseignants	-	189	-
Caisse de retraite des fonctionnaires	319	712	-
Public	650	650	500
Autre	5	9	8
	1 428	2 006	920
Nouveaux emprunts nets (remboursements nets)	620	(124)	1 592
Caisse d'épargne de l'Ontario - dépôts nets	285	315	377
Autres dépôts nets	41	51	64
Financement net	946	242	2 033

Voir le *Résumé des principales conventions comptables* et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des prêts et dotations en capital

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Budget 1990	Réel 1990	Réel 1989
Remboursements			
Sociétés, conseils et commissions	42	57	80
Conseils scolaires	34	34	40
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	21	24	26
Débentures pour le drainage agricole	21	23	23
Autres	36	29	33
	154	167	202
Nouveaux emprunts			
Sociétés, conseils et commissions	83	68	67
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	46	33	24
Débentures pour le drainage agricole	14	13	12
Autres	6	26	3
	149	140	106
Remboursements nets	5	27	96

Voir le *Résumé des principales conventions comptables* et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

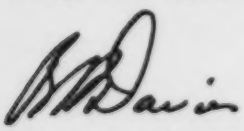
État de la situation financière

Province de l'Ontario

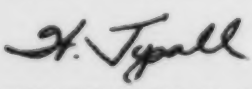
au 31 mars 1990 (en millions de dollars)	1990	1989
Actif financier		
Caisse et placements temporaires (note 1)	2 603	2 244
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 2)	475	466
Prêts aux administrations locales	318	380
Prêts et dotations en capital aux sociétés, conseils et commissions (note 3)	381	370
Autres prêts	70	55
	3 847	3 515
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 4)	7 898	7 789
Total de l'actif financier	11 745	11 304
Déficit accumulé	35 409	35 499
	47 154	46 803
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 5)	37 170	37 294
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2 086	1 720
Total du passif aux fins de la province	39 256	39 014
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 5)	7 898	7 789
	47 154	46 803
Passif éventuel (note 7)	21 490	20 559

Voir le Résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

Le Bureau du Trésor assume la pleine et entière responsabilité des états financiers de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1990, et des notes complémentaires, qui ont été préparés conformément aux conventions comptables décrites dans le Résumé des principales conventions comptables. Le Bureau du Trésor estime que ces états financiers ont été rédigés en bonne et due forme, qu'ils sont complets et qu'ils comprennent tous les renseignements disponibles au 20 juillet 1990.



B. P. DAVIES, trésorier adjoint de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie



W.D. TYSALL,CA, directrice des politiques sur la comptabilité et l'information financière

Notes complémentaires

(Tous les chiffres des tableaux sont en millions de dollars.)

1. Caisse et placements temporaires

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis ou garantis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût.

2. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités.

Une tranche de 401 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à produire un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde accumulé dans ces fonds, qui s'élevait à 29 millions de dollars au 31 mars 1990 (26 millions de dollars en 1989), a permis de réduire le compte de dotations en capital.

3. Prêts et dotations en capital aux sociétés, conseils et commissions

	1990	1989
Sociétés de développement	308	290
Autres	73	80
	381	370

La province avance des fonds pour les prêts accordés par les sociétés de développement. Elle les défraie également du coût de tous les frais d'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des frais engagés pour honorer les garanties, qui s'est élevé à la somme totale de 35 millions de dollars en 1990 (29 millions de dollars en 1989). En plus des remboursements, les avances consenties à ces sociétés sont réduites du montant des remises de dettes et du montant des radiations, soit au total 9 millions de dollars en 1990 (13 millions de dollars en 1989).

4. Avances à Ontario Hydro

La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette qui en résultent constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de l'Ontario. Au 31 mars 1990, le produit des obligations atteignait 4 401 millions de dollars américains (4 770 millions de dollars américains en 1989) et 2 748 millions de dollars canadiens (2 097 millions de dollars canadiens en 1989) en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada. L'équivalent en dollars canadiens des obligations libellées en dollars américains s'élevait à 5 150 millions de dollars (5 692 millions de dollars en 1989), calculés d'après le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Voici les opérations effectuées au cours de l'exercice :

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

	1990	1989
Produit des emprunts contractés	650 $	589 $
Emprunts remboursés	(436)	(145)
Produit net	214	444
Change - gain	(105)	(196)
Augmentation nette de la dette contractée pour Ontario Hydro	109	248
Avances, intérêts et recouvrements connexes		
Avances à Ontario Hydro	650	589
Intérêts	876	838
Recouvrement d'intérêts et emprunts remboursés	(1 312)	(983)
Avances nettes	214	444
Change - gain	(105)	(196)
Avances, intérêts, change nets - gain et recouvrements connexes	109 $	248 $

5. Dette contractée

Les débentures et billets émis aux fins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés selon les devises dans lesquelles ils doivent être remboursés et par année d'échéance ou de remboursement dans les tableaux suivants.

Aux fins de la province

Échéance/ remboursement le 31 mars	1990	Moyenne pondérée du taux d'intérêt %	1989	Moyenne pondérée du taux d'intérêt %
1990			1 414 $	
1991	688 $		534	
1992	639		638	
1993	1 176		1 177	
1994	1 087		1 087	
1995	1 046			
1-5 ans	4 636	8,02	4 850	8,33
6-10 ans	7 807	9,63	6 738	9,42
11-15 ans	10 136	12,18	10 035	11,64
16-20 ans	10 373	11,94	10 925	12,30
21-25 ans	4 152	10,81	4 665	11,18
26-30 ans	64	10,03	71	9,94
31-35 ans	2	10,68	10	10,32
	37 170 $	10,90	37 294 $	10,94

Payable à :	1990	1989
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 535 $	13 981 $
Autres	324	332
Caisse de retraite des enseignants	15 622	14 521
Caisse de retraite des fonctionnaires	6 224	6 345
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293	1 293
Investisseurs publics	172	822
	37 170 $	37 294 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

Pour Ontario Hydro

Échéance/ remboursement le 31 mars	1990 Dollars canadiens	1990 Dollars américains	1990 Total	1990 Moyenne pondérée du taux d'intérêt %	1989 Total	1989 Moyenne pondérée du taux d'intérêt %
1990					239 $	
1991	$	51 $	51 $		52	
1992		347	347		354	
1993		228	228		232	
1994		–	–			
1995		292	292			
1-5 ans		918	918	13,85	877	13,40
6-10 ans		445	445	7,33	605	9,52
11-15 ans	1 000	694	1 694	11,83	1 666	12,12
16-20 ans	1 748	2 183	3 931	9,47	3 394	9,35
21-25 ans		910	910	14,78	1 247	13,52
	2 748 $	5 150 $	7 898 $	10,98	7 789 $	11,06

Payable à :	1990	1989
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 748 $	2 097 $
Investisseurs publics	5 150	5 692
	7 898 $	7 789 $

Le passif correspondant aux débentures en dollars américains a été réévalué selon le taux de change qui était en vigueur le 31 mars. Le gain au change se chiffre à 105 millions de dollars (196 millions de dollars en 1989).

Comme l'explique la note 4, la province détient des titres de compensation constitués d'obligations d'Ontario Hydro comportant des modalités identiques à celles des titres émis par la province.

6. Caisses de retraite

a) Modifications législatives

De nouvelles lois ont été adoptées en décembre 1989 qui apportent des modifications aux régimes de retraite des enseignants et des fonctionnaires.

i) Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires* :

- La Caisse de retraite des fonctionnaires créée en vertu de l'ancienne loi sur le régime de retraite des fonctionnaires est maintenant consolidée.
- Les éléments d'actif et de passif au compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des fonctionnaires et du Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires le 31 décembre 1989.
- À partir du 1er janvier 1990, la Caisse de retraite des fonctionnaires a cessé d'exister dans le Trésor et ses éléments d'actif et de passif ont été transférés à la nouvelle caisse consolidée. Ce transfert a été effectué sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario au montant de 6,9 milliards de dollars.
- Depuis le 1er janvier 1990, la Commission du régime de retraite des fonctionnaires est responsable de la gestion de l'actif du régime de retraite des fonctionnaires ainsi que du versement des prestations aux bénéficiaires.

Le 2 avril 1990, une action a été intentée devant la Cour suprême de l'Ontario pour contester le transfert de l'actif et du passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite à la Caisse de retraite des

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

fonctionnaires. On ne peut déterminer les répercussions, le cas échéant, d'une telle action sur le Trésor puisque l'issue en est incertaine.

ii) Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants* :

- La Caisse de retraite des enseignants créée en vertu de la *Loi de 1983 sur le régime de retraite des enseignants* est maintenant consolidée.
- Les éléments d'actif et de passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants ont été transférés à la Caisse de retraite des enseignants le 31 décembre 1989. Le transfert de l'actif net a été effectué sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario, émises le 1er janvier 1990 au montant de 1,6 milliard de dollars, et le Fonds d'indexation des pensions de retraite a cessé d'exister dans le Trésor.
- Depuis le 1er janvier 1990, la Commission du régime de retraite des enseignants de l'Ontario est responsable de la gestion de l'actif du régime de retraite des enseignants ainsi que du versement des prestations aux bénéficiaires.

b) Dette non provisionnée

i) Le régime de retraite des fonctionnaires

La province verse au régime de retraite des fonctionnaires (le régime) des cotisations paritaires à celles des fonctionnaires et s'est engagée à combler tout manque à gagner. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour s'assurer que l'actif du régime est suffisant pour financer les prestations.

La dernière évaluation de la Caisse de retraite des fonctionnaires déposée devant la Commission des régimes de retraite de l'Ontario couvrait la période qui s'est terminée le 31 décembre 1985 et indiquait un excédent actuariel de 109,9 millions de dollars.

Une évaluation actuarielle à compter du 1er janvier 1990 déterminera le montant de la dette non provisionnée de la nouvelle Caisse consolidée de retraite des fonctionnaires. Cette évaluation sera réalisée sous la direction de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires (la Commission), conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*. Une évaluation préliminaire effectuée en 1989 prévoyait une dette non provisionnée de 1,9 milliard de dollars au 1er janvier 1990. Le gouvernement comblera le manque à gagner sur une période de 40 ans, conformément à la Loi.

Les paiements que devra faire la province jusqu'en 1992, selon le montant estimé de la dette non provisionnée initiale, sont les suivants : 89,6 millions de dollars en 1990, 94,5 millions de dollars en 1991 et 99,7 millions de dollars en 1992 pour un total de 283,8 millions de dollars.

Le montant de ces paiements sera redressé lorsque l'évaluation actuarielle qui doit être effectuée pour le compte de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires sera déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ii) Le régime de retraite des enseignants

La province verse annuellement à la Caisse de retraite des enseignants des cotisations paritaires à celles des enseignants et s'est engagée à combler tout manque à gagner. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour s'assurer que l'actif de la caisse est suffisant pour financer les prestations.

La dernière évaluation de la Caisse de retraite des enseignants au 31 décembre 1987 indiquait un excédent de 33 millions de dollars.

Une évaluation actuarielle à compter du 1er janvier 1990 déterminera le montant de la dette non provisionnée de la nouvelle Caisse consolidée de retraite des enseignants. Cette évaluation sera réalisée sous la direction de la Commission du régime de retraite des enseignants, conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants*. Une évaluation préliminaire effectuée en 1989 prévoyait une dette non provisionnée de 4 milliards de dollars au 1er janvier 1990. Le gouvernement comblera le manque à gagner sur une période de 40 ans, conformément à la Loi.

Les paiements que devra faire la province jusqu'en 1992, selon le montant estimé de la dette non provisionnée initiale, sont les suivants : 192,4 millions de dollars en 1990, 202,9 millions de dollars en 1991 et 214,1 millions de dollars en 1992 pour un total de 609,4 millions de dollars.

Le montant de ces paiements sera redressé lorsque l'évaluation actuarielle qui doit être effectuée pour le compte de la Commission du régime de retraite des enseignants sera déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

Toute insuffisance future du régime de retraite des enseignants et du régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario sera amortie tel que prescrit dans la *Loi sur les régimes de retraite*.

7. Passif éventuel

	1990	1989
Obligations garanties par la province :		
Débentures, obligations et billets - Ontario Hydro	19 727 $	19 259 $
Prêts garantis	1 593	852
Autres	170	448
	21 490 $	20 559 $

Créances exigibles de la Couronne :

Parmi les créances exigibles de la Couronne, dix s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites judiciaires en cours ou éventuelles relatives à des revendications territoriales présentées par des bandes d'Indiens, à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant. En cas de règlement, les sommes versées seront comptabilisées comme dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

8. Dépenses par catégorie courante

	1990	1989
Traitements et salaires	3 349 $	3 093 $
Avantages sociaux	576	512
Transports et communications	352	329
Services	1 568	1 396
Fournitures et matériel	751	687
Acquisition/construction d'immobilisations	645	507
Paiements de transfert	30 534	28 564
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 284	4 032
Autres opérations	139	149
Moins les recouvrements	(596)	(534)
Total des dépenses	41 602 $	38 735 $

9. Chiffres du budget

Les chiffres du budget figurant dans les présents états financiers proviennent du budget de l'Ontario de 1989 déposé devant l'Assemblée législative par le trésorier de l'Ontario le 17 mai 1989.

Le chiffre relatif aux réductions et contraintes budgétaires qui figure dans l'état des dépenses représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été déterminées de façon précise par les ministères lors de la préparation du budget.

10. Paiements anticipés

En mars 1990, le Conseil de gestion du gouvernement a approuvé des paiements anticipés aux hôpitaux et au régime de retraite des enseignants de l'Ontario. On a augmenté les dépenses des ministères de la Santé et de l'Éducation de 334 millions de dollars et de 140 millions de dollars, respectivement, aux fins de paiements qui auraient autrement été effectués durant l'exercice 1990-1991.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1990. Cela inclut les dettes de la province au titre des régimes de retraite suivants qui étaient comptabilisées dans la catégorie "Caisses de retraite et autres fonds de prestations" et qui sont dorénavant inscrites au compte de la "Dette contractée aux fins de la province", tel que décrit à la note 6 :

- Caisse de retraite des fonctionnaires,
- Fonds d'indexation des pensions de retraite,
- Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario.

Opinion du vérificateur provincial

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la province de l'Ontario au 31 mars 1990, ainsi que l'état des opérations financières, l'état des recettes, l'état des dépenses, l'état du financement et l'état des prêts et dotations en capital pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la province au 31 mars 1990, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière au cours de l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables décrites au Résumé des principales conventions comptables. En outre, ces dernières ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

L'avis que j'émets dans le paragraphe ci-dessus résulte d'un examen qui m'a permis de conclure avec un haut degré de certitude que les états financiers de la province ne contenaient pas d'erreurs importantes. Plus précisément, je suis certain à 99 pour 100 près que l'ensemble des erreurs qui auraient pu s'y glisser représente une somme inférieure à 80 millions de dollars.

D.F. Archer, FCA
Vérificateur provincial

Toronto (Ontario)
Le 20 juillet 1990

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 6 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1990 $	1989 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	13 517 770 573	11 686 834 292
Taxe de vente au détail	8 549 014 450	7 775 299 910
Impôt des sociétés	4 719 952 962	4 222 508 217
Taxe sur l'essence	1 356 030 729	1 229 543 704
Taxe sur le tabac	770 443 518	750 328 723
Droits de cession immobilière	695 509 609	633 688 956
Impôt-santé des employeurs	477 042 444	
Taxe sur les carburants	348 471 902	308 614 661
Impôt sur les bénéfices miniers	196 604 736	135 299 981
Enquête sur l'imposition récupérable	132 774 379	109 105 129
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique	102 412 378	54 008 631
Taxe sur le pari mutuel	83 405 679	79 180 031
Impôt sur les concentrations commerciales	52 796 315	
Droits de succession	4 223 939	4 738 294
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	625 321	523 967
Commission des sports professionnels	40 460	62 621
	31 007 119 394	26 989 747 117
Autres		
Impôt foncier provincial	5 791 351	5 538 025
Primes de participation connexes et compagnies d'assurances non titulaires d'un permis	1 896 415	1 720 371
Taxe sur la spéculation foncière		6 484
	7 687 766	7 264 880
TOTAL DES RECETTES FISCALES	31 014 807 160	26 997 011 997

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province en 1989, représente 52% de l'impôt fédéral de base pour l'année d'imposition 1989. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 440 216 451 $ en 1990 et à 356 529 686 $ en 1989 et, d'autre part, les redevances versées aux services fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (3 783 549 $ en 1990 et 3 470 314 $ en 1989).

Une surtaxe de 10 pour cent de l'impôt de l'Ontario sur le revenu exigible en sus de 10 000 $ a été perçue en 1988 et 1989.

Pour l'année d'imposition 1989, les particuliers dont l'impôt ontarien sur le revenu est de 150 $ ou moins ne paient pas d'impôt sur le revenu et les particuliers dont l'impôt ontarien sur le revenu se situe entre 150 $ et 225 $ voient leur impôt ontarien réduit d'un montant équivalant à 450 $ moins le double de leur impôt ontarien sur le revenu.

La taxe de vente au détail équivaut à 8% du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10% pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin, et de 5% pour les logements transitoires. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. La taxe de vente au détail est perçue, pour le compte de la province, par des vendeurs nommés à cet effet.

À compter de minuit, le 17 mai 1989, le délai accordé pour la conversion d'un véhicule automobile à un carburant de substitution, aux fins d'une remise de la taxe de vente au détail a été porté à 180 jours, à la condition que la demande de conversion initiale ait été faite par écrit dans les 90 jours suivant l'achat du véhicule. La remise est plafonnée à 750 $ pour la conversion au propane et à 1000 $ pour la conversion au gaz naturel.

Pour les achats effectués après le 31 mai 1989, la remise maximum de taxe de vente au détail accordée sur les véhicules achetés dans le but de transporter des personnes physiquement handicapées est de 1600 $ pour les voitures et de 2400 $ pour les fourgonnettes.

À compter du 1er juin 1989, on a appliqué une taxe de 5 $ à l'achat de tout pneu neuf. Les pneus d'avions commerciaux, d'outillage, de matériel agricole, de véhicules de lutte contre l'incendie, de fauteuils roulants, de bicyclettes et de jouets sont exonérés.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Également, à compter du 1er juin 1989, les insecticides, les herbicides, les rodenticides et les engrais ont été assujettis à la taxe de vente au détail.

À compter du 1er juillet 1989, les voitures de tourisme neuves à forte consommation de carburant — celles qui, sur les grandes routes, consomment l'équivalent de 9,5 litres ou plus par 100 kilomètres — sont assujetties à une taxe, payable à l'achat, allant de 600 $ à 3500 $.

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend : un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10% et 15,5% des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 50 $ à un maximum de 3/10 de 1% des sommes imposables, pour la plupart des sociétés (L'impôt sur le capital n'est pas applicable à certaines petites compagnies.); un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 4/5 de 1% des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2% à 3% sur le montant brut des primes, pour la plupart des catégories d'assurance; et un impôt additionnel de 0,5% sur les primes d'assurance des immobilisations.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. À partir du 1er janvier 1990, la taxe sur l'essence, de 10,3 cents le litre pour l'essence sans plomb et de 13,3 cents le litre pour l'essence avec plomb, a augmenté de 1 cent le litre. La taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est passée de 2,3 cents le litre à 4,3 cents le litre au 1er janvier 1990. Toutes les catégories de carburants d'aviation sont taxés à 2,1 cents le litre. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les compagnies pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 3,83 cents par cigarette pour la taxe spécifique, et 2,2 cents par gramme ou fraction de gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. Les cigares font l'objet d'une taxe de 45% du prix de vente au détail suggéré par le manufacturier.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Jusqu'à concurrence de 55 000 dollars, la valeur d'achat d'un terrain est grevée d'une taxe de 0,5%; au delà de ce montant, la taxe est de 1%. La portion du prix d'achat qui dépasse 250 000 $ fait l'objet d'une taxe supplémentaire de 0,5%. Un nouveau taux de 2% sur la valeur de contrepartie excédant 400 000 $ sera ajouté pour les immeubles d'habitation d'un ou de deux logements familiaux.

Depuis le 1er janvier 1990, les employeurs doivent acquitter un Impôt-santé des employeurs au taux de 1,95 pour cent du total des salaires payés à leurs employés en Ontario — un taux d'imposition réduit est attribué aux employeurs dont le total annuel des salaires est de 400 000 $ ou moins.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel à un taux de 10,9 cents le litre sauf pour le carburant diesel utilisé dans les locomotives dont le taux est de 3,4 cents le litre. La taxe est perçue pour le compte de la province par les grossistes ou les compagnies d'huile. Elle peut, dans certains cas être acquittée directement par l'utilisateur.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Le taux d'imposition de 20% s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 500 000 $.

Au titre de l'Accord de réciprocité fiscale, le gouvernement fédéral verse certaines contributions à la place des remises de la taxe provinciale de vente au détail et des droits d'immatriculation de ses véhicules automobiles.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la *Loi fédérale sur le transfert de l'impôt* sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9% pour les paris Trifecta et de 7% pour tous les autres types de paris.

Depuis le 1er janvier 1990 on a perçu un impôt sur les concentrations commerciales afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisations dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto.

La *Loi sur les droits successoraux* ayant été abrogée le 10 avril 1979, les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme d'au moins 1% et d'au plus 5% des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5% de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5% des recettes brutes des compagnies de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La province a en outre perçu certaines sommes provenant d'impôts qui n'existent plus, comme celui sur les plus-values ainsi que des montants versés au titre de l'impôt sur les prises de participation croisées et de la taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré par l'Ontario.

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 746 111 899	1 496 809 748
Entente nationale sur la formation professionnelle	108 719 674	114 051 082
Langues officielles en éducation	57 430 274	48 128 910
Accord sur les jeunes contrevenants	55 878 000	56 086 362
Frais administratifs — logements sans but lucratif	55 683 026	23 056 329
Aide juridique	55 294 979	41 613 036
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	50 756 803	30 362 583
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	36 292 439	62 601 162
Bois d'oeuvre	17 864 824	21 261 462
Accord relatif aux cours de langue et de préparation à la citoyenneté	11 734 817	
Entente sur le développement économique et régional (EDER)	3 913 871	15 161 450
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs	2 757 530	1 529 084
Subventionnement des primes de l'assurance-récolte	612 050	19 239 301
Autres	39 244 866	28 619 100
	2 242 295 059	1 961 043 550
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	2 615 697 375	2 673 522 000
Services complémentaires de santé	491 279 000	462 852 000
Autres	15 258 899	15 229 083
	3 122 235 274	3 151 603 083
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	5 364 530 333	5 112 646 633

Dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse à la province 50% des dépenses admissibles des programmes d'assistance sociale et de bien-être s'adressant aux personnes les plus démunies.

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissement d'enseignement et en milieux d'emploi destinés à améliorer notamment les compétences professionnelles des travailleurs et à accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

Dans le cadre de son programme des Langues officielles en éducation le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais encourus pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la "langue de la minorité officielle", et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux de promotion du bilinguisme qui nécessitent un soutien particulier.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse des frais engagés par la province pour financer les services d'aide juridique prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. À partir d'avril 1989, la contribution du fédéral aux programmes des jeunes contrevenants de l'Ontario a été gelée au niveau de 1988-89.

Les frais administratifs des logements sans but lucratif sont fixés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et versés à la province en vue de financer la gestion de logements pour les personnes dans le besoin. Ils sont payables une seule fois, à compter de la date à laquelle les logements sont subventionnés.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles, civiles et autres liées à la Loi sur les jeunes contrevenants. La contribution fédérale pour l'aide juridique pour les affaires criminelles comprend un maximum de 55% et un minimum de 45% des dépenses admissibles de la province. Les versements au titre de l'aide juridique pour les affaires criminelles équivaut à 50% des dépenses admissibles par habitant, pour toutes les provinces, pour l'année antérieure, plus 50% du taux d'augmentation des dépenses admissibles de la province par habitant.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Ce montant est ensuite rajusté en fonction du chiffre de la population de la province de l'Ontario pour l'exercice courant et selon un plafond représentant le taux de croissance du produit national brut moins 1%. En vertu du *Régime d'assistance publique du Canada*, le gouvernement fédéral rembourse 50% des dépenses admissibles de la province au titre de l'aide juridique pour les affaires civiles. La contribution fédérale au titre de l'aide juridique aux jeunes contrevenants est équivalente au plus petit des deux montants suivants : 73 cents par habitant de la province, ou 50% des dépenses admissibles de la province pour la prestation de services d'aide juridique aux jeunes délinquants prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province 50% des dépenses admissibles qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en œuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

La *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'œuvre* est entrée en vigueur le 20 juillet 1987. Le montant de 17 864 824 $ représente le droit de l'Ontario à l'impôt fédéral perçu des exportateurs de bois d'œuvre en vertu de la loi.

Les paiements au titre des cours de langue et de préparation à la citoyenneté sont des remboursements de la partie des coûts assumés par le gouvernement fédéral pour la formation en anglais et la préparation à la citoyenneté offertes aux nouveaux arrivants. Cette entente s'est terminée le 31 mars 1990.

En vertu de l'Entente sur le développement économique et régional (EDER), le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses admissibles pour financer des programmes de ressources forestières et de développement du tourisme et des minéraux.

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

Conformément à des accords de partage des coûts, le gouvernement fédéral paie une partie du coût du programme d'assurance-récolte auquel cotisent les agriculteurs. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

Dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE), les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts pour les programmes du secteur de la santé et de l'enseignement postsecondaire. La contribution fédérale en matière des services de santé-assurés et d'enseignement postsecondaire équivaut à la contribution fédérale moyenne par habitant, pour l'ensemble du Canada, pour l'année de référence 1975-1976. La contribution au financement des services complémentaires de santé correspond à un montant de 20 $ par habitant pour l'année de référence 1977-1978. De plus, ces contributions par habitant pour les différentes années de référence sont ensuite rajustées chaque année au moyen d'un facteur de progression du FPE afin d'établir la contribution totale par habitant. Ce montant est ensuite multiplié par le chiffre de la population de la province pour obtenir le versement total à la province pour l'exercice courant. Le facteur de progression du FPE est calculé en fonction de la moyenne composée et mobile du taux de croissance du PNB étalée sur trois ans. Depuis 1986-1987, le facteur de progression du FPE a été réduit de 2 points de pourcentage. Le montant du FPE a été gelé au niveau de 1989-90 pour 1990-91 et 1991-92. La contribution au titre du FPE comprend des transferts de fonds et de points d'impôt. Le paiement de transfert effectué représente la différence entre le montant et les points d'impôt dûs à la province, déduction faite du redressement affecté à l'année antérieure.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 5 915 065 $ accordées en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1907;

(b) un montant de 142 414 $ équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 280 $);

(c) un montant de 76 662 $, équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981;

(d) un montant de 9 094 942 $ représentant un paiement de transfert du gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur le boycott*, Projet de loi C-22.

ANNEXES A L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
AUTRES RECETTES		
Primes — Régime d'assurance-santé de l'Ontario	1 394 480 003	1 744 704 576
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions		
Régie des alcools de l'Ontario	640 000 000	645 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Loteries interprovinciales	325 000 000	321 000 000
— Jeux à résultat instantané	81 000 000	101 000 000
— Lottario	44 000 000	45 000 000
— Wintario	19 000 000	14 000 000
— Pick 3	14 000 000	2 000 000
— Encore	7 000 000	
— Célébration 89	1 000 000	2 000 000
	1 131 000 000	1 130 000 000
Certificats d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	613 866 859	509 276 470
Commission des permis de vente d'alcool — droits	427 406 790	399 122 546
Autres droits et permis		
Services d'enregistrement immobilier	59 928 738	58 082 963
Chasse et pêche	32 147 815	31 582 972
Paiements d'entretien — Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	20 689 206	20 647 580
Autres	195 141 100	168 345 707
	307 906 859	278 659 222
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	113 997 585	105 786 830
Autres	5 774 509	7 520 273
	119 772 094	113 307 103
Frais d'utilisation des services publiques	133 809 960	136 669 777
Redevances		
Énergie hydraulique	99 400 721	94 373 818
Redevances sur la coupe du bois	76 450 678	78 306 174
Autres	16 845 908	14 773 145
	192 697 307	187 453 137
Autres		
Intérêts sur les prêts, avances et dotations en capital		
Placements temporaires	396 862 163	197 085 215
Prêts aux administrations locales	17 096 912	20 578 031
Sociétés, conseils et commissions	22 538 388	12 361 889
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	1 208 173	1 894 622
Autres	29 769 392	32 860 019
	467 475 028	264 779 776
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — subrogation	55 698 536	55 957 136
Autres	112 626 814	104 499 309
	168 325 350	160 456 445
Ventes et locations	113 314 200	130 635 233
Recouvrement de dépenses des années précédentes	62 397 386	43 018 601
Divers	180 971 221	47 893 660
	356 682 807	221 547 494
TOTAL DES AUTRES RECETTES	5 313 423 057	5 145 976 546

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Les primes sont versées par les cotisants au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Les tarifs en vigueur sont de 29,75 $ par mois pour les célibataires, et de 59,50 $ par mois pour les familles. Les primes de l'assurance-santé de l'Ontario ont été éliminées à compter du 1er janvier 1990.

Les bénéfices provenant de sociétés de la Couronne et de régies sont les montants constitués par des bénéfices d'exploitation nets qui ont été reçus par la province.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules commerciaux et les autobus, les droits peuvent varier entre 81 $ et 2 722 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules commerciaux pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 66 $ par année dans le Sud de l'Ontario, de 33 $ dans le Nord et de 90 $ dans le Grand Toronto. Quant aux motocyclettes et aux mobylettes, les droits sont de 36 $ et 12 $, respectivement dans le Sud de l'Ontario et 18 $ et 12 $, respectivement dans le Nord de l'Ontario. Les droits de permis de conduire sont de 10 $ par année ou de 30 $ pour une période de trois ans. Les droits d'obtention de permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement des frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur route.

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 23,2% du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format du conditionnement. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Ces permis donnent à leurs titulaires le droit de chasser le gibier sauvage ou de s'adonner à la pêche sportive sur l'ensemble du territoire de la province. Pour les non résidents de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 33 $ et celui du permis de chasse varie entre 5,75 $ et 200 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser et le lieu de résidence.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

La rubrique "Amendes et pénalités" est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées "frais d'utilisation des services publics" pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre moyen de kilowatts produits dans l'année multiplié par le tarif de base, qui était de 6,80 $ en 1989. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite "redevance sur la coupe du bois". Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La province reçoit également des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique "Ventes et locations", on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et du crédit-bail appliqué à des terres de la Couronne.

La rubrique "Recouvrement de dépenses des années précédentes" représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer sous la rubrique "Remboursement de dépenses" n'eussent été des délais de remboursement.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Les intérêts sur les placements à court terme perçus par la province proviennent des placements de liquidités.

Les intérêts perçus par la province au titre des prêts aux municipalités concernent des montants qui, pour la plupart, ont été avancés lors d'années antérieures en vue de stimuler l'activité économique régionale, par la mise en oeuvre de différents programmes d'aide à l'embauche, à la construction et à la création d'emplois.

La province a consenti des prêts et des avances portant intérêt aux sociétés, aux conseils et aux commissions afin de leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

La province a consenti à certains hôpitaux publics des prêts à la construction, dans le cadre du programme géré par le ministère de la Santé en vue de soutenir les investissements en capital. Aucun nouveau prêt n'a été consenti depuis l'exercice 1977-1978.

Les autres intérêts perçus par la province concernent des débentures émises par les municipalités ou des prêts accordés pour la réalisation de projets particuliers.

RECETTES TOTALES	**41 692 760 550**	**37 255 635 176**

Voir le Sommaire des recettes, par ministère et par catégorie principale, pages 2-10 et 2-11

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Ministères	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques		1 189 993					3 900
Affaires intergouvernementales		101 478					
Affaires municipales				4 950 958	60		11 500
Agriculture et Alimentation		2 253 365		5 826 206	3 371 684		1 927 939
Bureau de l'Assemblée législative					4 800		
Bureau du Conseil des ministres		174 621					277
Bureau de l'Ombudsman							2 775
Cabinet du premier ministre							
Collèges et Universités		12 562 075		425 764	190 953		765
Conseil de gestion				127 234			708 109
Consommation et Commerce	40 460	72 681			561 752 302	139 755	7 967
Culture et Communications		567 052			2 801 619		46 813
Développement du Nord et Mines	625 321	811 899		29 566	932 865	3 580	534 459
Éducation		58 513 316		661 335	683 680		1 163 656
Énergie		226 287		4 071 414	22 941		49 500
Environnement		2 757 539		56 007	924 424		94 916
Formation professionnelle		108 719 674		41 813	2 531 088		5 158
Industrie, Commerce et Technologie		12 086		1 314 928	117 882		245 242
Institutions financières	1 896 415			6 557	24 484 986	11 267	15 911
Logement		55 683 026		20 407 307	2 477		151 863
Office de la condition féminine							
Office des personnes handicapées							
Procureur général		59 189 113		11 012 619	60 515 324	115 748 728	177 694
Revenu	31 010 868 131			11 213 979	46 082		199 569
Richesses naturelles		24 100 626		734 190	45 380 604	251 010	10 978 619
Santé		32 821 632		55 698 536	21 674 218		3 227 038
Services correctionnels		32 913 277		9 043			1 730 405
Services gouvernementaux		4 532 997		5 978 492	493 524		61 565 753
Services sociaux et communautaires		1 835 572 708		14 637 439	1 712 980		537 895
Solliciteur général		8 730 158		11 634 102	1 266 086		3 226 533
Tourisme et Loisirs		11 054		61 768	3 405 014		1 989 647
Transports	1 376 833	350 453		2 410 602	614 390 988	3 523 001	24 537 728
Travail		238 645		16 856 636	2 473 927	94 753	172 569
Trésor et Économie		189 304	3 122 235 274	158 855			
Total des ministères	31 014 807 160	2 242 295 059	3 122 235 274	168 325 350	1 349 180 508	119 772 094	113 314 200

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Ministères	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Primes	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Intérêt	Total des recettes
	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques					77 290	65 632		1 336 815
Affaires intergouvernementales					68 790			170 268
Affaires municipales					299 892	442 618		5 706 028
Agriculture et Alimentation					2 193 107	182 972		15 755 273
Bureau de l'Assemblée législative					136 816	177		141 793
Bureau du Conseil des ministres					4 636			179 534
Bureau de l'ombudsman					13 761	17 837		34 373
Cabinet du premier ministre					5 477			5 477
Collèges et Universités					7 539 250	183		20 718 990
Conseil de gestion					13 724	785		849 852
Consommation et Commerce				640 000 000	10 274	178 419		1 202 201 858
Culture et Communications	319				360 604	6 675		3 783 082
Développement du Nord et Mines	1 332 102				1 435 554	5 267		5 710 613
Éducation					361 466	7 159		61 390 612
Énergie					48 292	3 100		4 421 534
Environnement		133 809 960			405 865	184 485		138 233 196
Formation professionnelle					1 128 143	13 011		112 438 887
Industrie, Commerce et Technologie	1 000				7 574 569	38 015 360		47 281 067
Institutions financières					2 631	56 578		26 474 345
Logement					203 268	185 334		76 633 275
Office de la condition féminine						780		780
Office des personnes handicapées					19 160			19 160
Procureur général					259 360	41 961 403		288 864 241
Revenu					4 590 769	345 293		31 027 263 823
Richesses naturelles	191 359 903				576 742	57 826		273 439 520
Santé			1 394 480 003		5 516 334	936 069		1 514 353 830
Services correctionnels					183 127	7 811		34 843 663
Services gouvernementaux					1 079 628	14 692 797		88 343 191
Services sociaux et communautaires					485 177	57 335		1 853 003 534
Solliciteur général					2 396 849	66 054		27 319 782
Tourisme et Loisirs	3 786			491 000 000	1 056 082	118 484		497 645 835
Transports	197				697 559	118 305		647 405 666
Travail					20 140	214 731		20 071 401
Trésor et Économie					23 633 050	83 027 741	467 475 028	3 696 719 252
Total des ministères	192 697 307	133 809 960	1 394 480 003	1 131 000 000	62 397 386	180 971 221	467 475 028	41 692 760 550

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses par catégorie ainsi que des comptes créés à des fins spéciales, des prêts, avances et dotations en capital.

	1990 $		1989 $	
Affaires civiques		46 577 469		45 919 264
Affaires intergouvernementales		8 159 431		8 481 582
Affaires municipales				
Affaires municipales		513 808 305		1 332 559 987
Planification communautaire		38 314 426		34 586 595
Autres programmes		13 184 681		15 669 398
		565 307 412		1 382 815 980
Agriculture et Alimentation				
Aide financière à l'agriculture				
Politique d'aide financière	221 962 270		257 049 022	
Autres activités	28 655 525	250 617 795	20 999 494	278 048 516
Programme de technologie, développement et services régionaux agricoles				
Éducation et recherche	86 417 331		108 236 635	
Services techniques et consultatifs	79 858 842		58 978 698	
Administration du programme	1 162 722	167 438 895		167 215 333
Programme de commercialisation et de normes des produits agro-alimentaires				
Commercialisation et développement des marchés	43 073 916			
Autre activités	21 247 793	64 321 709	41 490 387	41 490 387
Administration du ministère		26 765 885		24 208 734
		509 144 284		510 962 970
Bureau de l'Assemblée législative		85 964 233		83 155 385
Bureau du Conseil des ministres		9 049 790		8 194 556
Bureau du directeur général des élections		2 779 820		1 785 168
Bureau du lieutenant-gouverneur		632 360		554 695
Bureau de l'ombudsman		7 736 941		7 101 700
Bureau du vérificateur provincial		6 908 552		6 431 418
Cabinet du premier ministre		2 251 132		2 225 101
Collèges et Universités				
Aide aux universités				
Aide provinciale aux universités	1 771 484 587		1 721 278 203	
Autres activités	6 665 541	1 778 150 128	6 909 714	1 728 187 917
Aide aux collèges				
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	743 976 541		736 254 306	
Autres activités	4 147 833	748 124 374	3 749 975	740 004 281
Affaires étudiantes				
Aide provinciale aux étudiants		199 028 297		194 309 325
Administration du ministère		5 670 693		5 426 265
		2 730 973 492		2 667 927 788

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Conseil de gestion		40 577 253		38 233 295
Consommation et Commerce				
Enregistrement				
Enregistrement immobilier	38 389 529		40 079 304	
Autres activités	25 560 506	63 950 035	21 726 228	61 805 532
Réglementation des courses de chevaux				
Réglementation des courses de chevaux		35 891 779		34 467 553
Autres programmes		57 791 148		49 692 161
		157 622 962		145 965 246
Culture et Communications				
Développement culturel et institutions culturelles				
Industries et organismes culturels	131 113 292		118 083 856	
Autres activités	55 200 872	186 314 164	35 487 764	153 571 620
Programme de subventions d'immobilisation et services régionaux				
Installations communautaires	43 603 877		25 407 638	
Services régionaux	4 483 986	48 087 863	2 736 075	28 143 713
Bibliothèques et information communautaire				
Services de bibliothèque	42 473 530		40 283 038	
Information communautaire	1 259 362	43 732 892	1 318 879	41 601 917
Autres programmes		36 160 023		31 940 794
		314 294 942		255 258 044
Développement du Nord et Mines				
Programme de développement et de transports du Nord				
Infrastructure des transports	131 536 949		116 269 334	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000		30 000 000	
Autres activités	87 345 664	248 882 613	89 384 785	235 654 119
Mines et minéraux		43 961 490		38 343 954
Administration du ministère		15 323 830		12 784 450
		308 167 933		286 782 523
Éducation				
Éducation				
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 473 517 204		4 453 802 193	
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	46 819 715		44 259 302	
Autres activités	61 704 215	4 582 041 134	61 029 243	4 559 090 738
Services éducatifs				
Caisse de retraite des enseignants	649 955 196		458 759 604	
Autres services éducatifs	4 430 900			
Fonds d'indexation des pensions de retraite	48 172 209		55 587 920	
Autres activités	2 457 908	705 016 213	2 550 348	516 897 872
Administration du ministère		33 847 533		35 131 507
		5 320 904 880		5 111 120 117

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Énergie		33 162 455		38 176 594
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Services d'ingénierie	155 981 690		128 149 334	
Exploitation des services publics	82 029 395		83 133 384	
Société ontarienne de gestion des déchets	15 300 000	253 311 085	14 300 000	225 582 718
Contrôle de l'environnement				
Application et exécution des règlements	38 125 121		31 079 806	
Autres activités	61 328 313	99 453 434	52 746 864	83 826 670
Services environnementaux				
Gestion des déchets	43 508 429		26 765 262	
Autres activités	55 356 594	98 865 023	49 117 414	75 882 676
Administration du ministère		35 179 949		29 899 527
		486 809 491		415 191 591
Formation professionnelle				
Formation professionnelle				
Exécution du programme	399 657 594		387 106 183	
Administration du programme	300 620	399 958 214		387 106 183
Programme d'administration du ministère		14 854 623		15 196 390
		414 812 837		402 302 573
Industrie, Commerce et Technologie				
Programme et politiques et de technologie				
Fonds de technologie	71 836 772		61 365 075	
Autres activités	14 245 148	86 081 920	22 232 299	83 597 374
Programme des Sociétés de développement de l'Ontario		53 278 311		56 861 119
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries				
Assistance financière aux industries	2 412 017		12 782 879	
Autres activités	10 731 070	13 143 087	9 078 798	21 861 677
Expansion industrielle et commerciale		41 513 593		37 245 429
Autres programmes		13 661 792		17 923 391
		207 678 703		217 488 990
Institutions financières				
Normes financières		35 921 119		31 736 538
Administration du ministère		5 472 219		5 035 141
		41 393 338		36 771 679

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Logement				
Logements sociaux				
Opérations régionales de logement	242 913 520		157 519 934	
Société de logement de l'Ontario	214 430 000		194 632 900	
Autres activités	862 059	458 205 579	1 116 674	353 269 508
Programme de politique de logement et révision des loyers		38 235 815		36 920 352
Autres programmes		30 077 906		31 222 288
		526 519 300		421 412 148
Office des affaires autochtones		6 075 202		4 188 467
Office de la condition féminine		17 070 450		16 235 451
Office des personnes âgées		7 374 425		6 415 046
Office des personnes handicapées		7 624 511		6 950 095
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Administration de la justice	189 681 515		161 953 050	
Autres activités	24 182 778	213 864 293	22 909 001	184 862 051
Avocat de la Couronne				
Élaboration des politiques	128 173 095		107 235 415	
Autres activités	12 312 619	140 485 714	8 431 903	115 667 318
Services juridiques de la Couronne				
Droit criminel	57 855 799		45 546 575	
Autres activités	13 717 208	71 573 007	7 379 989	52 926 564
Autres programmes		66 655 951		61 868 821
		492 578 965		415 324 754
Revenu				
Recettes fiscales et subventions				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	591 481 312		582 309 830	
Autres activités	91 947 993	683 429 305	79 897 502	662 207 340
Évaluation foncière				
Bureaux d'évaluation régionaux	96 151 964		96 267 719	
Autres activités	6 908 738	103 060 702	6 603 238	102 870 957
Autres programmes		38 541 550		33 495 374
		825 031 557		798 573 671
Richesses naturelles				
Produits tirés des ressources				
Gestion forestière	115 657 024		107 684 013	
Ententes sur la gestion forestière	81 753 853	197 410 877	79 098 696	186 782 709
Terres et eaux				
Offices de protection de la nature et gestion des eaux	54 586 991		50 871 218	
Services d'aviation et lutte contre les incendies	45 385 424		45 492 416	
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	31 139 799		57 061 153	
Autres activités	46 009 738	177 121 952	40 717 557	194 142 344

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Loisirs de plein air				
Gestion de la pêche	51 555 156		49 052 660	
Zones de loisirs	47 301 439		42 398 028	
Gestion de la faune	24 363 191	123 299 786	18 644 089	110 054 705
Administration du ministère				
Administration des régions	43 061 774		43 975 911	
Autres activités	39 200 806	82 062 580	33 403 505	77 379 416
Expérience dans le domaine des ressources		7 066 737		8 105 167
		586 961 932		577 344 341
Santé				
Soins en établissements				
Hôpitaux et établissements connexes	7 059 526 329		6 092 591 203	
Services de maison de soins infirmiers	428 824 685		406 868 830	
Services psychiatriques	377 217 228		369 924 313	
Administration du programme	782 659	7 866 348 901	1 081 764	6 870 466 110
Programme de prestations de santé				
Assurance-santé et prestations	4 309 161 132		4 081 683 673	
Médicaments	647 261 720	4 956 422 860	580 161 486	4 581 845 159
Programme de santé individuelle et communautaire				
Services communautaires de santé	332 459 647		303 723 648	
Services communautaires de santé mentale	269 004 397		238 320 253	
Services de santé d'urgence	231 840 520		199 224 648	
Santé publique	200 651 560		165 331 943	
Services d'appareils et accessoires fonctionnels	82 165 495		52 916 698	
Services de laboratoire	36 237 660		30 647 458	
Autres activités	24 464 408	1 177 063 497	21 110 980	1 031 475 730
Programme d'administration du ministère				
Systèmes d'information	37 211 577		26 646 433	
Analyse, recherche et planification	34 727 319		29 279 875	
Autres activités	56 190 876	128 129 772	49 336 362	105 062 670
		14 127 965 030		12 568 649 675
Services correctionnels				
Opérations				
Services en établissement	336 411 932		297 028 814	
Services communautaires	96 049 319		76 942 153	
Autres activités	13 489 362	445 950 613	13 202 783	387 171 750
Administration du ministère		27 047 210		23 048 656
		472 997 823		410 220 406
Services gouvernementaux				
Services des biens immobiliers				
Exécution du programme	252 108 370		229 310 242	
Dépenses en capital	201 240 361		166 005 293	
Opérations entreprises dans le cadre du programme	65 237 404		61 722 558	
Administration du programme	6 120 967	524 713 130	6 132 819	463 210 912

ANNEXE À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Approvisionnement et services				
Dotation et avantages sociaux des employés	68 134 756		89 332 751	
Autres activités	35 366 876	103 501 632	22 615 352	111 948 103
Autres programmes		39 855 738		37 138 140
		668 070 500		612 305 155
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	2 597 864 515		2 167 193 264	
Services sociaux à l'enfance	941 531 464		802 813 872	
Services sociaux aux adultes	707 864 915		618 528 531	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	704 766 062		622 099 944	
Administration du programme	36 417 031		33 549 191	
Administration des services régionaux	29 115 676	5 017 559 663	25 204 422	4 269 389 224
Administration du ministère		44 749 734		41 521 145
		5 062 309 397		4 310 910 369
Solliciteur général				
Police provinciale de l'Ontario				
Opérations régionales	289 405 831		260 602 586	
Services	62 863 311		60 619 572	
Enquêtes	34 316 926		32 111 428	
Autres activités	29 036 732	415 622 800	19 289 659	372 623 245
Sécurité publique		43 534 925		38 592 006
Autres programmes		38 347 845		36 056 710
		497 505 570		447 271 961
Tourisme et Loisirs				
Opérations touristiques et récréatives		59 586 014		58 402 183
Développement du tourisme				
Commercialisation touristique	31 534 769		28 949 002	
Autres activités	14 797 944	46 332 713	12 408 497	41 357 499
Organismes		41 659 878		25 684 689
Autres programmes		37 357 467		51 492 798
		184 936 072		176 937 169
Transports				
Routes provinciales				
Immobilisations et construction	367 608 115		277 001 748	
Exploitation et entretien général	153 277 162		132 764 810	
Entretien des routes en hiver	136 830 953		117 734 831	
Recherche et conception	106 962 838		90 115 239	
Administration du programme	41 401 735	806 080 803	37 681 222	655 297 850
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien	688 880 940		690 210 219	
Autres activités	12 867 518	701 748 458	7 524 062	697 734 281
Transports en commun municipaux				
Exploitation	202 354 282		183 063 938	
Immobilisations et construction	181 047 226		153 742 954	
Administration du programme	2 480 739	385 882 247	2 575 163	339 382 055

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
Transports en commun de la province				
Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	100 844 500		118 694 500	
Immobilisations et construction	89 280 000		31 505 000	
Exploitation	51 160 000	241 284 500	49 190 000	199 389 500
Sécurité et réglementation				
Permis, examen et application	99 328 034		87 537 959	
Administration du programme	4 176 218	103 504 252	8 371 132	95 909 091
Administration du ministère		56 812 484		51 521 854
Transports de la province		23 412 526		27 930 604
		2 318 725 270		2 067 165 235
Travail				
Santé et sécurité au travail		60 588 634		57 161 376
Autres programmes		72 266 340		62 200 894
		132 854 974		119 362 270
Trésor et Économie				
Trésor		5 993 497		5 359 098
Politiques économiques				
Politiques économiques	58 016 166		48 178 268	
Bureau de la région du grand Toronto	2 042 170	60 058 336	647 497	48 825 765
Autres programmes		16 441 588		15 973 429
		82 493 421		70 158 292
Intérêt sur la dette contractée pour les besoins de la province		4 284 366 894		4 032 436 493
		4 366 860 315		4 102 594 785
Total des dépenses		41 602 371 003		38 734 907 257

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	15 500 629	2 168 762	1 845 833	4 681 580
Affaires intergouvernementales	3 701 919	605 820	640 243	1 880 800
Affaires municipales	21 439 672	3 286 256	1 903 475	6 364 713
Agriculture et Alimentation	82 664 238	12 973 895	11 759 357	29 679 286
Bureau de l'Assemblée législative	46 354 906	8 217 711	6 506 453	13 525 533
Bureau du Conseil des ministres	4 659 049	829 659	308 526	1 217 813
Bureau du directeur général des élections	479 405	59 013		
Bureau du lieutenant-gouverneur	372 915	84 969	66 442	390
Bureau de l'ombudsman	4 878 583	980 473	426 238	1 124 970
Bureau du vérificateur provincial	4 682 934	583 274	251 074	1 223 118
Cabinet du premier ministre	1 612 210	209 485	182 629	174 724
Collèges et Universités	14 839 338	2 273 275	2 048 777	5 081 767
Conseil de gestion	57 272 570	5 193 880	1 369 053	12 562 495
Consommation et Commerce	80 654 204	13 014 829	6 913 981	15 076 055
Culture et Communications	29 934 435	4 459 382	2 711 531	10 079 897
Développement du Nord et Mines	30 060 110	3 979 539	5 473 436	15 961 119
Éducation	82 157 904	14 099 541	9 009 923	29 634 423
Énergie	10 678 412	1 612 560	1 250 525	6 753 890
Environnement	117 380 928	18 285 433	10 655 668	68 255 971
Formation professionnelle	23 112 233	4 056 268	3 489 514	9 065 303
Industrie, Commerce et Technologie	34 185 538	5 369 145	7 844 614	29 183 475
Institutions financières	22 658 737	3 211 473	1 558 760	12 679 072
Logement	55 566 286	7 857 158	6 482 585	27 299 351
Office des affaires autochtones	1 378 455	155 755	267 812	511 017
Office de la condition féminine	5 152 303	617 158	519 107	4 423 630
Office des personnes âgées	2 147 349	234 640	781 697	1 475 505
Office des personnes handicapées	1 841 195	220 059	277 504	929 580
Procureur général	227 600 894	32 836 626	15 666 850	73 303 193
Revenu	152 350 231	25 670 138	10 358 768	35 245 897
Richesses naturelles	242 538 420	36 515 210	27 518 944	229 454 930
Santé	429 230 776	76 477 573	25 270 116	89 985 563
Services correctionnels	291 125 942	46 947 642	13 264 632	75 135 289
Services gouvernementaux	112 899 653	37 951 468	79 943 971	371 493 356
Services sociaux et communautaires	365 042 743	64 139 337	17 069 252	50 812 422
Solliciteur général	308 581 509	53 680 691	17 975 207	40 284 920
Tourisme et Loisirs	35 071 249	4 861 584	6 495 610	28 740 181
Transports	331 947 412	66 913 531	34 789 021	207 696 968
Travail	77 803 112	11 910 641	9 817 025	17 746 359
Trésor et Économie	19 725 689	3 384 251	1 034 505	39 863 849
Total des ministères	3 349 284 227	576 048 024	351 688 674	1 568 658 422
Moins recouvrements	31 055 252		62 158 276	228 225 116
TOTAL	3 318 228 975	576 048 024	289 530 398	1 340 433 306

La répartition des sommes à recouvrer (596 052 284 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intergouvernementales.

* On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 1990

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
1 670 441		25 187 453		4 477 229	46 577 469
555 336		775 313			8 159 431
2 404 471		532 980 316	4 971 315	8 042 806	565 307 412
22 193 970	5 944 181	342 286 868	3 915 067	2 272 578	509 144 284
12 113 389		159 120		912 969	85 964 233
1 074 973		964 610		4 840	9 049 790
			2 [illegible] 402		2 779 820
3 179			104 465		632 360
406 669					7 736 941
120 152		48 000			6 908 552
72 084					2 251 132
1 676 516		2 713 953 819		8 900 000	2 730 973 492
3 802 091		203 800		39 806 556	40 577 253
11 073 425		31 294 574		404 106	157 622 962
6 112 060		272 652 178		11 654 541	314 294 942
9 540 959	120 108 244	131 091 057		8 046 531	308 167 933
18 301 632		5 176 855 447		9 153 990	5 320 904 880
1 788 115		11 078 953			33 162 455
58 635 008		216 097 407		2 500 924	486 809 491
4 624 479		360 938 043	9 526 997		414 812 837
6 055 105		86 248 083	40 727 890	1 935 147	207 678 703
2 649 331		1 062 208		2 426 243	41 393 338
5 038 512		376 701 900	69 853 067	22 279 559	526 519 300
110 782		3 671 381			6 075 202
839 595		5 518 657			17 070 450
665 951		2 145 624		76 341	7 374 425
390 230		3 965 943			7 624 511
21 403 385	4 579 641	137 208 837	2 732 820	22 753 289	492 578 965
11 687 583		590 240 378		8 521 438	825 031 557
72 072 346	4 371 957	57 125 249		82 635 124	586 961 932
76 108 240		13 440 131 579		9 238 817	14 127 965 030
47 943 568		1 234 484		2 633 744	472 997 823
71 674 617	141 246 309	43 246 888		190 385 762	668 070 500
37 421 065	3 196 760	4 527 915 036		3 287 218	5 062 309 397
69 057 373		5 687 892	2 958 392	920 504	497 505 570
11 598 018	4 156 242	101 796 762		7 833 582	184 936 072
149 281 755	356 338 397	1 314 474 967	403 852	143 120 633	2 318 725 270
8 406 048		8 203 136	7 157	1 038 504	132 854 974
3 015 589	5 406 573	10 852 314	4 284 366 894	789 309	4 366 860 315
751 588 042	645 348 304	30 533 998 276	4 421 809 318	596 052 284	41 602 371 003
22 326 063	151 539 629	73 487 423	27 260 525	596 052 284	
729 261 979	493 808 675	30 460 510 853	4 394 548 793		41 602 371 003

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1990 $	1989 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	33 833 091	50 604 413
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 411 860	8 224 408
Société de développement du Nord de l'Ontario	8 752 446	7 978 632
Société de développement de l'Est de l'Ontario	8 101 923	7 812 675
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 732 290	4 045 559
Société d'hypothèques de l'Ontario		2 184 258
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	200 000	150 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
	57 131 610	81 099 945
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	24 322 654	26 022 999
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	33 675 473	39 467 546
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 996 000	2 845 000
Bibliothèques publiques	442 000	409 000
Ville de Kapuskasing	54 000	94 000
Conseil de développement de Moosonee	12 000	11 000
Ministère de Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	22 582 827	22 823 484
Ministère des Affaires municipales		
Programme Opération Logement de l'Ontario	9 239 260	9 031 540
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 455 283	2 221 688
Prêts — Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		1 342 000
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 393 101	1 333 638
Assistance pour les travaux municipaux	1 115 119	1 079 385
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 005 400	1 028 400
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	870 321	606 168
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	206 000	195 000
	76 046 784	82 487 849

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	6 781 912	7 897 581
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 356 042	3 320 185
Ministère des Services gouvernementaux		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	245 192	1 277 191
Ministère des Affaires municipales		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	194 393	263 886
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	196 163	94 159
Associations coopératives	35 500	14 600
Ministère de l'Éducation		
Prêts aux étudiants — Passation en charges		294
	9 809 202	12 867 896
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	167 310 250	202 478 689

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1990 $	1989 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie et du Commerce		
Société de développement de l'Ontario	46 335 911	43 236 673
Société de développement de l'Est de l'Ontario	9 051 222	5 932 691
Société de développement du Nord de l'Ontario	8 157 190	10 022 420
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario	2 462 092	4 415 875
Ministère de l'Énergie		
Société de développement du Nord de l'Ontario	1 500 000	
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	118 598	3 277 036
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	200 000
	67 725 013	67 084 695
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	33 692 257	23 396 309
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	13 140 900	11 754 200
Ministère des Affaires municipales		
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	776 041	1 844 000
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	125 972	1 330 900
	14 042 913	14 929 100
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Institutions financières		
Fonds de garantie des prestations de retraite	25 000 000	
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	26 200	46 900
	25 026 200	46 900
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	140 486 383	105 457 004

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Fonds de pension et fonds connexes (Net)	18,268,366	15,151,837
Comptes créés à des fins spéciales (Net)		
Caisse d'épargne de l'Ontario	314,646,228	377,267,902
Autres	33,631,967	47,966,215
	348,278,195	425,234,117
Caisse d'épargne de l'Ontario et autre dépôts	366,546,561	440,385,954

ANNEXES SUPPLÉMENTAIRES AUX DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS

FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux caisses de retraite et fonds connexes dont le Trésorier de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la Province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la Province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-36) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	1990 $	1989 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
DÉPÔTS :		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	12 805 949	9 672 867
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	6 295 271	5 577 673
Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants (Ryerson)	2 733 231	2 299 445
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 544 489	2 628 051
	24 378 940	20 178 036
PAIEMENTS :		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	2 849 068	2 017 794
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	2 728 879	2 719 086
Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants (Ryerson)	370 326	198 418
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	162 301	90 901
	6 110 574	5 026 199
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES (MONTANT NET)	18 268 366	15 151 837

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux caisses de retraite et fonds connexes dont le Trésorier de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la Province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la Province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-38, 2-39) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	1990 $	1989 $
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Dépots — Caisse d'épargne de l'Ontario	314 646 228	377 267 902
Déductions salariales (montant net)	15 994 677	37 004 994
Réserve pour chèques en circulation	1 897 909	611 984
Fonds des producteurs de lait et de crème	386 618	300 429
Divers	(111)	111
Réserve pour capital et intérêt non réclamés au titre des débentures	(16 226)	(3 041 689)
	332 909 095	412 143 731
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	1 235 800	969 386
Dépôts au titre des terres étrangères	83 973	(6 537)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	1 204	(1 000)
Montants non-réclamés	(5 378)	6 800
Cautionnements :		
Loi sur le courtage commercial et immobiliers	9 499	(15 000)
Loi sur la protection du consommateur	(16 462)	5 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	(25 000)	(30 000)
Loi sur les huissiers		(5 000)
	1 283 636	923 649
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	919 668	805 025
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	81 626	65 834
Fonds en fiducie d'assurance (LPE)	57 908	15 842
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	13 227	10 084
Paiements, relatifs aux contributions en sus, effectués aux municipalités, à partir du Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisation		(1 040 629)
	1 072 429	(143 844)

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (MONTANT NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Ministère des Institutions financières		
Fond d'indemnisation des victimes d'accident	6 812 691	6 491 109
Montants non réclamés	12 391	28 446
	6 825 082	6 519 555
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds des puits d'extraction et des carrières	5 513 862	6 184 725
Dépôts de garantie en vertu de contrats	26 398	61 549
Prélèvement d'échantillons. Loi sur les mines		(1 378)
Divers	81	
	5 540 341	6 244 896
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte de fiducie des services des biens immobiliers	331 830	(795 869)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	85 190	25 450
	417 020	(770 419)
Ministère de la Santé		
Fonds de recherche Terry Fox	193 995	145 867
Réserve pour chèques en circulation	(111 139)	(181 412)
	82 856	(35 545)
Ministère du Revenu		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	50 056	2 113
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario	41 067	24 852
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	31 639	318 295
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	33 317	(4 024)
Legs et bourses	(1 976)	2 457
	31 341	(1 567)

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (MONTANT NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	19 830	19 521
Ministère du Solliciteur général		
Planification des services d'urgence	20 000	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de Police de l'Ontario	(1 010)	(992)
	18 990	(992)
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	9 026	10 991
Legs		(18)
	9 026	10 973
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Bureau de New Delhi	1 799	
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats: Commission des parcs du St Laurent	350	3 500
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	22 144	8 674
Bourses la reine Elizabeth II — intérêts	(6 079)	(22 759)
Loi de 1974 sur les écoles privées de formation professionnelle	(41 287)	27 092
	(25 222)	13 007
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Montants non réclamés		(166)
Legs et bourses	(31 968)	(37 442)
	(31 968)	(37 608)
TOTAL DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	348 278 195	425 234 117

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40, 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale
	%			$
Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario — Émissions de débentures à échéance fixe :				
T1	11,70	14 décembre 1990		153 000 354
	10,22 — 11,16	1er juillet 2009 — 1er mars 2010		1 136 000 000
				1 289 000 354
Caisse de retraite des fonctionnaires — Émissions de débentures à échéance fixe :				
PSPF	12,16	26 janvier 1990 — 21 mars 1990		592 085 736
TOTAL DU PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS				1 881 086 090

(1) À partir du 31 décembre 1989, les soldes des comptes de Fonds d'indexation des pensions de retraite des enseignants au 31 mars 1989, dont le montant total était 1 427 451 910 $ ont été convertis en débentures non négociables de la province de l'Ontario et confiés à la Commission du régime de retraite des enseignants laquelle a été remplacée le 1er janvier 1990 par le Conseil du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario.

(2) À partir du 31 décembre 1989, les soldes des comptes de Fonds d'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires, du Fonds d'indexation des pensions de retraite et du Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario au 31 mars 1989, dont le montant total était de 6 345 083 064 $ ont été convertis en débentures non négociables de la province de l'Ontario et confiés à la nouvelle Commission du régime de retraite des fonctionnaires, créée le 1er janvier 1990.

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Le présent annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provisionnels qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40, 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale	
	%		$	$	
		PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
		À rembourser au ministre des Finances du Canada :			
		Régime des pensions du Canada :			
CPP	7,10 - 8,35	du 1er avril 1989 au 4 mars 1990	445 777 000		
		Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver :			
WC	7,46 - 9,91	du 31 mars 1990 au 31 mars 1997	2 503 340		
		Loi sur le financement des travaux municipaux :			
MW	5,25 - 5,625	du 31 mai 1989 au 1er octobre 1998	1 103 992		
		Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois :			
ELP	6,80 - 6,98	du 25 septembre 1989 au 25 septembre 1994	1 023 109		
		Prêts fédéraux-provinciaux garantis :			
SD	6,51	du 30 mars 1990 au 30 mars 1993	206 169	450 613 610	
		À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	9,125 - 13,75	du 1er avril 1989 au 1er avril 2021		4 218 066	
		À rembourser à la Caisse de retraite des fonctionnaires			
PSPF	6,00 - 13,25	du 26 janvier 1989 au 31 mars 1990		712 473 425	
		À rembourser à la Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario			
TI	10,45	du 31 mars 1990		188 782 541	
T Bill S	Divers	Divers		650 000 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS				2 006 087 642	

ANNEXE DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-36 et 2-40, respectivement).

		1990 $		1989 $
Produit des emprunts contractés (RPC)		650 712 000		589 319 000
Emprunts remboursés		(435 615 060)		(145 073 970)
Produit net		215 096 940		444 245 030
Différentiel de change		(105 522 597)		(196 263 065)
Augmentation nette des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro		109 574 343		247 981 965
Avances, intérêts et recouvrements connexes				
Avances à Ontario Hydro provenant du RPC		650 712 000		589 319 000
Intérêt sur titres				
provenant de titres émis au public		593 729 848		627 132 348
provenant du Régime de pensions du Canada		282 322 567		210 609 782
		876 056 415		837 742 130
Recouvrements d'Ontario Hydro				
Intérêt sur avances				
provenant de titres émis au public	(593 729 848) $		(627 132 567) $	
provenant du Régime de pensions du Canada	(282 322 567)	(876 052 415)	(210 609 782)	(837 742 349)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		(435 615 060)		(145 073 970)
		(1 311 667 475)		(982 816 319)
Avances nettes		215 096 940		444 244 811
Différentiel de change		(105 522 597)		(196 263 065)
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		109 574 343		247 981 746

ANNEXE À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1990	1989
	$	$
Placements temporaires	5 687 985 775	4 771 301 976
Encaisse	(3 084 065 766)	(2 527 038 394)
	2 603 920 009	2 244 263 582

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi le 31 mars se sont élevés à 1 896 391 163 $ (1 599 333 680 $ en 1989); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1990	1989
	$	$
Société de développement de l'Ontario	231 647 181	216 563 672
Société de développement du Nord de l'Ontario	44 085 502	43 180 838
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Société de développement de l'Est de l'Ontario	31 518 881	30 569 583
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	19 772 600	23 504 890
Société ontarienne d'aménagement municipal	13 169 351	15 581 211
Société du stade de l'Ontario Limitée	4 766 250	4 766 250
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	200 000
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	200 000
	380 367 780	369 774 379

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des comptes publics de l'exercice 1989-1990.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais encourus pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 35 111 058 $ en 1990 (29 021 668 $ en 1989). Des avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 9 millions de dollars en 1990 (13 millions de dollars en 1989).

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (24 818 000 $ pour l'année civile 1989, 24 275 231 $ pour 1988), le bénéfice net enregistré par la Commission a été de 18 707 000 $ pendant l'année civile 1989 (16 180 795 $ en 1988).

PRÊTS À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (suite)

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (369 664 $ en 1990; 435 071 $ en 1989) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La Société du stade de l'Ontario Limitée a été chargée de la construction d'un stade couvert sur le territoire de la communauté urbaine de Toronto. La province a avancé à la Société la somme de 4 786 250 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. Cette avance devrait être remboursée par le contractant après la mise en service du stade.

En 1986, en vertu de la *Loi sur le recouvrement des prix agricoles*, la province a consenti à la Commission de protection financière des producteurs de céréales une avance exempte d'intérêts qui a servi à instituer le Fonds des producteurs de soja et le Fonds des producteurs de maïs. Les 100 000 $ représentent le solde impayé du prêt.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin a pour objets la récolte du bois sur les terres de la Couronne et l'exécution de programmes de gestion forestière et des terres avantageux pour l'Ontario.

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1990 $	1989 $
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	475 051 456	465 681 853

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 401 002 573 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation encourus et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1990, les sommes accumulées à ce titre pour les ententes en cours s'élevaient à 28 502 058 $ (26 144 553 $ en 1989); elles ont été déduites du total de la dotation initiale. Une somme de 852 477 $ a été transférée du fonds d'amortissement lors de l'expiration de certaines ententes.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1990 $	1989 $
Prêts au titre de l'éducation	114 175 916	147 851 389
Municipalités — drainage au moyen de tuyaux	102 463 820	111 905 747
Programme Opération Logement de l'Ontario	31 666 059	40 905 319
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	17 731 273	20 166 556
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	16 741 000	19 737 000
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	9 616 308	9 710 669
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	9 546 496	10 813 624
Assistance pour les travaux municipaux	7 503 978	8 616 098
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	4 570 300	5 575 700
Bibliothèques publiques	3 036 000	3 478 000
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	697 000	903 000
Ville de Kapuskasing	246 000	300 000
Conseil de développement du Moosonee	12 000	24 000
	318 003 230	380 007 102

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
au 31 mars 1990

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES (suite)

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires et s'élevant au total à 114 175 916 $, et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

En vertu de la *Loi sur le drainage agricole*, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélerer ainsi la construction de nouveaux logements.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les bords de plans ou de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

À la rubrique "Assistance pour travaux municipaux", on trouve les prêts consentis par la province au titre de la *Loi sur le financement des travaux municipaux*, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emplois devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

Les débentures émises pour les bibliothèques publiques, représentant 3 036 000 $ en obligations municipales directes, ont pour but de financer la construction de bibliothèques et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

Les débentures du Conseil de développement de Moosonee ont été émises pour financer divers projects et services municipaux.

AUTRES PRÊTS

	1990	1989
	$	$
Fonds de garantie des pensions de retraite	25 000 000	
Hypothèques — Société foncière de l'Ontario	18 530 438	21 131 671
Prêts aux hôpitaux publics	12 104 656	18 886 568
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales	4 108 000	4 108 000
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	2 286 935	2 481 328
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	504 491	674 454
Associations coopératives	43 000	78 500
	70 193 962	54 976 963

La *Loi de 1987 sur les régimes de retraite* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à consentir des prêts au Fonds de garantie des prestations de retraite si, à n'importe quel moment, le montant au crédit du Fonds est insuffisant pour le versement des prestations. Ce prêt portant intérêt, au montant de 25 millions de dollars, a été consenti, pour le paiement des prestations des régimes de retraite de Massey. Le principal (moins le remboursement de fonds excédentaires) et l'intérêt accumulé (calculé à 10,54% par année et composé annuellement) sont exigibles le 1er février 1995.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

AUTRES PRÊTS (suite)

Ce montant représente les hypothèques prises en charge lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario au 31 mars 1987.

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 12 104 656 $ (18 886 568 $ en 1989) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ E.-U. ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6%, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1989, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 2 930 790 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Le Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales a été établi pour protéger et stabiliser l'emploi, ainsi que pour permettre aux producteurs locaux de Perth et Timmins de faire face à la concurrence des matériaux étrangers.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage agricole* et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

La *Loi sur les prêts aux coopératives agricoles* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1990 $	1989 $
Émissions publiques	5 150 339 239	5 691 476 896
Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 097 034 000
	7 898 085 239	7 788 510 896

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de 1989-1990.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations a été de 4 401 247 000 dollars américains (4 769 927 000 $ E.-U. en 1989) et de 2 747 746 000 dollars canadiens en 1989 (2 097 034 000 dollars canadiens en 1989). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1990, de 5 150 339 239 dollars canadiens (5 691 476 896 $ en 1989).

DÉFICIT CUMULÉ

	1990 $	1989 $
Déficit cumulé	35 408 841 433	35 499 230 983

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

	1990	1989
	$	$
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	61 859 015	51 902 134
Comptes d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	45 222 032	41 655 640
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	15 012 632	12 649 727
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	10 842 638	8 460 449
	132 936 317	114 667 950

La Province tient compte de toutes les opérations exécutées par les différentes caisses auprès du Fonds du revenu consolidé, qu'il s'agisse des cotisations et des revenus d'intérêts ou des paiements effectués. Les montants comptabilisés par la province constituent en fait les seuls actifs de ces caisses de retraite.

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

	1990	1989
	$	$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 764 956 353	1 450 310 125

Ces dépôts peuvent être faits dans l'une des 21 succursales de la Caisse partout dans la province. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-18 et 3-19 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

	1990	1989
	$	$
Déductions salariales (montant net)	56 569 438	40 574 761
Fonds des puits d'extraction et des carrières	45 696 379	40 182 517
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	30 164 922	23 352 231
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	11 964 339	11 044 671
Chèques en circulation		
Trésor et Économie	8 137 331	6 239 423
Santé	5 145 125	5 256 264
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	9 670 743	8 434 943
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	6 425 666	6 384 599
Fonds des producteurs de lait et de crème	2 755 495	2 368 878
Fonds de recherche Terry Fox	1 943 590	1 749 595
Montants non réclamés — diverses lois	1 553 189	1 536 351
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	1 493 216	1 161 386
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	1 062 253	1 030 614
Versements provenant des Prix John C. Polanyi	1 052 483	1 030 338
Dépôts de garantie — divers ministères	916 169	751 172
Legs et bourses		
Éducation	600 168	580 331
Services sociaux et communautaires	244,023	275 971
Agriculture et Alimentation	8,506	10 482
Santé	5 000	5 000
Services correctionnels	1 037	1 037
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits profonds	798 889	717 263
Bourses de la reine Elizabeth II (capital et revenu)	509 330	515 409
Capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	495 400	511 626
Caisse d'assurance des droits immobiliers	300 000	300 000
Crédits — Dépôts au titre de terres étrangères	111 918	27 946
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	79,162	45 845
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	73 750	15 842
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	68 134	54 907
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	64 505	105 792
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	28 538	45 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	5 000	30 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	14 499	5 000
Plan d'urgence du Soliciteur général	20 000	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	10 571	11 580
Comptes en fiducie pour les hôpitaux	4 017	4 017
Divers	3 081	3 111
	187 995 866	154 363 902

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

En vertu de la *Loi sur les puits d'extraction et les carrières*, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

En vertu d'ententes conclues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités, le ministère maintient un Fonds de réserve en vue de pourvoir aux dépenses imprévues de renouvellement et de remplacement liées aux systèmes d'adduction d'eau et d'égouts, opérés par le ministère. La province impute les intérêts annuels au Fonds et débourse des sommes conformément aux dispositions de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'ont pas encore été présentés par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme d'un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

En hommage à l'honorable William G. Davis lors de son départ en retraite, les employés du gouvernement de l'Ontario et de ses organismes relevant de la Couronne ont fait des dons réprésentant un total de 1 000 000 $ en faveur du programme de bourses d'études connu sous le nom de Prix John C. Polanyi.

En vertu de la *Loi sur l'administration financière*, des legs mobiliers et des bourses d'études peuvent être acceptés de certains citoyens et autres groupes d'intérêts spéciaux. Selon la destination de chaque leg ou bourse, son administration est confiée au ministère compétent en la matière.

Le Fonds ontarien des bourses de la Reine Elisabeth II, d'une valeur de 500 000 dollars, a été créé en 1959 pour aider des étudiants exceptionnels poursuivant des études de doctorat dans une université de la province. Les intérêts sont crédités deux fois par année.

Les sommes non réclamées dues par la province sur les débentures qu'elles a émises (principal ou intérêts) sont conservées dans un compte de passif jusqu'à ce que les détenteurs puissent être identifiés.

Des comptes de dépôts pour cautionnements de garantie sont administrés pour fournir les cautionnements ou les dépôts de garantie requis en vertu de diverses lois de l'Ontario.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis pour diverses raisons ou à des fins spéciales. Ces sommes peuvent être utilisées au-delà de l'exercice fiscal auxquel elles sont rattachées.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1990 $	1989 $
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 535 412 000	13 981 189 000
Loi sur le financement des travaux municipaux	7 718 716	8 822 708
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	21 857 705	24 361 045
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	5 732 289	6 755 398
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	702 589	908 758
Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario	15 621 667 724	14 520 551 910
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	260 191 293	262 975 595
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	27 866 641	29 300 405
Fonds de retraite des fonctionnaires	6 224 695 375	6 345 083 064
	36 998 869 332	36 472 972 883
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	171 620 000	171 620 000
BONS DU TRÉSOR		650 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	37 170 489 332	37 294 592 883
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro : (b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 097 034 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	2 747 746 000	2 097 034 000
(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS		
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC		
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS 4 401 247 000 $ É.-U. (4 769 927 000 $ É.-U. EN 1989)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1990 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,1702 $ (1,1932 $ EN 1989)	5 150 339 239	5 691 476 896
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	7 898 085 239	7 788 510 896
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	45 068 574 571	45 083 103 779

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1990

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES (fin)

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les obligations émises en vertu de la *Loi sur le financement des travaux municipaux* et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignants et des enseignantes de l'Ontario.

Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants*, les éléments d'actif et de passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants ont été transférés à la Caisse de retraite des enseignants le 31 décembre 1989. Le transfert de l'actif net a été effectué sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario, émises le 1er janvier 1990 au montant de 1 581 350 264 $, et le Fonds d'indexation des pensions de retraite a cessé d'exister dans le Trésor.

Le solde du compte de la Caisse des enseignants de l'Ontario dont le montant total était 1 427 451 910 $ au 31 mars 1989 a été comptabilisé au titre de la dette contractée pour les besoins de la province.

Jusqu'en 1978, la Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représente les obligations qui étaient assumées par la SCHL et qui ont été prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

La province a emprunté la somme de 2 747 746 000 $ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens et en dollars des États-Unis. Tous les titres de placement émis depuis 1958 et exprimés en dollars des États-Unis ont été émis pour le compte d'Ontario Hydro.

La Commission du régime de retraite des fonctionnaires gère une caisse de retraite pour les fonctionnaires de la province. Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*, les éléments d'actif et de passif du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des fonctionnaires et du Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires le 31 décembre 1989. À partir du 1er janvier 1990, la Caisse de retraite des fonctionnaires a cessé d'exister dans le Trésor et ses éléments d'actif et de passif ont été transférés à la nouvelle caisse consolidée. Ce transfert a été effectue sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario au montant de 6 937 168 800 $.

Le solde du compte de la Caisse de retraite des fonctionnaires (incluant les autres comptes ci-haut mentionnés) dont le montant total était de 6 345 083 064 $ au 31 mars 1989 a été comptabilisé au titre de la dette contractée pour les besoins de la province.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991	1971	CPP	6,79 à 8,14	476 038 000	476 038 000	
1992	1972	CPP	6,75 à 7,54	498 328 000	498 328 000	
1993	1973	CPP	7,08 à 7,51	536 357 000	536 357 000	
1994	1974	CPP	7,30 à 7,75	606 592 000	606 592 000	
1995	1975	CPP	7,61 à 9,25	701 797 000	701 797 000	
1996	1976	CPP	8,21 à 9,48	784 064 000	784 064 000	
1997	1977	CPP	8,73 à 9,25	812 840 000	812 840 000	
1998	1978	CPP	8,77 à 9,37	851 058 000	851 058 000	
1999	1979	CPP	9,35 à 10,16	915 916 000	915 916 000	
2000	1980	CPP	9,98 à 12,74	967 943 000	967 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 à 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 à 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 à 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 à 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 à 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 à 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 à 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
					13 535 412 000	(5)
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991-1997	1965-1967	MW	5,25 - 5,375	22 301 893	7 310 910	(1)(11)
1991-1999	1967-1969	MW	5,375 - 5,625	11 582 874	407 806	(1)(12)
					7 718 716	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991 à 1997	1977	WC	7,46 - 9,91	42 355 206	21 857 705	(11)
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991 à 1995	1975	ELP	6,89 - 6,98	14 826 091	5 732 289	(11)
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991 à 1993	1973	SD	6,51	2 921 213	702 589	(11)
Total dû au ministre des Finances du Canada					13 571 423 299	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants :						
1991	1990	TI	10,10 à 11,70	172 784 411	172 784 411	
1992	1990	TI	9,61	43 496 064	43 496 064	
1993	1972-1990	TI	6,00 à 9,23	506 071 735	506 071 735	
1994	1974-1990	TI	8,06 à 9,95	251 537 941	251 537 941	
1995	1990	TI	11,44	63 793 761	63 793 761	
1996	1976	TI	10,04	197 500 000	197 500 000	
1997	1972-1990	TI	8,57 à 16,93	337 419 517	337 419 517	
1998	1973-1990	TI	7,86 à 14,57	226 553 824	226 553 824	
1999	1979-1990	TI	9,51 à 12,73	609 688 669	609 688 669	
2000	1975-1990	TI	8,39 à 13,13	960 288 107	960 288 107	
2001	1981-1990	TI	11,05 à 11,10	717 238 319	717 238 319	
2002	1977-1990	TI	9,54 à 10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1976-1990	TI	9,82 à 10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	TI	12,88 à 13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1985	TI	12,60 à 13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1986	TI	11,07 à 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	
2007	1985-1987	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1988	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1989	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1990	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	625 000 000	
					15 621 667 724	(1)(13)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
1994	1974	MEER	5,49 à 8,15	129 500 000	129 500 000	
1995	1974-1975	MEER	5,56 à 9,41	148 625 000	148 625 000	
1996	1974-1976	MEER	5,54 à 10,05	142 250 000	142 250 000	
1997	1974	MEER	6,00	20 100 000	20 100 000	
1998	1974	MEER	6,30	24 900 000	24 900 000	
1999	1974	MEER	7,21	33 100 000	33 100 000	
2000	1974	MEER	6,19	46 700 000	46 700 000	
2001	1971	MEER	9,10	57 600 000	57 600 000	
2002	1972	MEER	7,05	75 000 000	75 000 000	
2003	1973-1 977	MEER	8,02 à 10 26	265 800 000	265 800 000	
2004	1978	MEER	9,45	147 950 000	147 950 000	
2007	1979	MEER	9,77	121 300 000	121 300 000	
					1 293 025 000	(3)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991-1994	1979	CMHC	5,125	40 810	14 060	
1991-1997	1979	CMHC	5,750	142 968	73 221	
1991-2003	1971-1976	CMHC	5,375	688 415	435 616	
1991-2004	1974-1975	CMHC	5,125 à 7,875	1 296 469	926 422	
1991-2005	1971-1975	CMHC	5,125 à 8,625	2 754 646	2 020 366	
1991-2006	1973-1976	CMHC	5,125 à 10,375	2 200 437	1 614 209	
1991-2007	1974-1977	CMHC	5,375 à 10,375	6 049 712	5 139 868	
1991-2010	1970-1975	CMHC	5,75 à 6,875	4 312 601	3 292 307	
1991-2011	1971-1976	CMHC	5,375 à 8,25	5 876 136	4 937 642	
1991-2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	7 201 714	6 167 872	
1991-2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	1 252 053	1 085 991	
1991-2014	1974	CMHC	6,125 à 8,25	19 734 125	17 212 319	
1991-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	11 688 523	10 233 521	
1991-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	22 775 312	20 760 670	
1991-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	15 797 368	14 729 407	
1991-2018	1977-1978	CMHC	7,625 à 13,00	38 133 367	36 252 231	
1991-2019	1977-1980	CMHC	7,625 à 15,25	41 950 001	40 268 566	
1991-2020	1976-1980	CMHC	7,625 à 15,75	65 976 661	63 621 405	
1991-2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	30 946 135	30 030 630	
1991-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	1 177 066	1 153 392	
					280 191 293	(11)
Dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 40 :						
1991-2002	1981	CMHC	7,099	36 967 243	27 866 641	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des fonctionnaires						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991	1990	PSPF	6,00 à 10,18	30 214 462	30 214 462	
1992	1990	PSPF	6,00 à 16,76	86 853 759	86 853 759	
1993	1990	PSPF	6,00 à 10,00	124 078 601	124 078 601	
1994	1990	PSPF	6,00 à 12,25	88 374 884	88 374 884	
1995	1990	PSPF	6,00 à 12,96	119 707 296	119 707 296	
1996	1990	PSPF	6,00 à 13,21	149 656 867	149 656 867	
1997	1990	PSPF	6,00 à 9,28	128 572 090	128 572 090	
1998	1990	PSPF	8,061 à 14,57	134 168 399	134 168 399	
1999	1990	PSPF	8,392 à 10,07	93 032 673	93 032 673	
2000	1990	PSPF	10,043 à 11,53	111 566 062	111 566 062	
2001	1990	PSPF	10,107 à 13,40	150 128 500	150 128 500	
2002	1990	PSPF	9,819 à 16,95	189 625 639	189 625 639	
2003	1990	PSPF	9,508 à 14,65	198 439 585	198 439 585	
2004	1990	PSPF	9,828 à 12,78	236 645 193	236 645 193	
2005	1990	PSPF	11,053 à 13,33	254 022 865	254 022 865	
2006	1990	PSPF	11,16 à 13,335	278 440 847	278 440 847	
2007	1990	PSPF	15,381	322 097 208	322 097 208	
2008	1990	PSPF	12,795	390 170 953	390 170 953	
2009	1990	PSPF	12,88	403 677 388	403 677 388	
2010	1990	PSPF	13,33	417 432 428	417 432 428	
2011	1990	PSPF	11,55	495 956 297	495 956 297	
2012	1990	PSPF	10,38	552 378 163	552 378 163	
2013	1990	PSPF	11,10	604 295 996	604 295 996	
2014	1990	PSPF	11,19	665 159 220	665 159 220	
					6 224 695 375	(14)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC						
15 déc. 1996	15 déc. 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(3)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(3) (4)
1er déc. 1997	1er déc. 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(3)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(3) (10)
1er juill. 1998	7 juill. 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(3) (9)
10 déc. 2000	10 déc. 1987	FE	9,75	16 137 000	16 137 000	(3)
					171 620 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					37 170 489 332	

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro

(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 à 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 à 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 à 9,62	388 715 000	388 715 000	
2009	1989	CPP	9,62 à 10,31	589 319 000	589 319 000	
2010	1990	CPP	9,61 à 10,31	650 712 000	650 712 000	
					2 747 746 000	(5)

(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS

INVESTISSEMENTS DU PUBLIC						
15 sept. 1990	15 sept. 1965	DT	4,75	50 000 000	43 819 000	(6)
5 nov. 1991	5 nov. 1981	FS	16,00	100 000 000	99 650 000	(1)
25 févr. 1992	25 févr. 1982	FV	15,75	200 000 000	196 815 000	(1)
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(1)
4 avr. 1994	4 avr. 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(1)
1er avr. 1996	1er avr. 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(7)
15 avr. 1997	15 avr. 1967	DX	5,625	65 000 000	53 770 000	(7)
1er déc. 1997	1er déc. 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(7)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 260 000	(7)
15 févr. 1999	15 févr. 1969	EE	7,375	75 000 000	58 305 000	(7)
1er sept. 1999	1er sept. 1969	EH	8,375	100 000 000	66 340 000	(8)
15 févr. 2000	15 juill. 1970	EJ	9,25	100 000 000	56 840 000	(8)
1er août 2000	1er août 1970	EK	9,25	75 000 000	42 705 000	(8)
15 mai 2001	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	70 135 000	(8)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	77 850 000	(8)
15 déc. 2002	15 déc. 1972	ET	7,30	100 000 000	66 475 000	(8)
15 oct. 2003	15 oct. 1973	EU	7,90	125 000 000	76 410 000	(8)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	99 555 000	(8)
1er mars 2005	1er mars 1975	EX	8,875	200 000 000	160 095 000	(8)
15 juin 2005	15 juin 1975	EZ	9,125	150 000 000	120 670 000	(8)
15 nov. 2005	15 nov. 1975	FD	9,25	200 000 000	163 070 000	(8)
15 janv. 2007	15 janv. 1977	FG	8,40	300 000 000	254 355 000	(8)
15 sept. 2007	15 sept. 1977	FH	8,375	200 000 000	170 720 000	(8)
5 janv. 2008	5 janv. 1977	FJ	8,75	250 000 000	228 660 000	(8)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
INVESTISSEMENTS DU PUBLIQUE (suite)						
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	180 745 000	(8)
30 nov. 2008	30 nov. 1978	FL	9,375	250 000 000	224 765 000	(8)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	256 855 000	(8)
20 sept. 2009	20 sept. 1979	FN	9,875	300 000 000	265 370 000	(8)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(8)
5 nov. 2011	5 nov. 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(8)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(8)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(8)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(8)
25 avr. 2013	25 avr. 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(8)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS					4 401 247 000	É.-U.
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1990 TAUX DE CHANGE : 1,1702 $					5 150 339 239	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					7 898 085 239	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**45 068 574 571**	

Références :

(1) Non remboursable par anticipation.

(2) Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

(3) Remboursable au pair, 5 ans avant la date d'échéance.

(4) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que tout ou partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.

(5) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit du dit fonds représenté par des titres de l'Ontario.

(6) Remboursable à vue de 10 à 22 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(7) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(8) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(9) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.

(10) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.

(11) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux, constitués de capital et d'intérêts, doivent être effectués annuellement jusqu'à échéance.

(12) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux doivent être effectués annuellement pour une période donnée. Une fois cette période écoulée, des paiements moindres sont effectués pendant une autre période donnée. Le montant des paiements peut être réduit d'une fois au cours du terme. Les paiements comprennent le capital et les intérêts se rapportant à ce dernier.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1990

(13) La Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants*, les éléments d'actif et de passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants ont été transférés à la Caisse de retraite des enseignants le 31 décembre 1989. Le transfert de l'actif net a été effectué sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario, émises le 1er janvier 1990 au montant de 1 581 350 264 $, et le Fonds d'indexation des pensions de retraite a cessé d'exister dans le Trésor.

Le solde du compte de la Caisse des enseignants de l'Ontario dont le montant total était 1 427 451 910 $ au 31 mars 1989 a été comptabilisé au titre de la dette contractée pour les besoins de la province.

(14) Conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*, les éléments d'actif et de passif du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des fonctionnaires et du Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires le 31 décembre 1989. À partir du 1er janvier 1990, la Caisse de retraite des fonctionnaires a cessé d'exister dans le Trésor et ses éléments d'actif et de passif ont été transférés à la nouvelle caisse consolidée. Ce transfert a été effectué sous forme de débentures non négociables de la province de l'Ontario au montant de 6 937 168 880 $.

Le solde du compte de la Caisse de retraite des fonctionnaires (incluant les autres comptes ci-haut mentionnés) dont le montant total était de 6 345 083 064 $, au 31 mars 1989 a été comptabilisé au titre de la dette contractée pour les besoins de la province.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
au 31 mars 1990

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1990	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS			
6 mai 1990	1986	11,25	250 000 000	250 000 000	(2)
10 sept. 1990	1986	10,375	200 000 000	200 000 000	(2)
4 mars 1991	1986	10,50	250 000 000	250 000 000	(2)
19 mars 1991	1986	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
15 déc. 1991	1987	9,00	700 000 000	700 000 000	(2)
1er avr. 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1992	1987	8,00	250 000 000	250 000 000	(2)
16 juin 1992	1990	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 août 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
18 sept. 1992	1969	7,00	65 000 000	65 000 000	(5)
15 déc. 1992	1988	10,75	600 000 000	600 000 000	(2)
15 janv. 1993	1988	9,75	700 000 000	700 000 000	(2)
1er juin 1993	1989	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1993	1989	10,00	800 000 000	800 000 000	(2)
15 sept. 1993	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct. 1993	1984	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
16 déc. 1993	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
23 déc. 1993	1987	9,00	300 000 000	300 000 000	(2)
22 févr. 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(6)
1er avr. 1994	1971	9,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1994	1970	7,75	40 000 000	40 000 000	(6)
28 août 1994	1985	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct. 1994	1970	8,25	25 000 000	25 000 000	(6)
8 nov. 1994	1985	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc. 1994	1970	8,50	30 000 000	30 000 000	(6)
8 déc. 1994	1990	10,00	600 000 000	600 000 000	(2)
1er févr. 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(6)(10)
1er févr. 1995	1985	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1986	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
30 juin 1995	1971	9,00	60 000 000	60 000 000	(6)
19 nov. 1995	1986	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
30 nov. 1995	1971	8,75	75 000 000	75 000 000	(6)
14 janv. 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr. 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(6)
1er avr. 1996	1972	7,625	60 000 000	60 000 000	(6)
22 avr. 1996	1987	9,00	650 000 000	650 000 000	(2)
21 juill. 1996	1972	8,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 sept. 1996	1972	7,875	100 000 000	100 000 000	(6)
15 sept. 1996	1977	8,25	6 500	6 500	(1)(6)
1er févr. 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(6)
5 avr. 1997	1973	7,625	100 000 000	100 000 000	(6)
1er mai 1997	1987	8,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 sept. 1997	1973	8,25	100 000 000	100 000 000	(6)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1990	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
	(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS (suite)				
1er févr. 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(6)
10 févr. 1998	1988	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
15 mai 1998	1974	8,00	125 000 000	125 000 000	(6)
16 juin 1998	1989	10,375	150 000 000	150 000 000	(2)
12 juil. 1998	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
30 nov. 1998	1974	8,50	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(6)
14 juin 1999	1975	9,75	75 000 000	75 000 000	(6)
3 août 1990	1990	9,625	650 000 000	650 000 000	(2)
15 août 1999	1975	10,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 nov. 1999	1975	10,00	60 000 000	60 000 000	(6)
10 janv. 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(6)
10 févr. 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(6)
21 mai 2000	1976	10,25	65 000 000	65 000 000	(6)
30 oct. 2000	1976	10,75	100 000 000	100 000 000	(6)
29 janv. 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(6)
18 mai 2001	1977	10,00	300 000 000	300 000 000	(6)(15)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
30 nov. 2002	1983	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(14)
30 nov. 2002	1984	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(14)
1er mai 2003	1985	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct. 2003	1977	9,50	150 000 000	150 000 000	(7)
6 janv. 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(7)(16)
25 janv. 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(7)
1er mai 2005	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(7)
21 avr. 2006	1982	14,25	225 000 000	225 000 000	(6)
27 juin 2008	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(8)
30 août 2008	1979	9,50	200 000 000	200 000 000	(8)
4 avr. 2009	1980	10,25	300 000 000	300 000 000	(8)
10 mai 2009	1980	10,00	300 000 000	300 000 000	(8)
15 janv. 2010	1986	10,50	250 000 000	250 000 000	(6)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(7)
14 mai 2010	1981	13,25	325 000 000	325 000 000	(7)
29 janv. 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(7)
17 oct. 2014	1990	10,00	650 000 000	650 000 000	(2)
6 févr. 2020	1990	10,00	500 000 000	500 000 000	(2)
				17 954 287 500	
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette				1 120 646 000	
				16 833 641 500	
Billets à long terme au 31 mars 1990		Variable		302 000 000	
Billets à court terme au 31 mars 1990		Variable		462 050 000	
				17 597 691 500	
OBLIGATION EN EURODOLLARS EXIGIBLE À TORONTO, CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					
29 mars 1999	1989	10,875	500 000 000	500 000 000	(2)
				500 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				18 097 691 500	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1990	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(b) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS			
		EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (11)			
19 mai 1990	1983	10,25	250 000 000	250 000 000	
29 sept. 1990	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	
26 févr. 1991	1981	13,50	100 000 000	100 000 000	
5 août 1992	1982	15,00	150 000 000	150 000 000	
14 oct. 1992	1982	12,75	200 000 000	200 000 000	
9 févr. 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	
				1 100 000 000	(2)
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1990			
		TAUX DE CHANGE : 1,1702 $		1 287 220 000	
		EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (11)			
15 mars 1992-1996	1976	9,50	650 000 000	292 500 000	(12)
		TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS		292 500 000	
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1990			
		TAUX DE CHANGE : 1,1702 $		342 283 500	
		TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS		1 629 503 500	
		TOTAL POUR ONTARIO HYDRO		19 727 195 000	
		TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS		19 727 195 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1990	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	1 530 537	
Programme d'aide aux victimes de tornades	1979	Préférentiel	76 470	
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1982	Préférentiel	500 000	
Fonds de secours des entreprises sinistrées	1985	Préférentiel	464 121	
Programme de garantie de prêts d'exploitation de l'Ontario	1985	Préférentiel + 1,00	3 683 400	(13)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			6 254 528	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe "A"	Variable	Préférentiel	59 632 399	
Classe "B"	Variable	Préférentiel + 1,00	94 373 521	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			154 005 920	
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Société ontarienne d'assurance des actions et des dépôts	1984	Préférentiel -0,25	5 633 500	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			5 633 500	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements				
Programme de réassurance	1985	Variable	3 561 285	
Société de logement de l'Ontario				
Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme Maisons pour de bon	1989	Variable	435 983 000	(24)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			439 544 285	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	9,50	500 000	(17)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			500 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Programme Capital d'entreprise pour les jeunes	1984	Préférentiel + 1,00	13 950 651	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			13 950 651	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1990	Références
		%	$	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société du Stade de l'Ontario Limitée	1986	Préférentiel	275 089 309	(21)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			275 089 309	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	101 642 597	
Engagement à l'égard des credit unions et des caisses populaires	1988	Bons du trésor	91 250 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	64 842 218	
Programme général pour le secteur manufacturier	Variable	Préférentiel à préférentiel + 2,00	15 000 000	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel + 1,00	69 503 942	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			342 238 757	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	1 546 703	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			1 546 703	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DE L'ONTARIO/SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN	1987	Préférentiel	354 000 000	(18)(20)
TOTAL DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DE L'ONTARIO/SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN			354 000 000	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			1 592 763 653	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1990	Références
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Entente au titre de l'assurance sur les biens exportés aux États-Unis	1990	S.O.	3 840 000	(22)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			3 840 000	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Southeastern Michigan Transportation Authority	1982, 1990	S.O.	61 800 000	(19)(20)
Massachusetts Bay Transportation Authority	1984	S.O.	56 000 000	(19)(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			117 800 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS			121 640 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1990 TAUX DE CHANGE : 1,1702 $			142 343 128	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Financial Trust Company	1988	Préférentiel—0,25	7 966 000	(9)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			7 966 000	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société du Stade de l'Ontario Ltée	1986	S.O.	17 700 000	(21)
Garanties hypothécaires				
Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	1 790 000	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			19 490 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			27 456 000	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			169 799 128	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			21 489 757 781	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1990

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5% ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1976. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25%.
(2) Non remboursables par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(6) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(7) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
(8) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
(9) Engagement à fournir, sur demande, une garantie de 10 millions de dollars, plus les intérêts courus à la Financial Trust Company en vue de faciliter sa vente à la Central Guaranty Trusco Limited. La garantie a été requise et sera fournie par la province durant l'exercice financier 1990-91.
(10) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs : s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(11) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(12) Échéance annuelle 1990-1995, 5,5% du capital initial actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5% du capital initial en circulation.
(13) La province garantit le remboursement de 60% du capital et des intérêts.
(14) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(15) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(16) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(17) La dette nette de la province est limitée à 5% du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(18) Engagement prévoyant que la province s'acquittera de toute dette bancaire restante une fois les contrats en cours achevés et les recettes perçues.
(19) Indemnité que la province a accepté de verser au titre de garanties de bonne exécution que l'Aetna Casualty and Surety Company a émises en faveur de diverses régies de transport en commun.
(20) La dette éventuelle totale au nom de la Société de développement des transports de l'Ontario / Société de développement du transport urbain se chiffre à 491,8 millions en dollars canadiens ou en dollars canadiens équivalents.
(21) Le coût total du projet de construction du SkyDome est estimé à 573,7 millions de dollars. La province est responsable des obligations financières assumées par la Société du Stade de l'Ontario. Au 31 mars 1990, la dette éventuelle était de 292,8 millions de dollars.
(22) Le gouvernement, en tant que réassureur, assume 48% de l'ensemble des risques. Toute assurance responsabilité civile sur les biens exportés aux Etats-Unis déjà en vigueur sera valide jusqu'au 31 décembre 1990.
(23) Le ministère du Trésor et de l'Economie a assumé la dette éventuelle à l'égard du fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
(24) Montant emprunté au Régime de retraite du Canada par la Société de logement de l'Ontario aux fins de prêts à des Sociétés de logement à but non lucratif et à des collèges dans le cadre des programmes Maisons pour de bon et de création de résidences pour étudiants. Le trésorier de l'Ontario garantit les prêts accordés, principal et intérêt accumulé, par le Régime de retraite du Canada jusqu'à une limite de 2,1 milliards de dollars.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

au 31 mars 1990

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
2. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
3. Demandes liées au vaccin contre la coqueluche.
4. Litige lié à l'écrasement d'Air India.
5. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long Lacs N° 58.
6. Clifford Meness et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
7. Gary Potts et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres des bandes indiennes de Teme-agama Anishnabay et Temagami.
8. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
9. Financement des maisons de soins infirmiers et foyers pour personnes âgées.
10. CN Rail en ce qui concerne une ordonnance du ministère de l'Environnement se rapportant aux contaminants déposés au Northern Wood Site et au port adjacent à celui-ci, à Thunder Bay.

APERÇU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)
RECETTES	41 692	37 256	32 453	29 544	26 240	23 895	21 412	19 367	17 914	15 595
DÉPENSES	41 602	38 735	34 942	32 178	28 854	26 452	24 565	22 556	19 694	16 892
EXCÉDENT (DÉFICIT)	90	(1 479)	(2 489)	(2 634)	(2 614)	(2 556)	(3 153)	(3 189)	(1 780)	(1 297)
FINANCEMENT										
Dette : nouveaux emprunts	1 862	2 512	2 470	2 322	3 126	2 785	3 694	2 712	1 899	1 519
remboursements	2 086	920	761	346	347	109	277	130	76	168
Opérations de la dette (montant net)	(224)	1 592	1 709	1 976	2 779	2 676	3 417	2 582	1 823	1 351
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts – net	366	441	169	223	84	(41)	34	19	19	66
FINANCEMENT NET	242	2 033	1 878	2 199	2 863	2 635	3 451	2 601	1 842	1 417
PRÊTS										
Remboursements	168	202	370	405	424	429	449	351	362	310
Nouveaux prêts	(141)	(106)	(144)	(92)	(176)	(179)	(176)	(191)	(564)	(263)
PRÊTS NETS – AUGMENTATION/(DIMINUTION)	27	96	226	313	248	250	273	160	(202)	47
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA CAISSE ET DES PLACEMENTS TEMPORAIRES	(359)	(654)	385	122	(497)	(335)	(571)	428	140	(167)
VARIATION DU DÉFICIT/EXCÉDENT ACCUMULÉ	(90)	1 479	2 489	2 634	2 614	2 556	3 153	3 189	1 780	1 297

1. Les comptes de 1988 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1989.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)
ACTIF FINANCIER										
Encaisse et placements temporaires	2 104	2 244	1 706	1 979	2 110	2 126	1 759	1 167	1 556	1 722
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	475	456	460	402	510	1 020	1 093	1 119	1 117	1 108
Prêts aux administrations locales	318	390	444	516	588	636	369	369	399	387
Avances aux sociétés, conseils et commissions	880	370	283	583	723	3 468	3 950	4 202	4 355	4 131
Autres prêts	70	55	68	92	54	157	161	177	194	212
	3 847	3 515	2 961	3 572	3 985	7 407	7 332	7 034	7 621	7 560
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879
Total de l'actif financier	11 745	11 304	10 502	11 358	12 174	15 613	14 819	14 092	14 194	12 439
Déficit accumulé	35 409	35 499	34 020	31 531	28 919	22 634	20 074	16 921	13 733	11 952
	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927	24 391
PASSIF										
Dette contractée aux fins de la province	37 170	37 295	35 703	33 994	32 020	29 241	26 565	23 148	20 566	18 743
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2 086	1 719	1 278	1 109	884	800	841	807	788	769
Total du passif aux fins de la province	39 256	39 014	36 981	35 103	32 904	30 041	27 406	23 955	21 354	19 512
Dette contractée pour Ontario Hydro	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879
	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927	24 391
Passif éventuel	21 490	20 559	18 595	17 603	15 963	14 220	12 711	11 122	9 284	8 553

1. Les comptes de 1988 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1989.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

État de l'évolution du solde de la Caisse pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1989.

	Période du 1er avril au 31 décembre 1989 (note 2)	Exercice clos le 31 mars 1989
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Province de l'Ontario	103 459	121 419
Conseils et commissions	13 121	14 076
Directions désignées	257	310
	116 837	135 805
Employés	116 837	135 805
Sans contributions équivalentes versées par l'employeur — divers	531	887
Employeur :		
Au titre des employés recevant des prestations de protection du revenu à long terme	7 858	10 222
Montants transférés d'autres régimes	6 744	9 385
Intérêts créditeurs	491 886	581 037
	740 693	873 141
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux retraités, ayants droit et rentiers	224 252	268 504
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(43 180)	(57 791)
	181 072	210 713
Remboursements de contributions et intérêts	13 667	16 418
Montants transférés à d'autres régimes	2 122	4 351
	196 861	231 482
Augmentation nette de la Caisse	543 832	641 659
Solde de la Caisse en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
–au début de l'exercice	5 786 810	5 145 151
montants transférés du Fonds d'indexation des pensions de retraite à la nouvelle Caisse de retraite des fonctionnaires (notes 2)	594 099	
montants transférés du compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	12 433	
–à la fin de l'exercice	6 937 169	5 786 810

Voir les notes afférentes à l'état financier.

A. Tyrrell

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Régime de retraite des fonctionnaires (le Régime), établi en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires* (la loi), figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la loi. Les contributions, les cotisations et les paiements des prestations versés conformément aux termes du Régime sont comptabilisés dans la Caisse de retraite des fonctionnaires (la Caisse).

(a) Généralités

Le Régime est un régime de retraite contributif à prestations déterminées de la province de l'Ontario, auquel toutes les personnes satisfaisant aux conditions d'admissibilité prévues dans la loi sont tenues de participer. Aux termes de ce régime, les cotisations sont versées par les employés participants, la province de l'Ontario et les organismes, conseils et commissions désignés. La province est chargée de la Caisse et verse les sommes au Fonds du revenu consolidé.

(b) Politique de financement

Les participants sont tenus de verser à la Caisse une cotisation égale à 4,2 % de la partie de leur salaire asujettie aux cotisations au Régime de pensions du Canada, plus 6,0 % calculé sur le reste de leur salaire. La province verse des montants équivalents à ces cotisations ainsi que les cotisations de certains employés participants qui touchent des indemnités pour invalidité prolongée.

Aux termes de la *Loi de 1987 sur les régimes de retraite de l'Ontario*, le gouvernement de l'Ontario doit, à titre de responsable du Régime, veiller à ce que les prestations déterminées en vertu du régime soient financées de façon satisfaisante. Le financement requis est calculé en fonction d'une évaluation actuarielle triennale.

(c) Transfert de pension et valeur de rachat

Les cotisations versées au Régime pour des années de service avant le 1er janvier 1987 sont immobilisées lorsque le participant a atteint 45 ans et qu'il a au moins dix ans de service ou d'emploi continus. Toutes les cotisations versées à un régime de pension depuis le 1er janvier 1987, seront immobilisées lorsque le participant compte au moins deux années de service continu au Régime. L'immobilisation des cotisations permet au participant qui a atteint l'âge normal de la retraite, de toucher une pension différée.

Un participant qui n'est plus admissible au Régime mais qui a droit à une pension différée, peut transférer un montant égal à la valeur de rachat de la pension différée à un mécanisme de retraite désigné. La valeur de rachat représente la valeur actuelle des rentes de retraite qui ne seront versées qu'à compter d'une date ultérieure.

(d) Rentes de retraite

Des rentes de retraite normales sont accordées :

- d'après les années de service acquises des employés participants (avant 1987, dix années de service ou d'emploi continus; après 1986, deux années de participation continue);
- en fonction du salaire moyen des cinq ou des trois meilleures années, selon la date de participation à laquelle des crédits de pension sont accumulés; et
- à raison de 2 % du salaire moyen pour chaque année de service, jusqu'à concurrence de 35 ans de service, payable à l'âge de 65 ou 60 ans, selon la date de participation à laquelle des crédits de pension sont accumulés.

Les cotisants peuvent également toucher une pension maximale ou réduite s'ils remplissent d'autres conditions concernant l'âge et les années de service ou dans les autres cas énoncés dans la loi.

Les cotisations étant intégrées au Régime de pensions du Canada (RPC), les rentes de retraite ou d'invalidité sont réduites lorsque le cotisant atteint l'âge de 65 ans et qu'il reçoit des rentes de retraite ou d'invalidité du RPC.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME (suite)

(e) Rentes de survivants
Pour les retraites avant le 1er janvier 1988, des rentes égales à 50 % de la pension susmentionnée sont versées au conjoint ou à l'enfant admissible d'un participant qui a cotisé pendant au moins 10 ans à la caisse de retraite.

Conformément à la *Loi de 1987 sur les régimes de retraite*, les rentes de survivants ne seront pas moindre que 60 % de la pension pour les retraites commencées le 1er janvier 1988 ou par la suite. Les prestations de retraite seront réduites de façon actuarielle afin de compenser pour l'augmentation des rentes de survivants. Cependant, selon les termes de la loi, le conjoint du participant peut renoncer au droit à des rentes de survivants plus élevées et ainsi éviter une réduction actuarielle du montant des prestations. Les cotisants peuvent décider d'augmenter le montant des rentes aux survivants jusqu'à concurrence de 75 % de la pension de base en réduisant le montant des prestations de retraite.

(f) Remboursements en cas de décès après la retraite
En cas de décès, un remboursement des cotisations résiduelles peut être versé à la succession selon les termes de la loi.

(g) Autres remboursements
Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles au Régime.

(h) Impôts sur le revenu
Le Régime de retraite des fonctionnaires est un régime de pension enregistré selon la *Loi de l'impôt sur le revenu* et il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

(i) Augmentation des pensions
Des paiements supplémentaires sont versés à certains retraités, par décret du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque les prestations auxquelles ils ont droit aux termes de la loi sont inférieures à un montant prescrit. En outre, les retraités qui n'ont pas droit à l'indexation au coût de la vie en vertu de la *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* obtiennent une indexation au coût de la vie. Ces paiements sont financés par le Fonds du revenu consolidé.

(j) Revenus d'intérêts
Chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire), rapporte des intérêts dont le taux est fixé par décret. Les sommes échues au cours de l'exercice sont réinvesties à ce taux.

Pour la période du 1er avril au 31 décembre 1989, les taux étaient les suivants:

Flux monétaire net	11,65%
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture du 1er avril 1989	11,24%

2. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI

Conformément à la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des fonctionnaires:*

- la Caisse de retraite des fonctionnaires établie en vertu de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* continuera d'opérer sous le même nom.
- le 31 décembre 1989, l'actif et le passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite et du Compte des avantages sociaux supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires.
- le 1er janvier 1990, l'actif et le passif de la Caisse de retraite des fonctionnaires ont été transférés à la nouvelle Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse a cessé de faire partie du Fonds du revenu consolidé. Le transfert s'est effectué par l'émission de débentures non négociables de la province de l'Ontario.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

3. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

Sont compris dans les dépôts à la Caisse de retraite des enseignants les cotisations des employés et les cotisations paritaires des employeurs selon l'ancienneté pour la période terminée le 31 décembre 1989. Les cotisations non-paritaires et les intérêts accumulés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 1989 sont également inscrits.

Les paiements sont inscrits lorsqu'ils sont effectués.

Les dépôts et les paiements au titre du Fonds d'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires (FIPRF) effectués après le 31 décembre 1989 seront comptabilisés par la Caisse de retraite des fonctionnaires.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario. Après le 31 décembre 1989 ces frais seront assumés par la caisse de retraite des fonctionnaires.

5. SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Une évaluation actuarielle triennale permet d'établir si l'actif de la Caisse de retraite des fonctionnaires est suffisant pour couvrir le paiement des prestations. La dernière évaluation actuarielle triennale déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario remonte au 31 décembre 1985 et révélait un excédent actuariel de 109,9 millions de dollars.

Une évaluation actuarielle déterminera les effets des modifications législatives, qui sont décrites à la note 2, sur le provisionnement de la Caisse au 1er janvier 1990. Cette évaluation sera réalisée sous la direction de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires (la Commission), conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*. Une évaluation préliminaire effectuée en 1989 prévoyait une dette non provisionnée de 1,9 milliard de dollars au 1er janvier 1990. Le gouvernement comblera le manque à gagner sur une période de 40 ans, conformément à la Loi. Les paiements que devra faire la province pour les trois prochaines années, selon le montant estimé de la dette non provisionnée, sont les suivants :

Année	en millions de dollars
1990	89,6
1991	94,5
1992	99,7

Le montant de ces paiements sera redressé lorsque l'évaluation actuarielle qui doit être effectuée pour le compte de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires sera déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

À la Commission du régime de retraite des fonctionnaires,
au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des fonctionnaires pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1989. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 décembre 1989, ainsi que les résultats de ses opérations pour la période de neuf mois écoulés, selon la convention comptable énoncée à la note 3, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur provincial

D. F. Archer, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 7 mars 1990

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
(Établi en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début	41 655 640	38 797 923
DÉPÔTS		
Contributions :		
Participants	746 233	604 596
Province de l'Ontario	746 233	604 596
Province de l'Ontario :		
Paiement de la dette non provisionnée	119 845	13 465
Intérêts restant dans le Compte au 31 mars 1989, au taux de 11,24208 % (31 mars 1988 à 11,22487 %)	4 682 960	4 355 016
	6 295 271	5 577 673
	47 950 911	44 375 596
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	3 880 625	3 763 205
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(1 161 906)	(1 043 249)
	2 718 719	2 719 956
Remboursements de contributions et intérêts	10 160	
	2 728 879	2 719 956
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin	45 222 032	41 655 640

Approuvé,

T. Paradis
Ministère des Services gouvernementaux

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

État de l'évolution du solde du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Augmentation nette des comptes du Fonds au cours de l'exercice		
Régime de retraite des fonctionnaires (Annexe A)	45 444	57 782
Régime de retraite des enseignants (Annexe B)	153 898	188 783
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson (Annexe C)	2 363	2 101
	201 705	248 666
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	1 988 752	1 740 086
— montants transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires (note 2)	(594 094)	
— montants transférés à la Caisse de retraite des enseignants	(1 581 350)	
— à la fin de l'exercice	15 013	1 988 752

Voir les annexes et notes afférentes à l'état financier.

Approuvé,

La directrice, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE A

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des fonctionnaires pour la période du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989

	Période du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989 (note 2)	Exercice clos le 31 mars 1989
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	23 677	28 269
Province de l'Ontario	20 853	25 104
Conseils et commissions	2 726	2 996
Directions désignées	52	65
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations de protection du revenu à long terme	1 310	1 703
Montants transférés d'autres régimes	2 181	2 663
Intérêts créditeurs	48 014	57 761
	98 813	118 561
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	46 311	55 793
Remboursements de contributions et intérêts	6 758	4 593
Montants transférés à d'autres régimes	300	393
	53 369	60 779
Augmentation nette du compte du Fonds	45 444	57 782
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de la période	548 650	490 868
— montants transférés à la Caisse de retraite de fonctionnaires	(594 094)	
— à la fin de la période		548 650

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE B

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants pour la période du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989

	Période du 1er avril 1989 au 31 décembre 1989 (note 2)	Exercice clos le 31 mars 1989
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	47 578	54 981
Employés enseignant dans des écoles privées désignées	1 780	2 069
Province de l'Ontario	47 578	54 981
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations de protection du revenu à long terme	727	756
Montants transférés d'autres régimes	1 065	726
Intérêts créditeurs	129 123	152 280
	227 851	265 793
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	72 348	76 193
Remboursements de contributions et intérêts	1 182	514
Montants transférés à d'autres régimes	423	303
	73 953	77 010
Augmentation nette du compte du Fonds	153 898	168 783
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de la période	1 427 452	1 238 669
— montants transférés à la Caisse de retraite des enseignants (note 2)	(1 581 350)	
— à la fin de la période		1 427 452

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE C

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	601	505
Institut polytechnique Ryerson	601	505
Montants transférés d'autres régimes		2
Intérêts créditeurs	1 531	1 287
	2 733	2 299
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	220	181
Remboursements de contributions et intérêts	150	17
	370	198
Augmentation nette du compte du Fonds	2 363	2 101
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	12 650	10 549
— à la fin de l'exercice	15 013	12 650

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Fonds d'indexation des pensions de retraite (le Fonds) figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* (la loi) ainsi que les règlements qui en découlent.

(a) Généralités

Le Fonds a été créé en 1975 pour verser des prestations d'indexation aux bénéficiaires de pensions payées par les régimes de retraite désignés dans les règlements. Les trois régimes désignés sont : le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF); le Régime de retraite des enseignants (RRE); et le Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson. Jusqu'au 31 décembre 1989, le fonds comprenait les comptes des trois régimes désignés : le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des fonctionnaires, (FIPRF), le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants (FIPRE) et le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson (FIPRR). Suite aux changements apportés à la loi, tel que décrit à la note 2, les soldes des comptes du Fonds d'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires et du Fonds d'indexation des pensions de retraite des enseignants ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires et à la Caisse de retraite des enseignants à partir du 31 décembre 1989. En vertu de la loi, tel que décrit à la note 2, les prestations qui étaient payées sous la *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* continue sont de l'être. La Province est chargée des soldes des comptes et verse les sommes au Fonds du revenu consolidé dans le cas du Fonds d'indexation des pensions de retraite de Ryerson. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario sont chargées des deux autres comptes.

(b) Politique de financement

Les employés d'une part et les employeurs d'autre part doivent verser au Fonds un montant égal à 1 % du salaire des employés. Dès le début, le Fonds a été administré selon la méthode de financement par répartition modifiée. Aucune évaluation actuarielle n'est tenue d'être déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

(c) Prestations d'indexation

À compter du 1er janvier de l'année suivant l'événement donnant droit aux prestations, le Fonds paie des prestations d'indexation annuelles aux retraités, aux participants handicapés, aux conjoints et aux personnes à charge d'un participant affilié à un régime désigné. Le montant des prestations d'indexation équivaut au pourcentage annuel d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada, jusqu'à concurrence de 8 % de la pension payable au cotisant. Si la hausse du IPC dépasse 8 % au cours d'une année quelconque, la différence est reportée aux années ultérieures où la hausse du IPC est inférieure à 8 %.

Les cotisants au Régime de retraite des enseignants et au Régime de retraite des fonctionnaires qui ont pris leur retraite avant 1976 et dans le cas des cotisants au Régime de retraite de Ryerson qui ont pris leur retraite avant 1977, touchent des prestations d'indexation et n'ont pas droit à de nouvelles prestations d'indexation en vertu de la nouvelle loi. Les paiements sont effectués à partir du Fonds du revenu consolidé en ce qui concerne le Régime de retraite des enseignants et le Régime de retraite des fonctionnaires ; de l'Institut polytechnique de Ryerson en ce qui concerne le Régime de retraite de Ryerson.

(d) Remboursements

Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles aux régimes désignés.

(e) Revenus d'intérêts

Chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire net), rapporte des intérêts dont le taux est fixé par décret. Les sommes échues au cours de la période sont réinvesties à ce taux.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

Taux applicables pour les comptes suivants :

	Période de 9 mois se terminant le 31 déc. '89		Exercice financier se terminant le 31 mars '90
	RRF %	RRE %	RR Ryerson %
Nouveau flux monétaire	11,65	11,65	11,82
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture au 1er avril 1989	11,64	11,89	11,63

2. MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI

Conformément à la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des fonctionnaires* :

— Les éléments d'actif et de passif au compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des fonctionnaires ont été transférés à la Caisse de retraite des fonctionnaires le 31 décembre 1989 et le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des fonctionnaires a cessé d'exister dans le Trésor.

— Le 1er janvier 1990, les éléments d'actif et de passif de la Caisse de retraite des fonctionnaires ont été transférés à la nouvelle Caisse de retraite des fonctionnaires qui a été consolidée et qui continue de verser des prestations.

Conformément à la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants* :

— Les éléments d'actif et de passif au compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants ont été transférés à la Caisse de retraite des enseignants au 31 décembre 1989 et le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants a cessé d'exister dans le Trésor.

— Le 1er janvier 1990, les éléments d'actif et de passif de la Caisse de retraite des enseignants ont été transférés à la nouvelle Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario qui a été consolidée et qui continue de verser les prestations.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Pour le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des fonctionnaires (FIPRF) :

Sont compris dans les dépôts les cotisations des employés ainsi que les cotisations paritaires applicables des employeurs selon l'ancienneté pour la période terminée le 31 décembre 1989. Les cotisations non paritaires et les intérêts accumulés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 1989 sont également inclus.

Les paiements sont inscrits lorsqu'ils sont effectués.

Les dépôts et les paiements au titre du Fonds d'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires (FIPRF) effectués après le 31 décembre 1989 seront comptabilisés par la Caisse de retraite des fonctionnaires.

Pour le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants (FIPRE) :

On inclut aux dépôts les cotisations versées et les fonds transférés par les employés à la Commission du régime de retraite des enseignants au 31 décembre 1989 ainsi que les cotisations paritaires et autres versées par les employeurs. Les revenus d'intérêts, pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1989 sont également inclus.

Les paiements effectués par la Commission du régime de retraite des enseignants au 31 décembre 1989 sont inclus. Les dépôts et les paiements au titre du Fonds d'indexation des pensions de retraite des enseignants (FIPRE) effectués après le 31 décembre 1989 seront comptabilisés par la Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier le 31 mars 1990

Pour le compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique de Ryerson (FIPRR) :

Tous les dépôts et les paiements sont inscrits selon une comptabilité de caisse modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour inclure les opérations de l'exercice terminé le 31 mars 1990.

Les revenus d'intérêt pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990 sont également inclus.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par les responsables des différents régimes de retraite.

Après le 31 décembre 1989, les frais d'administration sont assumés par la Caisse de retraite des fonctionnaire et la Caisse de retraite des enseignants pour le Régime de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite des enseignants respectivement.

5. NOUVEAU DÉVELOPPEMENT

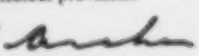
Le 2 avril 1990 une action a été intentée à la Cour suprême de l'Ontario afin de contester le transfert de l'actif et du passif du Fonds d'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires relativement au Régime de retraite des fonctionnaires à la Caisse de retraite des fonctionnaires. On ne peut déterminer les répercussions, le cas échéant, d'une telle action sur la Caisse de retraite des fonctionnaires.

Au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds d'indexation des pensions de retraite de l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1990, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 3, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur provincial



D.F. Archer, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 8 mai 1990

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Participants	678	425
Province de l'Ontario (note 4)	6 196	4 124
Intérêts créditeurs	5 932	5 124
	12 806	9 673
PAIEMENTS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et rentes de survivants	2 800	2 010
Remboursements	53	8
	2 853	2 018
Augmentation nette de la Caisse	9 953	7 655
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	51 902	44 247
— à la fin de l'exercice	61 855	51 902

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,
Le président intérimaire

John D. Arnold

À la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale de l'exercice terminé le 31 mars 1990. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1990, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur provincial adjoint

J.F. Otterman

J.F. Otterman, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 25 mai 1990

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1990

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale (la Caisse) a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale. La brève description du fonds figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter le règlement d'application de la loi.

(a) Généralités

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des rentes à leurs survivants qui étaient à leur charge.

(b) Politique de financement

Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province, et des actuaires évaluent chaque année les montants requis pour assurer ce financement.

Les cotisations versées par les participants servent uniquement à financer les rentes de survivants. Les cotisants doivent verser à la Caisse 5,57 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient accumulé le nombre d'années de service requis ou jusqu'à l'âge de 70 ans. Les cotisants peuvent choisir de verser la totalité de leurs cotisations dans la Caisse pour financer les rentes de survivants, ou d'en verser le tiers dans la Caisse et les deux tiers dans le Fonds du revenu consolidé, pour financer les prestations d'assurance-vie prévues. A l'heure actuelle, la majorité des cotisants répartissent leurs cotisations entre la Caisse et les primes d'assurance-vie.

(c) Versements de continuité du revenu

Les versements de continuité du revenu correspondent à l'âge du cotisant et au nombre d'années de service à plein temps qu'il a accumulées à la date où il cesse d'exercer ses fonctions, et au salaire d'un juge à plein temps remplissant les plus hautes fonctions de la magistrature que le cotisant ait exercées. Le cotisant touchera ces prestations jusqu'à son décès.

(d) Versements de continuité du revenu en cas d'invalidité

Les cotisants comptant au moins cinq ans de service à plein temps qui ne peuvent plus travailler à la suite d'une blessure ou d'une maladie chronique ont droit à la totalité des versements de continuité du revenu à partir de l'âge de 65 ans.

(e) Rentes de survivants

Des rentes de survivants correspondant à la moitié des versements de continuité du revenu sont versées au conjoint du cotisant jusqu'à son décès ou aux enfants, jusqu'à ce que l'enfant le plus jeune atteigne l'âge de 18 ans, ou de 25 ans si l'enfant étudie à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1990

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (suite)

(f) Remboursement en cas de décès
En cas de décès du cotisant, la totalité des cotisations qu'il a versées dans la Caisse, plus l'intérêt couru, moins les rentes versées aux survivants en vertu du règlement, seront remboursés à sa succession s'il n'avait plus droit à des rentes de survivants.

(g) Remboursement en cas de retrait
Si le cotisant cesse d'exercer ses fonctions pour une raison autre que le décès avant d'avoir droit à des versements de continuité du revenu, il peut obtenir un remboursement. Le montant de ce remboursement équivaut au montant de ses cotisations, plus l'intérêt couru.

(h) Revenus d'intérêts
Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des dépôts sur les paiements pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Pour l'exercice 1990, ce taux était de 11,65 % (11,19 % en 1989). Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1990 était de 11,30 % (11,31 % en 1989).

(i) Statut de la Caisse
La Caisse n'est pas tenue de produire les déclarations prévues par la *Loi sur les régimes de retraite* et les règlements qui en découlent. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE
L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION
Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario.

4. DETTE AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES
La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1989, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des rentes de survivants s'élevait à 72,2 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'évaluation actuarielle.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif
au 31 mars 1990

ACTIF

	1990	1989
	$	$
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	**1 764 956 353**	**1 450 310 125**

PASSIF

Solde dû aux déposants	**1 764 956 353**	**1 450 310 125**

Voir la note afférente aux états financiers.

Approuvé,
Le directeur général

J.S. Purdon

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)

État des revenus et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

REVENUS

	1990 $	1989 $
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	189 460 381	122 779 616
Commissions et frais divers	616 988	250 155
Frais d'encaissement des chèques	176 882	169 079
Location de cases de coffre-fort	163 824	155 955
Devises étrangères	41 777	48 727
Total des revenus	190 459 852	123 403 532

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	161 725 542	99 536 565
Traitements et avantages sociaux	6 780 640	6 259 648
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 970 607	1 726 440
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	1 524 157	1 473 349
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	339 597	358 001
Frais de bureau divers	627 837	545 412
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	211 127	170 921
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	86 827	260 076
Services de téléphone et de messageries	257 891	283 951
Services professionnels	101 979	252 068
Pertes et déficits de caisse	30 302	11 792
Total des dépenses	173 656 506	110 878 223
Excédent des revenus sur les dépenses transféré au trésorier de l'Ontario	16 803 346	12 525 309

Voir la note afférente aux états financiers.

Note afférente aux états financiers 31 mars 1990

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Méthode de comptabilité

La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations

Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel ainsi qu'en transformations des locaux, sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été encourus.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)

État de la situation financière
pour l'exercice clos le 31 mars 1990

ACTIF

	1990 $	1989 $
Fonds en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario	30,164,922	23,352,231

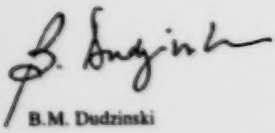
PASSIF ET SOLDE DU FONDS

Solde net du Fonds	30,164,922	23,352,231

Voir les notes afférentes aux états financiers

Approuvé,

Le directeur



B.M. Dudzinski

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	6 613 512	6 672 768
Remboursements de créances	3 416 904	3 366 219
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1989	2 837 363	1 737 204
Recouvrements de l'année précédente	60 736	
Total des rentrées	12 928 515	11 776 191
DÉBOURS		
Paiements effectués à des fins spéciales		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	2 808 972	1 715 892
Transactions de demandes d'indemnité	390 189	301 408
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	498 028	1 065 805
Frais d'administration		
Traitements et salaires	1 042 031	953 686
Avantages sociaux	145 438	129 681
Transports et communications	48 730	39 658
Services		
Demandes d'indemnité, (procureurs, etc.)	910 776	796 947
Autres	225 277	245 983
Fournitures et matériel	46 392	36 022
Total des débours	6 115 824	5 285 082
Augmentation/(diminution) du Fonds pendant l'exercice	6 812 691	6 491 109
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	23 352 231	16 861 122
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin de l'exercice	30 164 922	23 352 231

Voir les notes afférentes à l'état financier.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 1990

1. AUTORITÉ

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles*, L.R.O. 1980, chap. 298, tel que modifié.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes non fautives d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la *Loi sur l'assurance automobile obligatoire*, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance obligatoire de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

Il a été décidé que, pour les demandes d'indemnité présentées après le 1er mars 1980, le Fonds dédommagerait :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité et de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 23 février 1983, la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles* a été modifiée pour permettre le paiement, par le Fonds, des demandes de règlement présentées par un tiers demandeur, quand la compagnie d'assurances concernée est insolvable ou incapable d'effectuer le remboursement. Dans ce cas, l'indemnisation est soumise aux dispositions de la Loi et des règlements qui en découlent et ne peut dépasser un montant correspondant à la responsabilité minimale applicable au tiers au moment de l'accident.

Le permis de conduire n'est pas retiré à l'assuré défendeur (qui peut être le conducteur); en outre, celui-ci ne sera pas non plus tenu de rembourser au Fonds les sommes versées en son nom. Seules quatre sociétés, la Pitts Insurance Company, la Cardinal Insurance Company, la Northumberland General Insurance Company et la United Canada Insurance Company, ont jusqu'à présent été admises à faire partie de la catégorie des "assureurs désignés" aux termes de la loi.

En raison de la création le 31 août 1988 du fonds géré par la Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD, le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles n'a plus à payer les demandes de règlement des compagnies d'assurances IARD qui deviennent insolvables. Désormais, toutes les demandes de règlement seront traitées par le nouveau fonds.

La nature du Fonds sera modifiée par des mesures législatives adoptées à l'automne 1989 et relatives au Régime de protection des automobilistes de l'Ontario. On prévoit que 90 % de toutes les demandes de règlement seront d'un montant inférieur à un plafond fixé par la loi, ce qui signifie que ces demandes seront réglées en vertu d'un système d'assurance individuelle sans égard à la responsabilité. Le Fonds aura à payer des indemnités d'assurance sans égard à la responsabilité dans les cas où aucune autre garantie n'est offerte. Les sommes versées en vertu du système d'assurance individuelle sans égard à la responsabilité ne seront pas recouvrables auprès du conducteur non assuré responsable. Bien qu'il soit possible que la valeur totale des règlements ne change pas, le nombre total de demandes de règlement risque d'augmenter. Les règlements en vertu du Régime de protection des automobilistes de l'Ontario seront effectués en même temps que les règlements prescrits par la loi actuelle.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier—suite
31 mars 1990

3. ÉTAT DU FONDS

Méthode comptable

Le Fonds a recours à la méthode de la comptabilité de caisse, laquelle a été modifiée afin d'accorder une période supplémentaire de 30 jours pour le paiement des biens et des services applicables à l'exercice qui vient de se terminer. Sur le plan comptable, les paiements aux employés sont répartis entre les deux exercices.

Rentrées

Tous les conducteurs de l'Ontario qui renouvellent leur permis de conduire doivent verser des droits annuels de 1 $. Ces mêmes droits sont payables lors de la délivrance d'un nouveau permis de conduire.

Les sommes perçues relativement à des débiteurs impayés sont inscrits à titre de rentrées pour l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. (Voir la section ci-dessous intitulée "Débiteurs".)

Les intérêts accumulés dans le Fonds correspondent au montant crédité, en fonction du solde du Fonds calculé au 31 décembre 1989. Le taux d'intérêt utilisé est basé sur le taux moyen de la Caisse d'épargne de l'Ontario pour l'année civile terminée le 31 décembre 1989.

Débours

Les sommes versées à même le Fonds au nom de conducteurs non assurés sont inscrites à titre de dépenses. La loi prévoit le recouvrement de ces versements auprès des conducteurs non assurés responsables.

Frais d'administration

Les frais généraux (p. ex., salaires, avantages sociaux, services de transport et de communications, fournitures et matériel) sont réglés en cours d'exercice par le Trésor. À la fin de chaque exercice, le lieutenant-gouverneur en conseil autorise un paiement provenant du Fonds afin de rembourser le Trésor des frais engagés pour l'administration du Fonds.

4. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

Au 31 mars 1990, le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles déclarait un excédent des rentrées de fonds sur les décaissements de 6,8 millions de dollars. Cette somme est gardée dans un compte du Trésor utilisé à des fins spéciales et figure comme élément de passif dans l'état de la situation financière de la province de l'Ontario.

Débiteurs

Selon les registres du Fonds, les débiteurs découlant de règlements effectués conformément à la loi à des victimes non assurées, au nom de défendeurs non assurés, totalisaient 93 millions de dollars au 31 mars 1990. De ce montant, environ 28,4 millions de dollars correspondent à des comptes inactifs considérés comme irrécouvrables.

Immobilisations

Les coûts des immobilisations, qui englobent le mobilier, le matériel et les modifications des locaux, sont imputés aux résultats pour l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Passif éventuel

Au 31 mars 1990, le Fonds était éventuellement redevable pour les demandes de règlement en cours. En se basant sur l'expérience passée, on estime que le coût final de ces demandes de règlement totalisera environ 14,9 millions de dollars. On prévoit que les rentrées futures, ajoutées au solde actuel du Fonds, permettront à ce dernier de s'acquitter des obligations futures.

ÉTATS DIVERS

PRODUIT DE LA SOCIETÉ DES LOTERIES DE L'ONTARIO
pour l'exercice clos le 31 mars 1990

(en millions de dollars)

Solde non distribué au 1er Avril 1989			1 688
Produits net des Lotteries			
Lotto 6/49		315	
Instant		81	
Lottario		44	
Wintario		19	
Pick 3		14	
Provincial		10	
Encore		7	
Célébration '89		1	491
Produits net accumulés			2 179
Dépenses de la Lotterie			
Ministère des Affaires Civiques		8	
Ministère de la Culture et des Communications		57	
Ministère du Tourisme et des Loisirs:			
Projets, installations et événements	47		
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17	64	
Ministère de la Santé:			
Exploitation des hôpitaux		2 050	2 179
Solde du 31 mars 1990			0

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Ministères	$
Services sociaux et communautaires	39 361 703
Revenu	19 070 159
Agriculture et Alimentation	8 935 164
Industrie, Commerce et Technologie	8 644 061
Institutions financières	7 135 932
Procureur général	4 183 002
Collèges et Universités	1 776 497
Formation professionnelle	445 500
Santé	370 369
Environnement	293 636
Logement	243 858
Transports	100 056
Consommation et Commerce	77 963
Richesses naturelles	34 069
Services gouvernementaux	20 906
Culture et Communications	10 424
Tourisme et Loisirs	10 298
Services correctionnels	10 274
Solliciteur général	2 920
Affaires municipales	698
Travail	413
Énergie	96
	90 728 088

ÉTATS DIVERS

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1 000 $ ou plus autorisées pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$
Ministère du Revenu	
Dofasco Inc.	
Impôts sur l'exploitation minière	91 648
Nicole Horie	
Taxe de vente	1 360
Mary Lou Brown	
Taxe de vente	1 284
Jean P. Aylesworth	
Taxe de vente	1 083
	95 095

Remises générales.

Une remise de taxe de vente d'environ 2 000 000 par année sur les droits d'entrée de théâtres n'ayant pas le statut d'établissement de bienfaisance, a été autorisée pour la période du 1er juin 1989 au 31 décembre 1992.

Une remise de l'impôt sur le revenu des compagnies a été autorisée pour la période du 1er février 1982 au 30 avril 1983, à certaines compagnies d'huile, sur le revenu résultant de la vente de carburant de turbine utilisé pour les vols internationaux.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À PAYER*

au 31 mars 1990

Ministères	1990 $	1989 $
Environnement	19 929 603	31 842 819
Services gouvernementaux	16 863 389	8 353 016
Richesses naturelles	9 505 680	5 392 617
Transports	8 668 633	33 527 159
Santé	6 525 056	3 292 955
Services correctionnels	4 576 985	1 692 157
Solliciteur général	4 332 850	1 282 864
Développement du Nord et Mines	1 464 338	155 448
Procureur général	1 344 903	583 120
Tourisme et Loisirs	924 295	340 343
Éducation	903 628	1 398 872
Culture et Communications	581 356	538 012
Consommation et Commerce	521 101	869 762
Travail	489 668	1 116 011
Logement	474 363	27 688
Trésor et Économie	263 689	317 745
Institutions financières	190 418	790 076
Industrie, Commerce et Technologie	180 752	128 618
Énergie	168 073	119 712
Affaires civiques	152 533	254 169
Office de la condition féminine	145 821	9 388
Conseil de gestion	102 840	62 656
Office des personnes handicapées	67 097	4 508
Affaires municipales	41 117	9 914
Formation professionnelle	39 401	809 941
Agriculture et Alimentation	31 029	343 989
Bureau de l'ombudsman	20 349	10 411
Bureau du Conseil des ministres	14 777	1 710
Office des affaires autochtones	12 262	1 915
Affaires intergouvernementales	9 640	11 133
Collèges et Universités	9 600	9 983
Revenu	3 883	13 733
Bureau de l'Assemblée législative	2 339	10 218
Cabinet du premier ministre	1 191	357
Services sociaux et communautaires	1 816 712	1 504 532
Office des personnes âgées		3 950
Total des comptes à payer	80 379 371	94 831 531

*Comptes extracomptables gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Gouvernement du Canada	148 761 715	99 870 001
Paiements en trop d'allocations familiales	61 597 680	48 715 713
Divers	3 751 990	2 272 600
	214 111 385	110 858 314
Ministère du Logement		
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	73 882 951	65 488 365
Programme de remise en état des petits immeubles	51 754 373	33 768 502
Aménagement des logements sociaux	28 379 185	12 296 992
Programme de logements locatifs de l'Ontario	14 884 100	14 560 800
Projet de subventions de soutien aux sans-abri	6 199 475	3 476 536
Programme de prêts pour la création de logements sans but lucratif	4 323 805	3 635 834
Subventions pour le logement social	2 585 889	803 522
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	879 260	1 045 207
Projet pilote de rénovation des logements locatifs	677 120	849 450
Programme de conversion des locaux locatifs résidentiels	55 162	76 432
Divers	315	565
	183 621 637	136 002 205
Ministère du Procureur général		
Amendes	119 752 789	94 382 469
Droits	390 273	503 617
Divers	20 305 341	18 440 687
	140 448 403	113 326 773
Ministère du Revenu		
Taxe de vente au détail	60 678 688	43 935 591
Taxe sur le tabac	31 299 160	31 766 183
Droits de cession immobilière	15 084 496	14 614 321
Taxe sur les carburants	8 390 474	8 796 177
Impôt-santé des employeurs	7 100 000	
Taxe sur l'essence	5 281 548	7 207 728
Droits de succession	5 105 033	5 042 209
Impôt miniers	4 724 959	2 026 964
Paiements de transfert	3 929 670	5 413 970
Impôt sur les concentrations commerciales	3 353 468	
Impôt des sociétés	(6 113 849)	3 371 057
Divers	558 702	606 772
	139 392 349	122 782 972
Ministère des Services gouvernementaux		
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	71 933 380	72 083 350
Programme ontarien d'accession à la propriété	26 861 995	31 643 479
Comptes à recevoir des entrepreneurs	11 280 063	
Services d'informatique	437 454	356 797
Gestion et administration de biens immobiliers	182 631	128 641
Administration de biens immobiliers		1 388 242
Divers	3 389 397	950 666
	114 084 920	106 551 175

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Paiements de transfert	3 929 670	5 413 970

	1990 $	1989 $
Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	64 610 890	62 235 553
Divers	46 248	51 595
	64 657 138	62 287 148
Ministère des Collèges et Universités		
Bourses d'études de l'Ontario pour étudiants	45 315 063	32 306 005
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	9 688 384	5 539 505
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	1 938 946	1 298 409
Divers	135 763	74 834
	57 078 156	39 218 753
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	47 876 258	49 189 983
Programme de revitalisation de la rue principale	2 443 409	3 265 414
Taxes sur les locaux provinciaux occupés par des locataires	988 537	871 432
Divers	2 626	4 727
	51 310 830	53 331 556
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	19 144 236	10 436 408
Langues officielles dans l'enseignement	18 614 711	18 736 239
Ministère des Affaires indiennes — écoles pour aveugles	179 246	39 828
Personnel en prêt de services	181 483	
Centre d'études indépendantes	35 234	109 417
Divers	44 101	135 545
	38 199 011	29 457 437
Ministère de la Santé		
Foyers pour soins spécieux	10 927 024	9 232 320
Régime d'assurance-santé de l'Ontario		
Primes collectives	5 272 065	41 355 647
Primes versées directement	3 553 255	46 766 819
Régime de médicaments de l'Ontario	5 019	2 926
Gouvernement du Canada	1 394 249	375 000
Divers	658 179	480 786
	21 809 821	98 213 498
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	16 733 124	612 049
Autres	208 517	72 633
Prêts bancaires garantis	1 324 876	1 525 738
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	695 470	976 572
Divers	1 421 126	379 875
	20 383 113	3 566 867

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	14 160 034	13 542 793
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	1 438 044	1 748 171
Divers	2 683 627	1 559 220
	18 281 705	16 850 184
Ministère de l'Environnement		
Municipalités — frais au titre des eaux usées et de l'approvisionnement en eau	16 121 838	12 299 446
Gouvernement du Canada		
Surveillance des Grands Lacs — Environnement Canada	1 782 079	624 655
Autres	18 503	131 900
	17 922 420	13 056 001
Ministère du Solliciteur général		
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	3 947 755	2 440 013
Gouvernement du Canada		
Programme d'agents de police pour les bandes indiennes		4 697 704
Programme conjoint de planification des services d'urgence	1 216 276	536 837
Autres	679 209	534 229
Divers	167 323	90 120
	6 010 563	8 298 903
Ministère de la Formation professionnelle		
Gouvernement du Canada		
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	183 672	
Divers	5 138 308	3 985 594
	5 321 980	3 985 594
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Subventions remboursables au titre du Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce	3 142 068	2 369 230
Divers	801 237	504 737
	3 943 305	2 873 967
Ministère des Transports		
Location et ventes de biens	2 399 068	936 870
Vente de matériaux, services et droits	1 329 399	1 666 316
	3 728 467	2 603 186
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Vente de Minaki Lodge	3 000 000	3 000 000
Divers	417 238	342 251
	3 417 238	3 342 251
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	3 019 192	1 297 214
Comptes à recevoir au titre des établissements	180 978	272 868
Divers	3 088	14 001
	3 203 258	1 584 083

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Ministère de la Culture et des Communications		
Subventions remboursables	2 681 261	2 781 261
Vente de services	56 758	112 351
Remboursements de dépenses	54 381	1 000
	2 792 400	2 894 612
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Divers	4 014 099	1 091 570
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Recettes fiscales	791 584	828 394
Ventes et locations	394 264	403 392
Ministère de l'Énergie et des Mines	275 226	173 032
Emploi et Immigration		29 565
Divers	3 264	150
	1 464 338	1 434 533
Ministère des Affaires civiques		
Projets dont les frais sont partagés avec d'autres gouvernements	1 373 799	1 141 294
Vente de services	15 687	23 962
	1 389 486	1 165 256
Ministère du Travail		
Tribunal d'appel des accidents du travail	919 707	
Divers	81 557	925 581
	1 001 264	925 581
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Divers	514 661	75 933
Conseil de gestion		
Divers	141 321	235 628
Ministère de l'Énergie		
Divers	117 907	957 568
Bureau de l'Assemblée législative		
Divers	34 163	40 926
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	32 965	14 286
Cabinet du premier ministre		
Divers	114	28
Bureau du Conseil des ministres		
Divers	13	
Bureau de l'ombudsman		
Divers		679
Total des comptes à recevoir	1 118 428 430	937 027 467

section 4

états des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Dépenses réelles		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	52 350 700	39 391	52 390 091	46 535 912	41 557	46 577 469	46 577 469		46 577 469
Affaires intergouvernementales	9 152 900	9 297	9 162 197	8 149 623	9 808	8 159 431	8 159 431		8 159 431
Affaires municipales	573 751 500	289 391	574 040 891	566 062 946	146 479	566 209 425	565 307 412	902 013	566 209 425
Agriculture et Alimentation	513 242 800	33 540 391	546 783 191	482 289 395	40 021 989	522 311 384	509 144 284	13 167 100	522 311 384
Bureau de l'Assemblée législative	96 879 600	1 991 200	98 870 800	83 973 120	1 991 113	85 964 233	85 964 233		85 964 233
Bureau de l'ombudsman	7 807 100		7 807 100	7 736 941		7 736 941	7 736 941		7 736 941
Bureau du Conseil des ministres	9 710 700		9 710 700	9 049 790		9 049 790	9 049 790		9 049 790
Bureau du directeur général des élections	645 400		645 400	538 418	2 241 402	2 779 820	2 779 820		2 779 820
Bureau du lieutenant-gouverneur	641 300		641 300	632 360		632 360	632 360		632 360
Bureau du vérificateur général	7 585 200	95 200	7 680 400	6 790 992	117 560	6 908 552	6 908 552		6 908 552
Cabinet du premier ministre	2 349 300	42 882	2 392 182	2 205 892	45 240	2 251 132	2 251 132		2 251 132
Collèges et Universités	2 754 755 900	39 391	2 754 795 291	2 730 954 436	19 056	2 730 973 492	2 730 973 492		2 730 973 492
Conseil de gestion	170 677 700	30 094	170 707 794	40 540 452	36 801	40 577 253	40 577 253		40 577 253
Consommation et Commerce	160 970 700	54 891	161 025 591	157 581 405	41 557	157 622 962	157 622 962		157 622 962
Culture et Communications	320 244 500	39 391	320 283 891	314 253 385	41 557	314 294 942	314 294 942		314 294 942
Développement du Nord et des Mines	322 492 900	78 782	322 571 682	308 084 819	83 114	308 167 933	308 167 933		308 167 933
Éducation	4 635 988 600	572 275 391	5 208 263 991	4 622 737 369	698 167 511	5 320 904 880	5 320 904 880		5 320 904 880
Énergie	42 788 600	39 391	42 827 991	34 641 948	20 507	34 662 455	33 162 455	1 500 000	34 662 455
Environnement	538 566 400	39 391	538 605 791	520 460 191	41 557	520 501 748	486 809 491	33 692 257	520 501 748
Formation professionnelle	423 557 400	39 391	423 596 791	414 792 330	20 507	414 812 837	414 812 837		414 812 837
Institutions financières	41 930 700	9 297	41 939 997	41 383 530	25 009 808	66 393 338	41 393 338	25 000 000	66 393 338
Industrie, Commerce et Technologie	304 394 600	39 039 391	343 433 991	233 037 812	38 185 214	271 223 026	207 678 703	63 544 323	271 223 026
Logement	545 909 400	39 391	545 948 791	526 478 146	41 154	526 519 300	526 519 300		526 519 300
Office de la condition féminine	17 790 800		17 790 800	17 054 828	15 622	17 070 450	17 070 450		17 070 450
Office des affaires autochtones	6 313 700		6 313 700	6 075 202		6 075 202	6 075 202		6 075 202
Office des personnes âgées	9 425 100	15 111	9 440 211	7 353 834	20 591	7 374 425	7 374 425		7 374 425
Office des personnes handicapées	7 873 000	15 111	7 888 111	7 603 517	20 994	7 624 511	7 624 511		7 624 511
Procureur général	497 055 000	745 391	497 800 391	489 076 643	3 502 322	492 578 965	492 578 965		492 578 965
Revenu	856 259 400	10 462 891	866 722 291	813 938 994	11 092 563	825 031 557	825 031 557		825 031 557
Richesses naturelles	593 122 000	139 391	593 261 391	586 920 375	141 557	587 061 932	586 961 932	100 000	587 061 932
Santé	14 316 754 200	39 391	14 316 793 591	14 127 923 473	41 557	14 127 965 030	14 127 965 030		14 127 965 030
Services correctionnels	478 062 200	39 391	478 101 591	472 956 266	41 557	472 997 823	472 997 823		472 997 823
Services gouvernementaux	730 621 700	40 391	730 662 091	667 834 682	235 818	668 070 500	668 070 500		668 070 500
Services sociaux et communautaires	5 085 388 900	39 391	5 085 428 291	5 062 267 840	41 557	5 062 309 397	5 062 309 397		5 062 309 397
Solliciteur général	496 954 700	42 391	496 997 091	494 510 982	2 994 588	497 505 570	497 505 570		497 505 570
Tourisme et Loisirs	203 239 500	39 391	203 278 891	187 351 555	46 609	187 398 164	184 936 072	2 462 092	187 398 164
Transport	2 364 031 500	39 391	2 364 070 891	2 318 683 713	41 557	2 318 725 270	2 318 725 270		2 318 725 270
Travail	140 284 200	1 093 091	141 377 291	131 295 002	1 559 972	132 854 974	132 854 974		132 854 974
Trésor et Économie	101 647 900	4 734 239 391	4 835 887 291	82 570 462	4 290 519 025	4 373 089 487	4 366 860 315	6 229 172	4 373 089 487
Total des ministères	37 441 217 700	5 394 722 058	42 835 939 758	36 632 328 580	5 116 639 380	41 748 967 960	41 602 371 003	146 596 957	41 748 967 960

*Prêts et dotations en capital et autre passif

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-8
- SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES 4-10
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE 4-12
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-8
- SOMMAIRE 4-7

ÉTAT DES RECETTES 4-14

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMMES	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
7 964 481	Administration du ministère	3 376 391	2 954 373
29 451 276	Soutien aux relations civiques	37 944 400	33 028 215
8 503 507	Commission des droits de la personne	11 069 300	10 594 881
45 919 264	**Total du ministère**	52 390 091	46 577 469
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
45 919 264	Total des dépenses	52 390 091	46 577 469

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 710 500		1 710 500	Bureau principal	1 506 709
2	1 610 500		1 610 500	Analyse et planification	1 318 107
	3 337 000		3 337 000		2 912 816
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	3 376 391		3 376 391	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 954 373

Description du programme :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale pour l'élaboration et la planification des politiques relatives aux programmes et services du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	[illegible]
Avantages sociaux	[illegible]
Transports et communications	[illegible]
Services	[illegible]
Fournitures et matériel	[illegible]
	1 596 709
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 769
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	[illegible]

Analyse et planification (Poste 2)	$
Traitements et salaires	891 401
Avantages sociaux	117 892
Transports et communications	17 637
Services	297 895
Fournitures et matériel	50 357
	1 375 182
Moins : Recouvrements d'autres ministères	57 075
	1 318 107
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 954 373

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
682				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**	
1	481 500		481 500	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	465 966
2	12 664 000	310 300	12 974 300	Relations civiques	12 753 463
3	4 110 600		4 110 600	Services spéciaux aux autochtones	4 012 148
4	3 101 400		3 101 400	Direction générale des relations interraciales	2 841 021
5	9 021 000		9 021 000	Installations communautaires	5 187 980
6	7 729 200	526 400	8 255 600	Stratégie relative au multiculturalisme	7 767 637
	37 107 700	836 700	37 944 400	TOTAL POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	33 028 215

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les nouveaux Ontariens, les groupes ethnoculturels et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, en tenant dûment compte des différences culturelles et raciales, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il fournit un appui à la préservation des valeurs culturelles et au partage de ces valeurs avec l'ensemble de la société, au développement économique des autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	170 014
Avantages sociaux	12 052
Transports et communications	81 089
Services	162 625
Fournitures et matériel	40 286
	465 966

Relations civiques (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		3 670 513
Avantages sociaux		612 529
Transports et communications		245 198
Services		1 181 937
Fournitures et matériel		367 853
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	804 410	
Subventions aux cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	1 846 318	
Subventions au titre des service d'interprètes et des programmes de formation	599 413	
Subventions au programme de services multiculturels	2 703 700	
Subvention pour le multiculturalisme en milieu de travail	409 598	
Subventions pour projets	2 730 504	
Expérience 89	256 537	9 350 480
		15 428 510
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 675 047
		12 753 463

Services spéciaux aux autochtones (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 905 707
Avantages sociaux		257 297
Transports et communications		349 572
Services		237 434
Fournitures et matériel		125 889
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 421 554	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	1 459 802	2 881 356
		5 757 255
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 745 107
		4 012 148

Direction générale des relations interraciales (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 500 472
Avantages sociaux	148 237
Transports et communications	166 644
Services	728 579
Fournitures et matériel	297 089
	2 841 021

Installations communautaires (Poste 5)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subventions aux communautés	5 187 980
	5 187 980

Stratégie relative au multiculturalisme (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Fonds de stratégie relative au multiculturalisme	7 767 637
	7 767 637

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	33 028 215

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
683				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	11 069 300		11 069 300	Commission ontarienne des droits de la personne	10 594 881
	11 069 300		11 069 300	TOTAL POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	10 594 881

Description du programme :

Ce programme vise à créer, au niveau des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel tous les habitants de l'Ontario seront amenés à se sentir libres et égaux, à protéger les habitants de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 456 220
Avantages sociaux	907 597
Transports et communications	892 311
Services	1 620 430
Fournitures et matériel	718 323
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	10 594 881

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	989 181	817 386
Entente relative aux manuels d'enseignement des langues	200 812	164 439
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens		1 024 999
	1 189 993	2 006 824
VENTES ET LOCATIONS	3 900	10 433
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	76 583	79 137
Autres	707	4 421
	77 290	83 558
DIVERS	65 632	29 937
TOTAL DES RECETTES	1 336 815	2 130 752

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-18

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-20

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-18

SOMMAIRE 4-17

ÉTAT DES RECETTES 4-22

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
1 761 555	Administration du ministère	2 023 197	1 891 471
6 720 027	Relations intergouvernementales	7 139 000	6 267 960
8 481 582	**Total du ministère**	9 162 197	8 159 431
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 481 582	Total des dépenses	9 162 197	8 159 431

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	767 700	52 000	819 700	Bureau principal	794 761
2	645 400	104 000	749 400	Planification et gestion	696 546
3	444 800		444 800	Services de communications	390 356
	1 857 900	156 000	2 013 900		1 881 663
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	1 867 197	156 000	2 023 197	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 891 471

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services de planification, de gestion et de communications aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Item 1)	$
Traitements et salaires	421 776
Avantages sociaux	91 732
Transports et communications	96 520
Services	132 294
Fournitures et matériel	52 439
	794 761
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Planification et gestion (Poste 2)	
Traitements et salaires	428 542
Avantages sociaux	68 869
Transports et communications	4 328
Services	156 223
Fournitures et matériel	38 584
	696 546

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	193 926
Avantages sociaux	33 468
Transports et communications	45 109
Services	102 025
Fournitures et matériel	15 828
	390 356
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 891 471

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	2 797 300		2 797 300	Relations fédérales-provinciales	2 205 509
2	2 073 200	258 000	2 331 200	Relations internationales	2 193 155
3	1 924 500	86 000	2 010 500	Services du protocole	1 869 296
	6 795 000	344 000	7 139 000	TOTAL POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	6 267 960

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec le Gouvernement du Canada, les provinces et les territoires du Canada, et avec les gouvernements étrangers et leurs représentants en Ontario, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Relations fédérales-provinciales (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 073 343
Avantages sociaux		171 511
Transports et communications		166 768
Services		112 046
Fournitures et matériel		123 035
Paiements de transfert	$	
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	432 361	
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	66 445	
Institut des relations intergouvernementales	40 000	
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	20 000	558 806
		2 205 509

Relations internationales (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 017 974
Avantages sociaux		171 986
Transports et communications		241 106
Services		453 171
Fournitures et matériel		102 413
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	200 000	
Aide internationale aux sinistrés		
Subventions visant à promouvoir les relations internationales de l'Ontario	6 507	206 507
		2 193 155

Services du protocole (Poste 3)		$
Traitements et salaires		556 550
Avantages sociaux		68 256
Transports et communications		86 412
Services		925 041
Fournitures et matériel		223 037
Paiements de transfert	$	
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Bourse John B. Aird	5 000	10 000
		1 869 296
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		6 267 960

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Prêts de services	101 470	
Faites à l'occasion de visites royales		4 612
	101 470	4 612
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		16 265
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	68 790	1 358
DIVERS		6 226
TOTAL DES RECETTES	170 260	28 461

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

État des dépenses

Administration du ministère 4-26

Affaires municipales 4-28

Planification communautaire 4-30

Formation et enseignement des affaires municipales 4-34

Commission de l'équipement du Nouvelle 4-36

Vérification des comptes municipaux de l'Ontario 4-38

Aménagement des secteurs environs 4-40

Dépenses prévues en vertu de la loi 4-26

Subventions 4-25

État des recettes 4-42

État des remboursements des prêts et avances en capital 4-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
11 518 504	Administration du ministère	7 896 791	7 713 432
1 333 890 887	Affaires municipales	514 193 000	513 934 277
36 430 595	Planification communautaire	44 586 300	39 090 467
	Formation et enseignement des affaires municipales	3 097 100	1 220 566
1 952 047	Commission de l'escarpement du Niagara	2 018 600	2 018 424
1 749 549	Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 684 200	1 668 529
449 298	Aménagement des secteurs riverains	564 900	563 730
1 385 990 880	**Total du ministère**	574 040 891	566 209 425
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 382 815 980	Total des dépenses	572 175 891	565 307 412
3 174 900	Total des prêts et dotations en capital	1 865 000	902 013
1 385 990 880		574 040 891	566 209 425

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 031 500	22 500	1 054 000	Bureau principal	954 074
2	1 022 900	89 600	1 112 500	Services juridiques	1 101 602
3	5 009 000	681 900	5 690 900	Analyse et planification	5 637 249
	7 063 400	794 000	7 857 400		7 692 925
L.	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 699
L.	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	7 102 791	794 000	7 896 791	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 713 432

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la fourniture des services de soutien administratif et opérationnel offerts par le ministère du Logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	686 640
Avantages sociaux	87 677
Transports et communications	65 816
Services	69 337
Fournitures et matériel	44 604
	954 074
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	10 699
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	57 167
Avantages sociaux	2 759
Transports et communications	17 600
Services	920 366
Fournitures et matériel	103 710
	1 101 602

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 611 983
Avantages sociaux	238 956
Transports et communications	142 376
Services	2 824 969
Fournitures et matériel	839 380
Paiements de transfert Expérience '89	95 585
	5 753 249
Moins : Recouvrements d'autres ministères	116 000
	5 637 249
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 713 432

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2502				**PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
1	508 321 500	5 621 500	513 943 000	Affaires municipales	513 808 305
	508 321 500	5 621 500	513 943 000		513 808 305
L	250 000		250 000	Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	125 972
	508 571 500	5 621 500	514 193 000	TOTAL POUR LES AFFAIRES MUNICIPALES	513 934 277

Description du programme :

Ce programme a pour objet de maintenir et développer les rapports entre la province et les municipalités, et de coordonner la répartition des responsabilités entre le gouvernement provincial et les administrations municipales. Il recommande les moyens financiers à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins municipaux, transfère des fonds provinciaux d'un montant suffisamment élevé pour servir d'appoint aux ressources municipales, et favorise l'établissement d'un système viable de prise de décisions au niveau local, notamment en aidant les municipalités à se doter de services capables d'administrer leurs affaires.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES — CRÉDIT 2502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Affaires municipales (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		8 930 044
Avantages sociaux		1 309 964
Transports et communications		717 568
Services		1 214 173
Fournitures et matériel		601 573
Paiements de transfert		
Fonctionnement		
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	449 667 950	
Autres subventions	8 940 070	
Impôt sur les terres protégées	3 771 696	
Impôt sur les forêts aménagées	3 708 626	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	30 862 370	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	7 121 532	
Aide à l'annexion	193 238	
Services municipaux en français	324 016	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	839 237	
Paiements aux associations municipales	251 215	
Programme municipal de l'équité salariale	480 776	
Aide aux sinistrés	1 846 106	
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	783 927	508 790 759
Autres opérations		
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains		171 030
		521 735 111
Moins : Recouvrements d'autres ministères		7 926 806
		513 808 305

Crédits législatifs	$
Prêts et dotations en capital	
Capital	
Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	125 972
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES	513 934 277

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil de gestion	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2383				**PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE**	
1	712 800		712 800	Administration du programme	468 677
2	9 847 600		9 847 600	Administrations des plans	8 346 233
3	22 508 500	750 000	23 258 500	Rénovation communautaire	19 877 060
4	5 552 200		5 552 200	Services consultatifs sur la planification communautaire	5 244 907
5	3 842 600		3 842 600	Politique de planification et projets	3 815 749
6	1 372 600		1 372 600	Recherche et projets spéciaux	1 337 841
	43 836 300	750 000	44 586 300	TOTAL POUR LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	39 090 467

Description du programme :

Ce programme a pour effet d'entretenir et d'utiliser un processus législatif permettant la réalisation des objectifs de la province, des municipalités et du secteur privé dans le domaine de la planification communautaire. Il encourage les responsables de la planification et du développement à adopter une approche globale tenant compte des besoins de la collectivité. Le programme comprend en outre le Bureau du conseiller spécial pour la création de logement dont le rôle est de conseiller, coordonner et fournir un soutien en ce qui concerne l'utilisation des terrains, de manière à répondre aux objectifs de la province en matière de logements à prix abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	324 671
Avantages sociaux	31 577
Transports et communications	52 956
Services	21 687
Fournitures et matériel	37 786
	468 677

Administration des plans (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 326 899
Avantages sociaux	472 323
Transports et communications	170 636
Services	288 989
Fournitures et matériel	198 024
Autres opérations	
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale	3 889 362
	8 346 233

Rénovation communautaire (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		634 222
Avantages sociaux		79 542
Transports et communications		50 855
Services		108 068
Fournitures et matériel		47 976
Paiements de transfert		
Capital		
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	15 540 404	
Aide à l'augmentation du stock de logements	1 386 529	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	235 000	
Fonctionnement		
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	87 500	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	20 000	17 269 433
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		910 923
Prêts et dotations en capital		
Capital		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		776 041
		19 877 060

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2503 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services consultatifs sur la planification communautaire (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 182 000
Avantages sociaux		244 612
Transports et communications		236 433
Services		209 221
Fournitures et matériel		157 862
Paiements de transfert	$	
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	2 682 268	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	457 803	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	74 708	3 214 779
		5 244 907

Politique de planification et projets (Poste 5)	$
Traitements et salaires	950 248
Avantages sociaux	198 472
Transports et communications	29 305
Services	91 890
Fournitures et matériel	45 834
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	3 815 749
Recherche et projets spéciaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	931 485
Avantages sociaux	205 756
Transports et communications	22 988
Services	129 801
Fournitures et matériel	47 811
	1 337 841
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	39 090 467

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2504				**PROGRAMME DE FORMATION ET ENSEIGNEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
1	3 097 100		3 097 100	Éducation et formation en administration municipale	1 220 566
	3 097 100		3 097 100	TOTAL POUR FORMATION ET ENSEIGNEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES	1 220 566

Description du programme :

Ce programme vise à coordonner les initiatives ministérielles dans le domaine de la formation et de l'enseignement des affaires municipales. Il fournit une aide à une gamme de programmes d'éducation permanente à l'intention des conseillers et des employés municipaux en vue de maintenir et d'améliorer le niveau de la gestion municipale.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE FORMATION ET ENSEIGNEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES — CRÉDIT 2004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Éducation et formation en administration municipale (Poste 4)	$
Traitements et salaires	91 110
Avantages sociaux	16 673
Transports et communications	2 275
Services	1 017
Fournitures et matériel	(269)
Paiements de transfert	
Programme d'éducation et de formation en administration municipale	1 109 760
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET ENSEIGNEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES	1 220 566

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2906				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	
1	1 889 600	119 000	2 008 600	Commission de l'escarpement du Niagara	2 008 424
	1 889 600	119 000	2 008 600	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	2 008 424

Description du programme :

Ce programme vise à faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et à veiller à ce que, dans l'intérêt des habitants de l'Ontario, seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA — CRÉDIT 2505

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 361 093
Avantages sociaux	212 978
Transports et communications	169 427
Services	126 033
Fournitures et matériel	149 293
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	2 018 424

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2506				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**	
1	1 684 200		1 684 200	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	1 668 529
	1 684 200		1 684 200	TOTAL POUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 668 529

Description du programme :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de douze ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le Bureau procédera à toutes les opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2506

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 155 639
Avantages sociaux	162 276
Transports et communications	180 704
Services	54 072
Fournitures et matériel	115 838
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 668 529

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2507				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**	
1	564 900		564 900	Bureau du conseiller spécial	563 730
	564 900		564 900	TOTAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	563 730

Description du programme :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS — CRÉDIT 2507

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	195 964
Avantages sociaux	23 091
Transports et communications	24 536
Services	305 090
Fournitures et matériel	15 049
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	563 730

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	2 806 446	2 509 844
Programme de revitalisation des centres-villes — municipalités	1 266 774	1 266 158
Programme de revitalisation de la rue principale — municipalités	822 004	842 297
Rénovation urbaine — part des sommes recouvrées revenant à la province	55 734	151 322
	4 950 958	4 769 621
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	60	140
VENTES ET LOCATIONS	11 500	18 132
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	237 146	459 368
Autres	62 746	83 205
	299 892	542 573
DIVERS		
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	427 328	272 422
Intérêts gagnés sur le Programme Opération Logement	9 000	9 600
Autres	7 290	20 631
	443 618	302 653
TOTAL DES RECETTES	5 706 028	5 633 119

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Programme Opération Logement	9 239 260	9 031 540
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 455 283	2 221 688
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	1 393 101	1 333 638
Financement des travaux municipaux	1 115 119	1 079 385
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 005 400	1 028 400
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	870 321	606 168
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	206 000	195 000
Prêts en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		1 342 000
	16 284 484	16 837 819
AUTRES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	194 393	263 886
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	16 478 877	17 101 705

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-46

COMMERCIALISATION ET NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES 4-48

TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES 4-50

AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE 4-56

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-44, 4-50, 4-56

SOMMAIRE 4-43

ÉTAT DES RECETTES 4-58

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-59

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-59

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
24 208 734	Administration du ministère	27 756 841	26 765 885
41 490 387	Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	67 107 300	64 321 709
179 016 433	Technologie, développement et services régionaux agricoles	193 112 350	180 605 995
278 048 516	Aide financière à l'agriculture	258 806 700	250 617 795
522 764 070	**Total du ministère**	546 783 191	522 311 384
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
510 962 970	Total des dépenses	533 083 191	509 144 284
11 801 100	Total des prêts et dotations en capital	13 700 000	13 167 100
522 764 070		546 783 191	522 311 384

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 288 350		2 288 350	Bureau principal	2 160 274
2	10 058 900	135 600	10 194 500	Services administratifs et financiers	10 157 846
3	2 028 500		2 028 500	Ressources humaines	1 500 933
4	3 558 000		3 558 000	Services de communications	3 315 994
5	2 645 600	221 700	2 867 300	Analyse et planification	2 866 577
6	524 700	112 100	636 800	Services juridiques	636 677
7	618 300		618 300	Services de vérification	596 389
8	4 384 500	728 000	5 112 500	Systèmes informatiques	5 093 278
9	413 200		413 200	Initiatives de Guelph	391 308
	26 520 050	1 197 400	27 717 450		26 719 276
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 860
	26 559 441	1 197 400	27 756 841	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 765 885

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 171 562
Avantages sociaux		268 567
Transports et communications		217 634
Services		214 376
Fournitures et matériel		111 785
Paiements de transfert		
Collège "Royal" d'agronomie de l'Ontario	350	
Foire d'hiver d'Ottawa	26 000	
Foire agricole royale d'hiver	150 000	176 350
		2 160 274

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	14 860

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 936 703
Avantages sociaux	839 065
Transports et communications	1 181 637
Services	2 514 080
Fournitures et matériel	1 008 842
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 677 519
	10 157 846

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 001 890
Avantages sociaux	203 900
Transports et communications	63 785
Services	152 900
Fournitures et matériel	78 458
	1 500 933

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 639 766
Avantages sociaux	277 845
Transports et communications	305 924
Services	597 765
Fournitures et matériel	494 694
	3 315 994

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 917 768
Avantages sociaux	258 741
Transports et communications	304 725
Services	209 714
Fournitures et matériel	175 629
	2 866 577

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	21 998
Services	588 569
Fournitures et matériel	26 110
	636 677

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	457 462
Avantages sociaux	59 185
Transports et communications	32 471
Services	19 496
Fournitures et matériel	27 775
	596 389

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 143 884
Avantages sociaux	351 673
Transports et communications	231 232
Services	1 420 214
Fournitures et matériel	946 275
	5 093 276

Initiatives de Guelph (Poste 9)	
Traitements et salaires	249 066
Avantages sociaux	29 288
Transports et communications	30 760
Services	38 388
Fournitures et matériel	43 806
	391 308

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 765 885

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
102				**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**	
1	525 900		525 900	Administration du programme	487 621
2	45 821 100		45 821 100	Commercialisation et développement des marchés	43 073 916
3	19 782 300	978 000	20 760 300	Normes et qualité des produits alimentaires	20 760 172
	66 129 300	978 000	67 107 300	TOTAL POUR LA COMMERCIALISATION ET NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	64 321 709

Description du programme :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour développer les marchés intérieurs et extérieurs, et pour soutenir certains secteurs de l'agriculture.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES — CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		276 236
Avantages sociaux		35 530
Transports et communications		25 790
Services		109 415
Fournitures et matériel		37 165
Paiements de transfert		
Conseil ontarien du maïs-grain		1 471
		487 621
Commercialisation et développement des marchés (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 672 841
Avantages sociaux		412 241
Transports et communications		1 358 525
Services		4 692 907
Fournitures et matériel		986 824
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide à la transformation des produits alimentaires	1 335 333	
Régime d'aide à la commercialisation du porc	1 794 263	
Fonctionnement		
Aide à la transformation des produits alimentaires	6 734	
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	1 119 567	
Aide aux ventes à l'exportation	478 036	
Fonds d'aide aux producteurs de tabac	6 [illegible] 000	
Paiements de soutien du secteur	422 509	
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin	20 050 147	
Paiements au titre de garantie de prêts	1 420 364	33 144 033
		43 187 371
Moins : Recouvrements d'autres ministères		113 455
		43 073 916

Normes et qualités des produits alimentaires (Poste 3)		$
Traitements et salaires		12 771 227
Avantages sociaux		2 126 475
Transports et communications		1 730 375
Services		2 147 809
Fournitures et matériel		1 669 379
Paiements de transfert	$	
Commission ontarienne des paris à bestiaux	236 912	
Subventions à des associations du secteur	90 095	326 907
		20 760 172
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES		64 321 709

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
883				**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**	
1	1 526 900		1 526 900	Administration du programme	1 162 722
2	82 544 550	4 270 600	86 815 150	Éducation et recherche	86 417 331
3	91 472 300		91 472 300	Services consultatifs et techniques	79 885 062
	175 541 750	4 270 600	179 812 350		167 465 095
L	13 500 000		13 500 000	Débentures pour le drainage par tuyaux. Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	13 140 900
	188 641 750	4 270 600	193 112 350	TOTAL POUR LA TECHNOLOGIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	180 605 995

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'élevage et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance au développement des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives de développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	707 700
Avantages sociaux	132 167
Transports et communications	129 529
Services	78 810
Fournitures et matériel	114 516
	1 162 722

Éducation et recherche (Poste 2)		
Traitements et salaires		23 154 572
Avantages sociaux		3 376 850
Transports et communications		1 795 848
Services		5 161 809
Fournitures et matériel		6 034 959
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 576 288
Paiements de transfert	$	
Université de Guelph	35 867 700	
Fonds de recherche agro-alimentaire	2 000 000	
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	600 000	
Fonds de recherche sur la viande rouge	1 000 200	
Fonds de recherche sur l'amélioration de l'industrie du porc	700 000	
Fonds de recherche sur la gestion des terres	750 000	
Introduction et développement des cultures	300 740	
Sociétés agricoles et horticoles	1 202 971	
Association des laboureurs de l'Ontario	127 920	
Institut des femmes de l'Ontario	25 000	
Fondation pour la vie à la campagne	75 000	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	32 000	
Association des horticulteurs agricoles de l'Ontario	25 000	
Brigade des jeunes environnementalistes	100 700	
Autres subventions à des organismes ruraux	195 500	44 204 845
		87 305 171
Moins : Remboursements d'autres ministères		887 840
		86 417 331

Services consultatifs et techniques (Poste 3)			$
Traitements et salaires			25 114 191
Avantages sociaux			3 754 134
Transports et communications			3 297 496
Services			5 277 486
Fournitures et matériel			8 641 868
Acquisition/construction de biens immobiliers			690 374
Paiements de transfert	$		
Capital	22 248 295		
Fonctionnement	7 882 472		30 130 767
			76 906 316
Autres opérations			3 807 639
Prêts et Dotations en capital			
Capital			13 167 100
			93 881 055
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$		
Capital	434 604		
Fonctionnement	420 509		855 113
			93 025 942

Services régionaux	$		
Traitements et salaires		21 296 834	
Avantages sociaux		3 416 261	
Transports et communications		2 727 029	
Services		2 464 208	
Fournitures et matériel		7 812 248	
Acquisition/construction de biens immobiliers		690 374	
Paiements de transfert	$		
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée	656 340		
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	3 050 000	3 706 340	42 113 294

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$	$
Développement de l'industrie		
Traitements et salaires	3 817 357	
Avantages sociaux	337 873	
Transports et communications	570 467	
Services	2 813 278	
Fournitures et matériel	829 620	
Paiements de transfert		
Capital		
Drainage par exutoires municipaux	5 655 705	
Subventions pour la préservation du sol et la protection de l'environnement	3 919 510	
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	11 287 337	
Développement de l'industrie de la viande rouge	105 249	
Développement de l'industrie du porc	1 001 601	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	177 930	
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres	100 963	
Fonctionnement		
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	1 000 000	
Développement de l'industrie de la viande rouge	1 009 377	
Développement de l'industrie du porc	1 514 196	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	428 757	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	74 841	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$	$	$
Aide aux producteurs de pommes de terre Elite Seed	28 201		
Subventions à des associations de commercialisation de produits agricoles	120 760	26 424 427	
Autres opérations			
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		3 807 639	
Prêts et Dotations en capital			
Capital			
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités		26 200	
		38 626 861	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$		
Capital	434 604		
Fonctionnement	420 509	855 113	37 771 748

Crédits législatifs	$
Prêts et Dotations en capital	
Capital	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	13 140 900
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	180 605 995

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
104				**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**	
1	263 000	4 500	267 500	Administration du programme	234 884
2	1 747 000		1 747 000	Politique de conservation des terres agricoles	1 586 161
3	236 791 200		236 791 200	Politique d'aide financière à l'agriculture	221 962 270
	238 801 200	4 500	238 805 700		223 783 315
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, Loi sur l'administration financière	97 935
L	20 000 000		20 000 000	Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, Loi sur l'assurance-récolte	26 736 545
	258 802 200	4 500	258 806 700	TOTAL POUR L'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	250 617 795

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des remises d'impôt foncier aux agriculteurs, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des sols.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE — CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$	$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires	173 964	
Avantages sociaux	24 880	
Transports et communications	8 962	
Services	22 341	
Fournitures et matériel	4 737	
	234 884	
Politique de conservation des terres agricoles (Poste 2)		
Traitements et salaires	1 122 805	
Avantages sociaux	210 021	
Transports et communications	80 003	
Services	94 186	
Fournitures et matériel	79 146	
	1 586 161	
Politique d'aide financière à l'agriculture (Poste 3)		
Traitements et salaires	5 103 992	
Avantages sociaux	613 325	
Transports et communications	934 657	
Services	6 339 021	
Fournitures et matériel	1 812 002	
Paiements de transfert	$	
Capital		
Agri Nord	419 545	
Aide-logement des ouvriers agricoles saisonniers	645 604	
Fonds d'aide à l'industrie apicole de l'Ontario	450 000	
Fonctionnement		
Remises d'impôt foncier aux agriculteurs	145 880 649	
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	13 148 530	
Stabilisation des revenus agricoles	20 091 296	
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	11 175 454	
Débuts agricoles	9 638 298	
Garanties de prêts d'exploitation	1 360 633	
Programme d'aide aux agriculteurs ayant subi des pertes de récoltes	2 358 440	
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	369 664	
Fonds d'aide à l'industrie apicole de l'Ontario	300 000	
Programme d'indemnisation contre la rage	292 097	
Subventions et subsides pour le bétail	194 906	
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	436 379	
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	39 385	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	50 532	
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse	714 538	207 565 950
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole		9 493
		222 378 440
Moins : Recouvrements d'autres ministères		
Capital		416 170
		221 962 270
Crédits législatifs		
Paiements au titre de prêts bancaires garantis		97 935
Paiements à la caisse d'assurance-récolte de l'Ontario		26 736 545
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE		250 617 795

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agence canadienne de développement international	980 000	1 595 000
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	612 050	19 239 301
Logement des ouvriers agricoles saisonniers	374 888	602 632
Programme d'indemnisation contre la rage	117 726	107 388
Programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse	100 100	
Travaux pour les cercles 4H	57 317	99 323
Accord Canada-Ontario de mise en valeur de la main d'oeuvre agricole	11 284	39 733
Programme fédéral de recherche — Essais de pesticides		70 670
	2 253 365	21 754 047
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Enseignement et recherche sous contrat	3 835 395	2 442 978
Analyse du bétail de boucherie	947 547	928 474
Classement des tomates selon la qualité	667 248	661 381
Classement des fruits et légumes selon la qualité	207 451	194 451
Programme des jeunes agriculteurs	87 170	102 898
Missions de commercialisation	27 737	28 665
Agricrew		208 129
Autres	53 658	11 111
	5 826 206	4 578 087
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services vétérinaires fournis dans le cadre de divers programmes	1 467 569	1 172 746
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	1 195 602	1 159 757
Frais de scolarité versés à des collèges de technologie agricole	243 827	268 131
Tests sur les porcs	140 155	77 829
Droits d'entrée dans les musées	63 156	77 730
Négociants en grains	41 150	32 725
Analyse de sols	26 097	12 879
Permis de vente de bétail à l'encan	26 025	24 080
Drainage au moyen de tuyaux	23 790	28 020
Tests sur les moutons	18 962	11 839
Loi sur les médicaments pour le bétail	14 450	14 595
Autres	110 901	93 003
	3 371 684	2 973 334
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	551 668	714 385
Fruits et légumes	328 459	353 435
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	300 736	286 843
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	242 334	280 360
Location de terres de la Couronne	24 128	59 668
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	243 987	497 754
Services de traiteur dans le musée	46 184	50 693
Véhicules	35 277	52 970
Publications et livres de cours	34 855	22 339
Boutique de cadeaux du musée	18 886	14 796
Autres	101 425	53 315
	1 927 939	2 386 558

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop au titre de subventions	1 853 788	2 888 988
Programmes de prêts bancaires garantis	136 652	42 958
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	71 595	12 654
Commission de stabilisation des revenus agricoles — Excédent du Fonds		5 000 000
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario — Excédent		112 300
Autres	131 072	84 485
	2 193 107	8 141 385
DIVERS		
Agence canadienne de développement international	53 224	61 969
Autres	129 748	135 439
	182 972	197 408
TOTAL DES RECETTES	15 755 273	40 030 819

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Remboursement des municipalités au titre du drainage au moyen de tuyaux	22 582 827	22 823 484
Prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux pour les territoires non érigés en municipalités	196 163	94 159
Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
Associations coopératives	35 500	14 600
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	22 914 490	23 032 243

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	33 317	(4 024)
Legs et bourses	(1 976)	2 457
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	31 341	(1 567)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-64
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-64
- SOMMAIRE 4-63

ÉTAT DES RECETTES 4-68

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMME	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
83 155 305	Bureau de l'Assemblée législative	98 870 800	85 964 233
83 155 305	**Total pour le Bureau de l'Assemblée législative**	98 870 800	85 964 233
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
83 155 305	Total des dépenses	98 870 800	85 964 233

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	614 700		614 700	Bureau du président de l'Assemblée législative	602 160
2	5 540 400	(263 400)	5 205 000	Bureau du greffier	3 618 086
3	4 905 100	995 900	5 901 000	Ressources à engager aux fins de la session	5 900 037
4	10 257 500	369 400	10 626 900	Indemnités versées aux députés	10 626 018
5	17 435 300	(1 370 400)	16 056 500	Services de soutien aux députés	15 735 000
6	3 647 100		3 647 100	Bureaux de circonscription	3 405 834
7	9 306 600		9 306 000	Services de soutien aux groupes parlementaires	9 106 677
8	2 703 600	263 400	3 067 000	Hansard	3 000 900
9	5 230 100		5 230 100	Bibliothèque de l'Assemblée législative	5 213 226
10	6 521 900		6 521 900	Service de télédiffusion et d'enregistrement	4 066 370
11	3 036 300		3 036 300	Systèmes d'informatiques	2 447 000
12	4 350 100		4 350 100	Bureau du contrôleur	4 266 793
13	17 740 200		17 740 200	Services à l'Assemblée	10 930 779
14	1 292 600		1 292 600	Commission sur le financement des élections	1 137 270
15	3 403 300		3 403 300	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	3 306 930
16	406 100		406 100	Commission sur les conflits d'intérêts	258 033
	96 893 100	(13 500)	96 879 600		83 973 120
L	1 977 700	13 500	1 991 200	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative. Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	1 991 113
	98 870 800		98 870 800	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	85 964 233

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	$
Traitements et salaires	320 338
Avantages sociaux	50 209
Transports et communications	46 676
Services	139 514
Fournitures et matériel	45 431
	602 168

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 543 320
Avantages sociaux	197 583
Transports et communications	457 248
Services	636 625
Fournitures et matériel	983 310
	3 818 086

Dossiers à engager aux fins de la session (Poste 3)	
Transports et communications	1 986 462
Services	337 984
Fournitures et matériel	3 575 591
	5 900 037

Indemnités versées aux députés (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 845 902
Avantages sociaux	404 885
Transports et communications	1 423 886
Services	854 023
Fournitures et matériel	98 122
	10 626 818

Services de soutien aux députés (Poste 5)	
Traitements et salaires	13 745 158
Avantages sociaux	1 915 820
Transports et communications	160
Services	69 184
Fournitures et matériel	4 768
	15 735 090

Bureaux de circonscription (Poste 6)	
Transports et communications	1 035 213
Services	1 777 144
Fournitures et matériel	593 477
	3 405 834

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	$
Traitements et salaires	5 481 707
Avantages sociaux	777 555
Transports et communications	285 749
Services	1 143 831
Fournitures et matériel	1 417 835
	9 106 677

Hansard (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 698 073
Avantages sociaux	302 513
Transports et communications	184 800
Services	185 036
Fournitures et matériel	676 484
	3 046 906

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 9)	
Traitements et salaires	3 404 924
Avantages sociaux	490 225
Transports et communications	43 139
Services	469 876
Fournitures et matériel	806 968
	5 215 132
Moins : Recouvrements	1 906
	5 213 226

Service de télédiffusion et d'enregistrement (Poste 10)	
Traitements et salaires	992 579
Avantages sociaux	121 328
Transports et communications	55 523
Services	2 649 737
Fournitures et matériel	225 211
	4 044 378

Systèmes d'informatiques (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 013 231
Avantages sociaux	128 043
Transports et communications	13 683
Services	537 853
Fournitures et matériel	754 276
	2 447 086

Bureau du contrôleur (Poste 12)	
Traitements et salaires	2 743 733
Avantages sociaux	606 097
Transports et communications	32 715
Services	398 979
Fournitures et matériel	354 149
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	159 120
	4 294 793

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services à l'Assemblée (Poste 13)	$
Traitements et salaires	4 930 560
Avantages sociaux	895 086
Transports et communications	820 150
Services	3 065 306
Fournitures et matériel	2 097 408
	11 808 510
Moins : Recouvrements d'autres activités	868 731
	10 939 779

Commission sur le financement des élections (Poste 14)	
Traitements et salaires	477 676
Avantages sociaux	67 336
Transports et communications	29 472
Services	527 614
Fournitures et matériel	77 502
	1 179 602
Moins : Recouvrements d'autres activités	42 332
	1 137 270

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 15)	$
Traitements et salaires	2 105 291
Avantages sociaux	263 776
Transports et communications	89 751
Services	573 949
Fournitures et matériel	364 174
	3 396 939

Commission sur les conflits d'intérêts (Poste 16)	
Traitements et salaires	52 504
Avantages sociaux	6 142
Transports et communications	1 826
Services	158 878
Fournitures et matériel	38 683
	258 033

Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	1 991 113

TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	85 964 233

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990	1989
	$	$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	4 880	5 400
VENTES ET LOCATIONS		10
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	136 816	139 990
DIVERS	177	20
TOTAL DES RECETTES	141 793	145 420

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-72

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-74

SOMMAIRE 4-71

ÉTAT DES RECETTES 4-76

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
4 835 270	Bureau du Conseil des ministres	5 650 700	5 367 928
3 359 286	Affaires francophones	4 060 000	3 681 862
8 194 556	**Total pour le Bureau du Conseil des ministres**	9 710 700	9 049 790
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 194 556	Total des dépenses	9 710 700	9 049 790

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	5 489 600		5 489 600	Bureau principal	5 267 038
2	161 100		161 100	Leader parlementaire	100 890
	5 650 700		5 650 700	TOTAL POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	5 367 928

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 216 287
Avantages sociaux	569 524
Transports et communications	190 019
Services	377 578
Fournitures et matériel	915 770
	5 269 178
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 140
	5 267 038

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	86 187
Avantages sociaux	3 837
Transports et communications	49
Services	9 273
Fournitures et matériel	1 544
	100 890
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	5 367 928

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
402				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	3 002 200	372 100	3 374 300	Coordination des Affaires francophones	3 320 433
2	685 700		685 700	Commission des services en français	361 429
	3 687 900	372 100	4 060 000	TOTAL POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 681 862

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 158 698
Avantages sociaux	218 181
Transports et communications	95 326
Services	731 407
Fournitures et matériel	154 911
Paiements de transfert	
Programme des services en français	964 610
	3 323 133
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 700
	3 320 433

Commission des services en français (Poste 2)	$
Traitements et salaires	197 877
Avantages sociaux	38 117
Transports et communications	23 132
Services	99 555
Fournitures et matériel	2 748
	361 429
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 681 862

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Mise en oeuvre de la Loi sur les services en français	174 621	
VENTES ET LOCATIONS	277	318
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 636	22 387
DIVERS		99
TOTAL DES RECETTES	179 534	22 804

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-80

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-80

SOMMAIRE 4-79

ÉTAT DES RECETTES 4-82

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
1 785 168	Bureau du directeur général des élections	645 400	2 779 820
1 785 168	**Total pour le Bureau du directeur général des élections**	645 400	2 779 820
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 785 168	Total des dépenses	645 400	2 779 820

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions		Total		
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	645 400		645 400	Bureau du directeur général des élections	538 418
	645 400		645 400		538 418
L				Loi électorale	2 241 402
	645 400		645 400	TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2 779 820

Description du programme :

Le Bureau forme, dirige et supervise le directeur ou la directrice du scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales; entreprend des activités d'information publique afin d'expliquer les procédures électorales et les droits de chacun en période d'élections; prépare et publie les cartes de sections de vote des circonscriptions électorales; coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral; autorise et supervise l'acquisition des locaux, des fournitures utilisées et de l'équipement dans les bureaux de vote et de scrutin et en autorise le paiement.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en entreprenant des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral et en fournissant des conseils sur les lignes directrices de ce processus ainsi que des renseignements généraux.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	$
Traitements et salaires	479 405
Avantages sociaux	59 013
	538 418

Crédits législatifs	$
Loi électorale	2 241 402
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2 779 820

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
DIVERS		26 400
TOTAL DES RECETTES		26 400

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-86

SOMMAIRE 4-85

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
554 695	Bureau du lieutenant-gouverneur	641 300	632 360
554 695	**Total pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	641 300	632 360
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
554 695	Total des dépenses	641 300	632 360

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	581 100	60 200	641 300	Bureau du lieutenant-gouverneur	632 360
	581 100	60 200	641 300	TOTAL POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR . .	632 360

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	$
Traitements et salaires	372 915
Avantages sociaux	84 969
Transports et communications	66 442
Services	390
Fournitures et matériel	3 179
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	104 465
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	632 360

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'OMBUDSMAN 4-92

SOMMAIRE 4-91

ÉTAT DES RECETTES 4-94

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMME	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
7 101 700	Bureau de l'ombudsman	7 807 100	7 736 941
7 101 700	**Total pour le Bureau de l'ombudsman**	7 807 100	7 736 941
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 101 700	Total des dépenses	7 807 100	7 736 941

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN	
1	7 807 100		7 807 100	L'ombudsman	7 736 961
	7 807 100		7 807 100	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 736 961

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

L'ombudsman (Ponte 1)	$
Traitements et salaires	4 875 583
Avantages sociaux	980 473
Transports et communications	426 230
Services	1 124 970
Fournitures et matériel	488 669
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 736 961

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de véhicule	2 000	
Vente de rapports	775	900
	2 775	900
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	13 761	6 244
DIVERS		
Intérêts	14 256	8 494
Autres	3 581	4 420
	17 837	12 914
TOTAL DES RECETTES	34 373	20 058

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI 4-96

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-96

SOMMAIRE 4-97

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
6 431 418	Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	7 680 400	6 908 552
6 431 418	**Total pour le Bureau du vérificateur provincial**	7 680 400	6 908 552
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 431 418	Total des dépenses	7 680 400	6 908 552

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**	
1	7 585 200		7 585 200	Bureau du vérificateur provincial	6 790 992
	7 585 200		7 585 200		6 790 992
L	95 200		95 200	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	117 560
	7 680 400		7 680 400	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 908 552

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 565 374
Avantages sociaux	583 274
Transports et communications	251 074
Services	1 223 118
Fournitures et matériel	120 152
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	48 000
	6 790 992

Crédits législatifs	$
Traitement versé au vérificateur provincial	117 560
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 908 552

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-104

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-104

SOMMAIRE 4-103

ÉTAT DES RECETTES 4-106

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
2 225 101	Cabinet du premier ministre	2 392 182	2 251 132
2 225 101	**Total pour le Cabinet du premier ministre**	2 392 182	2 251 132
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 225 101	Total des dépenses	2 392 182	2 251 132

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 349 300		2 349 300	Cabinet du premier ministre	2 205 892
	2 349 300		2 349 300		2 205 892
L	42 882		42 882	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	45 240
	2 392 182		2 392 182	TOTAL POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 251 132

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Cabinet du premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 566 970
Avantages sociaux	209 485
Transports et communications	182 629
Services	174 724
Fournitures et matériel	72 084
	2 205 892
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	45 240
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 251 132

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
VENTES ET LOCATIONS		6 600
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 477	3 973
DIVERS		1 669
TOTAL DES RECETTES	5 477	14 242

[illegible]

[illegible]

TABLE DES MATIÈRES

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

[illegible] ..... [illegible]

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
5 426 265	Administration du ministère	6 997 191	5 670 693
1 728 187 917	Aide aux universités	1 778 593 900	1 778 150 128
740 004 281	Aide aux collèges	749 882 500	748 124 374
194 309 325	Affaires étudiantes	219 321 700	199 028 297
2 667 927 788	**Total du ministère**	2 754 795 291	2 730 973 492
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 667 927 788	Total des dépenses	2 754 795 291	2 730 973 492

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 889 900		2 889 900	Bureau principal	1 954 474
2	987 800		987 800	Services de communications	941 868
3	2 650 300	300 000	2 950 300	Analyse et planification	2 636 402
4	98 200	23 600	121 800	Services juridiques	118 893
	6 634 200	323 600	6 957 800		5 651 637
L.	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 699
L.	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 357
	6 673 591	323 600	6 997 191	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 670 693

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		825 581
Avantages sociaux		124 200
Transports et communications		203 104
Services		430 672
Fournitures et matériel		119 033
Paiements de transfert		
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	206 884	
Subvention aux organismes autochtones	45 000	251 884
		1 954 474
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		10 699
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 357
Services de communications (Poste 2)		
Traitements et salaires		430 317
Avantages sociaux		50 262
Transports et communications		56 916
Services		158 314
Fournitures et matériel		246 059
		941 868

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 251 570
Avantages sociaux	601 577
Transports et communications	247 149
Services	288 820
Fournitures et matériel	247 286
	2 636 402
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	28 596
Avantages sociaux	3 097
Transports et communications	4 329
Services	80 155
Fournitures et matériel	2 716
	118 893
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 670 693

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**	
1	319 200		319 200	Administration du programme	269 676
2	1 765 634 300	6 100 000	1 771 734 300	Aide provinciale aux universités	1 771 484 587
3	5 734 900		5 734 900	Soutien à la recherche et activités internationales	5 628 548
4	805 500		805 500	Conseil ontarien des affaires universitaires	767 317
	1 772 493 900	6 100 000	1 778 593 900	TOTAL POUR L'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 778 150 128

Description du programme :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidents de la province admissibles à l'université.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	222 955
Avantages sociaux	26 700
Transports et communications	7 249
Services	10 042
Fournitures et matériel	2 730
	269 676

Aide provinciale aux universités (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 290 350
Avantages sociaux		162 199
Transports et communications		71 068
Services		283 115
Fournitures et matériel		44 826
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	77 700 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 676 864 479	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	15 068 550	1 769 633 029
		1 771 484 587

Soutien à la recherche et activités internationales (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		473 003
Avantages sociaux		56 599
Transports et communications		39 033
Services		69 595
Fournitures et matériel		44 483
Paiements de transfert		
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	8 000 000	
Centres d'entrepreneuriat	900 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	
Entente Ontario/Jiangsu	295 835	
Centre ontarien de calcul à grande échelle	1 500 000	
Centre d'études internationales	520 000	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	13 845 835
		14 528 548
Moins : Recouvrements d'autres ministères		8 900 000
		5 628 548

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 4)	$
Traitements et salaires	390 854
Avantages sociaux	46 481
Transports et communications	95 163
Services	189 091
Fournitures et matériel	45 728
	767 317

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 778 150 128

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**	
1	271 900		271 900	Administration du programme	258 889
2	743 451 900	2 000 000	745 451 900	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	743 976 541
3	406 500	8 000	414 500	Écoles privées de formation professionnelle	409 622
4	2 357 600		2 357 600	Écoles pour les aides-infirmiers	2 099 847
5	929 000	350 000	1 279 000	Conseil ontarien des affaires collégiales	1 277 817
6	57 600	50 000	107 600	Commission des relations de travail dans les collèges	101 658
	747 474 500	2 408 000	749 882 500	TOTAL POUR L'AIDE AUX COLLÈGES	748 124 374

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES — CRÉDIT 703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		196 873
Avantages sociaux		23 220
Transports et communications		14 454
Services		11 973
Fournitures et matériel		12 369
		258 889

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		2 890 015
Avantages sociaux		374 173
Transports et communications		173 686
Services		793 894
Fournitures et matériel		247 573
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	32 300 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	700 365 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	6 832 200	739 497 200
		743 976 541

Écoles privées de formation professionnelle (Poste 3)	
Traitements et salaires	290 188
Avantages sociaux	36 456
Transports et communications	13 604
Services	55 104
Fournitures et matériel	14 270
	409 622

Écoles pour les aides-infirmiers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 822 005
Avantages sociaux	201 005
Transports et communications	31 327
Services	17 382
Fournitures et matériel	28 128
	2 099 847

Conseil ontarien des affaires collégiales (Poste 5)	
Traitements et salaires	292 618
Avantages sociaux	27 556
Transports et communications	100 739
Services	767 608
Fournitures et matériel	89 296
	1 277 817

Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 6)	
Transports et communications	16 023
Services	82 793
Fournitures et matériel	2 842
	101 658

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES	748 124 374

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
704				**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**	
1	219 321 700		219 321 700	Aide provinciale aux étudiants	199 028 297
	219 321 700		219 321 700	TOTAL POUR LES AFFAIRES ÉTUDIANTES	199 028 297

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements postsecondaires admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux étudiants qui se sont distingués dans leurs études pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES — CRÉDIT 704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Aide provinciale aux étudiants (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 415 357
Avantages sociaux		539 750
Transports et communications		974 933
Services		1 843 209
Fournitures et matériel		529 177
Paiements de transfert	$	
Programmes d'aide aux étudiants	188 731 975	
Bourses d'échange Ontario/Québec	88 000	
Programmes de langue seconde	1 905 896	190 725 871
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES		199 028 297

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	9 756 001	5 915 627
Régime canadien de prêts aux étudiants — Frais de traitement	1 507 665	1 539 611
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	1 298 409	946 077
	12 562 075	8 401 315
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	425 764	368 666
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Aides-infirmiers	145 020	125 731
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	43 523	20 435
Autres	2 410	1 413
	190 953	147 579
VENTES ET LOCATIONS	765	30
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	7 533 960	8 004 531
Autres	5 290	23 854
	7 539 250	8 028 385
DIVERS	183	238
TOTAL DES RECETTES	20 718 990	16 946 213

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Prix John C. Polanyi	22 144	8 674
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	(41 287)	27 092
Bourses de la reine Elizabeth II	(6 079)	(22 759)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	(25 222)	13 007

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-122
- POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES 4-124
- ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES 4-126
- SERVICES GÉNÉRAUX 4-128
- RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION 4-130
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-122, 4-126
- SOMMAIRE 4-121

ÉTAT DES RECETTES 4-132

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
603 726	Administration du ministre	128 723 694	895 743
9 868 647	Politiques financières et administratives	11 719 000	10 704 245
5 730 361	Administration du Secrétariat des ressources humaines	5 171 200	4 900 345
15 493 360	Services généraux	17 253 100	16 476 503
6 279 195	Relations de travail et rémunération	7 840 800	7 600 417
38 233 295	**Total pour le Conseil de gestion**	170 707 794	40 577 253

CLASSIFICATION COMPTABLE

38 233 295	Total des dépenses	170 707 794	40 577 253

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 093 600		1 093 600	Bureau principal	863 994
2	127 600 000		127 600 000	Imprévus*	
	128 693 600		128 693 600		863 994
L.	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
	128 723 694		128 723 694	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	895 743

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à prévoir le coût des initiatives du gouvernement comprises dans le plan budgétaire.

*Le Budget des dépenses incluait les coûts des initiatives gouvernementales que l'on prévoyait entreprendre en commun. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts bruts prévus de ces initiatives sous la rubrique "Imprévus".

L'allocation d'un montant de 77 528 500 $ a été approuvée à cet effet. Il s'agit d'un montant brut ne prenant pas en considération les dépenses en moins dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit des différents postes budgétaires auxquels elles se rapportaient plutôt qu'au débit de la rubrique "Imprévus". Par conséquent aucunes dépenses ne sont inscrites sous cette rubrique.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	565 964
Avantages sociaux	83 805
Transports et communications	42 462
Services	74 464
Fournitures et matériel	97 319
	863 994

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	31 749
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	895 743

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2402				**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**	
1	5 219 300	350 000	5 569 300	Politiques de gestion	5 495 562
2	2 562 900		2 562 900	Techniques informatiques	1 937 890
3	3 586 800		3 586 800	Programmes et prévisions des dépenses	3 270 793
	11 369 000	350 000	11 719 000	TOTAL POUR LES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 704 245

Description du programme :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES — CRÉDIT 2402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Politiques de gestion (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 575 035
Avantages sociaux	228 183
Transports et communications	100 543
Services	3 167 636
Fournitures et matériel	424 165
	5 495 562

Techniques informatiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 290 590
Avantages sociaux	193 812
Transports et communications	33 442
Services	288 865
Fournitures et matériel	131 181
	1 937 890

Programmes et prévisions des dépenses (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 653 734
Avantages sociaux	410 694
Transports et communications	58 900
Services	21 655
Fournitures et matériel	125 810
	3 270 793

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	10 704 245

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2403				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	436 800	74 900	511 700	Bureau principal	469 065
2	61 600		61 600	Commission de la fonction publique ...	56 734
3	2 477 400		2 477 400	Services administratifs et financiers	2 420 610
4	2 120 500		2 120 500	Analyse et planification	1 948 884
	5 096 300	74 900	5 171 200		4 895 293
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	5 052
	5 096 300	74 900	5 171 200	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	4 900 345

Description du programme :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble la planification stratégique et le soutien administratif nécessaires.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	285 198
Avantages sociaux	42 081
Transports et communications	15 229
Services	92 405
Fournitures et matériel	34 152
	469 065

Commission de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	40 227
Avantages sociaux	6 080
Transports et communications	881
Services	1 561
Fournitures et matériel	7 985
	56 734

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	5 052

Services administratifs et financiers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 584 826
Avantages sociaux	239 019
Transports et communications	67 716
Services	173 145
Fournitures et matériel	390 903
	2 455 609
Moins : Recouvrements d'autres ministères	34 999
	2 420 610

Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 343 812
Avantages sociaux	204 781
Transports et communications	43 426
Services	172 627
Fournitures et matériel	184 238
	1 948 884

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	4 900 345

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2404				**PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX**	
1	12 864 300	1 826 000	14 690 300	Services généraux	13 993 692
2	2 562 800		2 562 800	Gestion du personnel cadre	2 482 811
	15 427 100	1 826 000	17 253 100	TOTAL POUR DES SERVICES GÉNÉRAUX	16 476 503

Description du programme :

Ce programme indique l'orientation à suivre, au sein de la fonction publique de l'Ontario, dans les domaines des services d'éducation et de dotation en personnel, de l'équité d'emploi ainsi que du perfectionnement et de l'affectation des cadres, et de la mise en oeuvre de modifications aux programmes pour tenir compte des changements sociaux, économiques et technologies.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX — CRÉDIT 2404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services généraux (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		41 498 821
Avantages sociaux		2 809 044
Transports et communications		714 415
Services		6 734 067
Fournitures et matériel		1 805 102
Paiements de transfert		
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	59 300	
Subvention au Niagara Institute	144 500	203 800
		53 765 249
Moins : Recouvrements d'autres ministères		39 771 557
		13 993 692

Gestion du personnel cadre (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 484 649
Avantages sociaux	234 282
Transports et communications	60 676
Services	503 168
Fournitures et matériel	200 036
	2 482 811
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX	16 476 503

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2405				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION**	
1	4 607 100	300 000	4 907 100	Relations de travail	4 682 839
2	2 650 700	283 000	2 933 700	Politiques relatives aux pensions et aux avantages sociaux	2 917 578
	7 257 800	583 000	7 840 800	TOTAL POUR RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION	7 600 417

Description du programme :

Ce programme indique l'orientation à suivre, au sein de la fonction publique de l'Ontario, dans l'élaboration des politiques relatives à la rémunération, la classification et aux pensions et avantages sociaux des fonctionnaires. Il comprend également les négociations collectives, les relations avec les employés et veille à ce que des procédures équitables de règlement des griefs et de pourvoi en appel soient observées conformément à la loi.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION — CRÉDIT 2405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 207 123
Avantages sociaux	474 981
Transports et communications	148 459
Services	668 038
Fournitures et matériel	184 238
	4 682 839

Politiques relatives aux pensions et aux avantages sociaux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 705 810
Avantages sociaux	267 038
Transports et communications	62 904
Services	664 864
Fournitures et matériel	216 962
	2 917 578

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION	7 600 417

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	110 343	149 741
Prêts de services	16 891	58 153
	127 234	207 894
VENTES ET LOCATIONS		
Personnel temporaire	533 454	543 520
Programmes d'éducation	159 300	82 843
Services de publicité	6 812	27 902
Formation et évaluation des connaissances en français	2 443	1 918
Autres	6 100	4 420
	708 109	660 603
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	13 724	96 816
DIVERS		
Frais d'inscription à des conférences		32 800
Autres	785	4 473
	785	37 273
TOTAL DES RECETTES	849 852	1 002 586

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-136

PRATIQUES COMMERCIALES 4-138

NORMES TECHNIQUES 4-140

RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX 4-142

ENREGISTREMENT 4-144

PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-146

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-130, 4-138, 4-144

SOMMAIRE 4-135

ÉTAT DES RECETTES 4-148

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-149

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
19 050 027	Administration du ministre	20 749 691	20 363 590
12 016 971	Pratiques commerciales	13 187 900	13 033 868
11 317 433	Normes techniques	15 708 500	14 734 409
34 487 553	Réglementation des courses de chevaux	36 254 400	35 881 779
61 805 532	Enregistrement	65 465 800	63 950 035
8 307 730	Permis de vente d'alcool	9 659 300	9 659 281
145 985 246	Total du ministère	161 025 591	157 622 962
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
145 985 246	Total des dépenses	161 025 591	157 622 962

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 233 200	1 000	1 234 200	Bureau principal	1 187 666
2	5 483 000	18 200	5 501 200	Services administratifs et financiers	5 368 792
3	1 692 500	242 400	1 934 900	Ressources humaines	1 932 925
4	1 717 200	6 900	1 724 100	Services de communications	1 632 257
5	1 174 400	1 000	1 175 400	Analyse et planification	1 133 761
6	1 858 200	242 900	2 101 100	Services juridiques	2 089 790
7	851 000	36 400	887 400	Services de vérification	827 782
8	5 826 400	325 600	6 152 000	Systèmes informatiques	6 149 060
	19 835 900	874 400	20 710 300		20 322 033
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	19 875 291	874 400	20 749 691	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 363 590

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	814 608
Avantages sociaux	87 628
Transports et communications	65 557
Services	152 264
Fournitures et matériel	67 609
	1 187 666
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 740
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 205 434
Avantages sociaux	427 841
Transports et communications	614 182
Services	957 108
Fournitures et matériel	164 227
	5 368 792
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 646 499
Avantages sociaux	342 242
Transports et communications	81 883
Services	78 294
Fournitures et matériel	39 931
	1 988 849
Moins : Recouvrements d'autres ministères	55 924
	1 932 925
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 072 538
Avantages sociaux	134 517
Transports et communications	110 881
Services	416 485
Fournitures et matériel	192 836
	1 927 257
Moins : Recouvrements d'autres ministères	295 000
	1 632 257

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	836 339
Avantages sociaux	98 998
Transports et communications	31 493
Services	77 689
Fournitures et matériel	89 242
	1 133 761
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	75 127
Avantages sociaux	6 333
Transports et communications	19 811
Services	1 915 690
Fournitures et matériel	72 820
	2 089 790
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	651 122
Avantages sociaux	136 227
Transports et communications	15 854
Services	14 925
Fournitures et matériel	9 654
	827 782
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 849 316
Avantages sociaux	301 556
Transports et communications	288 457
Services	1 115 907
Fournitures et matériel	1 513 824
	6 149 060
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 363 590

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**	
1	748 000	1 500	749 500	Administration du programme	645 094
2	4 541 400	509 200	5 050 600	Réglementation commerciale	5 016 667
3	4 046 200	249 900	4 296 100	Services aux consommateurs	4 295 117
4	2 466 500	102 700	2 569 200	Normes relatives aux divertissements	2 567 527
5	503 600	18 900	522 500	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	509 463
	12 305 700	882 200	13 187 900	TOTAL POUR LES PRATIQUES COMMERCIALES	13 033 868

Description du programme :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs de divertissements qui incluent des événements publics, soit l'application de la Loi sur les salles de cinéma, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		356 460
Avantages sociaux		50 732
Transports et communications		100 972
Services		44 391
Fournitures et matériel		16 539
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	70 000	
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes"	6 000	76 000
		645 094

Réglementation commerciale (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 552 325
Avantages sociaux	489 982
Transports et communications	97 668
Services	515 651
Fournitures et matériel	361 041
	5 016 667

Services aux consommateurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 230 634
Avantages sociaux	487 823
Transports et communications	246 441
Services	173 420
Fournitures et matériel	156 799
	4 295 117

Normes relatives aux divertissements (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 426 128
Avantages sociaux	253 397
Transports et communications	202 285
Services	470 477
Fournitures et matériel	215 240
	2 567 527

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 5)	
Traitements et salaires	196 388
Avantages sociaux	31 645
Transports et communications	41 518
Services	212 035
Fournitures et matériel	27 877
	509 463

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES	13 033 868

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
1	3 524 100	2 400	3 526 500	Administration du programme	2 610 539
2	4 058 400	93 800	4 152 200	Sécurité des appareils sous pression	4 151 909
3	3 701 100	23 600	3 724 700	Appareils de levage	3 722 336
4	3 904 500	5 400	3 909 900	Sécurité des combustibles	3 860 235
5	378 100	17 100	395 200	Articles rembourrés	389 300
	15 566 200	142 300	15 708 500	TOTAL POUR LES NORMES TECHNIQUES	14 734 409

Description du programme :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du sous-ministre adjoint et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles rembourrés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs et appareils sous pression.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	495 646
Avantages sociaux	66 246
Transports et communications	91 777
Services	353 397
Fournitures et matériel	1 603 473
	2 610 539

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 941 278
Avantages sociaux	512 135
Transports et communications	318 959
Services	235 833
Fournitures et matériel	143 704
	4 151 909

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 599 779
Avantages sociaux	533 993
Transports et communications	377 168
Services	75 533
Fournitures et matériel	135 863
	3 722 336

Sécurité des combustibles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 550 639
Avantages sociaux	434 075
Transports et communications	562 739
Services	190 690
Fournitures et matériel	122 092
	3 860 235

Articles remboursés (Poste 5)	
Traitements et salaires	283 310
Avantages sociaux	60 948
Transports et communications	36 421
Services	2 091
Fournitures et matériel	6 620
	389 390

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	14 734 409

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
984				**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**	
1	36 247 300	7 100	36 254 400	Réglementation des courses de chevaux	35 881 779
	36 247 300	7 100	36 254 400	TOTAL POUR LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX	35 881 779

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX — CRÉDIT 904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 770 186
Avantages sociaux		349 008
Transports et communications		673 448
Services		707 713
Fournitures et matériel		162 850
Paiements de transfert		31 218 574
		35 881 779
Commission des courses de l'Ontario	$	
Traitements et salaires	2 703 763	
Avantages sociaux	342 210	
Transports et communications	672 027	
Services	707 138	
Fournitures et matériel	162 134	
Paiements de transfert		
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	25 648 405	30 235 677
Programme d'aide aux hippodromes	$	
Traitements et salaires	66 423	
Avantages sociaux	6 798	
Transports et communications	1 421	
Services	575	
Fournitures et matériel	716	
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux hippodromes	5 570 169	5 646 102
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX		35 881 779

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
905				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
1	976 800		976 800	Administration du programme	882 156
2	36 686 000	1 719 400	38 405 400	Enregistrement immobilier	38 389 529
3	6 403 600	375 800	6 779 400	Enregistrement des sûretés mobilières	6 758 146
4	7 882 500	34 400	7 916 900	Registraire général	7 035 436
5	6 848 700	336 900	7 185 600	Compagnies	7 088 834
6	4 153 600	32 600	4 186 200	Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	3 795 934
	62 951 200	2 499 100	65 450 300		63 950 035
L	500		500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	
	62 966 700	2 499 100	65 465 800	TOTAL POUR L'ENREGISTREMENT	63 950 035

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; la collecte et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	604 908
Avantages sociaux	69 879
Transports et communications	57 325
Services	113 416
Fournitures et matériel	36 628
	882 156

Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	29 156 921
Avantages sociaux	4 849 794
Transports et communications	1 275 427
Services	1 211 920
Fournitures et matériel	1 948 649
	38 442 711
Moins : Recouvrements d'autres ministères	53 182
	38 389 529

Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 271 536
Avantages sociaux	528 763
Transports et communications	465 000
Services	1 631 458
Fournitures et matériel	861 389
	6 758 146

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 309 740
Avantages sociaux	684 068
Transports et communications	395 370
Services	1 294 257
Fournitures et matériel	352 001
	7 035 436

Compagnies (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 874 044
Avantages sociaux	688 233
Transports et communications	73 303
Services	569 024
Fournitures et matériel	1 884 230
	7 088 834

Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 022 602
Avantages sociaux	295 391
Transports et communications	54 664
Services	1 297 948
Fournitures et matériel	125 329
	3 795 934

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	63 950 035

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
906				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**	
1	9 252 900	406 400	9 659 300	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	9 659 281
	9 252 900	406 400	9 659 300	TOTAL POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	9 659 281

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la loi.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 019 140
Avantages sociaux	1 013 375
Transports et communications	615 378
Services	1 248 430
Fournitures et matériel	762 958
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	9 659 281

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

				1990			1989
				$			$
RECETTES FISCALES							
Imposition—Commission des sports professionnels				40 460			62 623
GOUVERNEMENT DU CANADA							
Remboursements de dépenses							
Subvention afférente à des travaux statistiques				72 681			126 231
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS							
Commission des permis de vente d'alcool	$			$			
Brasseurs — Provinciaux (droits et prélèvements)	369 708 414			344 103 019			
Autres détenteurs de permis (droits et prélèvements)	42 157 382			39 961 965			
Brasseurs — Hors province (droits et prélèvements)	6 482 857			5 607 541			
Permis pour emplois spéciaux	5 328 919			4 813 698			
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 056 372			3 432 416			
Droits de transfert de permis	325 155			306 965			
Brasseries artisanales (droits et prélèvements)	150 280			67 469			
Cartes d'identité	54 026			52 327			
Fabricants de spiritueux (droits)	31 200						
Droits d'enregistrement — Agents/Représentants	20 175	427 486 760		22 165			399 122 546
Loi sur l'enregistrement des actes et Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers		59 920 738					50 082 963
Loi sur les sûretés mobilières		20 232 772					16 270 665
Compagnies							
Constitutions en compagnie	15 561 320			14 503 120			
Recherches, certificats et hypothèques	2 364 576			3 268 057			
Enregistrement de noms commerciaux	1 096 741			691 108			
En dehors de la province	60 011			40 373			
Déclarations annuelles		19 102 648		29			18 502 687
Loi sur le courtage commercial et immobilier		5 695 661					3 317 876
Sociétés en nom collectif		5 679 796					3 889 807
Loi sur l'état civil		5 229 869					4 103 073
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		3 602 553					2 707 603
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		2 667 115					1 898 427
Loi sur le mariage		2 183 077					2 086 627
Loi sur les hydrocarbures et Loi sur la manutention de l'essence		2 036 139					1 265 543
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 755 490					1 644 556
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		1 696 814					2 028 724
Administration des loteries		1 563 536					1 306 155
Loi sur les salles de cinéma		673 238					673 171
Loi sur les agences de voyages		652 500					310 500
Loi sur les articles remboursés		630 695					486 579
Loi sur les mécanismes d'exploitation		393 036					268 233
Loi sur la protection du consommateur		172 950					216 300
Loi sur les agences de recouvrement		101 800					107 050
Loi de 1986 sur les attractions		92 015					148 226

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS (suite)		
Loi sur les huissiers	18 200	2 000
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	15 500	25 000
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	7 400	6 800
Loi sur le contrôle des sports	4 999	3 851
Loi de 1988 sur l'accès à l'information	3 711	3 477
	561 752 302	516 591 807
AMENDES ET PÉNALITÉS	139 755	134 049
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes de biens	6 600	1 650
Publications	1 367	1 264
Locations—Commission des sports professionnels		613
	7 967	3 527
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	640 000 000	645 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 274	29 146
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	132 930	95 190
Chèques en circulation	4 987	5 670
Autres	40 502	62 170
	178 419	163 030
TOTAL DES RECETTES	1 202 201 858	1 162 110 411

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	1 235 800	969 386
Dépôts au titre de terres étrangères	83 973	(6 537)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	1 204	(1 000)
Montants non réclamés	(5 378)	6 800
Cautionnements de garantie		
Loi sur le courtage commercial et immobilier	9 499	(15 000)
Loi sur les huissiers		(5 000)
Loi sur la protection du consommateur	(16 462)	5 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	(25 000)	(30 000)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 283 636	923 649

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-154

CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-156

DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES 4-158

COMMUNICATIONS 4-160

BIBLIOTHÈQUES ET INFORMATION COMMUNAUTAIRE 4-162

SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-164

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-154

SOMMAIRE 4-153

ÉTAT DES RECETTES 4-166

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
10 924 590	Administration du ministère	14 076 891	13 926 585
17 792 938	Conservation du patrimoine	18 528 300	18 432 324
153 571 620	Développement culturel et institutions culturelles	186 685 500	186 314 164
3 223 266	Communications	3 936 900	3 801 114
41 601 917	Bibliothèques et information communautaire	43 844 200	43 732 892
28 143 713	Subventions d'immobilisation et services régionaux	53 212 100	48 087 863
255 258 044	**Total du ministère**	320 283 891	314 294 942
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
255 258 044	Total des dépenses	320 283 891	314 294 942

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 138 400	43 700	1 182 100	Bureau principal	1 182 062
2	6 383 900	208 700	6 592 600	Services administratifs et financiers	6 587 340
3	1 460 000		1 460 000	Ressources humaines	1 414 306
4	1 873 200	37 000	1 910 200	Services de communications	1 870 236
5	705 500	34 200	739 700	Services juridiques	688 550
6	560 200		560 200	Services de vérification	559 991
7	1 524 200	68 500	1 592 700	Systèmes informatiques	1 582 543
	13 645 400	392 100	14 037 500		13 885 028
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	13 684 791	392 100	14 076 891	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 926 585

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	868 254
Avantages sociaux	128 046
Transports et communications	86 497
Services	43 463
Fournitures et matériel	55 802
	1 182 062

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 836 086
Avantages sociaux	394 887
Transports et communications	862 529
Services	1 380 130
Fournitures et matériel	1 113 708
	6 587 340

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	805 531
Avantages sociaux	198 032
Transports et communications	39 646
Services	302 848
Fournitures et matériel	68 249
	1 414 306

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	988 449
Avantages sociaux	144 704
Transports et communications	54 808
Services	622 662
Fournitures et matériel	59 613
	1 870 236

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	69 732
Avantages sociaux	5 573
Transports et communications	9 353
Services	530 034
Fournitures et matériel	73 858
	688 550

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	452 748
Avantages sociaux	64 067
Transports et communications	2 763
Services	11 793
Fournitures et matériel	28 620
	559 991

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	448 806
Avantages sociaux	48 966
Transports et communications	2 401
Services	712 738
Fournitures et matériel	369 632
	1 582 543

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 926 585

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1102				**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	3 402 100	54 600	3 456 700	Archives publiques	3 373 095
2	15 071 600		15 071 600	Administration du patrimoine	15 059 229
	18 473 700	54 600	18 528 300	TOTAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	18 432 324

Description du programme :

Ce programme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE — CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 202 343
Avantages sociaux	371 658
Transports et communications	57 743
Services	364 183
Fournitures et matériel	377 168
	3 373 095

Administration du patrimoine (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		3 034 979
Avantages sociaux		422 069
Transports et communications		339 397
Services		493 068
Fournitures et matériel		206 695
Paiements de transfert		
Capital		
Conservation de l'architecture en Ontario	1 500 000	
Fonctionnement		
Subventions aux musées locaux	3 152 475	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	270 115	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	163 600	
Subventions de soutien au patrimoine	824 970	
Subventions à la Fondation du patrimoine ontarien	3 045 200	
Société d'histoire multiculturelle	617 100	
Subventions pour projets	1 115 806	10 689 266
		15 185 474
Moins : Recouvrements d'autres ministères		126 245
		15 059 229
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		18 432 324

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1103				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**	
1	9 906 800		9 906 800	Soutien aux arts	9 575 128
2	130 687 000	460 300	131 147 300	Industries et organismes culturels	131 113 292
3	16 150 500	484 500	16 635 000	Centre des sciences de l'Ontario	16 631 050
4	27 265 400	1 731 000	28 996 400	Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	28 994 694
	184 009 700	2 675 800	186 685 500	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	186 314 164

Description du programme :

Ce programme a pour objet de promouvoir l'excellence et d'encourager la participation aux activités culturelles et de servir de cadre au développement et à l'expansion dans les domaines social et économique à l'avenir, au niveau des groupes culturels et de l'ensemble de la population, afin de garantir le droit de libre expression et de créer un milieu progressiste dans lequel nous pourrons préserver notre patrimoine culturel, y avoir accès et rehausser la qualité de nos loisirs.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Soutien aux arts (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		918 863
Avantages sociaux		137 999
Transports et communications		89 200
Services		427 132
Fournitures et matériel		145 067
Paiements de transfert	$	
Subventions pour prix de théâtre	33 904	
Subventions de soutien à la culture	2 663 624	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	191 618	
Subventions pour projets	2 140 180	
Programme "Investissement dans les arts"	2 827 541	7 856 867
		9 575 128

Industries et organismes culturels (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		590 996
Avantages sociaux		75 512
Transports et communications		22 992
Services		268 409
Fournitures et matériel		47 316
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	404 000	
Programme d'aide aux éditeurs	528 591	
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	105 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	7 866 600	
Collection McMichael d'art canadien	2 533 000	
Jardins botaniques royaux	1 743 900	
Société CJRT-FM	1 333 500	
Conseil des arts de l'Ontario	35 846 800	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	55 843 300	
Musée royal de l'Ontario	20 846 300	
Science Nord	2 981 256	
Subventions pour projets	498 307	
Programme de commercialisation	776 886	
Projets de films non-commerciaux	750 000	132 057 640
		133 062 865
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 949 573
		131 113 292

Centre des sciences de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	9 813 265
Avantages sociaux	1 554 966
Transports et communications	384 012
Services	2 230 925
Fournitures et matériel	2 647 882
	16 631 050

Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 447 866
Avantages sociaux		71 610
Transports et communications		163 178
Services		1 046 183
Fournitures et matériel		295 357
Paiements de transfert	$	
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	10 310 500	
Programme ontarien d'incitation à la production cinématographique	15 000 000	
Cinémathèque de l'Ontario	660 000	25 970 500
		28 994 694
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES		186 314 164

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1104				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	2 672 (00)	95 300	2 967 300	Administration du programme	2 875 771
2	702 400	42 600	745 000	Commission ontarienne des services téléphoniques	729 673
3	214 600	10 000	224 600	Immobilisations et construction	195 470
	3 789 000	147 900	3 936 900	TOTAL POUR LES COMMUNICATIONS	3 801 114

Description du programme :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 897 144
Avantages sociaux	278 705
Transports et communications	119 630
Services	367 870
Fournitures et matériel	202 422
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 000
	2 875 771

Commission ontarienne des services téléphoniques (Poste 2)	
Traitements et salaires	499 544
Avantages sociaux	59 928
Transports et communications	53 304
Services	83 531
Fournitures et matériel	43 566
	739 873

Immobilisations et construction (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		25 454
Avantages sociaux		1 100
Transports et communications		9 700
Services		500 642
Fournitures et matériel		54
Paiements de transfert		
Capital		2 513 776
		3 050 717
Moins : Remboursements d'autres ministères	$	
Capital	2 321 564	
Fonctionnement	533 703	2 855 267
		195 450
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS		3 801 114

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1985				**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE**	
1	42 262 680	211 600	42 473 600	Services de bibliothèque	42 473 530
2	1 370 600		1 370 600	Information communautaire	1 259 362
	43 632 680	211 600	43 844 280	TOTAL POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	43 732 892

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services de bibliothèque (Poste 1)		$
Traitements et salaires		791 831
Avantages sociaux		151 663
Transports et communications		64 898
Services		129 890
Fournitures et matériel		40 486
Paiements de transfert	$	
Subventions aux bibliothèques publiques	38 062 363	
Subventions aux organismes administrant des bibliothèques	32 305	
Subventions pour projets	1 650 522	
Fonds de développement des bibliothèques	1 699 197	41 444 762
		42 623 530
Moins : Recouvrements d'autres ministères		150 000
		42 473 530

Information communautaire (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		43 625
Avantages sociaux		6 765
Transports et communications		4 779
Services		1 068
Fournitures et matériel		177
Paiements de transfert	$	
Subventions aux organismes participants	1 052 899	
Subventions pour projets	150 049	1 202 948
		1 259 362
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE		43 732 892

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1	48 423 600		48 423 600	Installations communautaires	43 603 877
2	4 788 500		4 788 500	Services régionaux	4 483 986
	53 212 100		53 212 100	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	48 087 863

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 1106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Installations communautaires (Poste 1)		$
Traitements et salaires		85 256
Avantages sociaux		7 502
Transports et communications		24 107
Services	$	
Capital	450 603	
Fonctionnement	10 357	460 960
Fournitures et matériel	$	
Capital	206 482	
Fonctionnement	59 887	266 369
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions provinciales	27 407 160	
Subventions aux communautés	15 352 541	
Entente de développement économique et régional	5 863 800	48 623 501
		49 467 677
Moins : Recouvrements d'autres ministères		5 863 800
		43 603 877

Services régionaux (Poste 2)		$
Traitements et salaires		2 082 104
Avantages sociaux		335 630
Transports et communications		320 585
Services		102 368
Fournitures et matériel		70 059
Paiements de transfert	$	
Subventions pour projets	1 699 087	
Expérience '89'	583 829	2 282 916
		5 193 662
Moins : Recouvrements d'autres ministères		709 676
		4 483 986
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX		48 087 863

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agences de langue française	567 052	477 735
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée	2 481 876	2 481 748
Stationnement	319 743	285 752
	2 801 619	2 767 500
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs et publications	46 420	34 908
Autres	393	14 856
	46 813	49 764
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	334 689	3 299 808
Autres	25 915	33 258
	360 604	3 303 066
REDEVANCES		
Livres et publications	319	2 151
DIVERS	6 675	313 657
TOTAL DES RECETTES	3 783 082	6 913 873

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-170

DÉVELOPPEMENT ET TRANSPORTS DU NORD 4-172

MINES ET MINÉRAUX 4-176

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-170, 4-176

SOMMAIRE 4-169

ÉTAT DES RECETTES 4-178

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMMES	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
12 784 450	Administration du ministère	17 115 391	15 323 830
235 654 119	Développement et transports du Nord	260 441 200	248 882 613
38 343 954	Mines et minéraux	45 015 091	43 961 490
286 782 523	**Total du ministère**	322 571 682	308 167 933
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
286 782 523	Total des dépenses	322 571 682	308 167 933

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 419 000		2 419 000	Bureau principal	2 028 248
2	722 200		722 200	Analyse et planification	635 168
3	1 795 500		1 795 500	Services de communications	1 683 594
4	385 400	44 400	429 800	Services juridiques	428 525
5	8 924 100		8 924 100	Services administratifs et financiers	7 828 143
6	851 300	6 000	857 300	Ressources humaines	855 863
7	1 928 100		1 928 100	Systèmes informatiques	1 822 732
	17 025 600	50 400	17 076 000		15 282 273
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	17 064 991	50 400	17 115 391	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 323 830

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 312 618
Avantages sociaux	181 017
Transports et communications	270 362
Services	204 224
Fournitures et matériel	60 027
	2 028 248
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	385 355
Avantages sociaux	72 145
Transports et communications	49 873
Services	88 270
Fournitures et matériel	39 525
	635 168
Services de communications (Poste 3)	
Traitements et salaires	822 299
Avantages sociaux	153 012
Transports et communications	110 871
Services	394 338
Fournitures et matériel	203 074
	1 683 594
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	67 951
Avantages sociaux	2 873
Transports et communications	27 843
Services	299 511
Fournitures et matériel	30 347
	428 525
Services administratifs et financiers (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 043 533
Avantages sociaux	311 839
Transports et communications	1 141 674
Services	2 942 399
Fournitures et matériel	1 840 802
	8 280 247
Moins : Recouvrements d'autres activités	452 104
	7 828 143
Ressources humaines (Poste 6)	
Traitements et salaires	567 480
Avantages sociaux	63 839
Transports et communications	132 186
Services	39 691
Fournitures et matériel	52 667
	855 863
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 019 800
Avantages sociaux	174 480
Transports et communications	225 115
Services	634 599
Fournitures et matériel	934 434
	2 988 428
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 165 696
	1 822 732
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 323 830

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2802				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	9 808 900		9 808 900	Administration du programme	9 743 345
2	19 180 600		19 180 600	Développement social	19 110 678
3	20 100 900		20 100 900	Développement économique	18 776 123
4	131 755 800		131 755 800	Infrastructure des transports	131 536 949
5	22 497 000		22 497 000	Services de transports	22 330 615
6	30 000 000		30 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000
7	27 098 000		27 098 000	Fonds de développement du Nord de l'Ontario	17 384 903
	260 441 200		260 441 200	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	248 882 613

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires. Ce programme vise en outre, à satisfaire les besoins du Nord en matière d'accès et de mobilité, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 400 786
Avantages sociaux		904 746
Transports et communications		1 477 104
Services		543 525
Fournitures et matériel		559 948
		9 886 109
Moins : Recouvrements d'autres ministères		142 764
		9 743 345

Développement social (Poste 2)		
Transports et communications		42 175
Services		158 303
Fournitures et matériel		49 024
Paiements de transfert	$	
Capital		
Installations de services sociaux et de santé	2 847 172	
Aide à l'enseignement	5 337 295	
Aide aux autochtones	310 126	
Aide aux communautés non enregistrées	42 426	
Autres initiatives de développement social	2 323 038	
Fonctionnement		
Services sociaux et de santé	1 785 919	
Aide à l'enseignement	5 044 170	
Aide aux autochtones	254 967	
Aide aux communautés non enregistrées	678 660	
Autres initiatives de développement social	553 789	19 177 562
		19 427 064
Moins : Recouvrements d'autres ministères		316 386
		19 110 678

Développement économique (Poste 3)		$
Transports et communications		119 573
Services		953 689
Fournitures et matériel		79 196
Paiements de transfert	$	
Capital		
Développement économique communautaire	6 902 013	
Aide à l'infrastructure	2 963 296	
Subventions de développement aux autochtones	914 490	
Autres initiatives de développement économique	358 400	
Fonctionnement		
Développement économique communautaire	5 310 712	
Subventions de développement aux autochtones	680 342	
Autres initiatives de développement économique	592 178	
Aide à l'infrastructure	284 125	18 005 556
		19 158 014
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		381 891
		18 776 123

Infrastructure des transports (Poste 4)		
Services		998 134
Acquisition/construction de biens immobiliers		120 028 365
Paiements de transfert	$	
Capital		
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	4 503 101	
Aéroports communautaires	43 063	
Aide au transport communautaire	5 950 637	
Fonctionnement		
Autres programmes de développement des transports	13 649	10 510 450
		131 536 949

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services de transports (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Commission de transport Ontario Northland—Services aériens	4 338 447
Commission de transport Ontario Northland—Services de chemins de fer et de traversiers	17 841 200
Commission de transport Ontario Northland—Chemins de fer et traversiers—Capital	150 968
	22 330 615

Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Capital	30 000 000

Fonds de développement du Nord de l'Ontario (Poste 7)		$
Services		2 077 642
Acquisition/construction de biens immobiliers		79 879
Paiements de transfert	$	
Capital	10 258 927	
Fonctionnement	4 968 455	15 227 382
		17 384 903
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		248 882 613

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2003				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	2 494 900	4 000	2 498 900	Bureau principal	2 485 771
2	5 700 100	28 000	5 728 100	Terrains miniers	5 632 033
3	17 793 200	319 000	18 112 200	Exploitation minérale	18 106 577
4	18 545 500	90 000	18 635 500	Ressources minérales	17 695 416
5	1 000		1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	136
	44 534 700	441 000	44 975 700		43 919 933
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	44 574 091	441 000	45 015 091	TOTAL POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	43 961 490

Description du programme :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX — CRÉDIT 2803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 125 911
Avantages sociaux		133 868
Transports et communications		346 325
Services		448 042
Fournitures et matériel		431 625
		2 485 771
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		31 709
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 836
Terrains miniers (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 692 647
Avantages sociaux		317 276
Transports et communications		304 969
Services		1 118 263
Fournitures et matériel		1 119 078
		5 632 033
Exploitation minérale (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 472 377
Avantages sociaux		208 556
Transports et communications		190 301
Services		1 177 326
Fournitures et matériel		282 680
Paiements de transfert	$	
Capital		
Exploration minière de l'Ontario	13 000 000	
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	179 169	
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	1 086 302	
Fonctionnement		
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	15 000	14 779 337
		18 106 577

Ressources minérales (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		9 761 056
Avantages sociaux		1 376 412
Transports et communications		885 327
Services		3 207 433
Fournitures et matériel		3 569 456
Paiements de transfert		
Subventions pour recherches en géoscience	911 155	
Autres subventions pour recherches en géoscience	14 000	
Subvention de fonctionnement au Musée royal de l'Ontario	135 000	1 060 155
		19 859 839
Moins : Recouvrements d'autres activités		2 164 423
		17 695 416
Entente Canada-Ontario sur l'exploitation minérale (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 305 383
Avantages sociaux		83 476
Transports et communications		69 738
Services		675 730
Fournitures et matériel		289 076
		3 423 403
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 423 267
		136
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		43 961 490

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière (Loi sur les mines)	625 321	523 967
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Énergie, Mines et Ressources		
Entente Canada-Ontario sur l'exploitation minérale	811 899	911 238
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Emploi et Immigration		
Projet d'ajustement communautaire de Sudbury	29 566	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	918 528	1 033 745
Échantillonage et essais	11 885	143 070
Analyses chimiques et essais	2 452	9 601
	932 865	1 186 416
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Confiscations	2 350	910
Dégâts matériels	1 230	2 611
	3 580	3 521
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	318 574	253 701
Permis d'occupation des exploitations minières	108 414	90 117
Autres	107 471	105 336
	534 459	449 154
REDEVANCES		
Publications	1 332 102	297
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	1 435 554	120 372
Autres		1 659
	1 435 554	122 031
DIVERS	5 267	364
TOTAL DES RECETTES	5 710 613	3 196 988

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-182

ÉDUCATION 4-184

SERVICES ÉDUCATIFS 4-186

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-182, 4-186

SOMMAIRE 4-181

ÉTAT DES RECETTES 4-190

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-191

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-191

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
35 131 507	Administration du ministère	38 325 091	33 847 533
4 559 090 738	Éducation	4 590 429 300	4 582 041 134
516 897 872	Services éducatifs	579 509 600	705 016 213
5 111 120 117	**Total du ministère**	5 208 263 991	5 320 904 880
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 111 120 117	Total des dépenses	5 208 263 991	5 320 904 880

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 419 100	116 000	3 535 100	Bureau principal	3 026 643
2	7 822 300	501 600	8 323 900	Services administratifs et financiers	8 115 716
3	3 849 400	2 833 000	6 682 400	Ressources humaines	6 615 250
4	3 145 500	15 100	3 160 600	Services de communications	2 823 565
5	6 215 700	333 600	6 549 300	Analyse et planification	5 025 271
6	1 185 300	105 000	1 290 300	Services juridiques	1 075 494
7	812 800	114 900	927 700	Services de vérification	909 513
8	5 832 700	1 983 700	7 816 400	Systèmes informatiques	6 215 975
	32 282 800	6 002 900	38 285 700		33 807 427
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 357
	32 322 191	6 002 900	38 325 091	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 847 533

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 111 443
Avantages sociaux	254 808
Transports et communications	252 471
Services	290 939
Fournitures et matériel	116 982
	3 026 643
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 357
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 727 363
Avantages sociaux	639 813
Transports et communications	863 609
Services	1 024 105
Fournitures et matériel	1 725 405
	8 980 295
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	864 579
	8 115 716
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 963 734
Avantages sociaux	4 012 266
Transports et communications	45 429
Services	192 354
Fournitures et matériel	401 467
	6 615 250
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 647 635
Avantages sociaux	170 169
Transports et communications	36 163
Services	710 929
Fournitures et matériel	258 669
	2 823 565

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	3 287 442
Avantages sociaux	408 768
Transports et communications	97 269
Services	715 376
Fournitures et matériel	516 416
	5 025 271
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	483 078
Avantages sociaux	54 756
Transports et communications	28 667
Services	420 645
Fournitures et matériel	88 348
	1 075 494
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	684 485
Avantages sociaux	81 786
Transports et communications	23 065
Services	27 761
Fournitures et matériel	92 416
	909 513
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 731 643
Avantages sociaux	484 198
Transports et communications	134 702
Services	3 002 914
Fournitures et matériel	705 169
	8 058 626
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 842 651
	6 215 975
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 847 533

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
1	936 600	176 500	1 113 100	Administration du programme	1 059 696
2	14 091 900	1 604 300	15 696 200	Études indépendantes	14 581 500
3	17 887 700	1 283 900	19 171 600	Bureaux régionaux	18 013 720
4	21 622 500	73 800	21 696 300	Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	17 905 534
5	46 610 600	663 400	47 274 000	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	46 819 715
6	4 979 000	670 300	5 649 300	Mise en oeuvre des programmes et liaison	5 453 562
7	4 476 600	1 424 700	5 901 300	Services spéciaux	4 690 203
8	4 473 267 600	659 900	4 473 927 500	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 473 517 204
	4 583 872 500	6 556 800	4 590 429 300	TOTAL POUR L'ÉDUCATION	4 582 041 134

Description du programme :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, la mise en oeuvre et la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics, et conçus pour répondre aux besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION — CRÉDIT 1302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	793 273
Avantages sociaux	83 570
Transports et communications	78 725
Services	48 892
Fournitures et matériel	55 236
	1 059 696

Études indépendantes (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 584 481
Avantages sociaux	429 377
Transports et communications	920 017
Services	6 136 110
Fournitures et matériel	3 511 515
	14 581 500

Bureaux régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	12 449 400
Avantages sociaux	1 533 269
Transports et communications	1 775 918
Services	805 683
Fournitures et matériel	1 449 450
	18 013 720

Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement (Poste 4)	
Traitements et salaires	6 068 920
Avantages sociaux	648 161
Transports et communications	1 273 893
Services	7 505 282
Fournitures et matériel	2 409 278
	17 905 534

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (Poste 5)	$	
Traitements et salaires		30 548 571
Avantages sociaux		4 107 898
Transports et communications		2 150 867
Services		5 612 840
Fournitures et matériel		4 323 456
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de taxes municipales	60 975	
Formation en cours d'emploi des enseignants	15 108	76 083
		46 819 715

Mise en oeuvre des programmes et liaison (Poste 6)	$	
Traitements et salaires		2 625 642
Avantages sociaux		278 102
Transports et communications		534 760
Services		764 236
Fournitures et matériel		709 917
Paiements de transfert		
Jeunes voyageurs de l'Ontario	616 423	
Programmes d'échanges éducatifs	4 544	620 967
		5 533 624
Moins : Recouvrements d'autres ministères		80 062
		5 453 562

Services spéciaux (Poste 7)		
Traitements et salaires		4 565 567
Avantages sociaux		565 306
Transports et communications		467 019
Services		1 373 377
Fournitures et matériel		1 263 142
Paiements de transfert		
Programmes de bourses de l'Ontario		1 784 300
		10 018 711
Moins : Recouvrements		5 328 508
		4 690 203

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (Poste 8)	$	
Traitements et salaires		1 825 000
Avantages sociaux		220 725
Transports et communications		71 412
Services		118 977
Fournitures et matériel		503 488
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	310 000 000	
Fonctionnement		
Subventions générales	4 136 166 980	
Programmes d'éducation — Autres	24 610 622	4 470 777 602
		4 473 517 204
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION		4 582 041 134

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1303				**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**	
1	1 579 300	144 800	1 724 100	Commission des relations de travail en éducation	1 562 189
2	136 500	30 400	166 900	Commission des langues d'enseignement	166 868
3	171 800	88 000	259 800	Administration des écoles provinciales	151 798
4	259 800	32 500	292 300	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	254 460
5	389 600	10 000	399 600	Commission de planification et de mise en oeuvre	322 593
6	4 405 900	25 000	4 430 900	Autres services éducatifs	4 430 900
	6 942 900	330 700	7 273 600		6 888 808
L	512 970 000		512 970 000	Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario — Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants	649 955 196
L	59 266 000		59 266 000	Fonds d'indexation des pensions de retraite — Loi sur l'indexation des régimes de retraite — Compte des enseignants	48 172 209
	579 178 900	330 700	579 509 600	TOTAL POUR LES SERVICES ÉDUCATIFS	705 016 213

Description du programme :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation.

Ce programme sert également à effectuer les paiements dus à la Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario et au Fonds d'indexation des pensions de retraite — Compte des enseignants au titre des contributions gouvernementales et de la provision constituée pour augmenter les prestations annuelles versées à certains bénéficiaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS — CRÉDIT 1303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission des relations de travail en éducation (Poste 1)	$
Traitements et salaires	743 021
Avantages sociaux	90 822
Transports et communications	152 971
Services	424 676
Fournitures et matériel	150 699
	1 562 189

Commission des langues d'enseignement (Poste 2)	
Traitements et salaires	77 852
Avantages sociaux	6 513
Transports et communications	31 822
Services	46 946
Fournitures et matériel	3 735
	166 868

Administration des écoles provinciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	24 499
Avantages sociaux	12 160
Transports et communications	1 151
Services	110 449
Fournitures et matériel	3 539
	151 798

Conseil de l'éducation franco-ontarienne (Poste 4)	
Traitements et salaires	50 571
Avantages sociaux	4 199
Transports et communications	53 464
Services	142 969
Fournitures et matériel	3 257
	254 460

Commission de planification et de mise en oeuvre (Poste 5)	
Traitements et salaires	124 178
Avantages sociaux	12 875
Transports et communications	16 529
Services	158 963
Fournitures et matériel	10 048
	322 593

Autres services éducatifs (Poste 6)	$
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	204 300
Subvention à la Canadian League for Educational Exchanges	43 900
Subvention au Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques	742 600
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	310 325
Subvention à l'Ontario Federation of Home and School Associations	28 200
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	54 300
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 430 000
Subvention à la Société éducative de visites et d'échange au Canada	200 000
Subvention aux United World Colleges	146 300
Subvention diverses (à verser conformément aux directives du ministre	270 975
	4 430 900

Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario	$	
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants	372 480 845	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	905 676	371 575 169
Paiements effectués comme suppléments de pension et de rente à certains bénéficiaires admissibles en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants		80 291 560
Provision constituée en vue de l'augmentation, le cas échéant, des pensions annuelles versées en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants		10 813 958
Paiements périodiques sur la dette non-provisionnée, Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants		187 274 509
		649 955 196

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS — CRÉDIT 1303 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	Crédits législatifs	
Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants		
Paiements de transfert	$	$
Contribution gouvernementale, Loi sur l'indexation des régimes de retraite — Compte des enseignants	48 304 723	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	132 514	48 172 209
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS		705 016 213

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	47 674 273	42 213 283
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	10 436 408	1 577 864
Commission du régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	331 706	330 494
Accord sur les jeunes contrevenants		287 487
Autres	70 929	
	58 513 316	44 409 128
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de prêts de services	611 601	253 515
Autres	49 734	
	661 335	253 515
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non-résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	215 346	242 484
Frais de scolarité versés par le gouvernement du Canada pour les Indiens inscrits fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	199 079	498 428
Révisions au niveau provincial	183 600	
Certificats — enseignants, étudiants	33 005	26 646
Inspection des écoles secondaires privées	29 075	34 355
Transcriptions pour enseignants	23 575	13 233
	683 689	815 146
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	667 146	615 471
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	432 276	635 145
Avantages en nature	58 794	52 756
Autres	5 440	6 650
	1 163 656	1 310 030
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions remboursées — Fonds d'encouragement des liens avec le monde des affaires et de l'industrie et Transition de l'école au monde du travail	177 906	
Fournisseurs	87 076	87 832
Subventions remboursées — Autres	86 133	67 068
Autres	10 261	20 977
	361 466	175 877
DIVERS	7 159	21 534
TOTAL DES RECETTES	61 390 612	46 985 230

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Prêts aux étudiants — Pension en charges		294
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		294

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Legs et bourses	19 838	19 521
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	19 838	19 521

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou déboursés de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-196

POLITIQUES ET PLANIFICATION 4-198

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE 4-200

COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO 4-202

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-196

SOMMAIRE 4-195

ÉTAT DES RECETTES 4-204

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
9 166 731	Administration du ministère	12 118 491	9 059 773
4 794 440	Politiques et planification	4 900 300	3 747 113
19 101 514	Développement et gestion de l'énergie	20 089 100	17 543 693
5 113 909	Commission de l'énergie de l'Ontario	5 720 100	4 311 876
38 176 594		42 827 991	34 662 455
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
38 176 594	Total des dépenses	42 827 991	33 162 455
	Total des prêts et dotations en capital		1 500 000
38 176 594		42 827 991	34 662 455

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 482 700		2 482 700	Bureau principal	1 842 178
2	3 854 300		3 854 300	Services administratifs et financiers	2 879 654
3	5 234 800		5 234 800	Services de communications	3 970 273
4	417 000	90 300	507 300	Services juridiques	347 161
	11 988 800	90 300	12 079 100		9 039 266
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 699
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	12 028 191	90 300	12 118 491	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 059 773

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 257 281
Avantages sociaux	176 300
Transports et communications	229 624
Services	139 814
Fournitures et matériel	39 159
	1 842 178
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	10 699
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 603 566
Avantages sociaux	226 655
Transports et communications	132 132
Services	222 721
Fournitures et matériel	694 580
	2 879 654

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	989 643
Avantages sociaux	130 029
Transports et communications	298 487
Services	1 984 601
Fournitures et matériel	567 513
	3 970 273
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	12 004
Services	325 307
Fournitures et matériel	9 850
	347 161
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 059 773

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	2 744 700		2 744 700	Approvisionnements et distribution	2 398 272
2	2 155 600		2 155 600	Économie de l'énergie	1 348 841
	4 900 300		4 900 300	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	3 747 113

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Approvisionnements et distribution (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 302 754
Avantages sociaux	212 292
Transports et communications	114 841
Services	716 748
Fournitures et matériel	26 671
Paiements de transfert	
Subventions pour la planification des mesures d'urgence	24 966
	2 398 272

Économie de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	875 329
Avantages sociaux	129 707
Transports et communications	52 676
Services	234 301
Fournitures et matériel	15 828
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	41 000
	1 348 841
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	3 747 113

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**	
1	20 089 100		20 089 100	Développement et gestion de l'énergie .	17 543 693
	20 089 100		20 089 100	TOTAL POUR DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE . . .	17 543 693

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer et la gestion de l'énergie en Ontario.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Développement et gestion de l'énergie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 517 976
Avantages sociaux		404 469
Transports et communications		252 827
Services		1 789 458
Fournitures et matériel		65 976
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux recherches sur l'énergie	122 107	
Subventions à Ontario Hydro	2 500 000	
Subventions aux initiatives de conservation	1 434 313	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	1 077 140	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	971 000	
Fonctionnement		
Subventions aux recherches sur l'énergie	2 184 261	
Subventions à Ontario Hydro	16 000	
Subventions aux initiatives de conservation	2 488 283	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	213 769	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	5 000	
Subventions accordées au programme Brigades Jeunesse Ontario	1 114	11 012 987
Prêts		
Société de développement du Nord de l'Ontario		1 500 000
TOTAL POUR DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE		17 543 693

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1404				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
1	5 720 100		5 720 100	Commission de l'énergie de l'Ontario ..	4 311 876
	5 720 100		5 720 100	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 311 876

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 111 356
Avantages sociaux	333 108
Transports et communications	157 934
Services	1 360 940
Fournitures et matériel	368 538
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 311 876

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Autres projets sur l'énergie à frais partagés	226 287	2 473 000
Prêts de services de personnel		99 190
Autres		4 144
	226 287	2 576 334
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — frais d'audience	3 999 722	4 295 814
Société de l'énergie de l'Ontario	71 692	80 662
	4 071 414	4 376 476
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	22 961	123 633
VENTES ET LOCATIONS	49 500	23 354
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de subventions	29 051	302 998
Autres	19 241	5 216
	48 292	308 114
DIVERS		
Dividendes émis par la Société de l'énergie de l'Ontario		28 000 000
Autres	3 100	1 293
	3 100	28 001 293
TOTAL DES RECETTES	4 421 534	35 409 204

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

État des dépenses

Administration du ministère 4-208

Services environnementaux 4-212

Contrôle de l'environnement 4-214

Planification et exploitation des services publics 4-216

Dépenses prévues en vertu de la loi 4-208

Sommaire 4-207

État des recettes 4-218

État des remboursements des prêts et dotations en capital 4-219

État des dépôts aux comptes créés à des fins spéciales 4-219

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMMES	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
29 899 527	Administration du ministère	37 312 191	35 179 949
75 882 676	Services environnementaux	99 702 700	98 865 023
83 846 670	Contrôle de l'environnement	103 407 000	99 453 434
247 918 398	Planification et exploitation des services publics	298 183 900	287 003 342
437 547 271	**Total du ministère**	538 605 791	520 501 748
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
415 191 591	Total des dépenses	493 005 791	486 809 491
22 355 680	Total des prêts et dotations en capital	45 600 000	33 692 257
437 547 271		538 605 791	520 501 748

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 261 300		1 261 300	Bureau principal	1 255 863
2	9 699 800		9 699 800	Services administratifs et financiers	9 440 750
3	4 882 600		4 882 600	Ressources humaines	4 656 307
4	3 144 000	305 000	3 449 000	Services de communications	3 448 716
5	11 006 400		11 006 400	Analyse et planification	9 365 938
6	2 613 400	127 300	2 740 700	Services juridiques	2 740 096
7	939 300		939 300	Services de vérification	938 218
8	3 123 700	170 000	3 293 700	Systèmes informatiques	3 292 504
	36 670 500	602 300	37 272 800		35 138 392
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	36 709 891	602 300	37 312 191	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 179 949

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de la politique et de la planification ministérielles, de recherche, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	858 381
Avantages sociaux	135 602
Transports et communications	96 268
Services	74 360
Fournitures et matériel	91 252
	1 255 863
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 109 206
Avantages sociaux	694 148
Transports et communications	495 583
Services	1 052 123
Fournitures et matériel	3 089 690
	9 440 750
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 419 249
Avantages sociaux	418 257
Transports et communications	282 052
Services	1 358 794
Fournitures et matériel	269 479
Paiements de transfert	
Subvention versée à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	60 000
	4 807 831
Moins : Recouvrements d'autres ministères	151 524
	4 656 307
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 202 006
Avantages sociaux	167 692
Transports et communications	155 492
Services	1 592 270
Fournitures et matériel	331 256
	3 448 716

Analyse et planification (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		2 096 325
Avantages sociaux		337 762
Transports et communications		67 762
Services		1 945 316
Fournitures et matériel		296 302
Paiements de transfert		
Subvention pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	3 832 823	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	45 000	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	6 000	
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	50 000	
Subvention aux conférences sur l'environnement	160 925	
Subventions pour des projets d'information du public en matière d'environnement	278 223	
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	249 500	4 622 471
		9 365 938
Services juridiques (Poste 6)		
Traitements et salaires		112 975
Avantages sociaux		4 053
Transports et communications		185 363
Services		2 003 693
Fournitures et matériel		434 012
		2 740 096
Services de vérification (Poste 7)		
Traitements et salaires		631 606
Avantages sociaux		114 420
Transports et communications		21 158
Services		43 514
Fournitures et matériel		127 520
		938 218

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Systèmes informatiques (Poste 8)	$
Traitements et salaires	1 689 512
Avantages sociaux	240 679
Transports et communications	52 187
Services	927 482
Fournitures et matériel	382 644
	3 292 504
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 179 949

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1982				**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**	
1	283 600		283 600	Administration du programme	279 860
2	9 511 900		9 511 900	Ressources atmosphériques	9 508 736
3	23 913 500	2 353 800	26 267 300	Ressources en eau	25 451 811
4	42 159 000	1 364 700	43 523 700	Gestion des déchets	43 508 429
5	19 501 400	614 800	20 116 200	Services de laboratoire	20 116 187
	95 369 400	4 333 300	99 702 700	TOTAL POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	98 865 023

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire et des services de soutien techniques spécialisés pour l'exécution des programmes.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	206 220
Avantages sociaux	25 578
Transports et communications	13 177
Services	16 170
Fournitures et matériel	18 715
	279 860

Ressources atmosphériques (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 864 893
Avantages sociaux	817 488
Transports et communications	442 962
Services	2 125 728
Fournitures et matériel	1 257 665
	9 508 736

Ressources en eau (Poste 3)		
Traitements et salaires		10 434 895
Avantages sociaux		1 593 610
Transports et communications		783 800
Services		8 992 701
Fournitures et matériel		2 579 895
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les études sur les plages	497 500	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	
Subvention pour études sur le contrôle de la pollution	564 410	1 066 910
		25 451 811

Gestion des déchets (Poste 4)		
Traitements et salaires		4 385 602
Avantages sociaux		553 925
Transports et communications		273 376
Services		5 402 981
Fournitures et matériel		725 156
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération des déchets	21 039 915	
Fonctionnement		
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets	205 390	
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets	9 727 631	
Aide aux municipalités pour la récupération des déchets	148 918	
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets	130 429	
Subventions pour l'enlèvement des déchets domestiques dangereux	341 846	
Subventions pour la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération (4R) des déchets industriels	326 760	
Subvention au Recycling Council of Ontario	72 000	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	78 500	
Subventions au Citizens Network Clearinghouse	25 000	
Subvention au Conservation Council of Ontario	21 000	
Subvention au Pollution Probe	25 000	32 167 389
		43 508 429

Services de laboratoire (Poste 5)	
Traitements et salaires	10 857 843
Avantages sociaux	1 794 946
Transports et communications	526 819
Services	3 478 082
Fournitures et matériel	3 458 497
	20 116 187

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	98 865 023

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1503				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	22 159 100		22 159 100	Administration du programme	19 806 084
2	409 000		409 000	Société d'indemnisation environnementale	354 528
3	2 165 500	360 000	2 525 500	Commission des évaluations environnementales	2 520 072
4	12 565 600		12 565 600	Relations intergouvernementales et projets stratégiques	11 428 507
5	36 722 300	1 430 500	38 152 800	Application et exécution des règlements	38 125 121
6	22 289 300	2 383 600	24 672 900	Autorisations environnementales et appui technique	24 671 817
7	2 922 100		2 922 100	Evaluations environnementales	2 547 305
	99 232 900	4 174 100	103 407 000	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	99 453 434

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		649 977
Avantages sociaux		77 741
Transports et communications		235 994
Services		16 302 708
Fournitures et matériel		2 466 435
Paiements de transfert	$	
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille	65 729	73 229
		19 806 084

Société d'indemnisation environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		115 933
Avantages sociaux		16 334
Transports et communications		31 005
Services		94 553
Fournitures et matériel		5 131
Paiements de transfert		
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement		91 572
		354 528

Commission des évaluations environnementales (Poste 3)		
Traitements et salaires		906 956
Avantages sociaux		108 763
Transports et communications		253 450
Services		658 323
Fournitures et matériel		258 830
Paiements de transfert	$	
Financement des intervenants :		
Évaluation environnementale de la gestion forestière	487 500	
Prolongement du chemin Derry (Municipalité régionale de Peel)	30 000	
Meaford/St. Vincent (Décharge)	30 000	
North Simcoe Waste Management Association (Décharge)	30 000	577 500
		2 763 822
Moins : Recouvrements d'autres ministères		243 750
		2 520 072

Relations intergouvernementales et projets stratégiques (Poste 4)		$
Traitements et salaires		2 646 690
Avantages sociaux		487 145
Transports et communications		591 316
Services		4 913 048
Fournitures et matériel		1 841 158
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	399 150	
Subventions pour la lutte contre les termites	500 000	
Subvention à la Coalition cannadienne contre les pluies acides	50 000	949 150
		11 428 507

Application et exécution des règlements (Poste 5)		
Traitements et salaires		25 458 219
Avantages sociaux		3 529 029
Transports et communications		3 459 441
Services		2 215 296
Fournitures et matériel		3 458 136
Paiements de transfert		
Subvention au Ninety-Nines—Opération Skywatch		5 000
		38 125 121

Autorisations environnementales et appui technique (Poste 6)		
Traitements et salaires		12 247 485
Avantages sociaux		1 976 494
Transports et communications		774 228
Services		1 745 505
Fournitures et matériel		1 628 106
Paiements de transfert		
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement		6 299 999
		24 671 817

Évaluations environnementales (Poste 7)		
Traitements et salaires		1 564 497
Avantages sociaux		196 091
Transports et communications		97 146
Services		453 071
Fournitures et matériel		236 500
		2 547 305

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	99 453 434

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1504				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	199 630 000		199 630 000	Services d'ingénierie	189 673 947
2	83 253 900		83 253 900	Exploitation des services publics	82 029 395
3	14 300 000	1 000 000	15 300 000	Société ontarienne de gestion des déchets	15 300 000
	297 183 900	1 000 000	298 183 900	TOTAL POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	287 003 342

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services d'ingénierie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 180 343
Avantages sociaux		407 948
Transports et communications		150 678
Services		269 868
Fournitures et matériel		274 316
Paiements de transfert		
Capital		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
—Projets municipaux	101 262 621	
—Projets provinciaux	20 567 900	
—Études de planification de l'infrastructure	4 707 657	
—Restauration des infrastructures	3 665 221	
—Restauration des plages	22 575 138	
Priorités régionales	2 105 650	154 884 187
Prêts et dotations en capital		
Capital		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		33 692 257
		191 779 597
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 105 650
		189 673 947

Exploitation des services publics (Poste 2)	$
Traitements et salaires	27 760 550
Avantages sociaux	4 587 728
Transports et communications	1 666 411
Services	12 590 305
Fournitures et matériel	35 404 313
	82 029 395
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la *Société ontarienne de gestion des déchets*	15 300 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	287 003 342

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs :		
Programme de surveillance	2 757 539	1 493 966
Programme de construction de réseaux d'assainissement		35 118
	2 757 539	1 529 084
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage :		
Imperial Oil	46 265	
Hôpital de Credit Valley	8 409	
Ontario Hydro	1 333	227 408
Environnement Canada		119 590
Carry Services Ltd.		66 582
	56 007	413 670
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	689 337	979 129
Réseaux d'égouts	198 632	227 078
Entreprises de forage de puits	36 455	13 025
	924 424	1 219 232
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	88 799	44 632
Autres	6 117	12 950
	94 916	57 582
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	133 809 960	136 669 777
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop de subventions	231 519	617 706
Chèques annulés	93 169	97 859
Paiements tenant lieu de notes de crédit	70 941	169 263
Autres	10 236	10 951
	405 865	895 779
DIVERS		
Frais d'inscription :		
Conférence ontarienne sur les déchets industriels	50 526	46 000
Formation et accréditation	47 965	45 854
Conférence sur les transferts de technologie	6 961	6 019
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	5 751	80 781
Autres	65 284	24 952
	184 485	203 614
TOTAL DES RECETTES	138 233 196	140 988 730

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Dotations en capital au titre des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	9 862 897	13 592 240
Amortissement de projets auxquelles il était facturés au taux de service	5 283 316	4 568 421
Paiements effectués par des municipalités au Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	3 209 982	3 066 659
Virements des comptes créés à des fins spéciales — Fonds de réserve	128 074	28 592
Programme de construction de réseaux d'assainissement		934 428
Autres	5 838 385	3 832 659
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	24 322 654	26 022 999

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	919 668	805 025
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	81 626	65 834
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	57 908	15 842
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	13 227	10 084
Paiements, relatifs aux contributions en nature, effectués aux municipalités, à partir du Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisation		(1 040 629)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 072 429	(143 844)

*Ce retrait comprend des montants dépensés au Fonds du revenu consolidé, ou déposés de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-224

FORMATION PROFESSIONNELLE 4-226

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-224

SOMMAIRE 4-223

ÉTAT DES RECETTES 4-228

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
15 196 390	Administration du ministère	15 868 191	14 854 623
387 106 183	Formation professionnelle	407 728 600	399 958 214
402 302 573	**Total du ministère**	423 596 791	414 812 837
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
402 302 573	Total des dépenses	423 596 791	414 812 837

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 344 500		1 344 500	Bureau principal	988 889
2	6 248 800		6 248 800	Services administratifs et financiers	6 206 217
3	2 385 000		2 385 000	Services de communications	2 266 532
4	5 850 500		5 850 500	Analyse et planification	5 372 478
	15 828 800		15 828 800		14 834 116
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 699
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	15 868 191		15 868 191	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 854 623

Description du programme :

Ce programme vise à fournir une orientation générale pour l'élaboration de processus relatifs aux politiques et à la planification de la gestion ainsi que la recherche et les services administratifs et financiers nécessaires au fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	557 889
Avantages sociaux	114 132
Transports et communications	52 633
Services	205 083
Fournitures et matériel	59 152
	988 889

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	10 699
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 377 840
Avantages sociaux	967 858
Transports et communications	513 189
Services	797 894
Fournitures et matériel	549 436
	6 206 217

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 020 244
Avantages sociaux	173 198
Transports et communications	228 241
Services	555 588
Fournitures et matériel	289 261
	2 266 532

Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 945 189
Avantages sociaux	628 457
Transports et communications	197 430
Services	1 091 880
Fournitures et matériel	509 522
	5 372 478

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	14 854 623

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
1	325 200		325 200	Administration du programme	300 620
2	407 403 400		407 403 400	Exécution du programme	399 657 594
	407 728 600		407 728 600	TOTAL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	399 958 214

Description du programme :

Ce programme vise à créer un milieu propice à la formation afin d'améliorer la qualité des marchés du travail et de permettre aux particuliers, aux entreprises et aux travailleurs de faire concurrence dans un climat socio-économique changeant; à fournir des fonds, des services de soutien et administratifs pour la formation et l'apprentissage; à coordonner les efforts du gouvernement en matière d'alphabétisation et à administrer les programmes de formation en cours d'emploi, de soutien à l'emploi et de formation pour les jeunes.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 3402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	207 056
Avantages sociaux	65 312
Transports et communications	11 999
Services	12 013
Fournitures et matériel	4 240
	300 620

Exécution du programme (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		14 983 508
Avantages sociaux		2 107 311
Transports et communications		2 486 022
Services		6 402 845
Fournitures et matériel		3 212 868
Paiements de transfert		
Aide aux employeurs et à la communauté	23 053 744	
Encouragement à la formation	49 896 475	
Programmes d'accès	37 271 663	
Centre pour l'alphabétisation et l'enseignement de la langue	500 000	
Société ontarienne de formation	6 800 000	
Programme Transition	2 493 947	
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	116 099 999	
Programme d'apprentissage	9 998 170	
Entente sur la formation de Toyota	1 605 791	
Formation et emploi des jeunes	105 056 001	
Brigade des jeunes environnementalistes	8 162 253	360 938 043
Autres opérations		
Programme Expérience Été		9 526 997
		399 657 594
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE		399 958 214

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la Loi nationale sur la formation professionnelle		
Formation	108 719 674	114 051 082
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Chambre avec pension	41 813	12 240
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	2 531 088	2 693 370
VENTES ET LOCATIONS	5 158	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	961 244	1 404 701
Autres	166 899	63 099
	1 128 143	1 467 800
DIVERS	13 011	26 200
TOTAL DES RECETTES	112 438 887	118 250 692

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-232

POLITIQUES ET TECHNOLOGIE 4-234

ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES 4-236

EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE 4-240

INDUSTRIE DU NORD 4-242

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO 4-244

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-232, 4-244

SOMMAIRE 4-231

ÉTAT DES RECETTES 4-246

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-247

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
15 249 220	Administration du ministère	13 146 991	12 338 745
83 597 374	Politiques et technologie	105 220 700	66 081 920
54 403 461	Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries	72 378 600	47 187 410
37 245 429	Expansion de l'industrie et du commerce	51 115 700	41 513 593
2 674 171	Industrie du Nord	1 971 000	1 323 047
83 511 119	Sociétés de développement de l'Ontario	99 592 800	82 778 311
276 680 774	**Total du ministère**	343 433 991	271 223 026
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
217 488 990	Total des dépenses	270 933 991	207 670 703
59 191 784	Total des prêts et dotations en capital	72 500 000	63 544 323
276 680 774		343 433 991	271 223 026

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 621 000		1 621 000	Bureau principal	1 500 006
2	2 664 500	50 000	2 714 500	Services administratifs et financiers	2 680 905
3	1 342 500		1 342 500	Ressources humaines	1 286 365
4	1 704 300		1 704 300	Services de communications	1 700 262
5	647 500		647 500	Analyse et planification	510 336
6	911 600	70 600	982 200	Services juridiques	651 000
7	595 000		595 000	Services de vérification	570 316
8	3 469 000		3 469 000	Systèmes informatiques	3 012 297
	12 907 200	120 600	13 107 600		12 297 501
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 495
	13 026 591	120 600	13 146 991	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 338 745

Description du programme :

Ce programme fournit des services de soutien administratif, juridique, d'information, de planification intégrée et d'autres services de soutien aux programmes opérationnels et à certains organismes du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que des services de comptabilité générale au ministère du Tourisme et des Loteries et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	984 350
Avantages sociaux	128 870
Transports et communications	214 115
Services	187 394
Fournitures et matériel	83 367
	1 598 096
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 405
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 721 116
Avantages sociaux	254 526
Transports et communications	154 950
Services	729 435
Fournitures et matériel	(9 973)
	2 850 054
Moins : Remboursements d'autres activités	163 109
	2 686 945
Services humains (Poste 3)	
Traitements et salaires	892 336
Avantages sociaux	131 968
Transports et communications	50 399
Services	153 250
Fournitures et matériel	58 392
	1 286 345
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	819 921
Avantages sociaux	119 047
Transports et communications	100 035
Services	574 936
Fournitures et matériel	152 323
	1 766 262

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	379 802
Avantages sociaux	49 390
Transports et communications	1 415
Services	73 750
Fournitures et matériel	13 979
	518 336
Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	11 785
Services	824 444
Fournitures et matériel	14 771
	851 000
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	414 337
Avantages sociaux	59 124
Transports et communications	38 676
Services	42 880
Fournitures et matériel	23 293
	578 310
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 250 895
Avantages sociaux	235 851
Transports et communications	116 783
Services	653 207
Fournitures et matériel	755 561
	3 012 297
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 338 745

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2002				**PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE**	
1	303 800	100 000	403 800	Administration du programme	345 429
2	1 023 300		1 023 300	Planification stratégique et coordination	839 534
3	2 489 700		2 489 700	Politique industrielle et commerciale	2 201 654
4	16 311 900		16 311 900	Politique et développement technologiques	10 858 531
5	85 000 000		85 000 000	Fonds de technologie	71 836 772
	105 128 700	[illegible]00	105 228 700	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA TECHNOLOGIE	86 081 920

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner et d'élaborer des plans stratégiques et des politiques pour l'industrie, le commerce et la technologie; d'élaborer des politiques et des programmes visant à améliorer la croissance et la compétitivité technologique des industries de l'Ontario, et de coordonner les ressources administratives et financières dont les besoins administratifs et financiers de la Société Ortech (anciennement la Fondation de recherches de l'Ontario) et du Fonds de technologie.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	247 993
Avantages sociaux	30 230
Transports et communications	13 536
Services	32 887
Fournitures et matériel	18 783
Paiements de transfert	
Subventions spéciales de soutien à la technologie	2 000
	345 429

Planification stratégique et coordination (Poste 2)	
Traitements et salaires	561 065
Avantages sociaux	71 837
Transports et communications	25 519
Services	131 830
Fournitures et matériel	49 283
	839 534

Politique industrielle et commerciale (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 372 952
Avantages sociaux	233 685
Transports et communications	99 462
Services	423 847
Fournitures et matériel	71 708
	2 201 654

Politique et développement technologiques (Poste 4)			$
Traitements et salaires			1 469 723
Avantages sociaux			235 885
Transports et communications			248 786
Services			1 922 057
Fournitures et matériel			198 024
Paiements de transfert		$	
Société Ortech			
Capital	676 000		
Fonctionnement	3 700 000	4 376 000	
Centres de technologie de l'Ontario			
Fonctionnement		1 099 979	
Centre d'études de la production industrielle			
Fonctionnement		1 205 900	
Centres d'innovation		22 167	6 784 046
			10 858 531

Fonds de technologie (Poste 5)	
Paiements de transfert	71 836 772
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE	86 081 920

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2003				**PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES**	
1	302 900		302 900	Administration du programme	290 901
2	6 209 300		6 209 300	Petites entreprises	5 368 871
3	1 143 100		1 143 100	Secteur tertiaire	1 134 666
4	3 299 700		3 299 700	Développement des entreprises	3 075 478
5	60 306 700		60 306 700	Assistance financière aux industries	36 456 340
6	1 117 100		1 117 100	Commissaire à la restructuration industrielle	881 154
	72 370 800		72 370 800	TOTAL POUR L'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES	47 107 410

Description du programme :

Ce programme fournit aux petites entreprises et aux entrepreneurs de l'Ontario l'aide dont ils ont besoin pour assurer le démarrage et l'expansion de leurs activités, élabore des politiques et des programmes pour revitaliser le secteur tertiaire et fournit un soutien financier à des projets de développement industriel de grande envergure afin d'améliorer la capacité concurrentielle du secteur privé de l'Ontario et d'offrir un soutien à la restructuration industrielle de la province.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES — CRÉDIT 2003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		184 402
Avantages sociaux		61 220
Transports et communications		5 674
Services		5 093
Fournitures et matériel		4 512
Paiements de transfert		
Subventions de soutien au développement de l'industrie		30 000
		290 901

Petites entreprises (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 702 586
Avantages sociaux		283 670
Transports et communications		499 787
Services		1 275 386
Fournitures et matériel		634 833
Paiements de transfert	$	
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise	199 318	
Subventions de soutien aux petites entreprises	18 100	
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	60 000	
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	198 000	
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises	502 191	977 609
		5 373 871
Moins : Recouvrements d'autres ministères		25 000
		5 348 871

Secteur tertiaire (Poste 3)	
Traitements et salaires	546 746
Avantages sociaux	59 629
Transports et communications	60 238
Services	347 378
Fournitures et matériel	120 675
	1 134 666

Développement des entreprises (Poste 4)		$
Traitements et salaires		1 385 182
Avantages sociaux		180 091
Transports et communications		219 750
Services		776 464
Fournitures et matériel		423 991
Paiements de transfert:		
Subventions aux associations des secteurs		90 000
		3 075 478

Assistance financière aux industries (Poste 5)		
Traitements et salaires		138 361
Avantages sociaux		18 134
Transports et communications		4 675
Services		17 391
Fournitures et matériel		2 320
Autres opérations	$	
Capital		
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries	2 143 831	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	87 305	2 231 136
Prêts et dotations en capital		
Capital	$	
Prêts — Assistance financière aux industries	26 949 597	
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	494 726	
Fonctionnement		
Prêts — Assistance financière aux industries	6 600 000	34 044 323
		36 456 340

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES — CRÉDIT 2003 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commissaire à la restructuration industrielle (Poste 6)	$
Traitements et salaires	389 319
Avantages sociaux	68 458
Transports et communications	51 293
Services	346 347
Fournitures et matériel	30 725
	886 142
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 988
	881 154
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES	47 187 410

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2004				**PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**	
1	605 300		605 300	Administration du programme	521 861
2	34 523 900		34 523 900	Activités internationales	27 374 897
3	11 946 000		11 946 000	Investissement et activités régionales . . .	9 580 434
4	3 540 500	500 000	4 040 500	Société internationale de l'Ontario	4 036 401
	50 615 700	500 000	51 115 700	TOTAL POUR L'EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	41 513 593

Description du programme :

Ce programme facilite la croissance des entreprises et des organisations de l'Ontario et renforce leur position concurrentielle en les aidant à développer et à élargir leurs activités dans le secteur des ventes à l'exportation; en encourageant les investissements provenant de sources diverses et en renforçant la compétitivité des industries locales, de façon à améliorer les possibilités d'emploi et à augmenter les recettes de la province.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE — CRÉDIT 2004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		363 007
Avantages sociaux		92 054
Transports et communications		32 787
Services		26 983
Fournitures et matériel		7 030
		521 861

Activités internationales (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 400 927
Avantages sociaux		717 062
Transports et communications		3 759 871
Services		16 497 209
Fournitures et matériel		1 671 502
Paiements de transfert	$	
Jiangsu, Chine-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie	32 564	
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique/Prise de contact	295 762	328 326
		27 374 897

Investissement et activités régionales (Poste 3)		$
Traitements et salaires		4 164 078
Avantages sociaux		792 325
Transports et communications		620 556
Services		585 120
Fournitures et matériel		301 313
Paiements de transfert	$	
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario subventions d'immobilisation	587 793	
Subventions de programmes	342 474	
Fonctionnement		
Programme de stagiaires en commerce international	1 748 842	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce	2 179 983	4 859 092
		11 322 485
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 742 050
		9 580 434

Société internationale de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 422 381
Avantages sociaux	195 493
Transports et communications	390 496
Services	416 670
Fournitures et matériel	103 111
Paiements de transfert	
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique/Ambassadeurs pour l'avenir	48 235
Autres opérations	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — subventions remboursables	1 460 015
	4 036 401
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	41 513 593

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2005				**PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD**	
1	437 500		437 500	Administration du programme	411 335
2	1 533 500		1 533 500	Région du Nord	911 712
	1 971 000		1 971 000	TOTAL POUR L'INDUSTRIE DU NORD	1 323 047

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation de tous les programmes du ministère exécutés par l'entremise des bureaux locaux du Nord de l'Ontario et de participer à l'élaboration des politiques, stratégies et programmes gouvernementaux visant à élargir la base industrielle du Nord.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD — CRÉDIT 2005

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	289 239
Avantages sociaux	40 438
Transports et communications	36 258
Services	43 431
Fournitures et matériel	1 969
	411 335

Région du Nord (Poste 2)	$
Traitements et salaires	507 252
Avantages sociaux	68 441
Transports et communications	143 970
Services	121 206
Fournitures et matériel	70 843
	911 712
TOTAL POUR LE PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD	1 323 047

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2006				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
1	39 320 600		39 320 600	Société de développement de l'Ontario	28 019 238
2	3 206 600	2 235 000	5 441 600	Société de développement du Nord de l'Ontario	4 962 017
3	3 770 500	125 000	3 895 500	Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 889 803
4	11 935 100		11 935 100	Société Innovation Ontario	7 763 193
	58 232 800	2 360 000	60 592 800		44 634 251
L	13 100 000		13 100 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	12 291 588
L	7 200 000		7 200 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	6 017 865
L	8 300 000		8 300 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	8 157 190
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	1 823 731
L	7 600 000		7 600 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	9 051 222
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	802 464
	97 232 800	2 360 000	99 592 800	TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	82 778 311

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux chefs d'entreprises de l'Ontario exploitant les technologies modernes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3006

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)		**$**
Traitements et salaires		6 428 849
Avantages sociaux		962 581
Transports et communications		452 981
Services		2 217 662
Fournitures et matériel		1 029 514
Paiements de transfert	$	
Subside de garantie	287 224	
Nouvelles entreprises	177 730	464 954
Autres opérations	$	
Aide à Allelix en faveur de la biotechnologie	1 860 000	
Garanties honorées — Nouvelles entreprises et autres	14 070 697	
Bonifications d'intérêt	532 000	16 462 697
		28 019 230
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		6 017 865
Prêts et donations en capital		
Capital		
Programme de prêts		12 291 500
Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		675 520
Avantages sociaux		93 698
Transports et communications		211 912
Services		189 808
Fournitures et matériel		61 241
Paiements de transfert		
Subside de garantie		52 369
Autres opérations	$	
Garanties honorées	2 451 601	
Bonifications d'intérêts	1 228 000	3 679 601
		4 962 017
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		1 623 731
Prêts et donations en capital		
Capital		
Programme de prêts		8 157 100

Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		**$**
Traitements et salaires		496 509
Avantages sociaux		69 708
Transports et communications		139 752
Services		114 592
Fournitures et matériel		99 113
Paiements de transfert		
Subside de garantie		774 700
Autres opérations	$	
Garanties honorées	202 429	
Bonifications d'intérêt	1 995 000	2 197 429
		3 889 803
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		802 464
Prêts et donations en capital		
Capital		
Programme de prêts		9 051 222
Société Innovation Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		939 520
Avantages sociaux		115 730
Transports et communications		139 143
Services		452 810
Fournitures et matériel		62 932
Autres opérations		
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique		6 053 072
		7 763 193
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO		82 770 311

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme Échanges Canada — Prêt de services	12 000	51 663
	12 000	51 663
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — traitements et avantages sociaux	1 111 527	1 159 003
Programme du Centre Innovation	76 600	
Educatouch Ltée — Prêt de services	66 067	73 030
Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce — Subventions remboursables	42 935	33 615
Association internationale pour le développement de la Banque mondiale	6 968	
Saugeen Economic Development Corporation — Prêt de services	3 365	12 789
Secrétariat municipal du sommet économique		500 000
Autres	5 366	599
	1 314 928	1 779 236
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	117 600	193 645
Accès à l'information	192	569
Accord conclu avec les États-Unis sur l'assurance de produits		36 133
	117 682	230 147
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	226 561	230 769
Vente de mobilier et de véhicules excédentaires	7 166	54 596
Revente de papier en stock	7 000	
Location du bureau de San Francisco		23 916
Autres	4 515	1 672
	245 242	310 949
REDEVANCES	1 000	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fonds d'investissement pour le Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario	7 300 000	
Centre de technologie de microélectronique de l'Ontario	110 714	
Centre de technologie des pièces automobiles de l'Ontario	55 703	
Remboursements de dépôts de garantie	63 986	56 670
Remboursements de fournisseurs	10 321	48 699
Remboursement de frais — Sociétés de développement	8 530	217 465
Programme de stages		14 950
Autres	17 315	24 564
	7 574 569	362 576
DIVERS		
Sociétés de développement — Dividende	30 000 000	10 000 000
Autres	15 360	14 603
	30 015 360	10 014 603
TOTAL DES RECETTES	47 261 067	12 757 354

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Dépôts en vertu du contrat — Bureau de New Delhi	1 799	
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 799	

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-252

NORMES FINANCIÈRES 4-254

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-252, 4-254

SOMMAIRE 4-251

ÉTAT DES RECETTES 4-256

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-256

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
5 035 141	Administration du ministère	5 352 697	5 472 219
31 736 538	Normes financières	36 587 300	60 921 119
36 771 679	**Total du ministère**	41 939 997	66 393 338
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
36 771 679	Total des dépenses	41 939 997	41 393 338
	Total des prêts avances et dotations en capital		25 000 000
36 771 679		41 939 997	66 393 338

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	610 400	119 000	729 400	Bureau principal	678 198
2	2 512 400	78 300	2 590 700	Services administratifs et financiers	2 455 906
3	958 500	21 000	979 500	Analyse et planification	1 149 846
4	1 031 600	12 200	1 043 800	Services juridiques	1 178 461
	5 112 900	230 500	5 343 400		5 462 411
L.	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	5 122 197	230 500	5 352 697	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 472 219

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt et des assurances. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	413 532
Avantages sociaux	54 867
Transports et communications	56 941
Services	111 044
Fournitures et matériel	41 814
	678 198
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 486 269
Avantages sociaux	282 595
Transports et communications	90 703
Services	441 050
Fournitures et matériel	127 888
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	35 000
	2 463 505
Moins : Recouvrements d'autres ministères	7 599
	2 455 906

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	786 454
Avantages sociaux	103 355
Transports et communications	33 744
Services	136 652
Fournitures et matériel	89 641
	1 149 846
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	40 769
Avantages sociaux	1 477
Transports et communications	28 657
Services	1 082 603
Fournitures et matériel	24 955
	1 178 461
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 472 219

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**	
1	6 605 600		6 605 600	Établissements de dépôt	7 429 545
2	4 678 100		4 678 100	Assurances	5 766 543
3	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
4	12 366 300	1 009 900	13 376 200	Valeurs mobilières	13 543 170
5	5 498 900		5 498 900	Régimes de retraite	4 483 452
6	6 427 500		6 427 500	Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario	4 698 409
	35 577 400	1 009 900	36 587 300		35 921 119
L				Prêt au Fonds de garantie des prestations de retraite	25 000 000
	35 577 400	1 009 900	36 587 300	TOTAL POUR LES NORMES FINANCIÈRES	60 921 119

Description du programme :

Ce programme consiste en six types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés. Il administre également la Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario qui est responsable de tenir des audiences publiques et de fixer des taux équitables et raisonnables.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Établissements de dépôt (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 545 210
Avantages sociaux	538 643
Transports et communications	277 960
Services	1 892 619
Fournitures et matériel	182 905
Paiements de transfert	
Intérêts sur les emprunts de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts	992 208
	7 429 545

Assurances (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 194 501
Avantages sociaux	439 694
Transports et communications	197 05[illegible]
Services	1 604 767
Fournitures et matériel	330 529
	5 766 543

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 042 031
Avantages sociaux	145 438
Transports et communications	48 730
Services	1 136 053
Fournitures et matériel	46 392
	2 418 644
Moins : Recouvrement de dépenses administratives	2 418 644

Valeurs mobilières (Poste 4)	$
Traitements et salaires	7 480 540
Avantages sociaux	1 031 427
Transports et communications	470 994
Services	3 580 713
Fournitures et matériel	979 496
	13 543 170

Régimes de retraite (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 720 927
Avantages sociaux	333 244
Transports et communications	173 312
Services	693 926
Fournitures et matériel	562 043
	4 483 452

Crédits législatifs	
Prêt au fonds de garantie des prestations de retraite	25 000 000

Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 938 696
Avantages sociaux	280 733
Transports et communications	180 667
Services	1 999 645
Fournitures et matériel	263 668
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	35 000
	4 698 409

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES	60 921 119

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECETTES FISCALES		
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées	1 896 415	1 720 371
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Compagnies de prêt et de fiducie	6 557	110 540
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les valeurs mobilières	16 843 595	13 169 297
Loi sur les régimes de retraite	3 325 139	2 512 670
Loi sur les assurances	3 245 219	3 396 141
Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	818 870	731 031
Loi sur les courtiers en hypothèques	180 613	58 225
Loi sur les contrats de placement	50 585	54 075
Loi sur les coopératives	13 465	18 149
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	6 700	8 700
Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés	800	
	24 484 986	19 948 288
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances	11 267	12 558
Loi sur la vente à terme de marchandises		242 001
	11 267	254 559
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	15 911	11 960
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 631	18 563
DIVERS	56 578	28 142
TOTAL DES RECETTES	26 474 345	22 092 423

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	6 812 691	6 491 109
Montants non réclamés — Credit Unions	12 391	28 446
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	6 825 082	6 519 555

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-260
- SERVICES DU BÂTIMENT 4-262
- LOGEMENTS SOCIAUX 4-264
- APPUI AU LOGEMENT 4-266
- POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS 4-268
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-260
- SOMMAIRE 4-259

ÉTAT DES RECETTES 4-270

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-270

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMMES	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
21 908 294	Administration du ministère	25 164 491	22 436 554
6 492 817	Industrie du bâtiment	4 689 800	4 183 955
353 269 508	Logements sociaux	459 367 300	456 205 579
2 821 177	Appui au logement	7 686 700	3 457 397
36 920 352	Politique de logement et révision des loyers	49 120 500	36 235 815
421 412 148	**Total du ministère**	545 948 791	526 519 300
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
421 412 148	Total des dépenses	545 948 791	526 519 300

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1901				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	1 165 700	65 000	1 230 700	Bureau principal	1 220 653
2	3 033 400	54 000	3 087 400	Services de communications	2 714 569
3	8 363 600		8 363 600	Services administratifs et financiers	6 926 352
4	1 861 700	136 900	1 998 600	Ressources humaines	1 955 439
5	6 654 100		6 654 100	Systèmes informatiques	6 532 337
6	1 167 100	142 900	1 310 000	Services juridiques	1 242 225
7	937 100		937 100	Services de vérification	688 630
8	1 478 900		1 478 900	Analyse et planification	1 297 215
	24 681 600	443 500	25 125 100		22 305 400
L.	30 056		30 056	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L.	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 405
	24 720 953	443 500	25 164 453	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 430 554

Description du programme :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministre du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en œuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministre du Logement et au ministre des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	865 538
Avantages sociaux	171 997
Transports et communications	50 463
Services	95 562
Fournitures et matériel	45 093
	1 228 653
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 405
Services de communications (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 259 895
Avantages sociaux	153 108
Transports et communications	66 372
Services	1 749 748
Fournitures et matériel	85 426
	3 314 549
Moins : Recouvrements d'autres activités	600 000
	2 714 549
Services administratifs et financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 399 029
Avantages sociaux	880 282
Transports et communications	683 534
Services	4 026 343
Fournitures et matériel	763 265
	11 752 453
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 816 101
	6 936 352
Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 364 740
Avantages sociaux	297 072
Transports et communications	68 915
Services	290 493
Fournitures et matériel	163 465
	3 184 685
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 229 246
	1 955 439

Systèmes informatiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	3 074 925
Avantages sociaux	511 050
Transports et communications	662 141
Services	6 228 577
Fournitures et matériel	340 256
	10 816 949
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 284 612
	6 532 337
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	187 500
Avantages sociaux	3 743
Transports et communications	19 202
Services	1 638 207
Fournitures et matériel	60 572
	1 909 224
Moins : Recouvrements d'autres activités	666 999
	1 242 225
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	845 215
Avantages sociaux	144 634
Transports et communications	67 093
Services	41 124
Fournitures et matériel	19 965
	1 118 031
Moins : Recouvrements d'autres activités	629 401
	488 630
Analyse et planification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 029 131
Avantages sociaux	111 735
Transports et communications	24 379
Services	73 116
Fournitures et matériel	58 854
	1 297 215
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 436 554

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT**	
1	3 984 800	625 000	4 609 800	Services des bâtiments	4 183 955
	3 984 800	625 000	4 609 800	TOTAL POUR LES SERVICES DU BÂTIMENT	4 183 955

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des modifications aux statuts et règlements, des politiques et des normes régissant la construction de nouveaux immeubles, les matériaux de construction et la rénovation afin d'assurer la sécurité publique des immeubles et d'augmenter la productivité et l'efficacité de l'industrie du bâtiment. Il comprend également l'administration des codes du bâtiment et de la plomberie de l'Ontario, la réforme de la réglementation et fournit des services consultatifs, d'éducation et de formation à l'industrie du bâtiment.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT — CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services des bâtiments (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 066 563
Avantages sociaux		377 553
Transports et communications		225 342
Services		1 133 306
Fournitures et matériel		89 333
Paiements de transfert	$	
Améliorations aux réglements municipaux relatifs au bâtiment	191 856	
Institut canadien de l'énergie du bois	100 000	291 856
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT		4 183 955

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1983				PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX	
1	616 100		616 100	Administration du programme	588 016
2	237 510 000	6 084 500	243 684 500	Opérations régionales de logement	242 913 520
3	116 100		116 100	Services d'appui technique	87 681
4	400 600		400 600	Élaboration de programmes de logement	186 362
5	212 912 000	1 516 000	214 430 000	Société de logement de l'Ontario	214 430 000
	451 754 800	7 612 500	459 367 300	TOTAL POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX	458 205 579

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement sans but lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en œuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements sociaux destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur permettre de se loger décemment et à un prix abordable.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		416 548
Avantages sociaux		144 665
Transports et communications		34 615
Services		79 960
Fournitures et matériel		42 228
		718 016
Moins : Recouvrements d'autres activités		130 000
		588 016

Opérations régionales de logement (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		12 621 896
Avantages sociaux		1 758 060
Transports et communications		1 351 676
Services		3 362 028
Fournitures et matériel		976 774
Paiements de transfert		
Capital		
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	243 079	
Aide financière à l'aménagement de logements sociaux	203 240	
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	474 858	
Fonctionnement		
Aide à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	473 950	
Subventions à des organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif	1 300 005	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	155 658 887	158 354 019
Autres opérations	$	
Capital		
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	4 818 769	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	30 076 505	
Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif	34 958 393	69 853 067
		248 277 520
Moins : Recouvrements d'autres activités		5 364 000
		242 913 520

Services d'appui techniques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 419 036
Avantages sociaux	305 897
Transports et communications	123 145
Services	308 406
Fournitures et matériel	156 197
	2 312 681
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 225 000
	87 681

Élaboration de programmes de logement (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 594 562
Avantages sociaux	240 334
Transports et communications	152 190
Services	404 076
Fournitures et matériel	129 400
	2 520 562
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 334 200
	186 362

Société de logement de l'Ontario (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Réparation des logements publics	36 368 000
Développement du logement rural	5 600 000
Fonctionnement	
Paiements au titre de supplément au loyer	49 031 000
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	123 431 000
	214 430 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX	458 205 579

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT**	
1	83 500	152 000	235 500	Administration du programme	203 394
2	327 800	471 600	799 400	Priorité au logement	510 654
3	6 651 800		6 651 800	Accords sur le logement	2 743 349
	7 063 100	623 600	7 686 700	TOTAL POUR L'APPUI AU LOGEMENT	3 457 397

Description du programme :

Ce programme vise à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à influer sur l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec les municipalités, le secteur à but non lucratif, les institutions publiques et religieuses, le secteur privé et autres dans le but de fournir des logements abordables.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	108 039
Avantages sociaux	6 149
Transports et communications	6 160
Services	82 501
Fournitures et matériel	545
	203 394

Priorité au logement (Poste 2)	
Traitements et salaires	194 062
Avantages sociaux	25 438
Transports et communications	6 980
Services	189 580
Fournitures et matériel	94 594
	510 654

Accords sur le logement (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		385 601
Avantages sociaux		6 207
Transports et communications		37 812
Services		88 135
Fournitures et matériel		11 121
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour la mise en oeuvre des accords sur l'appui au logement	1 140 400	
Fonctionnement		
Subventions pour les initiatives d'appui au logement	1 074 073	2 214 473
		2 743 349

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT	3 457 397

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1985				**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS**	
1	451 100		451 100	Administration du programme	391 988
2	7 500 600		7 500 600	Politique de développement du marché des logements	4 127 698
3	26 304 200		26 304 200	Réglementation des loyers	23 120 903
4	14 864 600		14 864 600	Conseils de révision des loyers	10 595 226
	49 120 500		49 120 500	TOTAL POUR LA POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS	38 235 815

Description du programme :

Ce programme a entre autres pour objectif d'élaborer et de recommander des politiques, des stratégies et des programmes visant à favoriser et à faciliter l'offre en Ontario de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation optimale des logements existants. Il coiffe également la mise en application de la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation, aux fins de laquelle il prend des décisions sur les demandes de révision des loyers et autres présentées par les locateurs et les locataires; il conseille le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; il élabore des politiques relatives à la révision des loyers; il gère le registre des loyers d'habitation; et enfin, il examine et recommande les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection du logement locatif et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi. Ce programme coiffe en outre le Conseil de révision des loyers, qui entend les appels des décisions de révision des loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle, qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS — CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		260 129
Avantages sociaux		36 012
Transports et communications		5 233
Services		50 985
Fournitures et matériel		39 629
		391 988

Politique de développement du marché des logements (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 063 226
Avantages sociaux		119 657
Transports et communications		54 014
Services		1 414 071
Fournitures et matériel		65 180
Paiements de transfert		
Capital		
Projets pilotes illustrant des formules de logement innovatrices	94 000	
Fonctionnement		
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	1 317 550	1 411 550
		4 127 698

Réglementation des loyers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	14 457 689
Avantages sociaux	1 869 740
Transports et communications	2 066 435
Services	3 583 497
Fournitures et matériel	1 143 542
	23 120 903

Conseils de révision des loyers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	5 911 808
Avantages sociaux	693 825
Transports et communications	776 884
Services	2 459 636
Fournitures et matériel	753 073
	10 595 226

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT	38 235 815

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Frais administratifs—logements sans but lucratif	55 683 026	23 056 329
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Aide à l'aménagement de logements sociaux	12 661 247	9 226 094
Régime Canada-Ontario de construction de logements locatifs	1 832 300	
Remboursement — Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	1 499 123	826 604
Projet de conversion des locaux locatifs non résidentiels	1 142 563	772 705
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — municipalités	308 574	2 284 925
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	258 481	265 380
Projet pilote de remise en état des logements locatifs	178 951	220 436
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	21 850	6 926
Autres	2 504 218	2 483 960
	20 407 307	16 087 030
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 477	3 200
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	55 325	48 762
Autres	96 538	13 045
	151 863	61 807
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	203 268	293 472
DIVERS	185 334	368 875
TOTAL DES RECETTES	76 633 275	39 870 713

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Société de logement de l'Ontario	41 067	24 852
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	41 067	24 852

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-274

SOMMAIRE 4-273

ÉTAT DES RECETTES 4-276

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
4 188 467	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	6 313 700	6 075 202
4 188 467	**Total pour l'Office des affaires autochtones**	6 313 700	6 075 202
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 188 467	Total des dépenses	6 313 700	6 075 202

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	6 313 700		6 313 700	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	6 075 202
	6 313 700		6 313 700	TOTAL POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	6 075 202

Description du programme :

La direction générale des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au ministre responsable des Affaires autochtones. La direction générale élabore les politiques relatives aux affaires autochtones en général, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, et négocie les revendications territoriales.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 370 455
Avantages sociaux		155 755
Transports et communications		267 812
Services		511 017
Fournitures et matériel		160 782
Paiements de transfert		
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	1 086 183	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	9 000	
Community Agreements	1 062 000	
Chiefs of Ontario	254 200	
Ontario Native Women's Association	386 300	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	463 700	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	31 426	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par la mercure dans la région d'Islington/ Grassy Narrows	5 000	
Participation économique des autochtones	372 683	3 671 381
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		6 075 202

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		17 408
DIVERS		257
TOTAL DES RECETTES		17 665

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-280

DÉPENSES EN VERTU DE LA LOI 4-280

SOMMAIRE 4-279

ÉTAT DES RECETTES 4-282

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
16 235 451	Office de la condition féminine	17 790 800	17 070 450
16 235 451	**Total pour l'Office de la condition féminine**	17 790 800	17 070 450
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
16 235 451	Total des dépenses	17 790 800	17 070 450

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3901				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	16 149 900	1 079 500	17 229 400	Direction générale de la condition féminine	16 527 545
2	561 400		561 400	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	527 283
	16 711 300	1 079 500	17 790 800		17 054 828
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 570
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	5 052
	16 711 300	1 079 500	17 790 800	TOTAL POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	17 070 450

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi et la violence dans le contexte familial; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 3901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Direction générale de la condition féminine (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 970 996
Avantages sociaux	595 524
Transports et communications	423 370
Services	4 237 598
Fournitures et matériel	781 400
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	5 518 657
	16 527 545
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	10 570
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	5 052

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 2)	$
Traitements et salaires	165 685
Avantages sociaux	21 634
Transports et communications	95 737
Services	186 032
Fournitures et matériel	58 195
	527 283
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	17 070 450

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		1 186
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		11 680
DIVERS	780	
TOTAL DES RECETTES	780	12 866

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES 4-286

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-286

SOMMAIRE 4-285

ÉTAT DES RECETTES 4-288

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
6 415 046	Office des personnes âgées	9 440 211	7 374 425
6 415 046	**Total pour l'Office des personnes âgées**	9 440 211	7 374 425
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 415 046	Total des dépenses	9 440 211	7 374 425

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	430 600		430 600	Bureau principal	369 311
2	8 116 500		8 116 500	Services généraux	6 159 898
3	845 000	33 000	878 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	824 625
	9 392 100	33 000	9 425 100		7 353 834
L.	15 111		15 111	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	15 942
L.				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 649
	9 407 211	33 000	9 440 211	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	7 374 425

Description du programme :

L'Office centralise les principales mesures prises par le gouvernement en faveur des personnes âgées. Il est notamment responsable de l'élaboration des politiques, de la conception de programmes, de la planification stratégique, de la diffusion de renseignements et de la mise sur pied d'activités promotionnelles à l'intention des personnes âgées.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	257 696
Avantages sociaux	12 086
Transports et communications	63 185
Services	28 335
Fournitures et matériel	8 009
	369 311
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 649

Services généraux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 768 698
Avantages sociaux	207 766
Transports et communications	330 775
Services	1 325 014
Fournitures et matériel	458 362
Paiements de transfert	
Capital Fonds d'accès aux installations	2 145 624
	6 236 239
Moins : Recouvrements d'autres ministères	76 341
	6 159 898

Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (Poste 3)	
Traitements et salaires	100 364
Avantages sociaux	14 788
Transports et communications	387 737
Services	122 136
Fournitures et matériel	199 580
	824 625
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	7 374 425

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		505
TOTAL DES RECETTES		505

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES 4-292

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-292

SOMMAIRE 4-291

ÉTAT DES RECETTES 4-294

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMME	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
6 950 095	Office des personnes handicapées	7 888 111	7 624 511
6 950 095	**Total pour l'Office des personnes handicapées**	7 888 111	7 624 511
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 950 095	Total des dépenses	7 888 111	7 624 511

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES**	
1	441 700		441 700	Bureau principal	408 986
2	7 161 500		7 161 500	Services généraux	6 948 945
3	255 800	14 000	269 800	Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	245 586
	7 859 000	14 000	7 873 000		7 603 517
L.	15 111		15 111	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	15 942
L.				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	5 052
	7 874 111	14 000	7 888 111	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	7 624 511

Description du programme :

L'Office des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue de ces personnes lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions. Il assure également le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter, et élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées. L'Office assure en outre la liaison avec la collectivité par l'entremise du Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées et d'autres groupes chargés de les représenter. Le Conseil fournit au ministre les avis dont celui-ci peut avoir besoin.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	291 522
Avantages sociaux	19 263
Transports et communications	38 427
Services	31 223
Fournitures et matériel	28 551
	408 986
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	5 052

Services généraux (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 416 725
Avantages sociaux		186 508
Transports et communications		192 154
Services		836 954
Fournitures et matériel		350 661
Paiements de transfert		
Capital		
Fonds d'accès aux installations	2 251 582	
Fonctionnement		
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	1 164 361	
Subvention versée au Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	210 000	
Liaison-logement	340 000	3 965 943
		6 948 945

Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées (Poste 3)	
Traitements et salaires	111 954
Avantages sociaux	14 288
Transports et communications	46 923
Services	61 403
Fournitures et matériel	11 018
	245 586
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	7 624 511

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990	1989
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	19 160	1 330
TOTAL DES RECETTES	19 160	1 330

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AVOCAT DE LA COURONNE 4-298

SERVICES ADMINISTRATIFS 4-300

SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR 4-302

SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-304

SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-306

ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-308

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS 4-312

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-298, 4-304, 4-308

SOMMAIRE 4-297

ÉTAT DES RECETTES 4-314

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
115 667 318	Avocat de la Couronne	141 320 691	140 485 714
23 349 467	Services administratifs	23 374 900	21 939 997
15 726 326	Services du tuteur et curateur	19 360 100	18 599 580
52 926 564	Services juridiques de la Couronne	69 586 900	71 573 007
3 142 693	Services du conseiller législatif	3 995 600	3 992 332
184 862 051	Administration des tribunaux	217 055 500	213 864 293
19 650 335	Tribunaux administratifs	23 106 700	22 124 042
415 324 754	**Total du ministère**	497 800 391	492 578 965
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
415 324 754	Total des dépenses	497 800 391	492 578 965

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
1	1 087 000		1 087 000	Procureur général	924 395
2	3 927 700	254 300	4 182 000	Sous-procureur général	3 973 194
3	125 893 200	2 325 900	128 219 100	Élaboration des politiques	128 173 095
4	1 325 900	136 100	1 462 000	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 461 497
5	2 489 900	3 841 300	6 331 200	Commissions royales	5 913 427
	134 723 700	6 557 600	141 281 300		140 445 608
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 357
	134 763 091	6 557 600	141 320 691	TOTAL POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	140 485 714

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Procureur général (Poste 1)		$
Traitements et salaires		664 975
Avantages sociaux		45 200
Transports et communications		59 053
Services		83 778
Fournitures et matériel		71 389
		924 395
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 357
Sous-procureur général (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 790 915
Avantages sociaux		393 289
Transports et communications		197 428
Services		393 881
Fournitures et matériel		163 181
Paiements de transfert	$	
Subventions—Conseil canadien d'information juridique	25 000	
Subventions pour projets spéciaux	9 500	34 500
		3 973 194

Élaboration des politiques (Poste 3)		$
Traitements et salaires		1 760 847
Avantages sociaux		214 000
Transports et communications		85 431
Services		507 575
Fournitures et matériel		277 169
Paiements de transfert	$	
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	100 000	
Contribution au Fonds d'aide juridique	125 686 800	125 786 800
		128 631 822
Moins : Recouvrements d'autres ministères		458 727
		128 173 095
Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)		
Traitements et salaires		875 188
Avantages sociaux		96 200
Transports et communications		41 096
Services		260 475
Fournitures et matériel		188 538
		1 461 497
Commissions royales (Poste 5)		
Traitements et salaires		440 858
Avantages sociaux		19 741
Transports et communications		125 017
Services		5 216 406
Fournitures et matériel		111 405
		5 913 427
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE		140 485 714

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
1	2 707 600		2 707 600	Bureau principal	1 776 662
2	4 901 600	404 800	5 306 400	Services administratifs et financiers	5 273 867
3	2 623 800	110 000	2 733 800	Ressources humaines	2 683 225
4	3 255 700	325 000	3 580 700	Services de communications	3 575 764
5	1 226 600		1 226 600	Services de vérification	1 127 083
6	7 567 100	252 700	7 819 800	Systèmes informatiques	7 503 396
	22 282 400	1 092 500	23 374 900	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	21 939 997

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 30i

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	775 110
Avantages sociaux	66 947
Transports et communications	115 544
Services	733 494
Fournitures et matériel	184 813
Paiements de transfert	
Subventions à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	90 000
	1 965 908
Moins : Recouvrements d'autres ministères	189 246
	1 776 662

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 848 705
Avantages sociaux	359 509
Transports et communications	183 118
Services	632 834
Fournitures et matériel	809 276
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	1 320
	5 834 842
Moins : Recouvrements d'autres ministères	560 975
	5 273 867

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 010 954
Avantages sociaux	214 615
Transports et communications	69 806
Services	71 505
Fournitures et matériel	336 345
	2 683 225

Services de communications (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		580 677
Avantages sociaux		51 566
Transports et communications		137 577
Services		1 764 854
Fournitures et matériel		572 587
Paiements de transfert		
Soutien aux groupes communautaires et de citoyens	428 513	
Association du Barreau canadien	24 990	
Théâtre Trinity	15 000	468 503
		3 575 764

Services de vérification (Poste 5)	
Traitements et salaires	845 747
Avantages sociaux	131 047
Transports et communications	84 372
Services	18 053
Fournitures et matériel	47 864
	1 127 083

Systèmes informatiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 029 583
Avantages sociaux	397 380
Transports et communications	430 596
Services	2 640 757
Fournitures et matériel	1 005 080
	7 503 396

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	21 939 997

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR**	
1	9 759 600		9 759 600	Tuteur public	9 673 255
2	9 119 300		9 119 300	Curateur public	8 456 877
3	481 000		481 000	Comptable de la Cour suprême	469 448
	19 360 100		19 360 100	TOTAL POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR	18 599 580

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des œuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR — CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 744 259
Avantages sociaux	411 988
Transports et communications	192 513
Services	4 973 315
Fournitures et matériel	401 063
	9 722 980
Moins : Remboursements d'autres ministères	49 770
	9 673 210

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 289 162
Avantages sociaux	763 082
Transports et communications	369 052
Services	440 346
Fournitures et matériel	504 387
	8 456 677

Comptable de la Cour suprême (Poste 3)	$
Traitements et salaires	297 346
Avantages sociaux	39 290
Transports et communications	7 777
Services	102 049
Fournitures et matériel	22 986
	469 448
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	18 599 580

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	51 674 200	6 436 000	58 110 200	Droit criminel	57 855 799
2	5 265 900	374 600	5 640 500	Droit civil	5 427 428
3	1 905 500	446 000	2 351 500	Droit constitutionnel et politiques	2 282 853
4	425 700	3 057 000	3 482 700	Services juridiques fournis à d'autres ministères	3 274 107
	59 271 300	10 313 600	69 584 900		68 840 187
L.	1 000		1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	641 163
L.	1 000		1 000	Loi sur les actions contre la Couronne	2 091 657
	59 273 300	10 313 600	69 586 900	TOTAL POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	71 573 007

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Droit criminel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	37 740 840
Avantages sociaux	5 063 525
Transports et communications	2 578 680
Services	9 636 568
Fournitures et matériel	2 835 986
	57 855 799
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	641 163

Droit civil (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 240 699
Avantages sociaux	518 861
Transports et communications	191 680
Services	235 344
Fournitures et matériel	240 844
	5 427 428

Droit constitutionnel et politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 630 382
Avantages sociaux	139 066
Transports et communications	88 919
Services	261 931
Fournitures et matériel	162 555
	2 282 853
Crédits législatifs	
Loi sur les instances introduites contre la Couronne	2 091 657

Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 4)	$
Traitements et salaires	21 138 803
Avantages sociaux	3 457 393
Transports et communications	7 548
Services	109 969
Fournitures et matériel	55 000
	24 768 713
Moins : Recouvrements d'autres ministères	21 494 606
	3 274 107

Administration	$	
Traitements et salaires	224 174	
Avantages sociaux	25 578	
Transports et communications	7 531	
Services	59 331	
Fournitures et matériel	47 003	363 617

Directions des services juridiques	$	
Traitements et salaires	20 914 629	
Avantages sociaux	3 431 815	
Transports et communications	17	
Services	50 638	
Fournitures et matériel	7 997	
	24 405 096	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	21 494 606	2 910 490
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE		71 573 007

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	3 890 600	105 000	3 995 600	Services du conseiller législatif	3 902 332
	3 890 600	105 000	3 995 600	TOTAL POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	3 902 332

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 598 541
Avantages sociaux	242 728
Transports et communications	95 490
Services	622 055
Fournitures et matériel	433 518
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	3 992 332

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
1	10 815 200	82 500	10 897 700	Administration du programme	9 137 721
2	190 860 700		190 860 700	Administration de la justice	189 681 515
3	14 593 100		14 593 100	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	14 315 661
	216 269 000	82 500	216 351 500		213 134 897
L	211 500		211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	222 887
L	492 500		492 500	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	506 509
	216 973 000	82 500	217 055 500	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	213 864 293

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 673 296
Avantages sociaux	231 160
Transports et communications	173 224
Services	1 098 235
Fournitures et matériel	430 196
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 579 641
Paiements de transfert	
Programme des travailleurs judiciaires autochtones	951 969
	9 137 721

Administration de la justice (Poste 2)	
Traitements et salaires	115 752 889
Avantages sociaux	18 121 152
Transports et communications	7 770 592
Services	36 376 134
Fournitures et matériel	10 774 931
Paiements de transfert	885 817
	189 681 515

Administration	$	$	
Traitements et salaires		2 419 835	
Avantages sociaux		9 763 584	
Transports et communications		692 438	
Services		2 619 467	
Fournitures et matériel		4 258 545	
Subventions	$		
Réseau pour les initiatives communautaires de justice et de la solution des conflits	500 000		
Première nation Sandy Lake	100 000		
Première nation Attawapskat	100 000	700 000	20 453 869

Cour suprême de l'Ontario	$	
Traitements et salaires	10 295 297	
Avantages sociaux	543 338	
Transports et communications	878 435	
Services	2 694 415	
Fournitures et matériel	700 948	
Paiements de transfert	$	
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300	13 300	15 125 733

Cours de district	$	$
Traitements et salaires	33 166 452	
Avantages sociaux	26 295	
Transports et communications	1 633 577	
Services	8 112 148	
Fournitures et matériel	2 401 827	
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	10 000	45 350 299

Cours provinciales (Civile)	$	
Traitements et salaires	1 700 956	
Avantages sociaux	388 881	
Transports et communications	118 296	
Services	2 619 472	
Fournitures et matériel	335 682	5 163 287

Cours provinciales (Criminelle et famille)	$	$
Traitements et salaires	68 170 349	
Avantages sociaux	7 399 054	
Transports et communications	4 447 846	
Services	20 330 632	
Fournitures et matériel	3 077 929	
Paiements de transfert	$	
Association des juges de paix	1 000	
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	111 405	
Centre canadien de la magistrature	50 112	162 517	103 568 327

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Crédits législatifs	$
Allocations aux juges de la Cour suprême	222 887
Allocations aux juges	506 509
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 312 702
Avantages sociaux	683 471
Transports et communications	1 554 482
Services	4 649 332
Fournitures et matériel	1 115 674
	14 315 661
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	213 864 293

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**	
1	4 369 300		4 369 300	Commission de révision de l'évaluation foncière	4 246 102
2	145 400		145 400	Commission de négociation	117 503
3	11 250 300	200 000	11 450 300	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	10 649 141
4	5 746 900	50 000	5 796 900	Commission des affaires municipales de l'Ontario	5 794 130
5	1 344 800		1 344 800	Bureau du commissaire aux plaintes du public	1 317 166
	22 856 700	250 000	23 106 700	TOTAL POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	22 124 042

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 240 566
Avantages sociaux	288 333
Transports et communications	539 653
Services	1 022 383
Fournitures et matériel	155 167
	4 246 102

Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	82 893
Avantages sociaux	9 233
Transports et communications	14 699
Services	9 893
Fournitures et matériel	785
	117 503

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 070 814
Avantages sociaux	151 626
Transports et communications	117 860
Services	205 212
Fournitures et matériel	123 701
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	8 979 928
	10 649 141

Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 322 651
Avantages sociaux	611 882
Transports et communications	399 397
Services	230 563
Fournitures et matériel	219 637
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	5 794 130

Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	791 332
Avantages sociaux	113 564
Transports et communications	56 104
Services	276 858
Fournitures et matériel	79 308
	1 317 166

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	22 124 042

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	32 785 023	23 514 696
— Civil	15 539 822	14 404 285
— Loi sur les jeunes contrevenants	6 970 134	3 694 055
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	3 244 745	918 190
Travailleurs judiciaires autochtones	457 634	253 101
Services en français	175 500	271 056
Programme Échanges Canada	16 255	212 601
Autres		364 318
	59 189 113	43 632 302
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	9 760 131	6 115 809
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)	704 100	1 300 900
Tuteur public	240 322	211 340
Communauté urbaine de Toronto (contraventions)	177 450	721 720
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	129 616	442 143
Autres	1 000	121 142
	11 012 619	8 913 054
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires suppléants	28 580 287	22 510 795
Registraires	18 138 325	16 998 466
Shérifs	11 823 672	13 054 037
Commission des affaires municipales de l'Ontario	1 207 114	1 081 481
Cours provinciales (Division civile) — greffiers et huissiers	393 954	135 056
Cour unifiée de la famille	275 626	283 558
Tuteur public	170	4 523
Autres	96 176	114 336
	60 515 324	54 182 252
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	113 899 503	105 712 805
Division de la famille	98 082	74 025
Cours de comté et de district	1 041 801	1 277 794
Réalisation de cautionnements	392 333	347 026
Cour suprême de l'Ontario	256 200	12 318
Cautionnements non réclamés et restitutions	60 809	57 863
Autres		900
	115 748 728	107 482 731
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	150 743	224 742
Transcriptions	14 071	8 228
Autres	12 880	22 833
	177 694	255 803
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	259 360	74 134

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
DIVERS		
Curateur public — Fonds d'administration	25 000 000	
Comptable de la Cour suprême de l'Ontario — Compte des requérants en déshérence	4 000 000	
Curateur public — biens en déshérence	1 621 212	8 000
Intérêts	409 792	319 620
Chèques en circulation et montants non réclamés	267 699	302 602
Dépenses adjugées par les tribunaux	170 924	146 490
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	32 729	56 508
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires au titre de services juridiques fournis à d'autres ministères		13 778
Autres	459 047	294 112
	41 961 403	1 143 110
TOTAL DES RECETTES	288 864 241	215 683 386

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

État des dépenses

Administration du ministère 4-320

Recettes fiscales et remboursements 4-322

Évaluation foncière 4-324

Caisse d'épargne de l'ontario 4-326

Dépenses prévues en vertu de la loi 4-320, 4-326

Sommaire 4-319

État des recettes 4-328

État des dépôts aux comptes créés à des fins spéciales (Net) 4-329

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
23 033 742	Administration du ministère	27 823 091	27 490 544
662 207 340	Recettes fiscales et subventions	725 367 200	683 429 305
102 870 957	Évaluation foncière	103 108 500	103 060 702
10 461 632	Caisse d'épargne de l'Ontario	10 423 500	11 051 006
798 573 671	**Total du ministère**	866 722 291	825 031 557
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
798 573 671	Total des dépenses	866 722 291	825 031 557

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 305 900	1 300	1 307 200	Bureau principal	1 280 214
2	828 000	150 700	978 700	Services juridiques	972 208
3	1 321 500	1 200	1 322 700	Services de vérification	1 233 495
4	1 521 000		1 521 000	Analyse et planification	1 418 110
5	4 269 100	15 600	4 284 700	Services administratifs et financiers	4 253 453
6	2 540 400	16 000	2 556 400	Ressources humaines	2 536 169
7	2 121 900	33 000	2 154 900	Services de communications	2 136 363
8	1 791 300	1 200	1 792 500	Gestion des installations	1 774 409
9	84 600		84 600	Développement des systèmes informatiques	78 021
10	6 104 500	2 683 900	8 788 400	Systèmes et installations	8 776 066
11	2 986 600	6 000	2 992 600	Administration des systèmes et recherche	2 990 479
	24 874 800	2 908 900	27 783 700		27 448 987
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	24 914 191	2 908 900	27 823 091	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 490 544

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	828 034
Avantages sociaux	128 179
Transports et communications	97 653
Services	85 031
Fournitures et matériel	141 317
	1 280 214
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 061
Transports et communications	35 548
Services	892 642
Fournitures et matériel	42 957
	972 208
Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	991 354
Avantages sociaux	147 912
Transports et communications	30 564
Services	28 464
Fournitures et matériel	35 201
	1 233 495
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	773 187
Avantages sociaux	101 848
Transports et communications	19 790
Services	424 720
Fournitures et matériel	98 565
	1 418 110
Services administratifs et financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 743 951
Avantages sociaux	397 626
Transports et communications	280 475
Services	515 718
Fournitures et matériel	315 683
	4 253 453
Ressources humaines (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 798 147
Avantages sociaux	234 534
Transports et communications	46 385
Services	311 489
Fournitures et matériel	145 614
	2 536 169

Services de communications (Poste 7)	$
Traitements et salaires	1 391 721
Avantages sociaux	210 669
Transports et communications	56 912
Services	284 258
Fournitures et matériel	192 803
	2 136 363
Gestion des installations (Poste 8)	
Traitements et salaires	462 747
Avantages sociaux	54 967
Transports et communications	906 647
Services	193 885
Fournitures et matériel	156 163
	1 774 409
Développement des systèmes informatiques (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 500 280
Avantages sociaux	374 199
Transports et communications	37 378
Services	851 753
Fournitures et matériel	108 320
	3 871 930
Moins : Recouvrements d'autres activités	3 793 909
	78 021
Systèmes et installations (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 011 799
Avantages sociaux	235 816
Transports et communications	1 835 155
Services	8 638 904
Fournitures et matériel	570 041
	13 291 715
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 515 649
	8 776 066
Administration des systèmes et recherche (Poste 11)	
Traitements et salaires	2 034 664
Avantages sociaux	277 472
Transports et communications	79 925
Services	271 214
Fournitures et matériel	436 284
	3 099 559
Moins : Recouvrements d'autres activités	109 080
	2 990 479
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 490 544

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3202				**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**	
1	820 900	48 100	869 000	Administration du programme	827 528
2	2 669 000	2 500	2 671 500	Appels en matière fiscale	2 646 797
3	2 543 900	8 400	2 552 300	Enquêtes spéciales	2 519 501
4	1 917 900	7 906 400	9 824 300	Recherche sur les recettes et les applications	9 698 727
5	3 293 300	47 100	3 340 400	Services aux contribuables	3 337 816
6	5 487 500	21 300	5 508 800	Centre de données fiscales	5 508 742
7	23 211 500	58 500	23 270 000	Imposition des compagnies et autres taxes	22 317 062
8	24 390 900		24 390 900	Taxe sur les carburants et autres taxes	19 202 715
9	25 466 800	496 000	25 962 800	Taxe de vente au détail et autres taxes	25 889 105
10	626 977 200		626 977 200	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	591 481 312
	716 778 900	8 588 300	725 367 200	TOTAL POUR LES RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS	683 429 305

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds consolidé du revenu. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail, Loi de la taxe sur le pari mutuel, Loi de la taxe sur les concentrations commerciales et Loi sur l'impôt-santé des employeurs.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes agées dans le cadre du Régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. Il comprend également le Régime d'épargne-logement de l'Ontario conçu pour aider les contribuables à revenu faible ou moyen, à épargner en vue d'acheter leur premier logement. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des crédits d'impôt pour contribution politique, afin de favoriser la participation à la vie politique.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	542 470
Avantages sociaux	152 718
Transports et communications	18 985
Services	76 456
Fournitures et matériel	36 899
	827 528

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 080 717
Avantages sociaux	265 796
Transports et communications	25 981
Services	181 272
Fournitures et matériel	93 031
	2 646 797

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 039 207
Avantages sociaux	266 868
Transports et communications	114 090
Services	62 243
Fournitures et matériel	37 093
	2 519 501

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 197 675
Avantages sociaux	349 186
Transports et communications	1 465 707
Services	2 719 157
Fournitures et matériel	1 967 002
	9 698 727

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 188 454
Avantages sociaux	317 872
Transports et communications	606 650
Services	108 832
Fournitures et matériel	116 008
	3 337 816

Centre de données fiscales (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 752 299
Avantages sociaux	895 280
Transports et communications	64 172
Services	667 198
Fournitures et matériel	129 793
	5 508 742

Imposition des compagnies et autres taxes (Poste 7)		$
Traitements et salaires		14 591 312
Avantages sociaux		2 372 034
Transports et communications		1 595 289
Services		3 024 628
Fournitures et matériel		733 819
		22 317 062

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)		
Traitements et salaires		6 729 515
Avantages sociaux		1 095 014
Transports et communications		457 874
Services		872 087
Fournitures et matériel		1 322 299
Paiements de transfert	$	
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	8 697 208	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	28 718	8 725 926
		19 202 715

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)	
Traitements et salaires	16 504 199
Avantages sociaux	2 595 382
Transports et communications	3 630 110
Services	1 979 145
Fournitures et matériel	1 180 269
	25 889 105

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 10)		
Traitements et salaires		6 240 947
Avantages sociaux		1 277 759
Transports et communications		388 060
Services		1 776 200
Fournitures et matériel		318 894
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	103 891 984	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	477 587 468	581 479 452
		591 481 312

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS	**683 429 305**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil de gestion	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3203				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
1	329 000	5 000	334 000	Administration du programme	333 765
2	856 100	5 700	861 800	Politiques et priorités	858 508
3	1 180 900	51 000	1 231 900	Services d'évaluation	1 230 417
4	91 240 900	4 947 900	96 188 800	Bureaux d'évaluation régionaux	96 151 964
5	2 506 400	64 200	2 570 600	Biens fonciers de caractère spécial	2 567 367
6	1 911 500	9 900	1 921 400	Services informatiques et développement des systèmes	1 918 681
	98 024 800	5 083 700	103 108 500	TOTAL POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	103 060 702

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données du recensement municipal.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 3203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	230 031
Avantages sociaux	24 470
Transports et communications	17 513
Services	21 253
Fournitures et matériel	5 498
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	333 765

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	588 934
Avantages sociaux	77 800
Transports et communications	17 013
Services	143 234
Fournitures et matériel	31 527
	858 508

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	656 085
Avantages sociaux	180 037
Transports et communications	30 050
Services	270 222
Fournitures et matériel	94 023
	1 230 417

Bureaux d'évaluation régionaux (Poste 4)	$
Traitements et salaires	69 085 544
Avantages sociaux	12 355 584
Transports et communications	6 025 478
Services	5 903 916
Fournitures et matériel	2 884 242
	96 254 764
Moins : Recouvrement d'autres activités	102 800
	96 151 964

Biens fonciers de caractère spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 532 935
Avantages sociaux	307 910
Transports et communications	98 253
Services	593 375
Fournitures et matériel	34 894
	2 567 367

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	892 782
Avantages sociaux	111 194
Transports et communications	16 039
Services	794 506
Fournitures et matériel	104 160
	1 918 681

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	103 060 702

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**	
				(Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)	
L	10 423 500		10 423 500	Administration	11 051 006
	10 423 500		10 423 500	TOTAL POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ...	11 051 006

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 21 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans des comptes rémunérés sur lesquels les déposants peuvent effectuer des tirages par chèque. Des certificats de placement garanti peuvent également être achetés. Les liquidités excédant sont déposées auprès du Fonds consolidé du revenu et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 21 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Crédits législatifs	$
Administration	
Traitements et salaires	5 918 623
Avantages sociaux	862 012
Transports et communications	361 092
Services	3 554 095
Fournitures et matériel	355 184
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	11 051 006

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	13 517 770 573	11 686 834 292
Quote-part de l'impôt sur le revenu des sociétés privées exploitant des services publics	102 412 378	54 008 631
Taxe de vente au détail	8 549 014 450	7 775 299 910
Impôt des sociétés	4 719 952 962	4 222 508 217
Taxe sur l'essence	1 356 030 729	1 229 553 704
Taxe sur le tabac	770 443 518	750 328 723
Droits de cession immobilière	695 509 609	633 688 956
Impôt — santé des employeurs	477 042 444	
Taxe sur les carburants	348 447 943	308 610 565
Impôt sur les bénéfices miniers	196 604 736	135 299 981
Entente sur l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	131 397 546	107 777 512
Taxe sur le pari mutuel	83 405 679	79 160 031
Impôt sur les concentrations commerciales	52 796 315	
Impôt foncier provincial	5 791 351	5 538 025
Droits de succession	4 223 939	4 738 294
Taxe sur les carburants pour véhicules automobiles	23 959	4 086
Taxe sur la spéculation foncière		6 484
	31 010 868 131	26 993 377 421
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — remboursement d'avances pour frais d'exploitation	11 051 006	10 461 632
Autres	162 973	105 818
	11 213 979	10 567 450
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	46 082	11 835
VENTES ET LOCATIONS	199 569	155 897
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compagnies pour l'expansion des petites entreprises	3 772 616	3 499 248
Système de revenu annuel garanti	460 583	482 041
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	191 017	182 472
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	143 099	126 948
Subvention aux acheteurs d'un logement de l'Ontario	3 190	5 066
Autres	20 264	53 537
	4 590 769	4 349 312
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des sociétés	24 719	33 601
Autres	320 574	38 981
	345 293	72 582
TOTAL DES RECETTES	31 027 263 823	27 008 534 497

*Déduction faite de 440 216 451 $ et de 356 529 686 $ pour 1990 et 1989, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 3 783 549 $ (1989 — 3 470 314 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1990.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	50 056	2 113
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	50 056	2 113

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

État des dépenses

Administration du ministère 4-334

Terres et eaux 4-336

Lumber de plein air 4-340

Produits tirés des ressources 4-344

Expérience dans le domaine des ressources 4-346

Dépenses prévues en vertu de la loi 4-334, 4-344

Subventions 4-333

État des recettes 4-348

État des remboursements des prêts et souscriptions en capital 4-349

État des dépôts aux comptes créés à des fins spéciales 4-350

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
77 379 416	Administration du ministère	82 560 891	82 062 580
194 142 344	Terres et eaux	176 294 400	177 121 952
110 854 705	Loisirs de plein air	124 906 600	123 299 786
186 982 709	Produits tirés des ressources	197 881 100	197 510 877
8 185 167	Expérience dans le domaine des ressources	8 618 400	7 066 737
577 544 341	**Total du ministère**	593 261 391	587 061 932
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
577 344 341	Total des dépenses	593 161 391	586 961 932
200 000	Total des prêts et dotations en capital	100 000	100 000
577 544 341		593 261 391	587 061 932

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	4 643 000	212 900	5 055 900	Bureau principal	5 051 642
2	12 685 100		12 685 100	Services administratifs et financiers	12 381 044
3	5 593 300	629 500	6 222 800	Ressources humaines	6 209 683
4	4 296 800	30 600	4 327 400	Services de communications	4 326 316
5	7 440 900		7 440 900	Systèmes informatiques	7 366 786
6	1 574 600	162 300	1 736 900	Services juridiques	1 736 758
7	1 163 200		1 163 200	Services de vérification	1 087 820
8	43 642 700	246 600	43 889 300	Administration des régions	43 861 774
	81 239 600	1 281 900	82 521 500		82 021 023
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	81 278 991	1 281 900	82 560 891	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	82 062 580

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Il comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 463 433
Avantages sociaux	640 151
Transports et communications	273 172
Services	443 978
Fournitures et matériel	230 908
	5 051 642
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 009 622
Avantages sociaux	964 206
Transports et communications	1 922 988
Services	2 532 265
Fournitures et matériel	1 320 533
	12 749 614
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	368 570
	12 381 044
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 237 022
Avantages sociaux	3 063 296
Transports et communications	181 517
Services	506 073
Fournitures et matériel	233 568
	6 221 476
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	12 593
	6 208 883
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 720 142
Avantages sociaux	331 065
Transports et communications	188 077
Services	704 010
Fournitures et matériel	407 461
	4 350 755
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	24 439
	4 326 316

Systèmes informatiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 752 590
Avantages sociaux	382 162
Transports et communications	637 276
Services	2 121 210
Fournitures et matériel	1 533 368
	7 426 606
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	59 820
	7 366 786
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	249 408
Avantages sociaux	27 063
Transports et communications	77 262
Services	1 304 040
Fournitures et matériel	78 985
	1 736 758
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	732 671
Avantages sociaux	127 285
Transports et communications	83 122
Services	46 153
Fournitures et matériel	113 112
	1 102 343
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	14 523
	1 087 820
Administration des régions (Poste 8)	
Traitements et salaires	30 664 760
Avantages sociaux	5 255 515
Transports et communications	5 840 341
Services	6 231 718
Fournitures et matériel	10 520 692
	58 513 026
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	14 651 252
	43 861 774
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	82 062 580

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**	
1	56 581 000		56 581 000	Offices de protection de la nature et de gestion des eaux	54 586 991
2	43 564 800	1 825 800	45 390 600	Lutte contre les incendies et services d'aviation	45 385 424
3	17 140 000	14 000 000	31 140 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	31 139 799
4	23 101 900	144 700	23 246 600	Gestion des terres	23 237 686
5	4 228 600		4 228 600	Accès aux ressources	4 147 442
6	18 674 100	33 500	18 707 600	Levés et cartographie	18 624 610
	163 290 400	16 004 000	179 294 400	TOTAL POUR LES TERRES ET LES EAUX	177 121 952

Description du programme :

Ce programme subventionne l'administration et la protection des terres et des eaux de la Couronne, y compris la gestion de la quantité d'eau, la prévision des crues, la gestion et la disposition des terres du domaine public, la gestion des combustibles minéraux et des agrégats, la coordination et la planification de l'aménagement du territoire, et les services de levés, de cartographie et de télédétection.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	219 218	
Fonctionnement	4 341 595	4 560 813
Avantages sociaux		783 519
Transports et communications	$	
Capital	12 140	
Fonctionnement	377 253	389 393
Services	$	
Capital	475 333	
Fonctionnement	1 304 514	1 779 847
Fournitures et matériel	$	
Capital	57 901	
Fonctionnement	405 340	463 241
Paiements de transfert	$	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature :		
Frais d'administration	9 441 753	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	11 798 748	
Subventions d'immobilisations	25 438 469	
Experience 89	491 119	47 170 089
		55 146 902
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		559 911
		54 586 991

Lutte contre les incendies et services d'aviation (Poste 2)	
Traitements et salaires	26 191 446
Avantages sociaux	3 726 906
Transports et communications	3 213 716
Services	10 342 132
Fournitures et matériel	9 526 614
	53 000 814
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	7 615 390
	45 385 424

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	
Traitements et salaires	9 429 815
Avantages sociaux	93 350
Transports et communications	944 668
Services	16 428 815
Fournitures et matériel	4 243 151
	31 139 799

Gestion des terres (Poste 4)		$
Traitements et salaires		14 844 984
Avantages sociaux		2 281 252
Transports et communications		1 054 836
Services		3 522 005
Fournitures et matériel		1 276 944
Acquisition/construction de biens immobiliers		612 362
Paiements de transfert		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9		59 252
		23 651 635
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		413 949
		23 237 686

Accès aux ressources (Poste 5)		
Traitements et salaires	$	
Capital	694 043	
Fonctionnement	1 759 125	2 453 168
Avantages sociaux		358 212
Transports et communications	$	
Capital	58 145	
Fonctionnement	125 167	183 312
Services	$	
Capital	9 245 521	
Fonctionnement	1 561 013	10 806 534
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 151 384	
Fonctionnement	625 017	1 776 401
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 379 010
Paiements de transfert		
Capital		
Construction des routes destinées à des compagnies		70 110
		17 026 747
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	11 596 124	
Fonctionnement	1 283 181	12 879 305
		4 147 442

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2702 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Levés et cartographie (Poste 6)		$
Traitements et salaires		5 601 217
Avantages sociaux		920 606
Transports et communications	$	
Capital	2 090	
Fonctionnement	351 859	353 949
Services	$	
Capital	115 957	
Fonctionnement	9 132 223	9 248 180
Fournitures et matériel	$	
Capital	633 630	
Fonctionnement	2 124 645	2 758 275
		18 882 227
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		257 617
		18 624 610
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX		177 121 952

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR**	
1	48 907 900	73 300	48 981 200	Zones de loisirs	47 381 439
2	50 514 700	1 042 400	51 557 100	Gestion de la pêche	51 555 156
3	22 952 700	1 415 600	24 368 300	Gestion de la faune	24 363 191
	122 375 300	2 531 300	124 906 600	TOTAL POUR LES LOISIRS DE PLEIN AIR	123 299 786

Description du programme :

Ce programme finance un large éventail d'activités de loisirs en plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et de la flore, la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs. Il assure sur le domaine public, et encourage sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs en plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; une contribution ininterrompue de la part d'activités touristiques et connexes à l'économie de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Zones de loisirs (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	391 247	
Fonctionnement	23 681 568	24 072 815
Avantages sociaux		2 880 140
Transports et communications	$	
Capital	49 547	
Fonctionnement	1 270 139	1 319 686
Services	$	
Capital	4 044 503	
Fonctionnement	5 136 745	9 181 248
Fournitures et matériel	$	
Capital	2 186 141	
Fonctionnement	4 233 923	6 420 064
Acquisition/construction de biens immobiliers		313 843
Paiements de transfert	$	
Remises fiscales sur les terres protégées		
Terres de l'Office de protection de la nature	2 295 702	
Autres terres	1 099 692	
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	11 977	
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance	59 000	3 466 371
		47 654 167
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	243 063	
Fonctionnement	29 665	272 728
		47 381 439

Gestion de la pêche (Poste 2)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	124 979	
Fonctionnement	28 220 875	28 345 854
Avantages sociaux		4 034 896
Transports et communications	$	
Capital	31 557	
Fonctionnement	2 173 442	2 204 999
Services	$	
Capital	595 646	
Fonctionnement	8 845 809	9 441 455
Fournitures et matériel	$	
Capital	329 454	
Fonctionnement	5 166 715	5 496 169
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 929 009
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Ontario Fish Producers' Association		
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	86 863	
Ontario Trout Farmers' Association	2 000	
Mutual Association for the protection of Lake Environment	40 000	128 863
		51 581 245
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		26 089
		51 555 156

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2703 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		$
Gestion de la faune (Poste 3)		
Traitements et salaires	$	
Capital	206	
Fonctionnement	12 153 504	12 153 710
Avantages sociaux		1 666 102
Transports et communications	$	
Capital	615	
Fonctionnement	1 294 441	1 295 056
Services	$	
Capital	218 828	
Fonctionnement	5 584 341	5 803 169
Fournitures et matériel	$	
Capital	381	
Fonctionnement	2 349 608	2 349 989
Acquisition/construction de biens immobiliers		137 733
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Programme relatif aux espèces non chassées	10 000	
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	755 272	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 000	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	16 000	
Institut canadien de la fourrure	50 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	12 000	
Nature Conservancy of Canada	130 236	978 508
		24 584 367
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		221 156
		24 363 191
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR		123 299 706

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES**	
1	112 116 600	3 559 300	115 675 900	Gestion forestière	115 657 024
2	82 105 200		82 105 200	Ententes sur la gestion forestière	81 753 853
	194 221 800	3 559 300	197 781 100		197 410 877
L	100 000		100 000	Agence de foresterie du parc Algonquin. *Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin*	100 000
	194 321 800	3 559 300	197 881 100	TOTAL POUR LES PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES	197 510 877

Description du programme :

Ce programme fournit un financement pour l'exploitation et la récolte des ressources naturelles renouvelables afin de contribuer de façon optimale et ininterrompue au fonctionnement de l'économie de l'Ontario en favorisant et en réglementant l'exploitation industrielle des ressources forestières.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES — CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Gestion forestière (Poste 1)		$
Traitements et salaires		50 664 779
Avantages sociaux		9 096 242
Transports et communications	$	
Capital	6 [illegible]	
Fonctionnement	6 510 [illegible]	6 517 108
Services	$	
Capital	6 [illegible]	
Fonctionnement	56 367 267	60 363 731
Fournitures et matériel	$	
Capital	290 [illegible]	
Fonctionnement	17 067 277	17 367 369
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	177 [illegible]	
Fonctionnement		
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière	6 [illegible]	
Subventions à l'Association des producteurs d'arbres de Noël	11 000	
Subventions pour la pulvérisation aérienne	603 310	
Subventions à l'Association forestière de l'Ontario	40 000	
Subvention à Trees for Today and Tomorrow	50 000	5 252 056
		134 211 285
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		38 554 261
		115 657 024

Ententes sur la gestion forestière (Poste 2)		$
Traitements et salaires		3 046 165
Avantages sociaux		245 004
Transports et communications	$	
Capital	159	
Fonctionnement	572 131	572 290
Services	$	
Capital	17 718 911	
Fonctionnement	55 797 917	73 516 828
Fournitures et matériel	$	
Capital	3 866	
Fonctionnement	4 369 700	4 373 566
		81 753 853

Crédits législatifs
Agence de foresterie de l'Algonquin

Prêts et dotations en capital		
Prêts		100 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES		197 510 877

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**	
1	6 834 000		6 834 000	Jeunes forestiers	5 287 023
2	1 752 400	32 000	1 784 400	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	1 779 714
	8 586 400	32 000	8 618 400	TOTAL POUR L'EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	7 066 737

Description du programme :

Ce programme vise à offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés, des occasions d'étudier la gestion des richesses naturelles, et à apporter un appui important aux programmes du ministère.

Il comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES — CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Jeunes forestiers (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 128 416
Avantages sociaux		282 953
Transports et communications	$	
Capital	693	
Fonctionnement	253 362	254 055
Services	$	
Capital	10 804	
Fonctionnement	4 925 634	4 936 438
Fournitures et matériel	$	
Capital	47 894	
Fonctionnement	1 214 420	1 262 314
		11 864 176
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		6 577 153
		5 287 023

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 104 033
Avantages sociaux	185 205
Transports et communications	12 121
Services	195 101
Fournitures et matériel	319 622
	1 906 082
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	126 368
	1 779 714
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	7 066 737

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bois d'oeuvre	17 864 824	21 201 462
Accord sur le développement économique et régional	3 879 501	14 212 310
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	1 271 132	650 108
Accord sur les ressources renouvelables	527 162	200 832
Agence canadienne de développement international	272 889	344 007
Développement industriel	162 151	142 660
Agriculture Canada — Service canadien des forêts	122 967	52 344
	24 100 626	36 863 723
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	404 881	619 211
Ristournes — avantages sociaux	177 814	207 156
Entente en vertu de la Loi sur l'amélioration des terrains boisés	58 115	37 658
Centre ontarien de télédétection	53 672	25 708
Offices de protection de la nature — remboursement de subventions	9 259	28 197
Ontario Hydro — projet à frais partagés		624
Autres	30 449	14 186
	734 190	932 740
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de chasse et de pêche	32 147 815	31 582 972
Parc provinciaux	12 343 870	11 087 948
Agrégats	411 267	
Puits d'extraction et carrières	282 510	208 691
Pêche commerciale	156 163	134 990
Ressources pétrolières	10 925	14 255
Autres	28 054	45 156
	45 380 604	43 072 012
AMENDES ET PÉNALITÉS	251 010	251 674
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de terres et bâtiments de la Couronne	2 505 269	2 274 305
Location de terres de la Couronne	1 853 541	1 787 591
Produits pour pépinières	1 524 464	1 249 301
Permis d'utilisation des terres	1 153 889	946 449
Entente sur les terres — produits forestiers	672 660	905 064
Concessions pétrolières et gazières	661 702	617 360
Location de biens	615 470	669 955
Souvenirs, marchandises	608 348	673 674
Hébergement au Centre Front	525 665	500 095
Matériel	494 119	520 684
Concessions dans les parcs provinciaux	150 270	29 329
Ventes à partir de cantonnements — vêtements de travail et articles de toilette	49 248	95 243
Hébergement — camps de plantation d'arbres	44 111	51 234
Poissons	22 991	23 425
Change sur devises étrangères	8 492	9 432
Articles confisqués	3 650	10 843
Ventes diverses	5 131	7 541
	10 978 619	10 371 665

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	99 400 721	94 373 818
Droits de coupe	76 450 678	78 306 174
Redevances perçues sur les terrains forestiers	9 027 187	9 627 115
Pétrole et gaz	4 842 356	3 240 035
Exploitation minière	1 388 237	1 181 848
Gibier	244 749	668 711
Autres	5 975	6 635
	191 359 903	187 404 336
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de fournisseurs	243 910	66 409
Chèques oblitérés	106 783	168 916
Entente avec les sociétés et les agences gouvernementales	49 055	228 158
Offices de protection de la nature — subventions retournées	46 734	38 082
Autres	130 260	11 916
	576 742	513 481
DIVERS		
Steep Rock Resources Incorporated — Entente sur le rachat		479 000
Autres	57 826	32 444
	57 826	511 444
TOTAL DES RECETTES	273 439 520	279 921 075

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Agence de foresterie du parc Algonquin	200 000	150 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	200 000	150 000

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	5 513 862	6 184 725
Dépôts de garantie en vertu de contrats	26 398	61 549
Loi sur les ressources en agrégats	81	
Prélèvement d'échantillons — Loi sur les mines		(1 378)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	5 540 341	6 244 896

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-354

SOINS EN ÉTABLISSEMENTS 4-356

PRESTATIONS DE SANTÉ 4-358

SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE 4-360

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-354

SOMMAIRE 4-353

ÉTAT DES RECETTES 4-364

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-365

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET) 4-365

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
105 062 670	Administration du ministère	135 801 191	128 129 772
6 850 466 110	Soins en établissements	7 880 136 500	7 866 348 901
4 581 845 159	Prestations de santé	5 029 354 600	4 956 422 860
1 031 475 736	Santé individuelle et communautaire	1 271 501 300	1 177 063 497
12 568 849 675	**Total du ministère**	14 316 793 591	14 127 965 030
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
12 568 849 675	Total des dépenses	14 316 793 591	14 127 965 030

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	9 595 300	2 052 200	11 647 500	Bureau principal	11 641 497
2	23 531 500		23 531 500	Services administratifs et financiers	23 368 071
3	5 343 700	137 700	5 481 400	Ressources humaines	5 475 637
4	9 564 800	1 245 600	10 810 400	Services de communications	10 783 140
5	33 901 700	866 100	34 767 800	Analyse, recherche et planification	34 727 319
6	1 389 500	518 600	1 908 100	Services juridiques	1 900 801
7	1 858 400	39 900	1 898 300	Services de vérification	1 885 488
8	44 567 900		44 567 900	Systèmes informatiques	37 211 577
9	1 148 900		1 148 900	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	1 094 685
	130 901 700	4 860 100	135 761 800		128 088 215
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
L				Pharmacie du gouvernement, Loi sur l'Administration financière	
	130 941 091	4 860 100	135 801 191	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	128 129 772

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 018 184
Avantages sociaux	1 172 809
Transports et communications	795 350
Services	5 112 150
Fournitures et matériel	543 004
	11 641 497
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	12 901 983
Avantages sociaux	2 130 279
Transports et communications	3 648 315
Services	2 995 528
Fournitures et matériel	1 735 298
	23 411 403
Moins : Recouvrements d'autres ministères	43 332
	23 368 071

Crédits législatifs	$	
Achats imputés sur le compte de la pharmacie du gouvernement	33 050 411	
Moins: Distribution et ventes au comptant	33 544 696	(494 285)
Excédent des opérations de distribution et de vente au comptant par rapport aux achats transféré aux recettes		494 285

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 259 373
Avantages sociaux	763 704
Transports et communications	119 280
Services	195 488
Fournitures et matériel	137 792
	5 475 637

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 801 411
Avantages sociaux	234 693
Transports et communications	312 411
Services	7 143 573
Fournitures et matériel	1 291 052
	10 783 140

Analyse, Recherche et planification (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		3 566 009
Avantages sociaux		683 980
Transports et communications		387 373
Services		1 600 906
Fournitures et matériel		565 902
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	11 334 514	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	16 588 635	27 923 149
		34 727 319

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	156 562
Avantages sociaux	14 512
Transports et communications	20 376
Services	1 579 127
Fournitures et matériel	130 224
	1 900 801

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 512 487
Avantages sociaux	246 658
Transports et communications	78 278
Services	17 819
Fournitures et matériel	30 246
	1 885 488

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	11 346 465
Avantages sociaux	2 008 295
Transports et communications	3 781 844
Services	15 743 704
Fournitures et matériel	4 331 269
	37 211 577

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 9)	
Traitements et salaires	206 458
Avantages sociaux	22 286
Transports et communications	115 285
Services	739 022
Fournitures et matériel	11 634
	1 094 685
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	128 129 772

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**	
1	7(0) 7(0)	62 7(0)	643 4(0)	Administration du programme	782 659
2	6 674 139 4(0)	389 622 7(0)	7 063 762 1(0)	Hôpitaux et établissements connexes	7 059 551 329
3	3(6) 577 9(0)	13 614 6(0)	3(0) 192 5(0)	Services psychiatriques	377 217 228
4	435 336 5(0)		435 336 5(0)	Services de maisons de soins infirmiers	428 824 685
	7 476 616 5(0)	403 320 1(0)	7 6(0) 136 5(0)	TOTAL POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	7 866 348 901

Description du programme :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes, l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers. Le programme comprend en outre l'exploitation des hôpitaux psychiatriques.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		246 621
Avantages sociaux		24 753
Transports et communications		103 802
Services		325 072
Fournitures et matériel		80 411
		782 659
Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 028 367
Avantages sociaux		920 309
Transports et communications		266 706
Services		372 363
Fournitures et matériel		255 482
Paiements de transfert	$	
Capital		
Établissements de santé	265 000 000	
Fonctionnement		
Exploitation des hôpitaux	6 354 140 075	
Exploitation des établissements connexes	274 070 176	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 065 650	
Enseignement clinique	175 417 198	7 052 681 102
		7 059 524 329

Services psychiatriques (Poste 5)		$
Traitements et salaires		272 769 960
Avantages sociaux		49 011 631
Transports et communications		5 499 936
Services		24 760 543
Fournitures et matériel		34 008 350
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales—hôpitaux psychiatriques		862 325
		386 412 713
Moins : Remboursements d'autres ministères		9 195 485
		377 217 228
Services de maisons de soins infirmiers (Poste 6)		
Traitements et salaires		3 010 395
Avantages sociaux		540 057
Transports et communications		476 538
Services		512 110
Fournitures et matériel		91 668
Paiements de transfert		
Programme de soins prolongés		424 193 917
		428 824 685
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS		7 866 340 901

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT n°	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1985				PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ	
1	4 365 294 000		4 365 294 000	Assurance-santé et prestations	4 309 101 132
2	664 060 600		664 060 600	Médicaments	647 261 728
	5 029 354 600		5 029 354 600	TOTAL POUR PRESTATIONS DE SANTÉ	4 956 422 860

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des Régimes d'assurance-santé et de médicaments de l'Ontario. L'assurance-santé offre aux cotisants des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Le Régime de médicaments vise à délivrer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ — CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Assurance-santé et prestations (Poste 1)	$
Traitements et salaires	67 566 183
Avantages sociaux	6 403 954
Transports et communications	2 904 657
Services	2 093 456
Fournitures et matériel	6 124 093
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	4 263 908 789
	4 389 181 132

Médicaments (Poste 2)	$
Traitements et salaires	2 987 512
Avantages sociaux	432 877
Transports et communications	368 618
Services	791 190
Fournitures et matériel	583 866
Paiements de transfert	
Régime de médicaments de l'Ontario	642 077 665
	647 241 728
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ	4 956 422 860

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804				**PROGRAMME DE SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE**	
1	7 830 700		7 830 700	Administration du programme	5 917 888
2	381 390 900		381 390 900	Services communautaires de santé	332 459 447
3	271 959 900		271 959 900	Services communautaires de santé mentale	269 034 397
4	211 349 600		211 349 600	Santé publique	200 851 580
5	32 045 200	4 201 600	36 246 800	Services de laboratoire	36 237 660
6	239 048 200		239 048 200	Services de santé urgence	231 860 520
7	94 907 800		94 907 800	Services des appareils et accessoires fonctionnels	82 185 485
8	12 928 000	839 400	13 767 400	Conseils régionaux de santé	13 719 452
9	15 000 000		15 000 000	Fonds Innovation Santé	4 847 068
	1 266 460 300	5 041 000	1 271 501 300	TOTAL POUR SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE	1 177 063 497

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Programme de services des appareils et accessoires fonctionnels.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 242 405
Avantages sociaux		241 387
Transports et communications		146 070
Services		1 537 481
Fournitures et matériel		250 471
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		2 500 074
		5 917 888

Services communautaires de santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 280 671
Avantages sociaux		192 739
Transports et communications		95 057
Services		119 945
Fournitures et matériel		217 673
Paiements de transfert	$	
Soins à domicile	305 254 392	
La Société d'arthrite—Division de l'Ontario	3 108 178	
Services de coordination des placements	4 317 718	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	6 308 849	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	9 564 225	330 553 362
		332 459 447

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 214 129
Avantages sociaux		151 123
Transports et communications		104 337
Services		161 931
Fournitures et matériel		79 235
Paiements de transfert	$	
Foyers de soins spéciaux	82 535 023	
Programmes communautaires de santé mentale	106 657 977	
Fondation ontarienne de la santé mentale	474 300	
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	45 243 077	
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	32 382 465	267 293 642
		269 004 397

Santé publique (Poste 4)		$
Traitements et salaires		3 272 561
Avantages sociaux		575 594
Transports et communications		329 786
Services		1 544 535
Fournitures et matériel		345 478
Paiements de transfert	$	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	146 254 276	
Planification familiale	13 079 645	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	3 621 625	
Épidémies	20 675 800	
Prévention et contrôle du SIDA	9 219 488	
Prévention de la tuberculose	1 019 866	
Lutte contre les maladies vénériennes	391 094	
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé	182 252	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	53 570	
Association pour la santé publique de l'Ontario	70 000	
Subventions diverses	6 000	194 783 616
		200 851 583

Services de laboratoire (Poste 5)		
Traitements et salaires		20 526 095
Avantages sociaux		3 819 197
Transports et communications		875 284
Services		1 185 941
Fournitures et matériel		7 777 368
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 053 775
		36 237 660

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1804 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services de santé urgence (Poste 6)		
Traitements et salaires		26 878 599
Avantages sociaux		4 312 329
Transports et communications		4 281 006
Services		18 221 947
Fournitures et matériel		18 901 201
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes:		
Services d'ambulance municipaux	36 377 464	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	122 867 974	159 245 438
		231 840 520
Services des appareils et accessoires fonctionnels (Poste 7)		$
Traitements et salaires		1 427 902
Avantages sociaux		225 959
Transports et communications		207 855
Services		637 564
Fournitures et matériel		512 225
Paiements de transfert	$	
Services des appareils et accessoires fonctionnels	78 086 280	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	1 087 700	79 173 980
		82 185 485
Conseils régionaux de santé (Poste 8)		
Traitements et salaires		1 966 887
Avantages sociaux		348 448
Transports et communications		261 974
Services		141 652
Fournitures et matériel		104 298
Paiements de transfert		
Conseils régionaux de santé		10 896 193
		13 719 452
Fonds Innovation Santé (Poste 9)		
Services		2 452 516
Paiements de transfert		2 394 552
		4 847 068
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ INDIVIDUELLE ET COMMUNAUTAIRE		1 177 063 497

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — frais de résidence	8 513 897	10 589 004
Régime de médicaments de l'Ontario — frais d'administration remboursés en vertu de la Loi sur les prestations familiales	917 813	
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées	12 644 729	3 656 551
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	6 860 243	
Accord pour les ateliers de réadaptation professionnelle	4 037 120	
Services en français	(152 170)	155 684
	32 821 632	14 401 239
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — Subrogation	55 698 536	55 957 136
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	20 583 634	20 522 744
Hôpitaux psychiatriques	105 572	124 836
Sommes non réparties — Foyers pour soins spéciaux/hôpitaux	7 887	39 155
Vérification de la qualité des services des laboratoires	624 694	665 970
Octroi de permis aux laboratoires	226 183	241 180
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	78 180	80 210
Droits d'examen des transporteurs ambulanciers	22 552	4 318
Quote-part des usagers des services d'ambulance	7 786	9 575
Événements spéciaux — Services d'ambulance	2 322	26 094
Autres	15 408	7 108
	21 674 218	21 721 190
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	1 232 025	1 179 210
Atelier de formation professionnelle	1 059 961	1 140 754
Véhicules automobiles	396 995	241 250
Buanderie	335 577	220 898
Réparations et entretien des ambulances	88 863	68 370
Transports	30 788	22 200
Ferraille et matériaux de récupération	10 551	15 205
Autres	72 278	100 213
	3 227 038	2 988 100
PRIMES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario	1 394 480 003	1 744 704 576

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Laboratoires privés	3 743 032	671 792
Redressements de factures	548 961	362 670
Compte de la pharmacie du gouvernement	494 285	3 468 410
Bourses	144 550	141 014
Accidents de véhicules automobiles	32 722	65 838
Régime de médicaments de l'Ontario	159	14 473
Autres	552 625	2 824 894
	5 516 334	7 549 091
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-santé de l'Ontario virés de la réserve	733 472	937 445
Intérêts — banque	36 552	35 978
Intérêts — bourses	34 644	33 937
Service de juré	15 924	8 884
Autres	115 477	94 912
	936 069	1 111 156
TOTAL DES RECETTES	1 514 353 830	1 848 432 488

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Prêts à des hôpitaux publics	6 781 912	7 897 581
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	6 781 912	7 897 581

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Réserve pour chèques en circulation	(111 139)	(181 412)
Fonds de recherche Terry Fox	193 995	145 867
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	82 856	(35 545)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-370

OPÉRATIONS 4-372

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-370

SOMMAIRE 4-369

ÉTAT DES RECETTES 4-376

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-376

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989	PROGRAMMES	1989-1990	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
23 048 656	Administration du ministère	31 082 991	27 047 210
387 171 750	Opérations	447 018 600	445 950 613
410 220 406	**Total du ministère**	478 101 591	472 997 823
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
410 220 406	Total des dépenses	478 101 591	472 997 823

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 766 400	5 500	2 771 900	Bureau principal	2 704 348
2	4 514 600	24 900	4 539 500	Services administratifs et financiers	3 803 815
3	9 047 500	29 900	9 077 400	Ressources humaines	6 481 061
4	617 100	3 600	620 700	Services de communications	593 040
5	2 686 500	31 900	2 718 400	Analyse et planification	2 714 302
6	407 200	400	407 600	Services juridiques	346 267
7	1 443 300	2 100	1 445 400	Services de vérification	1 310 250
8	5 541 200	6 400	5 547 600	Systèmes informatiques	5 301 051
9	3 849 800	65 300	3 915 100	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	3 751 519
	30 873 600	170 000	31 043 600		27 005 653
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	30 912 991	170 000	31 082 991	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 047 210

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 721 742
Avantages sociaux	215 692
Transports et communications	249 947
Services	328 144
Fournitures et matériel	188 823
	2 704 348
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 511 007
Avantages sociaux	303 848
Transports et communications	513 954
Services	145 244
Fournitures et matériel	329 762
	3 803 815
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 948 437
Avantages sociaux	494 215
Transports et communications	2 162 368
Services	769 344
Fournitures et matériel	208 146
	6 582 510
Moins : Recouvrements d'autres ministères	101 449
	6 481 061
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	391 247
Avantages sociaux	37 650
Transports et communications	25 861
Services	90 500
Fournitures et matériel	47 782
	593 040

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 913 677
Avantages sociaux	227 855
Transports et communications	188 399
Services	218 043
Fournitures et matériel	166 328
	2 714 302
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	23 339
Avantages sociaux	4 629
Transports et communications	27 114
Services	259 876
Fournitures et matériel	31 309
	346 267
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	991 033
Avantages sociaux	146 867
Transports et communications	122 575
Services	25 019
Fournitures et matériel	24 786
	1 310 250
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 744 967
Avantages sociaux	445 336
Transports et communications	233 838
Services	352 715
Fournitures et matériel	524 195
	5 301 051
Commission ontarienne des libération conditionnelles (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 125 092
Avantages sociaux	289 091
Transports et communications	409 836
Services	862 853
Fournitures et matériel	64 646
	3 751 519
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 047 210

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	7 677 900	191 500	7 869 400	Administration du programme	7 837 471
2	6 321 100	13 800	6 334 900	Programmation des services aux contrevenants	5 651 891
3	314 270 500	22 154 800	336 425 300	Services en établissement	336 411 932
4	94 710 800	1 678 200	96 389 000	Services communautaires	96 049 319
	422 980 300	24 038 300	447 018 600	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS	445 950 613

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de counselling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 522 947
Avantages sociaux	539 160
Transports et communications	787 071
Services	1 316 848
Fournitures et matériel	229 049
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes communautaires à but non lucratif pour l'élaboration de programmes communautaires	440 000
	7 837 471

Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 622 942
Avantages sociaux	534 885
Transports et communications	666 377
Services	372 545
Fournitures et matériel	477 172
	5 651 891

Elaboration et soutien des programmes en établissement	$	
Traitements et salaires	3 036 027	
Avantages sociaux	445 086	
Transports et communications	319 321	
Services	336 639	
Fournitures et matériel	412 937	4 549 980

Elaboration des programmes communautaires	$	
Traitements et salaires	786 915	
Avantages sociaux	99 624	
Transports et communications	125 056	
Services	35 880	
Fournitures et matériel	64 235	1 101 910

Services en établissement (Poste 3)	$
Traitements et salaires	226 618 668
Avantages sociaux	37 759 449
Transports et communications	5 058 910
Services	23 993 032
Services—Capital	448 002
Fournitures et matériel	42 490 806
Fournitures et matériel—Capital	1 839 507
Paiements de transfert	735 853
	338 944 227
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 532 295
	336 411 932

Institutions	$	$	$
Traitements et salaires		225 215 990	
Avantages sociaux		37 466 189	
Transports et communications		5 004 586	
Services		22 933 290	
Services—Capital		448 002	
Fournitures et matériel		41 978 237	
Fournitures et matériel—Capital		1 839 507	
Paiements de transfert			
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	647 632		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	88 221	735 853	335 621 654

Services industriels	$	$
Traitements et salaires	1 402 678	
Avantages sociaux	293 260	
Transports et communications	54 324	
Services	1 059 742	
Fournitures et matériel	512 569	
	3 322 573	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 532 295	790 278

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services communautaires (Poste 4)	$
Traitements et salaires	39 749 417
Avantages sociaux	5 952 959
Transports et communications	3 040 382
Services	45 953 164
Fournitures et matériel	1 320 657
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	32 740
	96 049 319
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	445 950 613

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Partage des coûts des programmes en faveur des jeunes contrevenants	28 008 000	33 573 200
Honoraires — ministère de l'Immigration	1 932 407	1 590 795
Centre de traitement du Nord	1 712 500	
Placement direct en pénitencier	1 080 516	2 048 401
Allocations familiales spéciales	179 854	204 262
Prêts de service		34 256
	32 913 277	37 450 914
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — frais d'incarcération	9 043	11 899
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	756 086	612 628
Avantages en nature	406 541	418 742
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	311 699	443 162
Allocations alimentaires versées aux détenus	195 245	262 975
Automobiles	26 824	58 428
Bois à brûler	22 146	14 164
Autres	11 864	5 927
	1 730 405	1 816 026
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	183 127	153 831
DIVERS	7 811	22 370
TOTAL DES RECETTES	34 843 663	39 455 040

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Sommes d'argent non réclamées	9 826	10 991
Legs		(18)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	9 826	10 973

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-380
- SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-382
- APPROVISIONNEMENT ET SERVICES 4-384
- SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-388
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-380, 4-384
- SOMMAIRE 4-379

ÉTAT DES RECETTES 4-390

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-391

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-391

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
20 114 917	Administration du ministère	22 455 891	22 081 258
463 218 912	Services des biens immobiliers	570 436 300	524 713 130
111 948 103	Approvisionnement et services	119 977 900	103 501 632
17 023 223	Services d'informatique et de télécommunications	17 792 000	17 774 480
612 305 155	**Total du ministère**	730 662 091	668 070 500
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
612 305 155	Total des dépenses	730 662 091	668 070 500

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 305 400		2 305 400	Bureau principal	2 175 215
2	6 168 500	452 800	6 621 300	Services administratifs et financiers	6 545 285
3	618 900	136 000	754 900	Analyse et planification	738 393
4	1 512 500		1 512 500	Services juridiques	1 491 297
5	1 066 900		1 066 900	Services de vérification	1 030 117
6	4 603 500	259 300	4 862 800	Systèmes informatiques	4 861 409
7	1 809 900	88 900	1 898 800	Services de communications	1 833 238
8	3 309 900	83 000	3 392 900	Ressources humaines	3 364 747
9	1 000		1 000	Ministres sans portefeuille	
	21 396 500	1 020 000	22 416 500		22 039 701
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	21 435 891	1 020 000	22 455 891	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 081 258

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs des programmes.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 461 287
Avantages sociaux	206 783
Transports et communications	142 740
Services	277 485
Fournitures et matériel	86 920
	2 175 215
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 522 499
Avantages sociaux	613 365
Transports et communications	324 454
Services	1 907 924
Fournitures et matériel	198 483
	6 566 725
Moins : Recouvrements d'autres ministères	21 440
	6 545 285
Analyse et planification (Poste 3)	
Traitements et salaires	515 908
Avantages sociaux	59 664
Transports et communications	12 258
Services	62 100
Fournitures et matériel	88 463
	738 393
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	114 326
Avantages sociaux	4 782
Transports et communications	21 736
Services	1 286 457
Fournitures et matériel	63 996
	1 491 297

Services de vérification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	779 274
Avantages sociaux	106 659
Transports et communications	24 191
Services	95 373
Fournitures et matériel	24 620
	1 030 117
Systèmes informatiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 530 639
Avantages sociaux	447 662
Transports et communications	255 195
Services	1 414 552
Fournitures et matériel	282 727
	4 930 775
Moins : Recouvrements d'autres activités	69 366
	4 861 409
Services de communications (Poste 7)	
Traitements et salaires	991 328
Avantages sociaux	141 116
Transports et communications	116 802
Services	494 608
Fournitures et matériel	215 764
	1 959 618
Moins : Recouvrements d'autres ministères	126 380
	1 833 238
Ressources humaines (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 109 918
Avantages sociaux	355 149
Transports et communications	81 700
Services	633 197
Fournitures et matériel	184 783
	3 364 747
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 081 258

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1702				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	6 993 700		6 993 700	Administration du programme	6 120 967
2	66 621 400		66 621 400	Opérations entreprises dans le cadre du programme	65 237 404
3	257 908 400		257 908 400	Exécution du programme	252 106 378
4	238 912 800		238 912 800	Dépenses en capital	201 248 381
	570 436 300		570 436 300	TOTAL POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	524 713 130

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion du patrimoine immobilier de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant aux moindres frais les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et l'aliénation de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les mouvements de recettes versées à la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédures propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 1702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 953 456
Avantages sociaux	711 475
Transports et communications	145 923
Services	694 719
Fournitures et matériel	615 394
	6 120 967
Opérations entreprises dans le cadre du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	51 573 320
Avantages sociaux	10 000 890
Transports et communications	3 251 650
Services	1 865 489
Fournitures et matériel	1 901 904
	68 593 253
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 355 849
	65 237 404

Exécution du programme (Poste 3)	$	$
Transports et communications		5 235 689
Services	$	
Location	166 195 777	
Location — Achat	5 056 299	
Autres	59 515 818	230 767 894
Fournitures et matériel		37 738 551
Paiements de transfert		
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario		66 475
		273 808 609
Moins : Recouvrements d'autres ministères		21 702 231
		252 106 378
Dépenses en capital (Poste 4)		
(Capital)		
Traitements et salaires		5 574 630
Avantages sociaux		825 998
Transports et communications		660 045
Services		92 650 858
Fournitures et matériel		2 559 123
Acquisition/construction de biens immobiliers	$	
Terres	26 258 766	
Autres dépenses	114 987 543	141 246 309
		243 516 963
Moins : Recouvrements d'autres ministères		42 268 582
		201 248 381
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		524 713 130

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1703				**PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**	
1	564 500		564 500	Administration du programme	490 968
2	2 408 400	147 500	2 555 900	Services d'achat	2 554 630
3	11 206 600	549 700	11 756 300	Services d'information gouvernementale	11 678 660
4	7 445 500	554 500	8 000 000	Services divers	7 999 929
5	2 991 700		2 991 700	Services aux employés	2 629 362
6	84 287 700		84 287 700	Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	68 134 756
7	8 943 000	877 800	9 820 800	Service d'information sur les ressources humaines	9 819 066
	117 847 400	2 129 500	119 976 900		103 307 371
L	1 000		1 000	Compte de papeterie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	194 261
	117 848 400	2 129 500	119 977 900	TOTAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ET LES SERVICES	103 501 632

Description du programme :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans les achats effectués par le gouvernement. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	397 034
Avantages sociaux	48 882
Transports et communications	12 153
Services	17 762
Fournitures et matériel	15 137
	490 968

Services d'achat (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 899 709
Avantages sociaux		695 555
Transports et communications		1 152 506
Services		1 117 984
Fournitures et matériel		15 517 326
		23 383 080
Moins : Recouvrements d'autres activités		20 828 450
		2 554 630

Crédits législatifs	$	
Compte de papeterie du gouvernement — Imprimerie	9 291 062	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	9 096 801	194 261

Services d'information gouvernementale (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 330 671
Avantages sociaux	1 035 261
Transports et communications	14 705 734
Services	3 061 935
Fournitures et matériel	3 142 985
	28 276 586
Moins : Recouvrements d'autres activités	16 597 926
	11 678 660

Services divers (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 903 215
Avantages sociaux	488 690
Transports et communications	2 961 265
Services	785 196
Fournitures et matériel	861 563
	7 999 929

Services aux employés (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 987 828
Avantages sociaux	387 598
Transports et communications	87 579
Services	31 433
Fournitures et matériel	134 924
	2 629 362

Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés (Poste 6)		$
Traitements et salaires		4 070 292
Avantages sociaux		558 173
Transports et communications		195 603
Services		1 317 919
Fournitures et matériel		556 448
Paiements de transfert	$	
Majoration des allocations et rentes autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 43 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	5 430 613	
Majoration des allocations et rentes autorisée en vertu de l'article 11(2) de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, en faveur de certains bénéficiaires en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	37 749 800	43 180 413

Avantages sociaux (contributions gouvernementales)	$
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1)	152 309 115
Loi sur l'indexation des régime de retraite, article 8(1)	23 466 296
Régime complémentaire d'avantages sociaux de la Police provinciale de l'Ontario	5 470 644
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	3 947 797
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 500 000
Régime de pensions du Canada	46 987 390
Assurance-chômage	65 589 284
Assurance-vie collective	6 491 715
Protection du revenu à long terme	28 756 869
Régime d'assurance-santé de l'Ontario	40 082 288
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	31 815 190
Dette non provisionnée	21 788 000

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1703 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Service des pensions et d'avantages sociaux pour les employés (Poste 6) (suite)	$	$
Impôt-santé de l'Ontario	14 530 526	
Régime de soins dentaires	21 032 922	
Prestations aux employés retraités, affiliés du nouveau et primes d'assurance contre les accidents de voyage	10 322 643	482 980 567
		532 899 415
Moins : Recouvrements d'autres services		466 724 659
		66 134 756

Service d'information sur les ressources humaines (Poste 7)	$
Traitements et salaires	3 196 937
Avantages sociaux	447 196
Transports et communications	107 425
Services	5 783 781
Fournitures et matériel	283 727
	9 819 066
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES	103 501 632

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1704				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
1	1 000	112 000	113 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	97 288
2	17 154 000	525 000	17 679 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	17 677 192
	17 155 000	637 000	17 792 000	TOTAL POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	17 774 480

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés et financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 1704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (Poste 1)	$
Traitements et salaires	14 418 864
Avantages sociaux	2 300 306
Transports et communications	35 215 117
Services	26 844 771
Fournitures et matériel	6 733 768
	85 512 826
Moins : Recouvrements d'autres activités	85 415 538
	97 288

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 526 961
Avantages sociaux	260 356
Transports et communications	15 234 206
Services	187 658
Fournitures et matériel	468 011
	17 677 192
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	17 774 480

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 133 289	3 880 910
Taxe de vente fédérale	270 670	391 694
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	129 038	1 493 871
	4 532 997	5 766 475
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Société d'hypothèques de l'Ontario :		
Programme ontarien d'accession à la propriété	4 781 484	7 960 604
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	150 080	1 310 946
Surplus à l'échéance des débentures à fonds d'amortissement de la communauté urbaine de Toronto	860 087	697 419
Plan de réinstallation du personnel propriétaire	186 921	108 935
	5 978 492	10 077 904
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	253 308	245 657
Notaires	106 999	109 511
Notaires	72 110	53 824
Copies de livres de la Couronne	60 565	43 466
Autres	542	63
	493 524	452 521
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	29 789 376	45 836 590
Locations		
Immeubles	13 290 415	12 519 874
Stationnement	4 883 699	3 488 442
Location de terrains	5 829 045	6 979 175
Publications du gouvernement	3 813 126	3 428 921
Services d'informatique	1 041 321	1 529 920
Fournitures de bureau	1 026 918	412 450
Services téléphoniques	972 697	821 939
Réparation et entretien des bâtiments	450 368	691 248
Matériaux et véhicules excédentaires	198 614	103 735
Services d'expédition par la poste	58 680	11 548
Ristournes sur les distributeurs automatiques	57 072	14 903
Services d'impression en sous-traitance	55 557	52 683
Cadeaux	46 189	107 912
Autres	52 676	63 364
	61 565 753	76 142 704
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Construction d'immeubles	649 893	61 291
Services des biens immobiliers	341 900	284 858
Services d'impression en sous-traitance	80 776	6 732
Services téléphoniques	62 358	
Avantages sociaux des employés du gouvernement	56 236	
Services d'informatique	24 839	
Réparation et entretien des bâtiments	24 523	326 537
Autres	39 094	29 040
	1 079 628	688 458

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
DIVERS		
Société d'hyphothèques de l'Ontario — Dividendes et remboursements du surplus d'apport	5 534 658	
Remboursement du compte de dépôts de l'employeur	4 000 000	
Service central de recouvrement	3 668 785	1 353 691
Encouragement aux locataires	891 386	3 512 354
Prêts aux municipalités	141 733	335 402
Commission sur les téléphones	97 368	89 647
Intérêt hypothécaire	88 147	166 960
Appels d'offres—Publicité	48 235	26 259
Somme versée au titre d'assurance	38 690	29 643
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires effectuées au sujet de services d'informatique		43 188
Autres	183 795	13 097
	14 692 797	5 570 241
TOTAL DES RECETTES	88 343 191	98 698 303

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	245 192	1 277 191
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	245 192	1 277 191

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	331 830	(795 869)
Dépôt de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	85 190	25 450
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	417 020	(770 419)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-396

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-398

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-396

SOMMAIRE 4-395

ÉTAT DES RECETTES 4-404

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET) 4-405

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
41 521 145	Administration du ministère	45 489 091	44 749 734
4 269 389 224	Services aux adultes et aux enfants	5 039 939 200	5 017 559 663
4 310 910 369	**Total du ministère**	5 085 428 291	5 062 309 397
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 310 910 369	Total des dépenses	5 085 428 291	5 062 309 397

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 194 400	45 400	1 239 800	Bureau principal	1 237 893
2	13 076 900	1 319 800	14 396 700	Services administratifs et financiers	14 392 113
3	5 054 700		5 054 700	Ressources humaines	4 576 301
4	2 060 200	206 700	2 266 900	Services de communications	2 266 420
5	1 667 100	258 900	1 926 000	Services juridiques	1 878 604
6	2 693 800	135 200	2 829 000	Services de vérification	2 770 558
7	13 112 500	729 600	13 842 100	Systèmes informatiques	13 838 010
8	3 763 600	130 900	3 894 500	Commission de révision de l'aide sociale	3 748 278
	42 623 200	2 826 500	45 449 700		44 708 177
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	42 662 591	2 826 500	45 489 091	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 749 734

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	828 119
Avantages sociaux	163 979
Transports et communications	88 519
Services	96 127
Fournitures et matériel	61 149
	1 237 893
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 817 612
Avantages sociaux	1 732 979
Transports et communications	684 202
Services	1 140 047
Fournitures et matériel	1 017 273
	14 392 113

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 536 961
Avantages sociaux	571 241
Transports et communications	166 449
Services	487 003
Fournitures et matériel	285 132
Paiements de transfert Expérience '89	219 805
	5 266 591
Moins : Recouvrements d'autres ministères	690 290
	4 576 301

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 310 869
Avantages sociaux	157 781
Transports et communications	117 518
Services	530 986
Fournitures et matériel	149 266
	2 266 420

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	47 414
Transports et communications	50 047
Services	1 732 910
Fournitures et matériel	48 233
	1 878 604

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 876 033
Avantages sociaux	295 189
Transports et communications	175 096
Services	299 204
Fournitures et matériel	125 036
	2 770 558

Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 541 013
Avantages sociaux	1 089 047
Transports et communications	709 616
Services	3 423 581
Fournitures et matériel	2 074 753
	13 838 010

Commission de révision de l'aide sociale (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 053 476
Avantages sociaux	144 646
Transports et communications	500 523
Services	1 787 042
Fournitures et matériel	262 591
	3 748 278

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 749 734

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	36 623 700		36 623 700	Administration du programme	36 417 031
2	27 335 400	1 794 500	29 129 900	Administration des services régionaux	29 115 676
3	2 526 055 000	72 160 400	2 598 215 400	Maintien du revenu	2 597 864 515
4	721 766 300		721 766 300	Services sociaux aux adultes	707 864 915
5	949 153 700		949 153 700	Services à l'enfance	941 531 464
6	703 583 200	1 467 000	705 050 200	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	704 766 062
	4 964 517 300	75 421 900	5 039 939 200	TOTAL POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	5 017 559 663

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées; les services offerts en établissement et dans la communauté aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, les services de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, et autres.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		18 914 313
Avantages sociaux		3 335 838
Transports et communications		1 772 843
Services		6 733 246
Fournitures et matériel		3 943 598
Paiements de transfert	$	
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	1 511 653	
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	1 717 153
		36 417 031

Administration des services régionaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	20 366 786
Avantages sociaux	4 423 720
Transports et communications	1 614 277
Services	2 020 741
Fournitures et matériel	690 152
	29 115 676

Maintien du revenu (Poste 3)		$
Traitements et salaires		41 918 675
Avantages sociaux		6 969 770
Transports et communications		2 924 579
Services		6 401 675
Fournitures et matériel		938 113
Paiements de transfert	$	
Allocations et prestations versées par la province	1 630 723 745	
Allocations et prestations versées par les municipalités	783 895 798	
Régime de médicaments de l'Ontario		
Provincial	95 045 734	
Municipal	29 037 026	124 082 760
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	1 200	
Fonds du souvenir	1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario	7 200	2 530 711 705
		2 597 864 515

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services sociaux aux adultes (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		12 925 206
Avantages sociaux		2 259 290
Transports et communications		686 504
Services		136 274
Fournitures et matériel		238 998
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisations	31 927 173	
Fonctionnement		
Personnes âgées	422 373 091	
Services d'appui, de counselling et services diurnes en établissements	200 735 630	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	39 086 661	
Bureau Canadien Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	35 500	
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth	6 000	
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	
Association canadienne de recherche en gérontologie	2 000	
Institut canadien de religion et de gérontologie	4 000	694 198 643
		710 364 915
Moins : Remboursements d'autres ministères		2 500 000
		707 864 915

Services à l'enfance (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		47 139 320
Avantages sociaux		7 835 600
Transports et communications		3 751 867
Services		17 079 210
Fournitures et matériel		3 749 955
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	45 357 134	
Fonctionnement		
Services de soutien communautaire	13 884 400	
Services d'aide à l'enfance	277 587 221	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	158 716 777	
Services de garde à l'enfance	291 985 421	
Services de traitement pour les enfants	20 148 433	
Services aux jeunes contrevenants	53 868 090	
Programme anti-drogue	378 836	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	22 500	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	861 975 512
		941 531 464

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		196 725 389
Avantages sociaux		35 160 257
Transports et communications		3 907 212
Services		8 944 336
Fournitures et matériel		23 836 816
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 196 760
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	19 966 970	
Fonctionnement		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	191 563 011	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	219 185 439	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	376 800	431 092 220
		704 862 990
Moins : Recouvrements d'autres ministères		96 928
		704 766 062
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		5 017 559 663

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 736 660 189	1 485 195 745
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	36 292 439	62 601 162
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	34 074 954	26 706 032
Accord sur les jeunes contrevenants	27 870 000	22 225 675
Remboursements de la taxe de vente fédérale	425 807	446 518
Allocations familiales spéciales	229 164	288 495
Autres	135	83 854
	1 835 572 708	1 597 467 481
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	14 637 439	11 298 560
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	1 660 366	1 676 742
Garderies	36 676	23 507
Pensions	12 480	15 080
Droits d'adoption	3 538	2 005
	1 712 980	1 717 334
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	420 680	421 156
Location de maisons	53 806	38 660
Véhicule automobile et équipement	47 274	54 840
Repas livrés à domicile	6 823	8 280
Autres	9 912	5 148
	537 895	528 084
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	346 694	329 135
Frais de fonctionnement	119 084	59 459
Subventions d'immobilisation	19 419	331 458
Remboursements — Bourses et subventions pour la formation du personnel		24 117
Remboursements — pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	(20)	53 096
	485 177	797 265
DIVERS	57 335	217 016
TOTAL DES RECETTES	1 853 003 534	1 612 025 660

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Legs et bourses	(31 948)	(37 442)
Fonds non réclamés		(166)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	(31 948)	(37 608)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-410
- SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-412
- SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE 4-414
- POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-416
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-410, 4-416
- SOMMAIRE 4-409

ÉTAT DES RECETTES 4-418

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-419

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
24 173 046	Administration du ministère	22 478 291	24 503 075
38 592 006	Sécurité publique	44 144 000	43 534 925
11 883 664	Services de maintien de l'ordre	14 408 600	13 844 770
372 623 245	Police provinciale de l'Ontario	415 966 200	415 622 800
447 271 961	**Total du ministère**	496 997 091	497 505 570
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
447 271 961	Total des dépenses	496 997 091	497 505 570

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 938 600	64 500	3 003 100	Bureau principal	2 971 593
2	7 125 500	196 400	7 321 900	Services administratifs et financiers	7 252 892
3	2 262 900	147 300	2 410 200	Ressources humaines	2 404 210
4	848 300	159 500	1 007 800	Services de communications	1 000 859
5	1 951 100	14 500	1 965 600	Analyse et planification	1 825 359
6	789 600	64 200	853 800	Services juridiques	728 224
7	628 400		628 400	Services de vérification	269 880
8	5 200 700	45 400	5 246 100	Systèmes informatiques	5 055 920
	21 745 100	691 800	22 436 900		21 508 937
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	153 697
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	2 804 245
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 791
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 405
	21 786 491	691 800	22 478 291	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 503 075

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 603 934
Avantages sociaux	229 282
Transports et communications	157 078
Services	729 573
Fournitures et matériel	251 726
	2 971 593

Crédits législatifs	
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	153 697
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	2 804 245
Traitement versé au ministre	26 791
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 405

Services administratifs et financiers (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		3 379 840
Avantages sociaux		518 027
Transports et communications		241 605
Services		
Capital	859 674	
Fonctionnement	1 588 770	2 448 444
Fournitures et matériel		664 976
		7 252 892

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 775 173
Avantages sociaux	221 724
Transports et communications	61 093
Services	295 643
Fournitures et matériel	189 060
	2 542 693
Moins : Recouvrements d'autres ministères	138 483
	2 404 210

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	233 067
Avantages sociaux	26 084
Transports et communications	8 311
Services	595 416
Fournitures et matériel	137 981
	1 000 859

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	931 961
Avantages sociaux	103 766
Transports et communications	67 511
Services	585 653
Fournitures et matériel	136 468
	1 825 359

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	64 995
Avantages sociaux	572
Transports et communications	18 951
Services	518 303
Fournitures et matériel	125 403
	728 224

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	218 438
Avantages sociaux	29 902
Transports et communications	237
Services	6 987
Fournitures et matériel	14 316
	269 880

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 660 837
Avantages sociaux	341 701
Transports et communications	261 905
Services	808 407
Fournitures et matériel	983 070
	5 055 920

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 503 075

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	993 100	602 600	1 595 700	Administration du programme	1 582 332
2	20 232 800	209 000	20 441 800	Services de médecine légale et du coroner	19 982 295
3	18 639 600	167 600	18 807 200	Services de prévention des incendies ...	18 788 006
4	1 168 400	2 130 900	3 299 300	Planification des services d'urgence	3 182 292
	41 033 900	3 110 100	44 144 000	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	43 534 925

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$	$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		182 995
Avantages sociaux		20 912
Transports et communications		7 651
Services		28 474
Fournitures et matériel		11 831
Paiements de transfert		
Subvention à la Société de protection des animaux de l'Ontario	125 000	
Subvention versées aux centres d'aide aux victimes de violence sexuelle	1 205 469	1 330 469
		1 582 332
Services de médecine légale et du coroner (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 686 494
Avantages sociaux		1 093 733
Transports et communications		724 553
Services		9 093 334
Fournitures et matériel		1 384 370
Paiements de transfert		
Subventions à des associations		1 800
		19 982 295
Services de prévention des incendies (Poste 3)		
Traitements et salaires		11 630 703
Avantages sociaux		1 735 774
Transports et communications		1 314 485
Services		1 245 166
Fournitures et matériel		2 256 088
Paiements de transfert		
Subventions pour la prévention des incendies	63 000	
Subvention au titre du programme de protection contre les incendies des communautés non enregistrées	98 674	
Programme de dégagement des victimes d'accident de l'Ontario	252 816	
Institut canadien de l'énergie du bois	151 300	565 790
		16 788 006
Planification des services d'urgence (Poste 4)		
Traitements et salaires		834 342
Avantages sociaux		115 262
Transports et communications		132 060
Services		176 463
Fournitures et matériel		155 560
Paiements de transfert		
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	40 000	
Subventions versées au titre des opérations d'urgence	1 728 597	1 768 597
		3 182 292
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		43 534 925

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1983				**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**	
1	927 200	188 000	1 115 200	*Administration du programme*	1 111 940
2	6 076 700	477 000	6 553 700	Collège de police de l'Ontario	6 506 675
3	6 729 200	10 500	6 739 700	Normes de services de maintien de l'ordre et services de soutien	6 226 155
	13 733 100	675 500	14 408 600	TOTAL POUR LES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	13 844 770

Description du programme :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	535 119
Avantages sociaux	43 291
Transports et communications	81 782
Services	116 432
Fournitures et matériel	335 316
	1 111 940
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 221 215
Avantages sociaux	555 929
Transports et communications	304 361
Services	1 720 064
Fournitures et matériel	1 010 524
	6 812 093
Moins : Recouvrements d'autres ministères	305 418
	6 506 675

Normes de services de maintien de l'ordre et services de soutien (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 825 203
Avantages sociaux		208 147
Transports et communications		309 937
Services		1 865 140
Fournitures et matériel		451 882
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les services de maintien de l'ordre et pour la prévention du crime des communautés	207 322	
Subventions pour les services communautaires d'urgence	485 504	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	995 089	
Subventions aux associations de police	168 349	
Subvention à l'Ontario Native Council on Justice	39 582	1 895 846
		6 556 155
Moins : Recouvrements d'autres ministères		330 000
		6 226 155
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE		13 844 770

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3504				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	2 152 100		2 152 100	Bureau du commissaire	1 908 504
2	364 691 600	21 993 700	386 685 300	Police provinciale de l'Ontario	386 586 068
3	26 546 600	581 200	27 127 800	Système de télécommunications	27 127 778
	393 390 300	22 574 900	415 965 200		415 622 350
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	450
	393 391 300	22 574 900	415 966 200	TOTAL POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	415 622 800

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau du commissaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 539 989
Avantages sociaux	192 777
Transports et communications	40 053
Services	59 404
Fournitures et matériel	76 281
	1 908 504
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	450
Police provinciale de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	268 146 235
Avantages sociaux	48 244 902
Transports et communications	12 660 337
Services	18 716 866
Fournitures et matériel	38 838 941
Paiements de transfert	125 390
	386 732 671
Moins : Recouvrements d'autres ministères	146 603
	386 586 068

Services	$	
Traitements et salaires	14 090 274	
Avantages sociaux	2 587 220	
Transports et communications	7 093 784	
Services	9 120 711	
Fournitures et matériel	29 971 322	62 863 311

Opérations régionales	$	$
Traitements et salaires	227 680 925	
Avantages sociaux	41 320 244	
Transports et communications	4 177 044	
Services	8 666 179	
Fournitures et matériel	7 436 049	
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones	125 390	289 405 831
Enquêtes	$	
Traitements et salaires	26 375 036	
Avantages sociaux	4 337 438	
Transports et communications	1 389 509	
Services	929 976	
Fournitures et matériel	1 431 570	
	34 463 529	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	146 603	34 316 926

Système de télécommunications (Poste 3)		$
Traitements et salaires		2 036 863
Avantages sociaux		198 906
Transports et communications	$	
Capital	211 613	
Fonctionnement	1 371 674	1 583 287
Services	$	
Capital	244 648	
Fonctionnement	1 030 503	1 275 151
Fournitures et matériel	$	
Capital	21 361 399	
Fonctionnement	672 172	22 033 571
		27 127 778
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		415 622 800

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police indiens	8 020 949	4 626 278
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	709 209	564 052
	8 730 158	5 190 330
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	10 329 266	8 973 701
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	375 246	813 065
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	278 878	249 087
Accident aérien de Dryden	229 041	
Ontario Hydro: (au titre du programme nucléaire)	219 578	
Escorte pour chargement large	106 142	70 185
Recouvrement de salaires et de dépenses pour prêts de services	32 799	
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	29 226	21 163
Remboursement de frais d'enquête	26 526	13 094
Recouvrement de dépenses pour la formation	7 400	
	11 634 102	10 140 275
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détective privé et de garde de sécurité	652 808	644 440
Frais pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	545 176	447 570
Programme de restriction des armes à feu	57 472	75 879
Autres	10 630	4 818
	1 266 086	1 172 707
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	2 384 812	2 357 310
Location de logements à des agents de police	664 051	582 963
Collège de police de l'Ontario — Pension et chantine	97 837	82 911
Photographies prises sur les lieux d'accidents	71 277	73 187
Autres	8 556	13 159
	3 226 533	3 109 530
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Coopérative d'automatisation des polices municipales et provinciales de l'Ontario	2 109 799	233 488
Police provinciale de l'Ontario		
Dégâts aux automobiles	202 255	218 295
Autres coûts recouvrés	52 857	129 128
Coroner en chef	12 595	3 199
Bureau du commissaire des incendies	9 179	103 019
Commission de police de l'Ontario	4 791	5 323
Direction des loisirs	2 147	
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario	1 630	
Bureau du commissaire aux plaintes — Ville de Toronto		27 850
Direction de la vérification interne		22 718
Autres	1 596	3 020
	2 396 849	746 040
DIVERS	66 054	38 485
TOTAL DES RECETTES	27 319 782	20 397 367

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Planification des services d'urgence	20 000	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	(1 010)	(992)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	18 990	(992)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-424
- DÉVELOPPEMENT DU TOURISME 4-426
- ORGANISMES 4-428
- LOISIRS, SPORTS ET CONDITION PHYSIQUE 4-430
- OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 4-432
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-424
- SOMMAIRE 4-423

ÉTAT DES RECETTES 4-434

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET) 4-435

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
26 324 669	Administration du ministère	12 327 791	11 858 973
41 357 499	Développement du tourisme	47 147 000	46 332 713
25 684 689	Organismes	41 889 500	41 659 878
25 168 129	Loisirs, sports et condition physique	27 102 000	25 498 494
62 818 058	Opérations touristiques et récréatives	74 812 600	62 048 106
181 353 044	**Total du ministère**	203 278 891	187 398 164
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
176 937 169	Total des dépenses	193 678 891	184 936 072
4 415 875	Total des prêts et dotations en capital	9 600 000	2 462 092
181 353 044		203 278 891	187 398 164

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 667 200		2 667 200	Bureau principal	2 531 281
2	7 468 900		7 468 900	Services généraux de gestion	7 141 711
3	2 077 300	75 000	2 152 300	Services de communications	2 139 372
	12 213 400	75 000	12 288 400		11 812 364
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	14 860
	12 252 791	75 000	12 327 791	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 858 973

Description du programme :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 363 323
Avantages sociaux	188 572
Transports et communications	155 703
Services	524 869
Fournitures et matériel	271 314
Paiements de transfert	
Subvention diverses non législatives	27 500
	2 531 281
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	14 860
Services généraux de gestion (Poste 2)	
Traitement et salaires	4 258 928
Avantages sociaux	541 690
Transports et communications	213 278
Services	1 446 211
Fournitures et matériel	1 162 119
Paiements de transfert	
Programme Expérience	1 018 029
	8 640 255
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 498 544
	7 141 711

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	950 832
Avantages sociaux	127 693
Transports et communications	95 027
Services	719 261
Fournitures et matériel	246 559
	2 139 372
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 858 973

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3682				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**	
1	389 700		389 700	Administration du programme	351 443
2	7 443 500		7 443 500	Développement du tourisme	6 786 375
3	29 890 800	1 644 500	31 535 300	Commercialisation touristique	31 534 769
4	3 472 700	261 900	3 734 600	Parcs historiques de la Huronie	3 729 362
5	3 665 300	378 600	4 043 900	Vieux Fort William	3 930 744
	44 862 000	2 285 000	47 147 000	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	46 332 713

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		176 343
Avantages sociaux		22 495
Transports et communications		46 473
Services		84 711
Fournitures et matériel		1 441
		351 463
Développement du tourisme (Poste 2)		
Traitements et salaires		671 388
Avantages sociaux		73 421
Transports et communications		170 751
Services		540 790
Fournitures et matériel		106 028
Acquisition/construction de biens immobiliers		301 206
Paiements de transfert	$	
Capital		
Programme d'encouragement au développement touristique	4 981 201	
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	142 548	
Programme d'aide à l'évaluation	177 829	
Aménagement des secteurs riverains d'Hamilton	30 910	
Fonctionnement		
Subventions pour événements et attractions touristiques	350 000	
Subventions à Tourisme Ontario	170 000	5 252 496
		7 124 089
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	142 548	
Fonctionnement	195 966	338 514
		6 786 375

Commercialisation touristique (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 665 372
Avantages sociaux	506 410
Transports et communications	3 381 536
Services	19 748 270
Fournitures et matériel	4 033 173
	31 534 709
Parcs historiques de la Huronie (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 907 223
Avantages sociaux	228 544
Transports et communications	156 359
Services	701 224
Fournitures et matériel	656 012
	3 729 362
Vieux Fort William (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 366 303
Avantages sociaux	349 245
Transports et communications	127 986
Services	495 326
Fournitures et matériel	591 796
	3 930 744
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	46 332 713

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3603				**PROGRAMME DES ORGANISMES**	
1	6 606 100	631 000	7 237 100	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	7 237 100
2	17 000 000		17 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
3	360 000		360 000	Centre des congrès d'Ottawa	360 000
4	17 272 400		17 272 400	Commission des parcs du Saint-Laurent	17 042 770
	41 050 500	631 000	41 669 500	TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES	41 639 870

Description du programme :

Ce programme fournit des *subventions d'exploitation et d'immobilisation à des organismes*, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ORGANISMES — CRÉDIT 3603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Subvention d'immobilisations	1 342 000
Subvention de fonctionnement	1 895 100
	7 237 100
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
Centre des congrès d'Ottawa (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subvention au Centre des congrès d'Ottawa	380 000

Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 4)	$
Traitements et salaires	9 419 016
Avantages sociaux	1 271 173
Transports et communications	238 760
Services	1 199 407
Fournitures et matériel	2 609 648
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 232 862
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	21 912
	17 042 778
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES	41 659 878

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3604				**PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE**	
1	622 300		622 300	Administration du programme	620 894
2	3 037 000		3 037 000	Loisirs	2 756 814
3	22 156 200		22 156 200	Sports et condition physique	20 834 286
4	1 286 500		1 286 500	Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	1 286 500
	27 102 000		27 102 000	TOTAL POUR LES LOISIRS, LES SPORTS ET LA CONDITION PHYSIQUE	25 498 494

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence. Les Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée, de renommée mondiale, permettent l'entraînement des sportifs amateurs de ski.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE — CRÉDIT 3604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		265 219
Avantages sociaux		67 233
Transports et communications		118 076
Services		70 698
Fournitures et matériel		22 268
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		77 400
		620 894
Loisirs (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 177 833
Avantages sociaux		178 686
Transports et communications		122 666
Services		463 386
Fournitures et matériel		380 421
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	26 495	
Subventions pour le développement des loisirs	407 327	433 822
		2 756 814

Sports et condition physique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		2 211 699
Avantages sociaux		299 952
Transports et communications		286 389
Services		1 578 360
Fournitures et matériel		770 090
Paiements de transfert	$	
Subventions aux associations sportives provinciales	8 397 816	
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	3 304 000	
Unité de service des sports	407 810	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 794 273	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	560 897	
Subvention au Comité olympique de Toronto (Ontario)	1 223 000	15 687 796
		20 834 286
Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée		
Capital		600 000
Fonctionnement		686 500
		1 286 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE		25 498 494

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3685				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	74 812 600		74 812 600	Opérations touristiques et récréatives	62 048 106
	74 812 600		74 812 600	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES	62 048 106

Description du programme :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisations, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES — CRÉDIT 3605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Opérations touristiques et récréatives (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		6 391 071
Avantages sociaux		1 006 462
Transports et communications		1 382 614
Services		1 129 659
Fournitures et matériel		666 351
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 632 174
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation financées par les loteries	28 000 000	
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	443 120	
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario	3 444 439	
Aménagement des sites riverains communautaires	1 942 970	
Subventions en vertu de la Loi sur l'aide destinée à la création de parcs	403 966	
Commission de la promenade Sainte-Claire Subvention d'immobilisation	342 158	
Fonctionnement		
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux	5 123 689	
Subventions du programme de loteries	10 998 500	
Subventions aux associations touristiques régionales		
Frais d'administration	420 000	
Partage des coûts de promotion	1 345 000	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	513 472	
Commission de la promenade Sainte-Claire Subvention d'exploitation	396 893	53 374 207
Prêts et Dotations en capital	$	$
Capital		
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	1 814 575	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	647 517	2 462 092
		68 044 630
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	5 063 215	
Fonctionnement	933 309	5 996 524
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		62 048 106

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	8 502	127 300
Parcs Canada: dévoilement des plaques	2 552	
	11 054	127 300
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Toronto for the Arts promotion	37 018	
Commission de la promenade Sainte-Claire	24 750	16 500
Collège Georgian — Prêts de services		4 304
	61 768	20 804
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	2 814 750	2 868 758
Droits d'entrée — Autres	549 624	502 952
Permis touristiques	40 640	74 440
	3 405 014	3 446 150
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 789 193	1 815 587
Concessions	192 597	148 581
Autres	7 857	3 795
	1 989 647	1 967 963
REDEVANCES	3 786	5
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société des loteries de l'Ontario		
Lotto 6/49	315 000 000	307 000 000
Jeux à résultat instantané	81 000 000	101 000 000
Lottario	44 000 000	45 000 000
Wintario	19 000 000	14 000 000
Pick 3	14 000 000	2 000 000
La Provinciale	10 000 000	13 000 000
Encore	7 000 000	
Célébration 89	1 000 000	2 000 000
Super Lotto		1 000 000
	491 000 000	485 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	1 036 561	1 648 778
Remboursements de fournisseurs	12 054	40 227
Autres	7 467	13 846
	1 056 082	1 702 851
DIVERS	118 484	5 204
TOTAL DES RECETTES	497 645 835	492 270 277

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	350	3 500
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	350	3 500

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-440

TRANSPORTS DE LA PROVINCE 4-442

RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT 4-446

ROUTES PROVINCIALES 4-448

TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE 4-450

TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX 4-452

ROUTES MUNICIPALES 4-454

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-440

SOMMAIRE 4-439

ÉTAT DES RECETTES 4-456

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
51 521 854	Administration du ministère	57 326 591	56 812 484
27 930 604	Transports de la province	23 871 400	23 412 526
95 909 091	Réglementation du transport	104 517 700	103 504 252
655 297 850	Routes provinciales	811 953 900	806 080 803
199 389 500	Transports en commun de la province	261 284 500	241 284 500
339 382 055	Transport en commun municipaux	403 156 000	385 882 247
697 734 281	Routes municipales	701 960 800	701 748 458
2 067 165 235	**Total du ministère**	2 364 070 891	2 318 725 270
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 067 165 235	Total des dépenses	2 364 070 891	2 318 725 270

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 908 500	723 000	7 721 500	Bureau principal	7 504 837
2	20 889 300	3 039 000	23 928 300	Services administratifs et financiers	23 918 614
3	7 068 300	296 000	7 364 300	Services juridiques	7 354 222
4	6 535 000	665 000	7 200 000	Ressources humaines	7 179 663
5	2 787 300	53 000	2 840 300	Services de communications	2 829 920
6	3 640 300	150 000	3 908 300	Services de vérification	3 943 146
7	4 234 500		4 234 500	Systèmes informatiques	4 060 525
	52 353 200	4 934 000	57 287 200		56 770 927
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	52 392 591	4 934 000	57 326 591	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	56 812 484

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 936 709
Avantages sociaux	3 841 320
Transports et communications	178 976
Services	268 323
Fournitures et matériel	281 503
	7 504 837
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 888
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	12 524 760
Avantages sociaux	2 799 120
Transports et communications	4 963 001
Services	2 049 861
Fournitures et matériel	1 895 881
	24 232 631
Moins : Recouvrements d'autres ministères	314 017
	23 918 614
Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	653 713
Avantages sociaux	180 621
Transports et communications	50 064
Services	7 002 321
Fournitures et matériel	147 547
	8 234 466
Moins : Recouvrements d'autres ministères	880 244
	7 354 222
Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 089 767
Avantages sociaux	966 874
Transports et communications	190 925
Services	879 307
Fournitures et matériel	362 953
	7 297 826
Moins : Recouvrements d'autres ministères	118 163
	7 179 663
Services de communications (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 422 713
Avantages sociaux	293 922
Transports et communications	105 098
Services	371 876
Fournitures et matériel	636 311
	2 829 920
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 957 023
Avantages sociaux	614 051
Transports et communications	120 433
Services	109 017
Fournitures et matériel	312 768
	4 113 292
Moins : Recouvrements d'autres ministères	170 146
	3 943 146
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 724 235
Avantages sociaux	738 260
Transports et communications	2 863 455
Services	10 384 619
Fournitures et matériel	749 922
	18 460 491
Moins : Recouvrements d'autres activités	14 419 986
	4 040 525
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	56 812 486

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	
1	2 199 700		2 199 700	Planification des politiques	2 054 282
2	4 947 300	147 000	5 094 300	Technologie et industrie des transports	4 974 264
3	11 640 000	2 850 000	14 490 000	Transport aérien	14 309 350
4	563 100	788 000	1 351 100	Transport ferroviaire	1 319 517
5	727 300		727 300	Transport maritime	665 113
	20 077 400	3 794 000	23 871 400	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	23 412 526

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter l'élaboration de politiques se rapportant au transport des personnes et des marchandises entre les villes, en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques de la province.

Il vise également à mener des travaux de recherche et de développement ainsi que des projets pilotes dans le domaine de la technologies des transports afin d'augmenter le rendement et l'efficacité des réseaux de transport, d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

En outre, il facilite les mouvements de personnes et de marchandises entre les villes de l'Ontario et à l'extérieur de la province par l'exploitation intégrée des modes de transport aérien, ferroviaire et maritime.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		$
Planification des politiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 318 096
Avantages sociaux		222 288
Transports et communications		114 872
Services		188 012
Fournitures et matériel		136 343
Paiements de transfert	$	
Études sur les transports urbains et régionaux	143 861	
Canadian Transportation Education Foundation	10 000	153 861
		2 133 472
Moins : Recouvrements d'autres ministères		79 190
		2 054 282
Technologie et industrie des transports (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 989 259
Avantages sociaux		552 877
Transports et communications		216 011
Services		608 901
Fournitures et matériel		504 339
Paiements de transfert	$	
Roads and Transportation Association of Canada	80 077	
Canadian Urban Transit Association	67 800	147 877
		5 019 264
Moins : Recouvrements d'autres ministères		45 000
		4 974 264

		$
Transport aérien (Poste 3)		
Traitements et salaires	$	
Capital	780 297	
Fonctionnement	2 358 822	3 139 119
Avantages sociaux	$	
Capital	22 184	
Fonctionnement	387 206	409 390
Transports et communications	$	
Capital	321 952	
Fonctionnement	769 858	1 091 810
Services	$	
Capital	2 878 243	
Fonctionnement	1 319 820	4 198 063
Fournitures et matériel	$	
Capital	2 779 511	
Fonctionnement	1 773 579	4 553 090
Paiements de transfert	$	
Capital		
Construction d'aéroports municipaux	5 901 824	
Fonctionnement		
Entretien des aéroports municipaux	1 111 731	
Airport Management Conference of Ontario	20 000	7 033 555
		20 425 027
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	4 990 283	
Fonctionnement	1 035 394	6 025 677
		14 399 350
Transport ferroviaire (Poste 4)		
Traitements et salaires		901 552
Avantages sociaux		174 165
Transports et communications		68 782
Services		549 758
Fournitures et matériel		17 760
Paiements de transfert		
Metro Toronto Residents Action Committee		7 500
		1 319 517

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3702 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Transport maritime (Poste 5)	$
Traitements et salaires	336 297
Avantages sociaux	52 997
Transports et communications	31 782
Services	213 605
Fournitures et matériel	30 432
	665 113
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	23 412 526

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT**	
1	4 203 100	193 000	4 396 100	Administration du programme	4 170 218
2	99 307 600	814 000	100 121 600	Permis, examen et application	99 328 034
	103 510 700	1 007 000	104 517 700	TOTAL POUR LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	103 504 252

Description du programme :

En utilisant des moyens de contrôle et de prévision approuvés, relever le niveau des aptitudes et qualifications des exegers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT — CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 941 018
Avantages sociaux		562 557
Transports et communications		72 209
Services		634 004
Fournitures et matériel		532 661
Paiements de transfert	$	
American Association of Motor Vehicle Administrators	20 737	
Conseil canadien de la sécurité	40 000	
Conseil canadien des administrateurs des transports routiers	142 145	
Ontario Safety League	30 500	
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	35 000	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	163 787	
Commercial Vehicle Safety Alliance	1 600	433 769
		4 176 218

Permis, examen et application (Poste 2)	$
Traitements et salaires	5[illegible]013 660
Avantages sociaux	[illegible]605 918
Transports et communications	[illegible]893 935
Services	2[illegible]467 447
Fournitures et matériel	[illegible]358 080
	9[illegible]339 040
Moins : Recouvrements d'autres ministères	11 006
	99 328 034
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	103 504 252

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3704				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	39 416 500	2 037 000	41 453 500	Administration du programme	41 401 735
2	106 972 600		106 972 600	Recherche et conception	106 962 838
3	373 416 500		373 416 500	Immobilisations et construction	367 608 115
4	150 319 700	2 959 000	153 278 700	Exploitation et entretien général	153 277 162
5	119 781 600	17 051 000	136 832 600	Entretien des routes en hiver	136 830 953
	789 906 900	22 047 000	811 953 900	TOTAL POUR LES ROUTES PROVINCIALES	806 080 803

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		
Capital	15 990 800	
Fonctionnement	9 867 808	25 858 608
Avantages sociaux		
Capital	3 043 800	
Fonctionnement	1 953 167	4 996 967
Transports et communications		
Capital	1 855 399	
Fonctionnement	1 308 306	3 163 705
Services		
Capital	2 674 500	
Fonctionnement	986 056	3 660 556
Fournitures et matériel		
Capital	1 426 000	
Fonctionnement	2 000 634	3 426 634
Paiements de transfert		
Roads and Transportation Association of Canada		315 000
		41 421 470
Moins : Recouvrements d'autres ministères		19 735
		41 401 735

Recherche et conception (Poste 2)	
(Capital)	
Traitements et salaires	54 822 996
Avantages sociaux	10 509 440
Transports et communications	3 227 189
Services	35 877 594
Fournitures et matériel	4 528 757
	108 965 976
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 003 138
	106 962 838

Immobilisations et construction (Poste 3)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		33 076 641
Avantages sociaux		7 200 982
Transports et communications		4 857 214
Services		35 150 604
Fournitures et matériel		35 158 135
Acquisition/construction de biens immobiliers		356 041 882
Paiements de transfert		
Routes urbaines		70 211
Autres opérations		
Routes urbaines		403 852
		471 959 521
Moins : Recouvrements d'autres ministères		104 351 406
		367 608 115

Exploitation et entretien général (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		81 857 247
Avantages sociaux		15 613 456
Transports et communications		3 926 360
Services		11 216 480
Fournitures et matériel		46 771 759
Paiements de transfert		
Conférence sur la circulation routière	29 000	
Études d'amélioration de la circulation routière	236 010	265 010
		159 650 312
Moins : Recouvrements d'autres ministères		6 373 150
		153 277 162

Entretien des routes en hiver (Poste 5)	
Traitements et salaires	33 090 114
Avantages sociaux	5 475 000
Transports et communications	523 594
Services	60 194 544
Fournitures et matériel	38 292 199
	137 575 451
Moins : Recouvrements d'autres ministères	744 498
	136 830 953
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES	806 080 803

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3705				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**	
1	79 280 000	10 000 000	89 280 000	Immobilisations et construction	89 280 000
2	61 160 000		61 160 000	Exploitation	51 160 000
3	110 844 500		110 844 500	Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	100 844 500
	251 284 500	10 000 000	261 284 500	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	241 284 500

Description du programme :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto. Ce réseau permet de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Immobilisations et construction (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	89 280 000
Exploitation (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	51 160 000

Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	100 844 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	241 284 500

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3706				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**	
1	2 702 600		2 702 600	Administration du programme	2 480 739
2	198 070 000		198 070 000	Immobilisations et construction	181 047 226
3	194 883 400	7 500 000	202 383 400	Exploitation	202 354 282
	395 656 000	7 500 000	403 156 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	385 882 247

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins, en matière de mobilité et de transports, des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX — CRÉDIT 3706

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 152 168
Avantages sociaux	304 508
Transports et communications	118 857
Services	183 847
Fournitures et matériel	39 981
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	681 378
	2 480 739

Immobilisations et construction (Poste 2)	$	$
(Capital)		
Services		861 425
Paiements de transfert		
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	120 183 078	
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	54 330 055	
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	5 672 668	180 185 801
		181 047 226

Exploitation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	171 296 761
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	477 151
Transport pour les handicapés	30 580 370
	202 354 282
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	385 882 247

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3707				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	7 061 300	1 330 000	8 391 300	Administration du programme	8 273 022
2	688 842 300	40 000	688 882 300	Immobilisations, construction et entretien	688 080 940
3	4 336 200	329 000	4 665 200	Planification des politiques	4 594 496
	700 261 800	1 699 000	701 960 800	TOTAL POUR LES ROUTES MUNICIPALES	701 746 458

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 2707

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		5 109 461
Avantages sociaux		980 936
Transports et communications		791 439
Services		264 201
Fournitures et matériel		850 817
Paiements de transfert		
Ontario Good Roads Association	133 000	
Roads and Transportation Association of Canada	112 205	
Subvention au Tri-commuter	4 875	250 166
		8 273 022

Immobilisations, construction et entretien (Poste 2)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		2 140 221
Avantages sociaux		292 815
Transports et communications		126 738
Services		11 714 642
Fournitures et matériel		1 570 882
Acquisition/construction de biens immobiliers		298 515
Paiements de transfert		
Subsides pour routes municipales	646 813 646	
Routes pour lotissement	2 563 697	
Voies de jonction	30 619 130	
Territoires des cantons	297 951	680 294 426
		698 446 237
Moins : Recouvrements		7 565 297
		688 880 940

Planification des politiques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 234 470
Avantages sociaux	520 863
Transports et communications	90 572
Services	627 984
Fournitures et matériel	123 001
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains et régionaux	997 629
	4 594 498

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES	701 748 450

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990 $		1989 $
IMPOSITION				
Entente relative à l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles		1 376 833		1 327 617
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursement de dépenses				
Ministère des Transports				
Code national de la sécurité		350 453		302 547
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Services de construction et d'entretien		2 311 606		566 166
Automoutes		55 901		1 564 980
Exploitation d'aéroports		43 097		20 190
Chemins de fer				16 605
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent				2 852
		2 410 602		1 951 089
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	$		$	
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	633 170 641		527 502 806	
Moins : Commissions des agents	19 311 782	613 860 859	16 226 336	509 276 470
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement		267 566		519 226
Permis d'empiètement		98 122		156 568
Permis de construction et d'utilisation des terres		92 141		82 238
Permis d'entrée		66 302		67 642
		614 380 989		510 102 362
AMENDES ET PÉNALITÉS				
Dommages matériels		3 185 183		4 767 681
Dommages-intérêts conventionnels		337 818		363 551
		3 523 001		5 111 232
VENTES ET LOCATIONS				
Terrains et bâtiments		11 703 563		12 563 206
Location de centres de services		5 035 430		9 081 819
Location de biens		4 511 074		1 319 948
Matériel		1 729 993		1 303 669
Plans, manuels, brochures sur la circulation		198 714		176 755
Location de véhicules		176 903		454 514
Panneaux de signalisation		89 509		64 629
Cartes		79 706		58 106
Ferraille, pièces et matériaux déboués		49 049		368 508
Autres		145 709		68 574
		24 537 720		26 459 796
REDEVANCES		197		46 340

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services de construction et d'entretien	407 667	2 392 679
Exploitation d'aéroports	77 273	100 517
Autres	212 619	59 528
	697 559	2 552 724
DIVERS	118 305	192 658
TOTAL DES RECETTES	647 405 666	548 046 333

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-462
- RELATIONS INDUSTRIELLES 4-464
- COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL 4-466
- SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-468
- NORMES D'EMPLOI 4-470
- PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-472
- COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-474
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-467, 4-468
- SOMMAIRE 4-461

ÉTAT DES RECETTES 4-476

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-477

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
21 574 231	Administration du ministère	24 375 691	23 940 402
10 084 358	Relations industrielles	11 754 500	11 074 008
8 020 364	Commission des relations de t ıvail	8 846 600	8 778 740
57 161 376	Santé et sécurité au travail	60 850 100	60 588 634
10 363 450	Normes d'emploi	20 536 300	14 353 472
7 017 317	Programme consultatif sur les accidents du travail	8 233 100	7 479 742
5 141 174	Commission de l'équité salariale	6 781 000	6 639 976
119 362 270	**Total du ministère**	141 377 291	132 854 974
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
119 362 270	Total des dépenses	141 377 291	132 854 974

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 830 600		3 830 600	Bureau principal	3 819 612
2	5 381 300	113 100	5 494 400	Services administratifs et financiers	5 481 916
3	1 758 900	191 500	1 950 400	Ressources humaines	1 938 863
4	1 336 200		1 336 200	Services de communications	1 271 568
5	1 821 400	261 900	2 083 300	Analyse et planification	2 080 804
6	1 738 500	181 100	1 919 600	Services juridiques	1 843 925
7	557 900		557 900	Services de vérification	528 647
8	7 067 500	96 400	7 163 900	Systèmes informatiques	6 933 510
	23 492 300	844 000	24 336 300		23 898 845
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	23 531 691	844 000	24 375 691	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 940 402

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 252 574
Avantages sociaux		354 489
Transports et communications		218 465
Services		561 557
Fournitures et matériel		238 641
Paiements de transfert		
Indemnisation des travailleurs aveugles	138 562	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	55 324	193 886
		3 819 612
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 162 208
Avantages sociaux		519 593
Transports et communications		525 336
Services		913 363
Fournitures et matériel		361 416
		5 481 916
Ressources humaines (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 687 704
Avantages sociaux		282 691
Transports et communications		79 915
Services		85 514
Fournitures et matériel		49 421
Paiements de transfert		
Commission de police de la communauté urbaine de Toronto		26 609
		2 211 854
Moins : Recouvrements d'autres ministères		272 991
		1 938 863

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	666 489
Avantages sociaux	92 525
Transports et communications	53 011
Services	299 443
Fournitures et matériel	160 100
	1 271 568
Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 562 185
Avantages sociaux	162 185
Transports et communications	68 654
Services	332 745
Fournitures et matériel	90 548
	2 216 317
Moins : Recouvrements d'autres ministères	135 513
	2 080 804
Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	203 994
Services	1 575 475
Fournitures et matériel	64 456
	1 843 925
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	421 758
Avantages sociaux	70 536
Transports et communications	9 262
Services	20 064
Fournitures et matériel	7 027
	528 647
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 582 087
Avantages sociaux	522 364
Transports et communications	86 159
Services	2 672 421
Fournitures et matériel	1 070 499
	6 933 510
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 940 402

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	735 400		735 400	Administration du programme	728 700
2	4 145 900		4 145 900	Bureau de médiation	4 004 778
3	2 654 800		2 654 800	Bureau d'arbitrage	2 311 822
4	1 141 800	45 100	1 186 900	Bureau de renseignements sur la négociation collective	1 169 748
5	3 031 500		3 031 500	Commissions d'appel de la fonction publique	2 858 960
	11 709 400	45 100	11 754 500	TOTAL POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	11 074 008

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration ou au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	454 570
Avantages sociaux	45 674
Transports et communications	22 135
Services	204 425
Fournitures et matériel	1 896
	728 700

Bureau de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 565 870
Avantages sociaux	336 679
Transports et communications	538 363
Services	401 932
Fournitures et matériel	161 934
	4 004 778

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 163 910
Avantages sociaux	144 194
Transports et communications	295 390
Services	675 259
Fournitures et matériel	33 069
	2 311 822

Bureau de renseignements sur la négociation collective (Poste 4)	$
Traitements et salaires	889 336
Avantages sociaux	133 708
Transports et communications	40 094
Services	30 369
Fournitures et matériel	76 241
	1 169 748

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	401 434
Avantages sociaux	41 320
Transports et communications	268 488
Services	2 093 733
Fournitures et matériel	53 985
	2 858 960

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	11 074 008

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	8 548 300	298 300	8 846 600	Commission des relations de travail	8 778 740
	8 548 300	298 300	8 846 600	TOTAL POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL . .	8 778 740

Description du programme :

La Commission des relations de travail est un tribunal quasi-judiciaire responsable de l'administration de la Loi sur les relations de travail.

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL — CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission des relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 918 824
Avantages sociaux	850 073
Transports et communications	936 751
Services	758 365
Fournitures et matériel	314 727
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	8 778 740

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2204				**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	9 491 700		9 491 700	Administration du programme	9 488 925
2	9 335 900	132 200	9 468 100	Santé et sécurité dans la construction	9 442 341
3	14 826 300	526 300	15 352 600	Santé et sécurité dans l'industrie	15 201 206
4	6 245 600	73 900	6 319 500	Santé et sécurité dans les mines	6 240 200
5	15 072 100	403 300	15 475 400	Services de soutien à la santé et à la sécurité	15 470 855
6	3 689 100		3 689 100	Politiques et règlements	3 226 692
	58 660 700	1 135 700	59 796 400		59 070 219
L	1 053 700		1 053 700	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, Loi sur les mines	1 518 415
	59 714 400	1 135 700	60 850 100	TOTAL POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	60 588 634

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et à contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la Loi sur la santé et la sécurité au travail, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL — CRÉDIT 2204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 865 341
Avantages sociaux	572 662
Transports et communications	268 874
Services	780 630
Fournitures et matériel	666 731
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et à des particuliers pour la recherche appliquée, formation de la main-d'oeuvre et promotion de la santé et de la sécurité au travail	4 934 687
	10 088 925
Moins : Recouvrements d'autres ministères	600 000
	9 488 925

Santé et sécurité dans la construction (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 302 786
Avantages sociaux	1 060 996
Transports et communications	862 931
Services	396 315
Fournitures et matériel	819 313
	9 442 341

Santé et sécurité dans l'industrie (Poste 3)	
Traitements et salaires	10 876 992
Avantages sociaux	1 743 043
Transports et communications	1 357 203
Services	585 926
Fournitures et matériel	607 952
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000
	15 231 206
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 000
	15 201 206

Santé et sécurité dans les mines (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 146 460
Avantages sociaux	679 953
Transports et communications	620 880
Services	363 035
Fournitures et matériel	429 872
	6 240 200

Services de soutien à la santé et à la sécurité (Poste 5)	
Traitements et salaires	11 247 583
Avantages sociaux	1 601 910
Transports et communications	989 350
Services	575 843
Fournitures et matériel	1 056 169
	15 470 855

Politiques et règlements (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 344 845
Avantages sociaux	284 948
Transports et communications	75 732
Services	347 329
Fournitures et matériel	173 838
	3 226 692

Crédits législatifs Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	487 971
Avantages sociaux	61 438
Transports et communications	131 054
Services	152 563
Fournitures et matériel	678 232
Autres opérations	7 157
	1 518 415

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	60 588 634

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2308				**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**	
1	10 500 100	189 200	10 689 300	Normes d'emploi	10 633 290
2	9 847 000		9 847 000	Adaptation de la main-d'oeuvre	3 720 182
	20 347 100	189 200	20 536 300	TOTAL POUR LES NORMES D'EMPLOI	14 353 472

Description du programme :

Ce programme vise à veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail; et à promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI — CRÉDIT 2205

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Normes d'emploi (Poste 1)	$
Traitements et salaires	7 653 416
Avantages sociaux	1 263 500
Transports et communications	1 010 512
Services	692 945
Fournitures et matériel	212 917
	10 633 290

Adaptation de la main-d'oeuvre (Poste 2)	$
Traitements et salaires	396 600
Avantages sociaux	97 102
Transports et communications	57 791
Services	298 430
Fournitures et matériel	56 105
Paiements de transfert	
Programme d'adaptation des travailleurs âgés	2 814 154
	3 720 182
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI	14 353 472

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2206				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
1	164 100		164 100	Administration du programme	124 412
2	5 466 400		5 466 400	Bureau du conseiller des travailleurs	5 009 178
3	1 664 900		1 664 900	Bureau du conseiller du patronat	1 505 829
4	937 700		937 700	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	840 323
	8 233 100		8 233 100	TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	7 479 742

Description du programme :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2206

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	107 740
Avantages sociaux	10 193
Transports et communications	564
Services	3 773
Fournitures et matériel	2 142
	124 412

Bureau du conseiller des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 309 054
Avantages sociaux	430 809
Transports et communications	399 453
Services	698 405
Fournitures et matériel	171 457
	5 009 178

Bureau du conseiller du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 036 457
Avantages sociaux	146 614
Transports et communications	142 284
Services	135 726
Fournitures et matériel	44 748
	1 505 829

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	309 824
Avantages sociaux	37 759
Transports et communications	46 981
Services	193 150
Fournitures et matériel	78 809
Paiements de transfert	
Subvention à l'université McMaster pour recherche sur la fréquence des cas de cancer chez les travailleurs dans l'industrie du nickel en Ontario	173 800
	840 323
TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	7 479 742

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2207				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	6 781 000		6 781 000	Commission de l'équité salariale	6 639 976
	6 781 000		6 781 000	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 639 976

Description du programme :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE — CRÉDIT 2207

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Commission de l'équité salariale (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 947 537
Avantages sociaux	363 703
Transports et communications	507 309
Services	2 097 624
Fournitures et matériel	723 803
TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 639 976

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	206 645	262 794
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique	32 000	
	238 645	262 794
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	7 904 000	7 185 460
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	6 545 131	7 815 096
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	1 243 669	1 262 717
Cliniques thoraciques du Nord	1 000 370	860 586
Étude sur les mineurs de l'Ontario		20 000
Autres	163 466	159 886
	16 856 636	17 303 745
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 951 053	1 924 652
Loi sur les agences de placement	284 000	278 600
Essai de câbles	238 874	271 431
	2 473 927	2 474 683
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	94 753	69 357
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	84 876	29 119
Photocopies	51 301	39 321
Véhicules	26 755	35 775
Autres	9 637	10 128
	172 569	114 343
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	20 140	37 742
DIVERS		
Salaires non réclamés et chèques périmés	168 301	6 335
Intérêts bancaires	35 585	27 355
Salles de réunion	6 990	37 707
Autres	3 855	1 407
	214 731	72 804
TOTAL DES RECETTES	20 071 401	20 335 468

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Normes d'emploi — salaires non réclamés	31 639	318 295
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	31 639	318 295

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1989-1990

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-482
- TRÉSOR 4-484
- BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-486
- POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-488
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-482, 4-484
- SOMMAIRE 4-481

ÉTAT DES RECETTES 4-490

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-492

ÉTAT DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET) 4-493

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

1988-1989 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1989-1990 Crédits autorisés	1989-1990 Dépenses réelles
$		$	$
7 842 485	Administration du ministère	8 720 491	8 368 165
4 042 822 660	Trésor	4 740 285 800	4 296 470 965
8 130 944	Budget et finances intergouvernementales	8 555 900	8 073 423
52 102 802	Politiques économiques	78 325 100	60 176 934
4 110 898 891	**Total du ministère**	4 835 887 291	4 373 089 487
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 102 594 785	Total des dépenses	4 386 387 291	4 366 860 315
3 277 037	Total des prêts et dotations en capital	5 900 000	118 598
5 027 069	Total des fonds de pension et fonds connexes	443 600 000	6 110 574
4 110 898 891		4 835 887 291	4 373 089 487

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 284 700		1 284 700	Bureau principal	1 276 397
2	3 701 700	40 000	3 741 700	Services administratifs et financiers	3 630 028
3	1 375 100	57 700	1 432 800	Ressources humaines	1 405 467
4	589 700		589 700	Services de communications	513 766
5	643 600		643 600	Analyse et planification	639 099
6	343 000		343 000	Services juridiques	302 767
7	645 600		645 600	Services de vérification	559 084
	8 583 400	97 700	8 681 100		8 326 608
L	30 094		30 094	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749
L	9 297		9 297	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808
	8 622 791	97 700	8 720 491	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 368 165

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	901 296
Avantages sociaux	101 273
Transports et communications	77 733
Services	115 529
Fournitures et matériel	80 566
	1 276 397
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 868
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 400 197
Avantages sociaux	420 313
Transports et communications	132 106
Services	824 096
Fournitures et matériel	642 625
	4 419 337
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	789 309
	3 630 028
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 100 123
Avantages sociaux	193 987
Transports et communications	35 788
Services	40 145
Fournitures et matériel	35 424
	1 405 467

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	284 125
Avantages sociaux	43 529
Transports et communications	59 394
Services	60 991
Fournitures et matériel	65 727
	513 766
Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	497 217
Avantages sociaux	82 135
Transports et communications	11 905
Services	35 285
Fournitures et matériel	12 557
	639 099
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	20 452
Transports et communications	6 935
Services	231 384
Fournitures et matériel	43 996
	302 767
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	442 252
Avantages sociaux	71 716
Transports et communications	7 832
Services	17 913
Fournitures et matériel	19 371
	559 084
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 368 165

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
1	5 693 400	592 400	6 085 800	Trésor	5 993 497
	5 693 400	592 400	6 085 800		5 993 497
L	4 290 000 000		4 290 000 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, Loi sur l'administration financière	4 284 366 094
L	261 000 000		261 000 000	Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes — Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	
L	102 600 000		102 600 000	Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes — Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions	6 110 574
L	600 000		600 000	Prêts et donations en capital — Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	
	4 739 693 400	592 400	4 740 285 800	TOTAL POUR LE TRÉSOR	4 296 470 965

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations de financement, d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Trésor (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		3 773 957
Avantages sociaux		646 672
Transports et communications		137 095
Services		699 935
Fournitures et matériel		735 830
		5 993 497
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario	$	
Émis à des fins générales	30 680 665	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 470 513 606	
Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario	1 595 995 520	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 995	
*Caisse de retraite des fonctionnaires	191 088 113	
Autres	29 874 107	3 411 382 412
*Intérêts sur la Caisse de retraite des fonctionnaires		491 686 804
*Intérêts sur le Fonds d'indexation des pensions de retraite		170 666 920
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		172 657 036
Autres paiements au titre des intérêts, du départ, d'escomptes et de commissions		29 774 616
		4 284 368 096

*Le Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires a fusionné le Fonds d'indexation des pensions de retraite à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à partir du 1er janvier 1990.

La Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants a fusionné le Fonds d'indexation des pensions de retraite des enseignants à la Caisse de retraite des enseignants et a transféré la responsabilité de ce nouveau fonds au Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, à partir du 1er janvier 1990.

Le Fonds d'indexation des pensions de retraite de Ryerson ne diffère pas des années précédentes.

Crédits législatifs	$	$
Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions		
Fonds de pension et fonds connexes		
Paiements provenant du Fonds d'indexation des pensions de retraite, Loi sur l'indexation des régimes de retraite :		
*Ryerson		370 326
Fonds de pension et fonds connexes		
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée		2 728 879
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires		2 849 068
Autres pensions		162 301
		6 110 574
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		4 296 470 965

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3803				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	7 906 400	649 500	8 555 900	Budget et finances intergouvernementales	8 073 423
	7 906 400	649 500	8 555 900	TOTAL POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	8 073 423

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des politiques de taxation, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 3003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 653 672
Avantages sociaux	825 303
Transports et communications	291 878
Services	1 570 472
Fournitures et matériel	732 098
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	8 073 423

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
1	75 942 200		75 942 200	Politiques économiques	58 134 764
2	2 382 900		2 382 900	Bureau de la région du grand Toronto	2 042 170
	78 325 100		78 325 100	TOTAL POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	60 176 934

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en œuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en œuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistiques Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

Il vise également à promouvoir et à coordonner les activités municipales et régionales au sein de la région du grand Toronto.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 3804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1990

Politiques économiques (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 949 307
Avantages sociaux		877 904
Transports et communications		176 364
Services		35 187 151
Fournitures et matériel		566 553
Acquisition/construction de biens immobiliers		5 406 573
Paiements de transfert		10 852 314
Prêts et dotations en capital		118 598
		58 134 764
Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	4 949 307	
Avantages sociaux	877 904	
Transports et communications	176 364	
Services	565 313	
Fournitures et matériel	566 553	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	146 000	7 281 441

Fonds de développement régional	$	
Services	34 621 838	
Acquisition/construction de biens immobiliers	5 406 573	
Paiements de transfert		
Développement économique		
Capital	9 625 740	
Fonctionnement	1 080 574	
Prêts et dotations en capital		
Développement économique		
Capital	118 598	50 853 323
Bureau de la région du grand Toronto (Poste 2)		
Traitements et salaires		661 494
Avantages sociaux		121 419
Transports et communications		97 475
Services		1 080 948
Fournitures et matériel		80 834
		2 042 170
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES		60 176 934

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990		1989
	$	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	154 934		184 741	
Expansion industrielle régionale				
MEIR — Entente Canada-Ontario sur le développement du tourisme	34 370	189 304	37 902	222 643
Autres				
Financement des programmes établis				
Contributions en espèces	2 615 697 375		2 673 522 000	
Services complémentaires de santé	491 279 000		462 852 000	
Programme Innovaction, Loi sur les brevets	9 124 759		9 094 942	
Subvention annuelle par personne, Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique	5 675 064		5 675 065	
Subvention annuelle, L.A.N.B. 1907	240 000		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)	142 414		142 414	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662	3 122 235 274	76 662	3 151 603 083
		3 122 424 578		3 151 825 726
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ontario Hydro, frais d'administration		100 803		71 652
Autres		58 052		2 263
		158 855		73 915
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES				
Remboursements du produit des prêts radiés et des garanties honorées				
Société de développement de l'Ontario		20 364 913		
Société de développement de l'Est de l'Ontario		1 663 259		
Société de développement du Nord de l'Ontario		1 509 202		
Autres		95 676		13 144
		23 633 050		13 144
DIVERS				
Ontario Hydro — Droits de garantie des dettes		82 009 001		
Réserve pour le transfert des chèques en circulation		705 479		528 761
Dons à la Couronne		192 527		4 050
Autres		120 734		1 064
		83 027 741		533 875

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

		1990		1989
	$	$	$	$
INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS				
Placements temporaires et titres négociables		396 862 163		197 085 215
Sociétés, conseils et commissions	$		$	
Société de développement de l'Ontario	5 335 368		2 872 203	
Société de développement de l'Est de l'Ontario	4 653 253		1 725 844	
Société de développement du Nord de l'Ontario	4 564 560		2 255 461	
Société de développement de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	3 592 506			
Société ontarienne d'aménagement municipal	1 637 140		2 857 592	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1 422 600		1 674 890	
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	910 923		804 551	
Société de développement de l'Est de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	303 083			
Agence de foresterie du parc Algonquin	59 277		36 278	
Société de développement du Nord de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	46 589			
Commission de protection financière des producteurs de céréales	13 089		23 589	
Société d'hypothèques de l'Ontario		22 538 388	111 481	12 361 889
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		10 485 911		10 883 967
Prêts aux administrations locales				
Prêts au titre de l'éducation	12 053 358		14 980 436	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	1 761 654		1 962 851	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 039 948		1 055 304	
Débentures municipales — municipalité de la communauté urbaine de Toronto	1 021 973		1 174 443	
Loi sur le financement des travaux municipaux	463 845		521 926	
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	369 842		440 009	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	303 457		339 035	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	55 725		68 480	
Ville de Kapuskasing	17 250		23 975	
Loi sur les prêts aux coopératives agricoles	7 940		8 772	
Conseil de développement de Moosonee	1 920	17 096 912	2 800	20 578 031

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	$	1990 $	$	1989 $
Autres prêts et placements				
International Bridge Authority of Michigan — débentures		1 329 825		1 538 880
Autres				
Programme de drainage au moyen de tuyaux ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	12 988 436		14 247 039	
Programme Opération Logement, ministère du Logement	3 889 362		4 814 834	
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	1 208 173		1 894 622	
Hypothèques, Société d'hypothèques de l'Ontario	1 075 858	19 161 829	1 375 299	22 331 794
		467 475 028		264 779 776
TOTAL DES RECETTES		3 696 719 252		3 417 226 436

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société de développement de l'Ontario	32 100 622	50 604 413
Société de développement du Nord de l'Ontario	8 752 446	7 978 632
Société de développement de l'Est de l'Ontario	8 101 923	7 812 675
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 732 290	4 045 559
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 356 042	3 320 185
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 411 860	8 224 408
Société de développement de l'Ontario — remboursement des prêts de l'organisme	1 732 469	
Société d'hypothèques de l'Ontario		2 184 257
	59 187 652	84 170 129
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	33 675 473	39 467 546
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 996 000	2 845 000
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	442 000	409 000
Ville de Kapuskasing	54 000	94 000
Conseil de développement de Moosonee	12 000	11 000
	37 179 473	42 826 546
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	96 367 125	126 996 675

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	12 805 949	9 672 867
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	6 295 271	5 577 673
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	2 733 231	2 299 445
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 544 489	2 628 051
	24 378 940	20 178 036

La Caisse de retraite des fonctionnaires comprend maintenant le Fonds d'indexation des pensions de retraite et le Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario. Les dépôts faits à la Caisse de retraite des fonctionnaires et les paiements effectués à partir de cette Caisse ne sont pas considérés comme faisant partie du Fonds du revenu consolidé.

ÉTAT DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1990

	1990 $	1989 $
Comptes créés à des fins spéciales (Net)		
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario (montant net)	314 646 228	377 267 902
Déductions salariales (montant net)	15 994 677	37 004 994
Réserve pour chèques en circulation	1 897 909	611 984
Fonds des producteurs de lait et de crème	386 618	300 429
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	(16 226)	(3 041 689)
Divers	(111)	111
DÉPÔTS NETS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	332 909 095	412 143 731

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes créés à des fins spéciales. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

A

Accès aux ressources ... 4-336
Accords sur le logement ... 4-266
Administration de la justice ... 4-308
Administration des écoles provinciales ... 4-186
Administration des tribunaux ... 4-297
Administration du patrimoine ... 4-156
Aéroports communautaires ... 4-173
Affaires autochtones, Office ... 4-271
Affaires autochtones, subventions pour l'élaboration des politiques ... 4-275
Affaires civiques Ministère des, ... 4-5
Affaires étudiantes ... 4-109
Affaires francophones ... 4-71
Affaires intergouvernementales, Ministère ... 4-15
Affaires municipales, Ministère ... 4-23
Agriculture et de l'alimentation, Ministère ... 4-43
Aide à Allelix en faveur de la biotechnologie ... 4-245
Aide à la réinsertion sociale des détenus ... 4-375
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario ... 4-265
Aide à la transformation des produits alimentaires 4-49
Aide à l'annexation ... 4-29
Aide à l'augmentation du stock de logements ... 4-31
Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement ... 4-184
Aide à l'enseignement ... 4-173
Aide au transport communautaire ... 4-173
Aide aux autochtones ... 4-173
Aide aux collèges ... 4-109
Aide aux communautés non enregistrées ... 4-173
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse ... 4-57
Aide aux municipalités pour la récupération des déchets ... 4-213
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets ... 4-213
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets ... 4-213
Aide aux prospecteurs de l'Ontario ... 4-177
Aide aux sinistrés ... 4-29
Aide aux universités ... 4-109
Aide aux ventes à l'exportation ... 4-49
Aide financière à l'agriculture ... 4-45
Aide financière à l'aménagement de logements sociaux ... 4-265
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique ... 4-430
Aide internationale aux sinistrés ... 4-21
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire ... 4-184
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie ... 4-115
Aide provinciale aux étudiants ... 4-116
Aide provinciale aux universités ... 4-112
Aide-logement des ouvriers agricoles saisonniers . 4-57
Airport Management Conference of Ontario ... 4-443
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment ... 4-263
Aménagement des secteurs riverains ... 4-25
Aménagement des secteurs riverains d'Hamilton . 4-427
Aménagement des sites riverains communautaires 4-433
American Association of Motor Vehicle Administrators ... 4-447
Appareils de levage ... 4-140
Appels en matière fiscale ... 4-322
Appui au logement ... 4-259
Archives publiques ... 4-156
Articles rembourrés ... 4-140
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle ... 4-33
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries ... 4-231
Association canadienne de gérontologie ... 4-401
Association canadienne de recherche en gérontologie ... 4-401
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario ... 4-363
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario ... 4-401
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario . 4-51
Association des laboureurs de l'Ontario ... 4-51
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario ... 4-401
Association des producteurs d'arbres de Noël, subvention ... 4-345
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario ... 4-399
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario .. 4-51
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario ... 4-401
Association forestière de l'Ontario, subvention .. 4-345
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants ... 4-401
Association pour la santé publique de l'Ontario . 4-361
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire ... 4-361
Association pour l'éducation des petits, Ontario . 4-401
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario ... 4-399
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé ... 4-361
Associations municipales, paiements aux ... 4-29
Assurance-santé et prestations ... 4-358
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien ... 4-403
Autorisations environnementales et appui technique ... 4-214
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes ... 4-363
Autres subventions à des organisations rurales .. 4-51
Avocat de la Couronne ... 4-297

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative ... 4-64
Bibliothèques et information communautaire ... 4-153
Bourse canadienne des déchets, subvention ... 4-213
Bourse John B. Aird ... 4-21
Bourse ontarienne des déchets, subvention ... 4-213
Bourse Pauline McGibbon ... 4-21
Bourses d'échange Ontario/Québec ... 4-117
Brigade des jeunes environnementalistes ... 4-51, 4-227
Brigades Jeunesse Ontario, subventions ... 4-201
Budget et finances intergouvernementales ... 4-481
Bureau d'arbitrage ... 4-464
Bureau de la région du grand Toronto ... 4-488
Bureau de l'Assemblée législative ... 4-61, 4-63

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Bureau de l'ombudsman	4-89
Bureau de médiation	4-464
Bureau de renseignements sur la négociation collective	4-464
Bureau du commissaire	4-416
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	4-64
Bureau du commissaire aux plaintes du public	4-312
Bureau du conseil des ministres	4-69
Bureau du conseiller des travailleurs	4-472
Bureau du conseiller du patronat	4-472
Bureau du directeur général des élections	4-77
Bureau du greffier	4-64
Bureau du lieutenant-gouverneur	4-83
Bureau du président de l'Assemblée législative	4-64
Bureau du vérificateur provincial	4-95
Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	4-36
Bureaux de circonscription	4-64

C

Cabinet du premier ministre	4-101
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4-385
Caisse d'épargne de l'Ontario	4-319
Canadian Transportation Education Foundation	4-443
Canadian Urban Transit Association	4-443
Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques, subvention	4-293
Centre de données fiscales	4-322
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	4-237
Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	4-346
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	4-237
Centre d'étude du commerce international	4-113
Centre d'études de la production industrielle	4-235
Centre d'études internationales	4-113
Centre des congrès d'Ottawa	4-428
Centre des sciences de l'Ontario	4-158
Centre des sports de l'Ontario, subventions	4-430
Centre ontarien de calcul à grande échelle	4-113
Centre pour l'alphabétisation et l'enseignement de la langue	4-227
Centres d'entreprenariat	4-113
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise	4-237
Centres d'innovation	4-235
Chiefs of Ontario	4-275
Cinémathèque de l'Ontario	4-158
Coalition canadienne contre les pluies acides, subvention	4-215
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	4-343
Collège de police de l'Ontario	4-414
Collège "Royal" d'agronomie de l'Ontario	4-47
Collèges et universités, Ministère	4-107
Collection McMichael d'art canadien	4-158
Comité des normes en matière de maladies professionnelles	4-472
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	4-173
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	4-33
Comité olympique de Toronto (Ontario), subventions	4-430
Commercial Vehicle Safety Alliance	4-447
Commercialisation et développement des marchés	4-48
Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	4-45
Commissaire à la restructuration industrielle	4-236
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	4-138
Commission de la fonction publique	4-128
Commission de la promenade Sainte-Claire, subvention d'exploitation	4-433
Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario	4-254
Commission de l'énergie de l'Ontario	4-195, 4-202
Commission de l'équité salariale	4-461, 4-474
Commission de l'escarpement du Niagara	4-25, 4-36
Commission de négociation	4-312
Commission de révision de l'aide sociale	4-396
Commission de révision de l'évaluation foncière	4-312
Commission des affaires municipales de l'Ontario	4-312
Commission des droits de la personne	4-7
Commission des évaluations environnementales	4-214
Commission des langues d'enseignement	4-186
Commission des parcs du Saint-Laurent	4-428
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	4-146
Commission des relations de travail	4-461, 4-466
Commission des relations de travail dans les collèges	4-115
Commission des relations de travail en éducation	4-186
Commission des services en français	4-74
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4-312
Commission ontarienne des droits de la personne	4-12
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	4-370
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	4-69
Commission ontarienne des services téléphoniques	4-160
Commission sur le financement des élections	4-64
Commission sur les conflits d'intérêts	4-64
Commissions d'appel de la fonction publique	4-464
Comptable de la Cour suprême	4-302
Condition féminine, office	4-277
Conférence sur la circulation routière	4-449
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	4-275
Conseil canadien de développement social	4-399
Conseil canadien de la sécurité	4-447
Conseil canadien des administrateurs des transports routiers	4-447
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	4-275
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	4-292
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	4-280
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	4-286
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	4-10
Conseil de développement social de l'Ontario	4-399
Conseil de gestion	4-119
Conseil de la zone de développement de Moosonee	4-29
Conseil de l'éducation franco-ontarienne	4-186
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	4-354
Conseil ontarien de la préservation de la nature	4-343
Conseil ontarien des affaires collégiales	4-115

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Conseil ontarien des affaires universitaires	4-112
Conseils de révision des loyers	4-268
Conseils régionaux de santé	4-360, 4-363
Conservation Council of Ontario, subvention	4-213
Conservation de l'architecture en Ontario	4-156
Conservation du patrimoine	4-153
Consommation et du Commerce, Ministère	4-133
Construction d'aéroports municipaux	4-443
Contrôle de l'environnement	4-207
Coordination des Affaires francophones	4-74
Culture et des Communications, Ministère	4-151

D

Débuts agricoles	4-57
Développement culturel et institutions culturelles	4-153
Développement du Nord et des Mines, Ministère	4-167
Développement et gestion de l'énergie	4-195, 4-200
Développement et transports du Nord	4-169
Direction générale de la condition féminine	4-280
Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	4-273, 4-274
Direction générale des relations interraciales	4-10
Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre, subvention	4-213
Droit civil	4-304
Droit constitutionnel et politiques	4-304
Droit criminel	4-304

E

Écoles pour les aides-infirmiers	4-115
Écoles privées de formation professionnelle	4-115
Économie de l'énergie	4-198
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	4-104
Éducation et formation en administration municipale	4-34
Éducation, Ministère	4-179
Élaboration de programmes de logement	4-264
Énergie, Ministère	4-[illegible]
Épidémies	4-361
Établissements de dépôt	4-254
Études d'amélioration de la circulation routière	4-449
Études sur les transports urbains et régionaux	4-443
Évaluation environnementale de la gestion forestière	4-214
Évaluation foncière	4-319
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	4-177
Enquêtes spéciales	4-322
Enregistrement des sûretés mobilières	4-144
Enregistrement immobilier	4-144
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	4-227
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	4-427
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	4-176
Entente de développement économique et régional	4-165
Entente Ontario/Jiangsu	4-113
Entente sur la formation de Toyota	4-227
Ententes sur la gestion forestière	4-344
Entretien des aéroports municipaux	4-443
Environnement Ministère	4-205
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	4-308
Expansion de l'industrie et du commerce	4-231
Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	4-450
Expérience dans le domaine des ressources	4-333
Expérience 89	4-11, 4-27, 4-165, 4-337
Exploitation minérale	4-176
Exploration minière de l'Ontario	4-177

F

Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario, subvention	4-209
Foire agricole royale d'hiver	4-47
Foire d'hiver d'Ottawa	4-47
Fondation Asie-Pacifique	4-21
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	4-361
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	4-447
Fondation du patrimoine ontarien, Subventions à	4-156
Fondation ontarienne de la santé mentale	4-361
Fondation pour la vie à la campagne	4-51
Fondation Trillium de l'Ontario	4-428
Fonds d'accès aux installations	4-293
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	4-293
Fonds d'aide à l'expansion du commerce	4-240
Fonds d'aide à l'industrie apicole de l'Ontario	4-57
Fonds d'aide aux producteurs de tabac	4-49
Fonds d'aide juridique Contribution au	4-299
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	4-299
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	4-113
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	4-254
Fonds de développement des bibliothèques	4-163
Fonds de développement du Nord de l'Ontario	4-172
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	4-305
Fonds de recherche agro-alimentaire	4-51
Fonds de recherche sur la gestion des terres	4-51
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	4-51
Fonds de recherche sur la viande rouge	4-51
Fonds de recherche sur l'amélioration de l'industrie du porc	4-51
Fonds de technologie	4-234
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	4-172
Fonds du souvenir	4-399
Fonds Innovation Santé	4-360
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin	4-49
Formation en cours d'emploi des enseignants	4-185
Formation et emploi des jeunes	4-227
Formation et enseignement des affaires municipales	4-25
Formation professionnelle, Ministère	4-221
Foyers de soins spéciaux	4-361

G

Gestion de la faune	4-340
Gestion de la pêche	4-340
Gestion des déchets	4-212
Gestion des terres	4-336

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Gestion forestière	4-364
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	4-159
H	
Hôpitaux et établissements connexes	4-356
I	
Impôt sur les forêts aménagées	4-29
Impôt sur les terres protégées	4-29
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes"	4-139
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	4-57
Indemnisation des travailleurs aveugles	4-463
Indemnités versées aux députés	4-64
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère	4-229
Industrie du Nord	4-231
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	4-401
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth	4-401
Infrastructure des transports	4-172
Initiatives de Guelph	4-46
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	4-21
Installations communautaires	4-10
Institut canadien de la fourrure	4-363
Institut canadien de l'énergie du bois	4-263
Institut canadien de recherche avancée	4-113
Institut canadien de religion et de gérontologie	4-401
Institut d'administration publique du Canada, subvention	4-129
Institut des femmes de l'Ontario	4-51
Institut des relations intergouvernementales	4-21
Institutions Financières, Ministère	4-249
Introduction et développement des cultures	4-51
J	
Jardins botaniques royaux	4-150
Jeunes forestiers	4-340
Jeunes voyageurs de l'Ontario	4-105
Jumpstart, Chine-Ontario, Canada Centre des sciences et de technologie	4-240
L	
Leader parlementaire	4-72
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario Fonds du couvre-feu de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	4-380
Levées et cartographie	4-336
Liaison-logement	4-293
Logement, Ministère	4-257
Logements sociaux	4-259
Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement, aménagement communautaire	4-31
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1)	4-305
Loi sur l'évaluation foncière assistance en vertu de	4-29
Loi sur l'évaluation foncière, impôts acquittés sur les biens fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de	4-29
Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	4-323
Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts	4-326
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	4-29
Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités, paiements en vertu de	4-29
Loi sur l'indexation des régime de retraite, article 8(1)	4-305
Loisirs de plein air	4-333
Loisirs, sports et condition physique	4-423
Lutte contre les incendies et services d'urgence	4-336
Lutte contre les maladies vénériennes	4-361
M	
Médicaments	4-358
Meadowlily, Vincent (Décharge)	4-215
Mines et minéraux	4-169
Mise en œuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	4-166
Musée des beaux-arts de l'Ontario	4-150
N	
Nature Conservancy of Canada	4-343
Niagara Institute, subvention	4-129
Ninety-Nines Operation Skywatch, subvention	4-215
Normes de services de maintien de l'ordre et services de soutien	4-414
Normes d'emploi	4-461, 4-470
Normes et qualité des produits alimentaires	4-48
Normes relatives aux divertissements	4-138
North Simcoe Waste Management Association (Décharge)	4-215
O	
Office des personnes handicapées	4-289
Offices de protection de la nature et de gestion des eaux	4-336
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	4-275
Ontario Good Roads Association	4-455
Ontario Hydro, subventions	4-201
Ontario Native Council on Justice, subvention	4-414
Ontario Native Women's Association	4-275
Ontario Safety League	4-447
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	4-49
Organismes officiels locaux responsables de la santé	4-361
Ovel Rehabilitation Research Foundation	4-343
P	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	4-401
Parcs historiques de la Huronie	4-420
Participation économique des autochtones	4-275
Permis de vente d'alcool	4-135
Personnes âgées, Office des	4-283
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	4-355
Planification communautaire	4-25
Planification des services d'urgence	4-412
Planification et exploitation des services publics	4-207
Planification familiale	4-361
Police provinciale de l'Ontario	4-409, 4-416
Politique d'aide financière à l'agriculture	4-50
Politique de conservation des terres agricoles	4-50
Politique de développement du marché des logements	4-268
Politique de logement et révision des loyers	4-259
Politique et développement technologiques	4-234

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Politique industrielle et commerciale ... 6-234
Politiques financières et administratives ... 6-171
Pollution Probe, subvention ... 6-213
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs ... 6-205
Prévention de la toxicomanie ... 6-361
Prévention et contrôle du SIDA ... 6-361
Provisions de santé ... 6-353
Priorité au logement ... 6-206
Procureur général, Ministère du ... 6-205
Produits tirés des ressources ... 6-335
Programmation des services aux contrevenants ... 6-372
Programme anti-drogue ... 6-401
Programme consultatif sur les accidents du travail ... 6-461
Programme d'aide aux agriculteurs ayant subi des pertes de récoltes ... 6-57
Programme d'aide aux agriculteurs défavorisés ... 6-57
Programme d'aide aux éditeurs ... 6-158
Programme d'aide aux organismes œuvrant dans le commerce ... 6-158
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario ... 6-453
Programme d'apprentissage ... 6-227
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique Prise de contact ... 6-240
Programme d'encouragement au développement touristique ... 6-427
Programme d'indemnisation contre la rage ... 6-57
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario ... 6-435
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie ... 6-361
Programme de rénovation des logements de l'Ontario ... 6-205
Programme de stagiaires en commerce international ... 6-240
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales ... 6-361
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario ... 6-205
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario ... 6-435
Programme des services aux régions insuffisamment desservies ... 6-361
Programme des services en français ... 6-75
Programme des travailleurs judiciaires autochtones ... 6-389
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaires ... 6-31
Programme "Investissement dans les arts" ... 6-158
Programme municipal de l'équité salariale ... 6-29
Programme ontarien d'initiation à la production cinématographique ... 6-158
Programme ontarien de remboursement culturel ... 6-158
Programmes communautaires de santé mentale ... 6-361
Programmes d'échanges éducatifs ... 6-185
Programmes d'orthophonie et d'audiologie ... 6-361
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne ... 6-158
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun ... 6-453
Projets pilotes illustrant des formules de logement innovatrices ... 6-209
Prolongement du chemin Derry (Municipalité régionale de Peel) ... 6-215

Page

R

Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales ... 4-57
Régime complémentaire d'avantages sociaux de la Police provinciale de l'Ontario ... 4-385
Régime d'actionnariat des employés ... 4-323
Régime d'aide à la commercialisation du porc ... 4-49
Régime d'assurance-santé de l'Ontario ... 4-385
Régime de médicaments de l'Ontario ... 4-399
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires ... 4-385
Régimes de retraite ... 4-254
Réglementation commerciale ... 4-138
Réglementation des courses de chevaux ... 4-135, 4-142
Réglementation des loyers ... 4-268
Réglementation du transport ... 4-439
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises ... 4-237
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario) ... 4-298
Recherche sur les recettes et les applications ... 4-322
Recherches cliniques, appliquées, opérationelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé ... 4-355
Registraire général ... 4-144
Relations civiques ... 4-10
Relations fédérales-provinciales ... 4-20
Relations intergouvernementales ... 4-17
Relations internationales ... 4-20
Remises d'impôt foncier aux agriculteurs ... 4-57
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière ... 4-345
Remises fiscales sur les terres protégées ... 4-341
Ressources à engager aux fins de la session ... 4-64
Ressources atmosphériques ... 4-212
Ressources en eau ... 4-212
Ressources minérales ... 4-176
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies ... 4-336
Revenu annuel garanti et subventions fiscales ... 4-322
Revenu, Ministère ... 4-317
Richesses naturelles, Ministère ... 4-331
Roads and Transportation Association of Canada ... 4-443, 4-455
Routes municipales ... 4-439
Routes provinciales ... 4-439
Royal Canadian Humane Association ... 4-401

S

Santé et sécurité au travail ... 4-461
Santé et sécurité dans l'industrie ... 4-468
Santé et sécurité dans la construction ... 4-468
Santé et sécurité dans les mines ... 4-468
Santé individuelle et communautaire ... 4-353
Santé, Ministère ... 4-351
Santé publique ... 4-360
Sécurité des appareils sous pression ... 4-140
Sécurité des combustibles ... 4-140
Sécurité publique ... 4-409
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes ... 4-21
Service de télédiffusion et d'enregistrement ... 4-64
Services à l'enfance ... 4-398
Services aux adultes et aux enfants ... 4-395
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale ... 4-398
Services aux consommateurs ... 4-138

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Services aux contribuables	4-322
Services aux jeunes contrevenants	4-401
Services communautaires de santé	4-360
Services communautaires de santé mentale	4-360
Services consultatifs sur la planification communautaire	4-30
Services correctionnels, Ministère	4-367
Services d'aide à l'enfance	4-401
Services d'ambulance municipaux	4-363
Services de bibliothèque	4-162
Services de coordination des placements	4-361
Services de laboratoire	4-212, 4-360
Services de maisons de soins infirmiers	4-356
Services de médecine légale et du coroner	4-412
Services de prévention des incendies	4-412
Services de santé urgence	4-360
Services de soutien à la santé et à la sécurité	4-468
Services de soutien aux députés	4-64
Services de soutien aux groupes parlementaires	4-64
Services de soutien communautaire	4-401
Services de traitement pour les enfants	4-401
Services de transports	4-172
Services des appareils et accessoires fonctionnels	4-360
Services des biens immobiliers	4-379
Services d'informatique et de télécommunications	4-379
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	4-401
Services du conseiller législatif	4-297, 4-306
Services du protocole	4-20
Services du tuteur et curateur	4-297
Services éducatifs	4-181
Services en établissement et centres de ressources communautaires	4-403
Services environnementaux	4-207
Services gouvernementaux, Ministère	4-377
Services juridiques de la Couronne	4-297
Services juridiques fournis à d'autres ministères	4-304
Services municipaux en français	4-29
Services psychiatriques	4-356
Services sociaux aux adultes	4-398
Services sociaux et communautaires, Ministère	4-393
Services spéciaux aux autochtones	4-10
Société canadienne de la Croix-Rouge, subventions	4-413
Société CJRT-FM	4-158
Société d'arthrite Division de l'Ontario	4-361
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	4-428
Société d'histoire multiculturelle	4-156
Société d'hypothèques de l'Ontario	4-379
Société d'indemnisation environnementale	4-214
Société de développement de l'Est de l'Ontario	4-244
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	4-158
Société de développement du Nord de l'Ontario	4-244
Société de logement de l'Ontario	4-264
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	4-57
Société de protection des animaux de l'Ontario, subventions	4-413
Société Innovation Ontario	4-244
Société internationale de l'Ontario	4-240
Société ontarienne de formation	4-227
Société ontarienne de gestion des déchets	4-216
Société ontarienne pour enfants autistiques	4-401
Société Ortech	4-235
Sociétés agricoles et horticoles	4-51
Sociétés de développement de l'Ontario	4-231
Soins à domicile	4-361
Solliciteur général, Ministère	4-407
Sous-procureur général	4-298
Soutien à la recherche et activités internationales	4-112
Soutien aux petites entreprises	4-237
Soutien aux relations civiques	4-7
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les	4-275
Stabilisation des revenus agricoles	4-57
Stratégie relative au multiculturalisme	4-10
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	4-453
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	4-453
Subsides pour routes municipales	4-455
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	4-139
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	4-113
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	4-111
Subvention au Recycling Council of Ontario	4-213
Subvention au Tri-committee	4-455
Subvention aux conférences sur l'environnement	4-209
Subvention aux organismes autochtones	4-111
Subvention pour études sur le contrôle de la pollution	4-213
Subvention pour la pulvérisation aérienne	4-345
Subvention pour le multiculturalisme en milieu de travail	4-11
Subvention pour recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	4-209
Subvention versées aux centres d'aide aux victimes de violence sexuelle	4-413
Subventions à Ontario Hydro	4-201
Subventions au Citizens Network Clearinghouse	4-213
Subventions au programme de services multiculturels	4-11
Subventions au titre des service d'interprètes et des programmes de formation	4-11
Subventions aux associations de police	4-414
Subventions aux associations sportives provinciales	4-430
Subventions aux cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	4-11
Subventions aux initiatives de conservation	4-201
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	4-337, 4-345
Subventions aux musées locaux	4-156
Subventions aux relations civiques	4-11
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	4-156
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	4-209
Subventions d'immobilisation au développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	4-240
Subventions de développement aux autochtones	4-173
Subventions du programme de loteries	4-433
Subventions en vertu de la Loi sur l'aide destinée à la création de parcs	4-433
Subventions et subsides pour le bétail	4-57

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Subventions pour bourses d'excellence en recherche ... 4-209
Subventions pour des projets d'information du public en matière d'environnement ... 4-209
Subventions pour événements et attractions touristiques ... 4-427
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario ... 4-323
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets ... 4-213
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles ... 4-201
Subventions pour l'enlèvement des déchets domestiques dangereux ... 4-213
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie ... 4-201
Subventions pour la lutte contre les termites ... 4-215
Subventions pour la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération (4R) des déchets industriels ... 4-213
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière ... 4-447
Subventions pour la recherche sur les pesticides ... 4-215
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques ... 4-430
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario ... 4-156
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement ... 4-209
Subventions pour le développement des loisirs ... 4-430
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération des déchets ... 4-213
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif ... 4-430
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités ... 4-113
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille ... 4-214
Subventions pour les études sur les plages ... 4-213
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs ... 4-57
Subventions pour les programmes municipaux RIDE ... 4-414
Subventions pour les services communautaires d'urgence ... 4-414
Subventions pour les services de maintien de l'ordre et pour la prévention du crime des communautés ... 4-414
Subventions pour prix de théâtre ... 4-158
Subventions pour recherches en géoscience ... 4-177
Subventions versées au titre des opérations d'urgence ... 4-413
Subventions versées en compensation des taxes municipales ... 4-113, 4-115
Système de revenu annuel garanti ... 4-323

T

Taxe de vente au détail et autres taxes ... 4-322
Taxe sur les carburants et autres taxes ... 4-322
Technologie, développement et services régionaux agricoles ... 4-45
Technologie et industrie des transports ... 4-442
Terrains miniers ... 4-176
Terres et eaux ... 4-333

Page

Tourisme et des loisirs, Ministère ... 4-421
Tourisme Ontario, subventions ... 4-427
Transport aérien ... 4-442
Transport en commun municipaux ... 4-439
Transport ferroviaire ... 4-442
Transport maritime ... 4-442
Transports de la province ... 4-439
Transports en commun de la province ... 4-439
Transports, Ministère ... 4-437
Travail, Ministère ... 4-459
Trésor et de l'économie, Ministère ... 4-479
Trees for Today and Tomorrow, subvention ... 4-345
Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée ... 4-430
Tribunaux administratifs ... 4-297
Tuteur public ... 4-302

V

Vérification des comptes municipaux de l'Ontario 4-25
Vieux Fort William ... 4-426

Z

Zones de loisirs ... 4-340